BALKANS NOUVEAUX

I

LA GRÈCE QUI RENAIT

Aux derniers jours de février 1928, assis en face de M. Zaïmis, dans son cabinet du *Politikon Grapheion*, j'écoutais le vieil homme d'État égrener les souvenirs de sa vie politique : un demi-siècle d'histoire. Pas un nom propre ne lui manquait, pas une date. Évoqués sans effort, les événements coulaient; et quelques-uns des plus récents semblaient déjà très loin de nous. M. Zaïmis parlait de lui-même avec simplicité; des autres, amis ou adversaires, avec un équitable détachement. Le son même de la voix était objectif. Jamais je n'avais rencontré pareille sérénité chez un homme d'État encore en action. Je ne me tins pas de le lui dire.

— A chacun son caractère, répondit-il en souriant. Le mien n'est point combatif. Le rôle que je joue aujourd'hui en Grèce, c'est celui que j'ai joué toute ma vie : celui de conciliateur. Il m'a valu les seuls succès de ma carrière. Je voudrais le remplir jusqu'au bout et contribuer à rendre solides et durables, en Grèce l'union entre les partis, dans les Balkans l'accord entre des peuples voisins et étroitement solidaires les uns des autres.

— Vous aurez ainsi bien mérité, M. le Président, non seulement de la Grèce, mais de l'Europe. Car la paix balkanique nous apparaît comme une condition essentielle, et peut-être la meilleure garantie de la paix européenne.

Copyright by Maurice Pernot, 1928.

— Oh ! fit M. Zaïmis, n'exagérons rien. Le centre de gravité n'est pas dans les Balkans, il est sur les rives du Rhin. Si les Français et les Allemands parvenaient à s'entendre, la paix serait assurée partout... même ici. Mais ce n'est pas pour me consulter sur le problème franco-allemand que vous avez fait le voyage de Grèce.

Si j'ai fait le voyage de Grèce, et le tour des Balkans, après avoir fait celui de l'Allemagne, c'est qu'il ne me semblait pas inutile d'observer de près la vie de ces pays, qui fournirent aux gouvernements d'Europe l'occasion ou le prétexte de tant de guerres, et où, comme par la force d'une vieille habitude, ou par une loi du destin, s'exercent encore aujourd'hui des influences étrangères assez dangereuses. La péninsule balkanique, quel admirable terrain pour l'agitation brouillonne de quelques diplomaties ! Certes, il n'est pas bien difficile d'y troubler la paix : elle y est encore si mal assurée ! Voici une tâche plus malaisée, mais plus méritoire, et vraiment digne de l'effort des meilleurs hommes d'État de l'Europe : préparer, favoriser un juste équilibre et un accord solide entre les nations des Balkans.

« Les Balkans aux peuples balkaniques », la formule est parfaite. Mais, quand on y regarde de près, on s'aperçoit que ce n'est encore qu'une formule. Les intéressés, — je veux dire les peuples des Balkans, — aspirent à sa réalisation avec une ardeur sincère, mais confuse. Des manières de penser et d'agir imposées par une dure et longue servitude, ils ne se dégagent que lentement. Au lieu d'exploiter, à des fins inavouables, les tares dont ils souffrent encore, il faut les aider à s'en guérir. En prenant la défense de ces peuples, c'est sa propre cause que l'Europe défend. On parle beaucoup, depuis quelque temps, du péril oriental et de la défense de l'Occident. Le péril oriental, il n'est pas besoin d'aller jusqu'en Asie pour le découvrir, et notre ligne de défense est plus près de nous qu'on ne le pense communément. N'est-ce pas grâce aux ancêtres de ces peuples balkaniques, que l'Europe occidentale échappa jadis à la fureur dévastatrice des barbares venus d'Orient ? Le sort dont ils nous avaient préservés, ils durent eux-mêmes le subir pendant des siècles. Ils ont lutté pendant des siècles pour s'en affranchir.

Si l'on veut revivre cette histoire et comprendre les leçons qui s'en dégagent, ce n'est pas dans les capitales qu'il faut

s'arrêter. Il faut parcourir, de la mer Noire à l'Adriatique et du Vardar au Danube, ces grandes routes d'invasion, dont les paysans d'aujourd'hui s'écartent encore pour bâtir leurs villages, tant elles ont amené de malheurs à ceux d'autrefois. Il faut traverser ces régions cultivées, habitées depuis les temps les plus anciens, et dont pas un monument, pas une pierre intacte n'atteste le long passé. Il faut interroger ces vieilles forteresses qui, après avoir arrêté le Turc dans sa marche vers l'Occident, succombèrent sous ses assauts et servirent de repaire à ses garnisons. Il faut croiser, dans les beaux jardins de Sarajevo ou dans les ruelles pittoresques de Mostar, ces étranges fantômes : dames vêtues à la dernière mode de Vienne, mais voilées plus strictement que ne l'étaient leurs sœurs de Stamboul avant la révolution...

Un jour, à Varna, le directeur d'une banque locale, qui voulait bien guider ma promenade dans cette jolie ville, m'arrêta à l'entrée d'une avenue nouvellement percée.

— Voyez, me dit-il, cette grande maison moderne; et à côté d'elle, cette vieille bicoque en bois, dont les fenêtres ont gardé leurs moucharabiehs. C'est toute notre histoire. Nous vivons entre deux mondes, tiraillés par deux tendances contradictoires. Notre volonté de progrès nous pousse vers l'Occident. Mais nous ne parvenons pas à nous libérer complètement de l'influence orientale, si longtemps subie. Ces deux tendances rivales, elles ne se traduisent pas seulement dans l'architecture de nos villes ou dans l'aménagement de nos maisons; chacun de nous les retrouve au plus profond de son âme.

De ces tendances, l'une doit, progressivement, l'emporter sur l'autre. Laquelle? Si le doute était encore permis naguère, il ne l'est plus aujourd'hui. L'absorption, par l'État yougoslave et l'État roumain, de vastes régions depuis longtemps soumises à l'influence occidentale, pose le problème en termes nouveaux et catégoriques. Belgrade ne gouvernera et n'administrera les provinces adriatiques, Bucarest n'assimilera la Bukovine et la Transylvanie, que si l'esprit d'Occident, à Belgrade et à Bucarest, triomphe définitivement des routines et des tares orientales. Connaissons mieux ces peuples, dont nos journaux ne nous révèlent que les stériles agitations. Allons à la rencontre des aspirations plus profondes, qui entraînent leurs meilleurs éléments vers nos idées, vers notre culture, vers

notre organisation sociale. Incorporons pacifiquement à la « Chrétienté » et à l'Occident ces nations qui leur ont si longtemps servi de rempart. En favorisant leur progrès, c'est à sa propre défense que l'Europe travaillera (1).

LA NOUVELLE ATHÈNES

Sur le bateau qui, doublant la pointe d'Égine, approchait du Pirée, j'essayais de renouer les impressions présentes aux souvenirs d'autrefois. Un Grec s'approche et me demande : « Y a-t-il longtemps que vous n'avez vu Athènes? » Je lui réponds que je m'y étais arrêté quelques jours au début de 1923. « Alors, reprend-il, vous ne la reconnaîtrez pas. »

Il disait vrai. Première surprise, en trouvant le Pirée démesurément agrandi, couvert de magasins, d'entrepôts et de fabriques. Puis, du port jusqu'à la ville, en passant par le Vieux-Phalère, deux files continues de constructions neuves, villas, maisons à loyer, cités ouvrières. Quelques heures après, de l'Acropole où j'étais monté, je distinguais quatre quartiers, quatre villes nouvelles, poussées comme des champignons après une pluie bienfaisante, et prolongeant fort loin dans la plaine leurs avenues larges et régulières. Cette métamorphose est l'œuvre des réfugiés. Pluie bienfaisante, en effet, que cet afflux d'un million et demi de Grecs, venus de la Thrace et de l'Asie-Mineure, de la Bulgarie et même du Caucase, inondant brusquement un pays qui ne comptait guère jusqu'alors que cinq millions d'habitants.

Athènes et le Pirée ont absorbé pour leur part environ trois cent mille réfugiés urbains, artisans et commerçants, gens de métier, médecins, avocats, journalistes. On sait que, dans l'ancienne Turquie, l'activité professionnelle et économique était concentrée presque tout entière entre les mains des Grecs et des Arméniens. Expulsés violemment du pays, ou, un peu plus tard, échangés par traité contre les Turcs qui occupaient les

(1) Qu'il me soit permis de renouveler ici mes remerciements à toutes les personnes, officielles et privées, qui se sont employées à rendre mon enquête plus facile et plus fructueuse. J'adresse un souvenir particulièrement reconnaissant à MM. Minardos, Christof, Constantinidé et Angelkovitch, qui, chacun dans son pays, ont été pour moi des guides précieux et de charmants compagnons de voyage.

territoires recouvrés, les Grecs trouvèrent un refuge dans la vieille patrie qu'il n'avaient jamais oubliée, et dont ils conservaient pieusement les traditions nationales et religieuses. Mais pourraient-ils y trouver une occupation et des moyens d'existence? Le sort des réfugiés urbains était particulièrement critique. Les professions et les métiers qui les faisaient vivre en Turquie, ils les trouvaient occupés, encombrés en Grèce par leurs compatriotes indigènes. Comment le redoutable problème allait-il être résolu?

Un premier temps : les vapeurs grecs jettent à la côte, dans un désordre lamentable, le troupeau demi-nu, affamé, exténué des malheureux expulsés. Charité humaine et solidarité nationale s'émeuvent de concert. Pour accueillir ces frères misérables, pour leur faire une place au foyer qu'ils retrouvent malgré eux, après six siècles d'exil, on se serre, on se gêne, on s'ingénie. Chaque famille reçoit quelques-uns de ces hôtes plus ou moins désirés; la ville offre ses théâtres, ses cinémas, ses casernes; le village, sa mairie et son école. Puis le premier enthousiasme tombe; entre réfugiés et indigènes, des antagonismes se déclarent, des concurrences surgissent. On en vient à se demander si le foyer national est assez large, assez fourni pour abriter et faire vivre les uns et les autres. Enfin l'effort s'organise : le gouvernement d'Athènes obtient de la Société des nations un concours précieux; les fonctionnaires de l'État rivalisent de zèle avec ceux de la « Commission pour l'établissement des réfugiés ». Au début de 1926, c'est-à-dire après cinq ans de travail acharné et méthodique, l'élément nouveau a trouvé sa place dans l'organisation nationale et commence d'y jouer son rôle.

Par quels moyens ce résultat fut-il obtenu? J'essaie de le comprendre en visitant, sous l'aimable conduite de M. Karatheodori, l'un des quatre quartiers d'Athènes affectés aux réfugiés. On l'a appelé *Nea Ionia* et il compte environ dix mille habitants.

— Rien de ce que vous voyez ici, m'explique mon guide, n'existait à la fin de 1922. La Commission d'établissement a commencé par faire une route, puis elle a construit des maisons. Comment? Grâce aux réfugiés eux-mêmes, qui, selon leurs forces et leurs aptitudes, nous ont fourni des maçons, des charpentiers, des manœuvres. Ils se contentaient alors d'un

faible salaire, juste de quoi ne pas mourir de faim. Les quatre quartiers d'Athènes où ils vivent ont été, pour la plus grande part, édifiés et aménagés par eux.

Maisons modestes, mais propres, et exemptes de l'uniformité fastidieuse qu'offrent communément les cités ouvrières. C'est que chaque famille, après avoir reçu le logement qu'elle doit payer en quinze ans et qui lui appartient du jour où elle y entre, l'a arrangé à sa guise. Celui-ci a fait un balcon, cet autre une terrasse; plusieurs ont créé un petit jardin, défonçant la terre, plantant des arbres, creusant des puits, découvrant par miracle, dans le sous-sol inexploré du quartier nouveau, l'eau dont la vieille Athènes est si dépourvue. Voici une école pour les enfants, un vaste hôpital pour les malades, un grand marché, des boutiques bien fournies. Dans ces ouvriers, dans ces petits bourgeois vêtus proprement, dans ces enfants robustes et rieurs, comment reconnaître la horde lamentable et déguenillée qu'il y a cinq ans à peine quelques bateaux jetaient aux rivages de Grèce?

C'est que les réfugiés, privés de tous leurs biens, apportaient du moins avec eux l'expérience d'un métier, le goût du travail et cette ingéniosité pleine de ressources, qui a de tout temps assuré le succès du Grec à travers le monde. J'ai visité dans *Ionia* deux fabriques de tapis et une filature de soie. Dans les premières, j'ai trouvé des gens de Smyrne, d'Ouchak, qui, à peine installés dans Athènes, y ont réorganisé l'industrie qui les avait fait vivre et prospérer là-bas durant tant de siècles. La soierie a été montée par un entrepreneur athénien : les émigrés de Brousse et des environs lui ont fourni sur place une main-d'œuvre abondante, habile et peu coûteuse. Athènes voit ainsi renaître cette production grecque de la soie, qui fut célèbre au moyen âge, et que les Vénitiens, redoutant une concurrence pour leurs propres industries, avaient soigneusement détruite. Le jeune homme qui me conduit à travers les ateliers est le fils d'un hôtelier de Smyrne. « Mon père, explique-t-il, a ouvert en ville un restaurant, qui marche bien. Mais il n'avait pas besoin de moi, et j'ai trouvé ici un nouveau travail, qui m'intéresse davantage. »

En revenant d'*Ionia* vers Athènes, je traverse *Nea Philadelphia*, quartier bâti pour les réfugiés par l'État. Ici la population, — 20 000 âmes environ, — est moins ouvrière, plus bourgeoise; les demeures sont spacieuses et souvent élégantes. On

me montre la maison du Patriarche, qui, réfugié lui-même, a voulu vivre parmi les réfugiés. Quelques centaines d'employés, dont les bureaux sont à Athènes, descendent des autobus qui les ramènent chez eux pour déjeuner ; les enfants sortent des écoles. Partout le mouvement, la vie, l'expression heureuse d'une activité qui produit et progresse.

Nous rentrons dans la ville : même animation. Des automobiles de toutes marques débouchent des avenues qui relient Athènes à son port et à ses faubourgs : elles ramènent de leurs affaires non seulement des Grecs, mais les nombreux étrangers, — Anglais, Allemands, Américains, Italiens, — que le nouvel essor industriel a attirés ici, et y a retenus. De grands magasins aux brillants étalages bordent les rues. Les femmes portent les dernières modes de Vienne et de Paris. Athènes a vraiment pris figure de capitale.

Cette transformation n'est pas du goût de tout le monde. J'entends les doléances d'un vieux fonctionnaire des Affaires étrangères, qui m'assure qu'excepté pour les besoins de son service, il ne met plus les pieds dans la rue. J'ai quelque peine à le convaincre, — mince consolation pour lui, — que les embarras de la nouvelle Athènes ne sont rien encore auprès de ceux de Paris... Cependant les Athéniens de vieille souche trouvent un aimable refuge dans ces grands cafés en plein vent, où, aujourd'hui comme autrefois, on voit les clients se chauffer au soleil, déployant leur journal devant une tasse de café minuscule et un grand verre d'eau sans cesse renouvelé. Les journaux, la politique tiennent toujours autant de place dans l'existence un peu désœuvrée du petit bourgeois d'Athènes. On reproche aux réfugiés de bousculer jusqu'à ces douces habitudes, en rendant la vie plus dure et plus chère, le gain plus laborieux, la politique enfin moins verbale et plus réaliste. Il m'a suffi d'entrer une fois à la Chambre, pour m'apercevoir que, là aussi, il y avait quelque chose de changé.

LA POLITIQUE ET LES PARTIS. — LA QUESTION DU RÉGIME

On se souvient encore du mouvement populaire qui, sans effusion de sang, renversa l'éphémère et néfaste dictature du général Pangalos (22 août 1926). L'amiral Condouriotis rétablit aussitôt la Constitution de 1925, que le dictateur avait

suspendue, et procède aux élections : grâce à l'appoint des réfugiés, la majorité du pays se prononce, sinon pour la République, du moins contre les coups d'État et les révolutions militaires. Le peuple grec veut avant tout l'ordre et la paix. Sur 280 sièges, les royalistes purs n'en obtiennent que 53 ; 59 sont acquis aux ralliés (parti Metaxas), 42 aux républicains, 109 aux libéraux (parti vénizéliste). Et c'est autour des libéraux que se forme une sorte d'union nationale, symbolisée par le ministère dit *œcuménique*.

Au moment où j'arrivais à Athènes, ce ministère, présidé par M. Zaïmis, avait déjà subi deux remaniements. Le vote de la nouvelle constitution républicaine (4 juin 1927) en avait écarté les royalistes purs, M. Tsaldaris et ses partisans. Puis, au début de 1928, le chef de l'*Union républicaine*, M. Papanastasiou, avait à son tour quitté le cabinet. Toutefois, ces deux défections n'avaient ni compromis l'existence, ni même modifié sensiblement l'action d'un gouvernement qui, à travers quelques vicissitudes, s'efforçait de conserver l'unité de direction garantie par la permanence des trois protagonistes, MM. Zaïmis, Michalacopoulos et Caphandaris.

Bien qu'il ne fût pas membre du parlement, M. Zaïmis, vétéran de la politique, avait assumé la présidence du cabinet œcuménique, et les deux remaniements l'avaient laissé à son poste. De même, M. Michalacopoulos, ministre des Affaires étrangères, et M. Caphandaris, ministre des Finances, avaient gardé leurs portefeuilles. Tous deux étaient chefs de parti, et le parti alors dirigé par M. Caphandaris, celui des libéraux-progressistes, était le plus nombreux de la représentation nationale.

Durant le débat auquel j'assistai (16 et 17 février), les deux ministres démissionnaires eurent l'occasion d'intervenir. Leur attitude me frappa : elle n'était pas seulement constitutionnelle, mais extrêmement conciliante. Non qu'on les entendît renier leur politique ou sacrifier quelque parcelle de leurs convictions. Mais dès qu'un membre de leur parti donnait à la discussion un cours trop violent, et peut-être dangereux, le *leader* royaliste ou le chef de l'Union républicaine prenait aussitôt la parole et, en quelques mots prudents et habiles, ramenait le débat sur un terrain moins brûlant. Comme on était loin des mœurs de l'ancienne *Vouli !*

Visiblement le souci, la volonté de garantir la paix intérieure dominaient à la Chambre tout autre sentiment. Les coups d'État, les révolutions militaires, — trois en deux ans et demi! — les émeutes sanglantes qui avaient si profondément bouleversé la Grèce, déjà si éprouvée par la catastrophe de 1922, semblaient avoir laissé le souvenir d'un affreux cauchemar. On avait pris la violence en horreur ; on voulait enfin vivre tranquille et pouvoir travailler, sans se demander si demain ne viendrait pas anéantir l'effort d'hier et l'espoir d'aujourd'hui. Non qu'on eût perdu le goût de la politique ; mais l'inquiétude et la gêne avaient inspiré aux plus ardents quelques réflexions salutaires, et nombreux étaient désormais ceux qu'on entendait proclamer, plus nombreux encore ceux qui pensaient : *Primum vivere*.

Les problèmes qui se posaient aujourd'hui mettaient en jeu, au-dessus des intérêts de parti, la vie nationale elle-même. Établissement et assimilation des réfugiés, colonisation de la Thrace et de la Macédoine, restauration de l'économie et des finances, stabilisation de la monnaie, autant de questions qu'il fallait étudier et résoudre. Le gouvernement s'y efforçait. Ses initiatives et ses méthodes pouvaient soulever certaines critiques, provoquer certains mécontentements. Les critiques se faisaient jour, les mécontentements s'exprimaient, mais avec prudence, avec ménagement, comme si l'on eût craint d'interrompre l'œuvre entreprise ou d'en compromettre le succès. En ce moment même, M. Caphandaris venait d'obtenir à Londres, à des conditions plutôt favorables, l'emprunt de neuf millions de livres, qui devait permettre à la Grèce d'achever l'installation des réfugiés, d'assainir ses finances et d'opérer une stabilisation reconnue nécessaire. Ce succès, où s'affirmaient non seulement le crédit du ministre, mais encore celui de la nation, semblait de nature à consolider le cabinet.

Un premier doute me vint à l'esprit : l'attitude des deux chefs de l'opposition répondait-elle au sentiment unanime des troupes qu'ils commandaient? C'est à MM. Tsaldaris et Papanastasiou que je demandai de l'éclaircir. Le chef du parti royaliste, ou comme on l'appelle ordinairement du *Parti populaire*, est un homme entre deux âges, de manières simples et courtoises. Rien d'un démagogue. Il parle d'une voix douce, presque sans geste ; quelque mélancolie dans l'accent, comme dans le regard.

— Nous ne sommes pas, me dit-il, ennemis du régime républicain, bien que nos préférences aillent à la monarchie constitutionnelle. Mais nous réprouvons les moyens illégaux par lesquels la République a été instaurée en Grèce à la fin de 1922. Quelques officiers débarquent un jour à Athènes et s'emparent du pouvoir par surprise. Les soldats qui les accompagnaient sont restés enfermés dans les bateaux; s'ils avaient connu le dessein de leurs chefs, ils s'y seraient opposés. Le peuple, accablé par le désastre d'Anatolie, n'a pas réagi. La République grecque ne peut donc se réclamer d'aucune origine légale, pas même de cette légalité de fait qui naît d'une révolution triomphante, puisqu'il n'y a pas eu de révolution.

« Nous n'admettons pas davantage la régularité des élections de 1922. Les chefs du parti royaliste étaient alors éloignés du pays; M. Metaxas s'était réfugié en France. Quand j'ai voulu moi-même me rendre à Corinthe, dans ma circonscription, le directeur de la police m'a déclaré qu'il avait l'ordre de m'arrêter. Dans beaucoup de villes, le scrutin était clos la veille du jour fixé pour le vote. Non, la Chambre issue d'élections pareilles ne représente pas le peuple hellène. Quant au plébiscite de 1923, les conditions dans lesquelles il a eu lieu ne laissent aucun doute sur son incorrection. Lorsque j'étais ministre de l'Intérieur dans le cabinet œcuménique, mes collègues m'ont invité à en faire un autre. J'ai refusé : les conditions n'ayant pas changé, les résultats auraient été les mêmes.

« Que dire enfin de l'investiture du Président de la République? On cherche un homme qui ne porte ombrage à personne; on trouve l'amiral Condouriotis; on le bombarde président, sans élection, à titre provisoire. Arrive Pangalos, le président disparaît. Pangalos est renversé, le président revient. Qui succédera à M. Condouriotis? L'homme qui plaira au parti dominant : il représentera un parti et non la nation. Donc nous ne sommes pas satisfaits de cette République mal établie. Cependant, si l'on fait un nouveau plébiscite, nous dirons au peuple : « A notre avis, le régime qui convient le mieux à la Grèce, c'est la monarchie constitutionnelle. Mais si vous pensez autrement, dites-le : nous nous inclinerons devant votre volonté. »

— Le peuple, demandai-je, distingue-t-il entre la question du régime et la question dynastique?

— Non, répondit M. Tsaldaris. Tous les monarchistes sont

partisans de la dynastie déchue. C'est même un des inconvénients de la situation. Car leur attitude peut être attribuée à un sentiment de loyalisme, de fidélité envers une famille, plutôt qu'à une conviction politique.

— Dans quelle proportion estimez-vous que le peuple grec soit monarchiste?

— Nous avons avec nous les huit dixièmes de la vieille Grèce. Quant aux réfugiés, ils sont en grande majorité pour la République. Leur raisonnement est faux, mais humain : la catastrophe dont nous avons été victimes, disent-ils, date de l'ancien régime, donc l'ancien régime était mauvais. Mais, dans son ensemble, la nation hellène voit dans le retour à la monarchie constitutionnelle la meilleure garantie d'un gouvernement démocratique, et celui qu'on lui a donné ne l'est pas.

— Prévoyez-vous de nouveaux désordres?

— J'espère qu'ils seront évités. En tout cas, ils ne viendront pas de nous. Nous sommes le parti de l'ordre, le *parti de plus d'ordre*. Nous avons été loyaux dans la collaboration, nous sommes loyaux dans l'opposition. Les officiers, après tant d'agitations malheureuses, semblent aujourd'hui plus raisonnables. Les partisans de Pangalos ne sont pas de force à faire un éclat. Ce que nous souhaitons tous, c'est un régime établi conformément à la volonté du peuple librement exprimée. Le retour à ce régime, nous voulons qu'il s'opère, non par la violence, que nous réprouvons, mais par des moyens légaux et réguliers.

Après la cloche d'extrême droite, j'ai entendu celle d'extrême gauche. M. Papanastasiou, chef de l'Union républicaine, ne doit pas avoir beaucoup plus de quarante ans. Avocat réputé, orateur efficace, il en impose d'abord par un grand air de vigueur et de franchise. On m'assure qu'il a pour la France un amour sincère, presque mystique, notre pays représentant à ses yeux, mieux que tout autre, l'idée libérale et républicaine. Quand je demande à M. Papanastasiou ce qu'il pense du régime, il répond sans hésiter :

— Je le crois bien établi, et j'en vois une preuve dans l'échec de Pangalos. M. Tsaldaris et ses amis ne contestent pas le régime lui-même, mais seulement la légitimité des moyens par lesquels il fut institué. Ces messieurs ne peuvent pas ignorer que, lors du plébiscite, la majorité du pays était déjà républicaine. Et elle le devient de plus en plus. Tous les réfu-

giés sont pour la République. Ce que voudraient les *populaires*, c'est un procédé plébiscitaire ou électoral qui mît dans l'embarras les royalistes-ralliés, c'est-à-dire M. Metaxas et son groupe, et même M. Michalacopoulos. Le gouvernement sent trop le prix de leur collaboration, pour céder sur ce point au vœu des populaires : ce serait mettre l'union nationale en péril.

« Quant aux amis, ou plutôt aux clients du général Pangalos, ils existent, ils sont même en nombre. Mais le gouvernement aura soin de ne poursuivre, comme complice de l'ex-dictateur, que ceux dont les actes criminels relèvent du droit commun : concussion, violence, etc... Le procès soulèvera peut-être un peu de bruit, mais il ne provoquera pas une révolution. Après tant de malheurs, la Grèce a besoin de se recueillir et de travailler en paix. Pas plus que celui de M. Tsaldaris, mon groupe ne fera rien qui puisse troubler l'ordre nécessaire au pays. Sur les points essentiels de la politique, nous sommes tous d'accord avec le gouvernement. Les questions qui nous divisent ont trop peu d'importance pour qu'on leur sacrifie l'essentiel, je veux dire l'intérêt national.

Dois-je l'avouer? les deux déclarations que je viens de rapporter me parurent jeter sur le problème une lumière incomplète. J'allai voir les principaux ministres, je fis le tour des partis. Plus je poursuivais l'enquête, et moins je me sentais éclairé. Quelques mots, très réservés, de M. Zaïmis dominaient, dans mon esprit, tant d'opinions contradictoires. « Assurément, m'avait-il dit, chacun garde ses préférences, toutes les convictions sont respectables. C'est plutôt une trève qu'une paix. Il faut souhaiter que le gouvernement actuel, par une œuvre bienfaisante, fasse apprécier le régime. Plus celui-ci durera, moins il sera menacé. C'est à peu près tout ce que l'on peut dire. »

Cependant un banquier d'Athènes, après m'avoir laissé patiemment raconter mes pèlerinages et exposer mes incertitudes, résuma la situation en ces termes :

— Le gouvernement, l'opposition, les partis? Tout cela ne signifie pas grand chose. Pour le peuple grec, il n'y a que deux noms qui aient un sens : Constantin et Venizelos; le reste ne compte pas. Aujourd'hui encore, les royalistes, en Grèce, sont surtout des anti-venizelistes. Et cela, c'est la faute de l'ancien roi. Constantin n'avait point les qualités d'un chef d'État, mais

il avait celles d'un chef de parti : affable, grand parleur, buveur intrépide, familier jusqu'au mauvais goût, les soldats et les gens du peuple l'adoraient. S'il avait eu l'âme plus haute et un sentiment plus profond de son devoir, mis en présence d'une personne aussi forte que Venizelos, il eût pris le parti le meilleur et le plus généreux : la collaboration. Que de malheurs il eût ainsi épargnés au pays! Sa vanité fut incapable d'un si beau sacrifice. Pour mettre Venizelos en échec, Constantin accepta le seul appui qui s'offrait à lui : celui de l'Allemagne, que pourtant il n'aimait guère. Et tout le reste a suivi. Aujourd'hui encore, ces deux ombres inégales sont dressées l'une contre l'autre. Que brusquement l'une d'elle reprenne forme vivante, et adieu la paix!

Peu de jours après cet entretien, M. Venizelos annonçait l'intention de rentrer en Grèce. Quelques mois encore et il reprenait le pouvoir...

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Si, comme l'avouait M. Zaïmis, chacun garde ses préférences au sujet du régime et de la politique intérieure, au contraire, sur la politique extérieure, tout le monde est d'accord. On peut dire qu'en cette matière la tradition de la Grèce est à peu près immuable et indépendante des partis. Elle tient tout entière en trois points; accord avec les puissances protectrices, c'est-à-dire avec l'Angleterre et la France, puisque la Russie est provisoirement hors du jeu; entente avec l'Italie; rapports de bon voisinage, en attendant mieux, avec les autres États balkaniques, y compris la Turquie.

Sur ces divers points, M. Michalacopoulos, qui était ministre des Affaires étrangères lors de mon passage à Athènes, n'a pu que me répéter les déclarations qu'il venait de faire dans son grand discours de Salonique; et les opinions que j'ai recueillies auprès d'autres hommes politiques ne diffèrent pas sensiblement de celles que professait le ministre. Fort heureusement, la bonne harmonie qui règne entre l'Angleterre et la France dispense la Grèce du soin délicat de choisir. Tous les hommes politiques, sans exception, m'ont parlé d'une « politique anglo-française ».

Seuls, quelques hommes d'affaires marquaient une distinc-

tion, dont on devine le fondement. En un temps où la France, dévastée et ruinée par la guerre, en proie à de graves embarras financiers, n'avait pas trop de toutes ses forces pour assurer son propre salut, l'Angleterre, exempte de telles épreuves, a pu fournir largement à la Grèce un concours très apprécié. Le règlement difficile des dettes de guerre, l'opposition que la France avait mise d'abord à Genève au projet d'emprunt grec et qu'elle ne devait lever qu'un peu plus tard, avaient provoqué, de la part des milieux financiers, quelques ressentiments, dissipés aujourd'hui. Cependant les Grecs souffrent mal que les Français leur reprochent « d'être passés aux Anglais ». Le seul pays, observent-ils, qui nous ait ouvert sa bourse après nos désastres de 1922, c'est l'Angleterre. Si nous avons pu installer nos réfugiés, c'est grâce à l'aide secourable des Anglais. Et qui donc aujourd'hui s'intéresse à notre relèvement économique et nous offre les moyens de le réaliser sans retard? Encore l'Angleterre. Peut-être les Grecs oublient-ils un peu trop vite qu'en les poussant de toutes ses forces à l'aventure d'Anatolie, l'Angleterre s'était elle-même rendue responsable de ces désastres, qu'elle les aide aujourd'hui à réparer.

Les relations avec l'Italie qui, au temps de M. Venizelos, avaient été fort tendues, étaient devenues meilleures sous la direction de M. Michalacopoulos. Celui-ci, au cours de deux voyages à Rome, avait cherché, de concert avec M. Mussolini, les bases d'un accord durable entre deux politiques qui semblaient poursuivre en Orient des buts analogues. Bientôt après, M. Mussolini devait offrir ses bons offices en vue de faciliter le règlement des questions qui divisaient encore la Grèce et la Turquie. Dans quelques milieux, cette entremise parut suspecte, et l'on reproche assez vivement au ministre grec des Affaires étrangères d'avoir préféré un courtage peut-être onéreux à une entente directe avec Moustapha Kemal Pacha. Il se peut que, lors du récent retour au pouvoir de M. Venizelos, la question des rapports avec l'Italie ait été pour quelque chose dans le désaccord qui éclata entre lui et M. Michalacopoulos et qui contraignit ce dernier à une retraite inattendue.

L'attitude de la Grèce à l'égard des autres États balkaniques me fut expliquée très clairement par M. Papanastasiou.

— Notre pays, me déclara le chef de l'Union républicaine, a atteint des limites dans lesquelles il peut vivre, et dont il a

tout lieu d'être satisfait. Seuls quelques fous rêvent encore de conquêtes; mais la nation n'est pas avec eux. Tout ce que nous souhaitons, c'est que les autres peuples des Balkans veuillent la paix aussi sincèrement que nous la voulons. La fortune de ces peuples est liée à la nôtre : toute l'histoire en témoigne, et cette solidarité ressort des traditions communes, de la religion commune, des intérêts politiques et économiques communs. Une confédération qui nous unirait, où la Turquie elle-même pourrait entrer, offrirait l'immense avantage de mettre la péninsule à l'abri de toute entreprise, de toute influence étrangère. Mais, pour y parvenir, que d'obstacles à surmonter!

« En voici un, et non le moindre : nous nous ressemblons trop. Tous pays agricoles, et produisant à peu près les mêmes choses. Combien l'union serait plus facile entre des pays qui, au point de vue économique, loin de se faire concurrence, se compléteraient les uns les autres! Mais si la perspective d'une confédération est encore lointaine, nous pouvons dès à présent conclure entre nous des pactes de garantie et de non-agression, stipuler une sorte de Locarno balkanique. Sur la nécessité de l'union, vous nous trouverez tous d'accord. La seule différence entre M. Michalacopoulos et moi-même, c'est qu'il se contente d'approuver passivement une politique que je poursuivais avec ardeur et dont j'aurais voulu réserver l'initiative à mon pays. Le ministre actuel est un partisan sincère de l'union, mais il n'en est pas l'apôtre. « Faites-nous des propositions », dit-il aux autres États. Si Venizelos avait procédé de cette façon en 1911, il n'aurait jamais abouti.

« Il faut s'entendre avec Belgrade. A tous les liens traditionnels qui nous unissent aux Serbes, est venue s'ajouter, en 1912-1913, une fraternité d'armes que nous ne pouvons pas oublier. Pour arriver à un accord sur le chemin de fer du Vardar et sur le port de Salonique, nous sommes prêts à faire quelques concessions, mais non pas celles qui porteraient atteinte à l'intégrité de notre territoire et à nos droits souverains. Sans rien aliéner de ces droits, nous pouvons offrir aux Serbes une pleine garantie de leurs intérêts économiques. De même pour les Bulgares. Nous tenons dans les Balkans les portes de la mer ; mais nous n'avons pas la prétention de les fermer à clef. La jonction des voies ferrées bulgares et grecques est utile aux deux pays; j'espère qu'elle sera bientôt un fait

accompli. Avec la Roumanie, nos relations ont toujours été des meilleures. Enfin avec la Turquie, il nous reste à régler une question irritante : la liquidation des biens échangés. Mais les difficultés que nous y rencontrons s'aplaniront avec le temps; elles ne menacent nullement de dégénérer en conflit.

« En résumé, la Grèce constitue, dans la société balkanique, un élément d'ordre, de conservation et d'équilibre. N'ayant d'autre désir que de garder ce qu'elle possède, elle est prête à tous les accords qui, sans la léser dans ses intérêts ou ses droits, la rapprocheraient de ses partenaires et assureraient à une politique d'entente plus de force et de cohésion.

Cette idée de l'union, de la cohésion nécessaire, je l'ai retrouvée un peu partout dans les Balkans, et chez les meilleurs esprits. On y voyait le seul moyen efficace « pour neutraliser les influences étrangères ». Obtenir des précisions sur ce chapitre n'était point chose facile. Toutefois, il m'a semblé qu'en Grèce, les entreprises italiennes, en particulier les pactes avec l'Albanie, inspiraient peu d'inquiétude. Lorsqu'on parlait d'influence étrangère, c'est surtout la Russie qu'on avait en vue. L'action malfaisante de Moscou s'était manifestée plus d'une fois par les attentats de ce « Comité macédonien », si habile à troubler les rapports entre la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce. On la retrouvait encore dans cette propagande communiste, contre laquelle le gouvernement d'Athènes n'avait pas cru devoir prendre des précautions aussi rigoureuses que ceux de Bucarest et de Sofia. Cependant, aux élections de 1926, les communistes avaient réuni près de 40 000 voix (sur un million d'électeurs) et fait élire neuf députés. On trouvait même dans leurs rangs, depuis 1918, un certain nombre de paysans qui, pour marquer leur haine de la guerre et leur opposition à la monarchie, s'étaient fait inscrire au parti communiste. Mais le mouvement se propageait surtout parmi les ouvriers du tabac, les cheminots, et dans les milieux juifs de Salonique. Les grèves de 1925 avaient été bientôt réprimées; celles de juin 1928 ont pris une tournure plus inquiétante.

Soit qu'il s'appuie sur les révolutionnaires du fameux Comité, tumultueux apôtres d'une Macédoine autonome, soit qu'il favorise, en Grèce ou ailleurs, l'agitation communiste, le gouvernement de Moscou ne fait que poursuivre dans les Balkans, par d'autres moyens, la politique de discorde chère à

l'impérialisme tsariste, qui n'y renonça que rarement. Au jugement d'un très bon observateur, la période la plus critique, pour les Balkans, a commencé en 1920, c'est-à-dire au moment où les Soviets, constatant la faillite de leur propagande dans les grands États d'Occident, dirigèrent leurs efforts du côté des petites nations. A la fin de 1925, on sentait déjà la pression diminuer : c'est l'époque où Moscou déclenche la grande offensive asiatique et transporte en Chine son centre d'opérations. Depuis lors, la terreur macédonienne s'est un peu calmée, les Balkans se sentent plus tranquilles. Le danger russe semble moins menaçant, mais il n'a pas disparu.

LA RÉFORME AGRAIRE

En Grèce, comme partout, c'est parmi les mécontents que le communisme avait fait le plus d'adeptes. Si, après une longue série de guerres ruineuses, il avait envahi les campagnes, on se demande ce que la Grèce, pays agricole, serait devenue. Cette invasion fut heureusement prévenue par une réforme agraire dont les résultats, médiocres au point de vue économique, ont été excellents au point de vue social. A vrai dire, le gouvernement hellénique s'était préoccupé, dès 1906, d'améliorer tout ensemble la production agricole et le sort des paysans, en distribuant quelques parties du domaine de l'État entre les métayers qui le cultivaient. En 1911, on essaya d'appliquer la même mesure à quelques grands domaines privés. La guerre interrompit bientôt l'œuvre commencée.

Elle devait être reprise en 1917 sur une base beaucoup plus large. Tous les domaines dépassant 30 hectares sont expropriés, exception faite seulement pour quelques grandes fermes exploitées intensivement par leurs propriétaires, à qui on les laisse jusqu'à concurrence de 200 hectares. Les biens des églises et des couvents, parfois considérables, n'échappent point à cette mesure. La terre ainsi récupérée est attribuée, en pleine propriété, aux paysans cultivateurs, métayers ou colons partiaires. L'indemnité offerte aux propriétaires a été calculée sur des bases très faibles ; parfois elle ne représentait guère qu'une année de revenu. De plus, l'État se réservait le droit de la payer, non en argent, mais en bons du trésor. Tous comptes faits, on évalue à un million et demi de livres sterling le béné-

fice procuré à l'État par l'expropriation des domaines privés, bénéfice dont l'État s'est aussitôt dessaisi pour le répartir entre les cultivateurs du sol.

Qu'une réforme aussi radicale ait pu s'accomplir sans trouble, presque sans résistance, cela s'explique, dans une certaine mesure, par le patriotisme des grands propriétaires, mais aussi sans doute, par l'imminence du péril bolchévique et par la crainte d'une révolution où les propriétaires risquaient de perdre et leurs biens et leurs vies. Comme la plupart des grands domaines étaient exploités, non pas directement, mais en fermage ou à part de fruits, la réforme ne changea pas grand chose à la répartition de la population. Fermiers et métayers demeurèrent sur la partie du domaine qu'ils cultivaient : la seule nouveauté est que désormais ils en furent propriétaires. Les méthodes de culture, les moyens techniques restèrent à peu près ceux d'autrefois ; les moyens financiers se trouvèrent sensiblement réduits. On y remédia du mieux qu'on put en organisant des coopératives. Néanmoins, il n'est pas contestable que, dans les premières années, la réforme eut pour conséquence une diminution de la production, en quantité et en qualité. Mais la situation devait être modifiée brusquement par l'arrivée des réfugiés.

L'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS RURAUX

Des quinze cent mille Grecs que l'expulsion violente, puis l'échange régulier rendaient à leur patrie d'origine, un grand nombre, peut-être même la majorité, étaient des citadins, professionnels, commerçants ou gens de métier. On s'efforça de leur donner asile dans les villes ou dans les faubourgs construits pour eux à proximité des grandes agglomérations urbaines. J'ai montré plus haut comment ils s'étaient installés au Pirée et à Athènes. Restait à établir les paysans. L'entreprise semblait plus aisée ; elle se heurtait pourtant à des difficultés assez graves.

D'abord, l'étendue relativement faible du territoire propre à la culture. Si l'on se reporte aux statistiques d'avant-guerre, on voit que les Grecs ne cultivaient régulièrement que 18,5 p. 100 de leur sol national. Cette maigre proportion s'expliquait par deux raisons : nature ingrate du terrain, très petite densité de

la population, la seconde raison apparaissant d'ailleurs comme une conséquence de la première. Lorsque les réfugiés arrivèrent, on commença par les établir dans les provinces nouvellement acquises, sur les terres déjà cultivées que les Turcs avaient abandonnées. Puis on leur fit leur part dans ces grands domaines que l'expropriation venait de rendre à l'État. La réforme agraire parut alors deux fois bienfaisante, pour ainsi dire providentielle. Quelques rivalités, quelques querelles éclatèrent sans doute, entre réfugiés et indigènes, au sujet d'une distribution où chacun prétendait avoir le meilleur. Mais elles furent apaisées sans trop de peine.

Pour nourrir une famille, il fallait compter environ trois hectares. Bientôt la terre manqua. On dut la disputer aux fleuves torrentiels et irréguliers, aux marécages, au maquis. Et c'est ainsi que l'arrivée des réfugiés, considérée d'abord comme un désastre pour la Grèce, devint l'occasion, le point de départ d'un effort gigantesque, d'une entreprise de défrichement, de colonisation intérieure et d'organisation économique, telle que l'histoire récente de notre vieille Europe en offre peu d'exemples. A Athènes, on m'avait donné des chiffres : près de 2000 villages construits en moins de quatre ans; la surface cultivée en blé accrue de 38 pour 100 en Macédoine et en Thrace entre 1924 et 1925; au cours des deux années suivantes, la production en céréales passant de 647 à 926 millions de kilogrammes; le rendement du tabac augmenté de 100 pour 100 en Thrace et de 120 pour 100 en Macédoine dans l'espace de trois années, 1924-1927.

Ces chiffres m'étonnaient, sans me satisfaire. Je voulais voir de mes yeux ce qu'autour de moi j'entendais appeler le « miracle macédonien ». Les autorités helléniques et la direction de l'Office des réfugiés accueillirent mon projet avec une égale bienveillance et mirent très aimablement à ma disposition les moyens nécessaires. De Salonique jusqu'à Cavalla, en passant par Serrès et Drama, j'ai parcouru la Macédoine, tantôt en chemin de fer, tantôt en voiture. Puis, remontant de la mer vers la montagne, j'ai longé la frontière bulgare de Zirnovo à Demir-Hissar, pour revenir à Salonique. Le récit de ce curieux voyage pourrait remplir un volume. J'essaierai, en quelques lignes, de donner l'impression de ce que j'ai vu.

EN MACÉDOINE

Dans cette nouvelle province de la Grèce, j'ai retrouvé toute l'Asie-Mineure, depuis Brousse jusqu'au Caucase. Les réfugiés qui peuplent aujourd'hui la région macédonienne sont venus des contrées les plus diverses de l'ancien empire ottoman; gens de Smyrne et de Magnésie, de Cappadoce et du Pont. Des paysans de Thrace vivent côte à côte avec des montagnards descendus des marches orientales de la Turquie d'Asie. Et tout cela fait bon ménage et grosse besogne.

Ces plaines fertiles, dont jadis l'empire romain tira tant de richesse, les Turcs ne les avaient mises en valeur que très sommairement. De vastes *tchifliks*, propriétés des beys et des pachas, étaient cultivés à la manière extensive par des paysans chrétiens, grecs ou bulgares. Même dans la région de Serrès, qu'ils appelaient la « Plaine d'Or », les Turcs avaient abandonné d'immenses territoires aux moutons et aux chèvres. Les domaines appartenant aux couvents et aux églises n'étaient guère mieux exploités. *Tchifliks*, terres et biens d'église, échangés ou récupérés, sont passés aujourd'hui en des mains plus laborieuses. Les indigènes rivalisent d'ardeur avec les réfugiés pour rendre à cette contrée magnifique sa prospérité des anciens jours. La culture la plus rémunératrice est, bien entendu, celle du tabac, qui offre en outre l'avantage d'occuper tous les membres d'une famille. Les gens de Samsoun, installés en Macédoine, ont fait merveille. Car on a pris soin d'employer les réfugiés selon leurs traditions agricoles et leurs aptitudes héréditaires. D'ailleurs, chacun aspirait à retrouver dans sa nouvelle demeure ses anciennes occupations. D'Asie-Mineure, du Caucase, de Bulgarie, les Grecs ont rapporté certaines méthodes de travail, fruit d'une expérience séculaire. Ceux-ci étaient spécialisés dans l'élevage du ver à soie, ceux-là dans la culture de la vigne et de l'olivier, d'autres dans le jardinage et la culture maraichère. Autant qu'on a pu, en installant les réfugiés, on a tenu compte de ces spécialités.

Mais le marché du tabac est désormais aux mains des grands *trusts* américains : ce sont eux qui, chaque année, fixent les prix. S'ils les font tomber trop bas, voilà, pour des milliers de petits producteurs, le bilan de l'année compromis. Aussi la Commis-

sion d'établissement a-t-elle tantôt introduit, tantôt développé les cultures accessoires, céréales, vigne, coton, pavot, suivant les régions. On estime qu'aujourd'hui, grâce à ces ressources diverses, une famille de cinq personnes peut, non seulement vivre, en payant tout à la fois l'impôt dû à l'État et la taxe d'amortissement due à la Commission, mais encore mettre un peu d'argent de côté.

Malheureusement, l'épargne n'est guère en honneur dans cette contrée. Comme en Égypte le coton, le tabac en Macédoine a donné à ceux qui le cultivent le goût de la spéculation et du jeu. Le paysan achète à crédit chez l'épicier les choses dont il a besoin, celles dont il pourrait se passer; il paye en bloc après la récolte, c'est-à-dire qu'il paye trois ou quatre fois la valeur de ce que déjà il ne possède plus. A Zirnovo, dans la montagne, près de la frontière bulgare, je suis entré vers onze heures du matin dans un estaminet sordide, pour me réchauffer d'une tasse de thé. La salle était vide, mais une fumée épaisse et refroidie y rendait l'air irrespirable. Comme je m'en étonnais, on m'expliqua que dans ce bouge, courtiers en tabac et paysans avaient joué au poker jusqu'à l'aurore...

Les réfugiés donneront-ils l'exemple d'une économie plus sévère? La Banque nationale semble l'espérer. C'est dans cet espoir qu'elle a ouvert en Macédoine de nombreuses succursales, et qu'en ce moment même elle détache de son vieux tronc un nouveau rameau : la Banque agricole de Grèce, qui aura pour double objet de recueillir les dépôts des cultivateurs et de leur consentir, pour le développement d'entreprises productives, des prêts offerts à un taux plus raisonnable que celui de l'épicier. Déjà, dans les grands centres, à Serrès, à Drama, à Cavalla, les coopératives agricoles ont exercé une action bienfaisante; ailleurs, elles se heurtent encore à la méfiance des paysans et à cet esprit individualiste, que les Grecs de toute classe et de toute région poussent jusqu'à l'excès.

Cependant les villes de Macédoine relèvent leurs ruines et s'agrandissent. Cavalla, Drama, Kilkis, Verria ont vu doubler leur population, grâce aux réfugiés. Serrès, que les Bulgares avaient brûlée en 1913 et saccagée en 1916, offre aujourd'hui l'aspect d'un vaste chantier de construction : maisons neuves très modernes, larges boulevards, immenses fabriques où règne le tabac. Mais, dès qu'on s'éloigne des villes, quel contraste! A

travers ces champs admirablement cultivés, rien qui ressemble à une route. J'ai roulé sur des pistes qui, pour certains parcours, ne valent même pas celles de la Perse. Les paysans s'en plaignent, et ils ont raison. Le coût du transport pèse lourdement sur la production : un camion-automobile est mis hors d'usage en trois mois.

C'est par un de ces chemins affreux que, venu de Drama, passant par Doxato, où les traces de la colère bulgare sont encore visibles, j'arrivai à Cavalla. Une brise légère et le radieux soleil faisaient sourire la mer de Thrace. Au sud, toute proche, la ligne majestueuse des montagnes de Thasos ferme brièvement l'horizon, tandis qu'aux lointains de l'ouest se devine le sommet neigeux de l'Athos. Une citadelle crénelée domine le golfe : œuvre des Génois, qui jetèrent aussi au travers de la vallée cet aqueduc à trois étages. Tout le long du rivage s'alignent les fabriques et les magasins de tabac. Sur les collines, et dévalant jusqu'à la mer, se pressent les villas cossues et les maisonnettes dont les toits de tuile rose accusent la nouveauté. Cavalla, ruinée par la guerre et par l'occupation bulgare, a relevé ses ruines; elle respire aujourd'hui l'aisance et même la richesse. L'effort associé des indigènes et des réfugiés a doublé en trois ans la production du tabac fameux que les bateaux d'Amérique, d'Allemagne, de Hollande, de France et d'Italie viennent charger dans ce petit port et distribuent aux quatre coins du monde.

En suivant à peu près le pavé romain, — un rameau détaché de la *Via Aegnatia* atteignait Neapolis (Cavalla), — j'ai escaladé la colline de l'est et poussé, à travers une plaine naguère déserte, aujourd'hui bien cultivée, jusqu'à l'un des villages construits pour les réfugiés : on a recueilli ici quelque deux cents familles venues de Cappadoce, et ces exilés ont donné à leur nouvelle demeure le nom de celle dont ils furent chassés : le village s'appelle *Nea Karvali*. Les paysans grecs ont laissé en Asie leurs maisons, leurs troupeaux, leurs récoltes; mais ils ont emporté avec eux et amené jusqu'ici, — au prix de quels efforts! — le patrimoine commun, d'une valeur inestimable, que tout de suite ils veulent me montrer. Voici la maison de bois qui sert d'église. Devant le seuil se dresse une croix de fer ouvragé; tout à côté, trois cloches de bronze pendant aux branches d'un vieux platane : « *Eski, eski* », me dit en turc un

de ceux qui m'accompagnent. « C'est notre vieille croix, ce sont nos vieilles cloches. »

J'entre dans l'église. Au centre de la poutre transversale est suspendue une image du Christ, ouvrage byzantin; quatre autres icones très anciennes ornent la cloison de bois blanc. A droite de l'iconostase, un grand coffre, que le maire du village ouvre avec respect : et je vois le cadavre habillé d'un évêque. Une croix d'or brille sur la poitrine, les mains gantées se croisent sur un évangéliaire à reliure de métal. « Saint Grégoire de Nazianze, qui fut patriarche de Constantinople », prononce le maire. Authentique ou non, comment ne pas s'émouvoir devant la relique sauvée par des gens qui, pour emporter leur saint, l'objet du culte national et traditionnel, ont abandonné tout le reste ?

Non loin de l'église, une fabrique de tapis, qui donne du travail aux jeunes filles de la colonie. Les femmes travaillent aux champs, comme les hommes. On fait ici du tabac, des céréales et des cultures maraîchères. « Quand nous aurons une bonne route, m'explique un jardinier, nos fruits et nos légumes arriveront les premiers sur le marché de Cavalla. On me conduit hors du village, jusqu'à la pépinière où un jeune homme a planté des arbres fruitiers. Les étiquettes portent les noms de nos meilleures espèces, et le créateur de ce petit domaine m'explique ses projets dans un français excellent. « Où avez vous si bien appris notre langue? — A Konia, chez le Père Gaudens, répond-il en souriant. Je reconnais le nom de l'Assomptionniste qui, en 1912, lors d'un voyage en Anatolie, m'avait montré les écoles françaises de Konia, — ses écoles.

Je compte autour de Cavalla une vingtaine de villages tout neufs, aussi propères que *Nea Karvali*. Les pêcheurs de la mer Noire se sont installés au bord du golfe. D'autres colonies groupent des paysans de la Thrace orientale, bons travailleurs, mais un peu rebelles au progrès. Parmi les maisonnettes de pierre sèche, j'aperçois quelques huttes de paille, toutes semblables à celles qu'ils ont dû quitter. Les enfants parlent grec, mais les vieux ne savent que le turc, et conservent dans l'attitude, dans le regard, un peu de cette humilité résignée, témoignage d'une longue et dure servitude.

De village en village, le directeur de la Colonisation m'a reconduit jusqu'aux limites de son empire. De quel autre nom

désigner le pouvoir quasi souverain de ces ingénieurs qui, tels les conquérants d'autrefois, font, au commandement, surgir les villages et répandent à leur gré sur les territoires déserts le flot des populations? Nous mettons pied à terre en face d'un monument délabré et majestueux : sur la blancheur du marbre se détachent les belles majuscules romaines : C. VIBIUS, etc... A droite, une muraille plusieurs fois refaite escalade la colline, au sommet de laquelle l'acropole découpe sur le ciel bleu ses créneaux noircis. Dans la plaine, à perte de vue, des ruines émergent d'un marécage or et pourpre. Une porte à trois arches, d'une majesté sinistre, trempe dans l'eau ses pieds carrés. Philippes! C'est ici qu'il y a dix-neuf siècles, entre Antoine et Octave, Brutus et Cassius, se décida le sort du monde.

Pour les conquérants d'aujourd'hui, Philippes n'est plus qu'un vaste marais pestilentiel, qu'il faut assécher pour rendre la contrée habitable et fertile. Car déjà, dans cette Macédoine hier déserte, la population se sent à l'étroit et demande plus de terre. De grands travaux sont à l'étude : on asséchera les marais de Philippes, on régularisera le cours de la Strouma, comme on a commencé de faire de celui du Vardar, et l'on distribuera systématiquement, à travers les plaines de Drama et de Serrès, des eaux vagabondes et dévastatrices. C'est une œuvre de longue haleine, et qui coûtera fort cher; mais c'est un travail productif : car les terres qu'on rendra ainsi à l'agriculture, — plusieurs centaines de milliers d'hectares, — passent pour les plus riches qui existent dans cette région de l'Europe.

SALONIQUE ET SA « ZONE FRANCHE »

Toute la Macédoine grecque, agricole ou industrielle, est orientée vers Salonique. Dedeagatch n'existe guère, et Cavalla, en dépit de quelques projets ambitieux, ne sera jamais que le port local des tabacs. Mais tous les espoirs sont permis à la vieille ville qui vient de renaître. Ceux qui l'ont vue au lendemain de l'incendie dont elle fut victime en 1917 ne la reconnaîtraient plus aujourd'hui. Pour mesurer d'un coup d'œil l'étendue de la métamorphose, je suis monté à Yédi Koulé, jusqu'au sommet de l'ancien ouvrage vénitien. Le chemin rocailleux circule toujours en zigzag à travers les petites maisons turques accrochées aux pentes de la citadelle. Mais lorsqu'on

arrive à la dernière enceinte, qui sert maintenant de prison, le spectacle change brusquement. Entre le pied de la montagne et la mer, la ville nouvelle déroule un long ruban de bâtisses neuves et régulières, que prolongent encore, à l'est et à l'ouest, les vastes faubourgs construits pour les réfugiés. Le grand Saint-Démètre ouvre, comme une blessure béante, sa large nef éventrée, qu'on va bientôt recouvrir. Entre les terrasses blanches, quelques coupoles émergent : Saint-Georges, Sainte-Sophie, les Douze-Apôtres. Descendue de la colline où l'avaient juchée les Turcs, la ville s'épanouit largement au long des rives de son golfe harmonieux que domine, soudain visible à travers les nuages dorés, la tête neigeuse de l'Olympe thessalien.

On a reconstruit la ville en moins de trois ans. L'État ne s'en est pas mêlé : il a laissé faire les habitants. Capitaux privés, initiatives privées, dirigées et coordonnées d'après les grandes lignes du plan que dressa naguère un architecte français, M. Hébrard. On évalue à un milliard deux cent millions de drachmes le total des sommes dépensées jusqu'à ce jour. En ce moment encore, on continue de creuser et de bâtir : égouts, canalisations pour l'eau et l'électricité, hôtels particuliers, maisons de rapport. Salonique la Neuve est belle, vue de loin ; de près, elle semble encore un immense chantier, au sol bouleversé et inégal. Il faudra revenir dans trois ans.

Cependant cet énorme et rapide effort n'est pas allé sans quelques inconvénients. A la grande fièvre de travail a succédé une période de fatigue, presque de malaise. Pour construire, on avait d'abord fait appel aux réfugiés ; puis, ceux-ci ne suffisant plus à la tâche, la main-d'œuvre était venue du dehors, en particulier d'Albanie. Survint un temps d'arrêt. Crise, ont dit les uns, tassement et adaptation nécessaire, expliquaient les autres. Toujours est-il qu'au printemps dernier il y avait de nombreux chômeurs à Salonique et que les fauteurs de grèves et de désordres y trouvèrent bientôt un terrain tout préparé. D'autre part, les capitaux investis dans la construction ne commenceront à devenir productifs qu'au bout de quelques années ; en attendant, le marché se trouve gêné, rétréci, et toute la vie économique se ressent des conditions difficiles qu'il traverse.

L'avenir de Salonique est évidemment lié à celui de son port. Dans la pensée de M. Venizelos, celui-ci était appelé à

desservir, non seulement l'étroit arrière-pays qui appartient à la Grèce, mais encore une large portion du territoire balkanique. C'est pourquoi, après l'incorporation de Salonique à la Grèce, le grand homme d'État eut pour premier soin de faire voter par le Parlement la loi qui prévoyait l'institution d'une « zone franche » (17 décembre 1914). Ce projet, ajourné du fait de la Grande Guerre, puis de la guerre gréco-turque, fut enfin réalisé au début de 1923. Les travaux d'installation commencèrent bientôt après et, le 19 octobre 1925, la zone franche ouvrait ses portes au commerce de transit.

Il n'y a donc pas encore trois ans que la zone franche de Salonique est entrée en fonction : ses installations sont neuves, très modernes, mais relativement étroites. Elles s'étendront vers l'ouest, autant qu'on voudra, au fur et à mesure des besoins. Deux grands entrepôts reçoivent les marchandises en transit; on en construit actuellement trois autres, de dimensions plus vastes. Une série de magasins plus petits sont loués aux sociétés privées; l'un d'eux est réservé à la Banque ottomane. Les écuries et les étables ont été aménagées par un jeune vétérinaire grec, ancien élève de notre école d'Alfort, et qui me dit avoir, en la circonstance, largement profité des conseils de ses maîtres. Le rez-de-chaussée est réservé aux chevaux et aux bœufs; le premier étage au petit bétail, — moutons et chèvres, — qu'un plan incliné conduit à leur demeure. Quelques centaines de bœufs bulgares mangent paisiblement, dans leurs auges de béton, le fourrage de l'exil, automatiquement distribué. L'eau circule partout, entretenant une propreté exemplaire.

Voici la « zone serbe », que limite une enceinte de fil de fer barbelé. Elle est à peu près vide, les ayants-droit ne voulant entreprendre aucun aménagement important avant qu'Athènes et Belgrade ne se soient mises d'accord sur les deux questions encore pendantes de l'usage du port et du régime des chemins de fer. L'apport de la Bulgarie est encore très modeste : il ne deviendra plus large qu'après la conclusion des pourparlers en cours tendant à opérer la jonction entre les deux réseaux ferrés bulgare et hellénique. L'avenir de la zone franche, celui même de Salonique, dépendent en grande partie des bonnes relations que la Grèce entretiendra avec ses deux voisines. Même bien exploitée, la Macédoine ne saurait suffire aux immenses possibilités d'un port comme Salonique. Le jour où,

non seulement le pays macédonien, mais la Bulgarie et la Serbie, voire la Roumanie et la Hongrie, utiliseront pour les besoins de leur commerce les ressources et les facilités que Salonique peut aisément leur offrir, ce jour-là, et pas avant, la Grèce aura gagné la partie, à la fois politique et économique, que M. Venizelos a engagée en 1914.

Les hommes d'État qui dirigent les trois pays balkaniques sont trop avisés pour méconnaître l'importance des intérêts communs ou solidaires qui font de l'entente économique une nécessité. Une politique interbalkanique fondée sur ces intérêts aurait, à ce qu'il semble, toutes chances d'aboutir à des résultats satisfaisants. Les statistiques de la zone franche pourraient, comme un baromètre, servir à mesurer la pression de l'atmosphère, à définir l'état des relations entre la Grèce et ses voisines. Or, pour le moment, ce baromètre monte, lentement, — mais il monte. Saluons ce bon augure.

L'ÉCONOMIE ET LES FINANCES DE LA GRÈCE

Depuis cinq ans, la Grèce se développe selon un rythme rapide et régulier. Mais, ce qui est plus remarquable encore, et plus rassurant pour ses amis, c'est qu'elle se développe dans le sens de ses aptitudes et de ses traditions. Pays agricole, pays maritime, c'est de l'agriculture et du négoce, renouvelés et vivifiés, qu'elle attend sa résurrection. Certes, les réfugiés ont donné brusquement à l'industrie un essor inattendu. D'une part, un grand nombre de réfugiés urbains étaient spécialisés dans certaines fabrications : celle des tapis, celle de la faïence, celle de la soie, et aspiraient à retrouver en Grèce l'emploi de leur habileté. D'autre part, il y avait, dans cet afflux de main-d'œuvre à bon marché, et souvent très qualifiée, de quoi tenter le capitaliste et l'entrepreneur. Ainsi s'explique le progrès industriel des dernières années. Le recensement de 1920 accusait l'existence d'environ 35 000 entreprises, dont 2 000 seulement employaient plus de cinq personnes, et 500 à peine plus de 25 ouvriers. Entre 1921 et 1925, on a créé en Grèce près de quatre cents manufactures nouvelles; cent dix autres ont surgi dans la seule année 1926. Et il faudrait encore ajouter à ces chiffres plus de quatre-vingts ateliers de tapis, dont quelques-uns occupent de 200 à 300 ouvriers. On peut évaluer à près de

dix milliards de drachmes le capital actuellement investi dans l'industrie de la Grèce.

Mais cet essor a des limites. D'abord, la Grèce ne possède ni fer, ni charbon, ni pétrole; en second lieu, elle dispose d'une population restreinte : même avec l'appoint des réfugiés, la densité n'atteint pas quarante habitants au kilomètre carré. Aucun pays, dans ces conditions, ne saurait prétendre à créer et à entretenir ce qu'on appelle une grande industrie. D'autre part, les prétentions de la main-d'œuvre iront croissant, à mesure que les réfugiés, sortis de la gêne, aspireront, non plus seulement à vivre, mais à prospérer. Enfin, les ressources de la Grèce en capitaux disponibles sont fort limitées. Si des circonstances favorables, secondées par une politique financière très avisée, ont attiré dans le pays d'importants capitaux étrangers, cet afflux est précaire, et il n'est pas indéfini. Quant au capital national, s'il est vrai que quelques riches Grecs d'Alexandrie, mis en confiance par l'exemple de l'étranger, ont rapatrié une partie de leur fortune, il n'est pas moins vrai que beaucoup de Grecs d'Athènes, de Patras ou de Salonique continuent d'envoyer leur argent au dehors. Le directeur d'une grande banque évalue les capitaux grecs actuellement investis à l'étranger à 80 millions de livres sterling. Que faudrait-il pour les rappeler? La stabilité politique, une bonne réforme fiscale, enfin une lutte énergique et victorieuse contre l'étatisme, vice commun à tous les gouvernements balkaniques.

En attendant, la Grèce avait besoin d'argent, et même de beaucoup d'argent pour réparer ses désastres, pour installer ses réfugiés, pour compléter rapidement un outillage économique que, depuis 1912, on avait cessé de perfectionner et même d'entretenir. M. Zaïmis comprit qu'avant toutes choses il fallait restaurer le crédit et ramener la confiance en ouvrant largement le marché aux capitaux étrangers, et surtout à ceux de la *City*. D'où la convention, d'abord si discutée, que passa le gouvernement d'Athènes avec la *Power and Traction*, en vue de créer une Société générale d'électricité. Cette intervention du gouvernement dans l'économie privée n'était rien moins que constitutionnelle; cependant le cabinet Zaïmis posa à son sujet la question de confiance; il eut gain de cause, et fut bientôt approuvé, l'affaire ayant donné de bons résultats.

Une société américaine fut chargée d'amener l'eau potable

à Athènes et de l'y distribuer. Les travaux d'assèchement dans la vallée du Vardar ont été confiés à une firme anglo-américaine : *Foundation*. Pour la vallée de la Strouma et la plaine de Philippes, des travaux analogues doivent être mis prochainement en adjudication. Le gouvernement grec semble avoir décidément opté pour le système qui consiste à demander à une même société le capital et le travail, l'emprunt et l'entreprise. C'est encore selon cette formule qu'il a adjugé la construction d'un réseau routier, que les progrès de l'exploitation agricole ont rendu indispensable, à une maison grecque, *Makris*, puissamment soutenue par la *Shell* britannique. Quant au réseau ferré, l'extension, au moment où j'ai passé à Athènes, n'en était pas encore fermement décidée, M. Metaxas estimant qu'un pays comme la Grèce, où la mer pénètre de toutes parts, a moins qu'un autre besoin de chemins de fer.

La première installation des réfugiés avait été financée par le gouvernement hellénique, sur les seules ressources de son budget. Cependant, au mois de juin 1923, le Comité financier de la Société des nations, estimant que la tâche dépassait les moyens d'un État aussi éprouvé, soumettait à l'approbation du Conseil de Genève un projet d'emprunt de trois à six millions de livres sterling. Par la suite, le montant de la somme que la Grèce était autorisée à emprunter fut porté à dix millions. C'est à Londres qu'on négocia. Avant même que les pourparlers eussent abouti à un accord, la Banque d'Angleterre consentait une première avance d'un million de livres (novembre 1923), puis une seconde de même importance (mai 1924). De son côté, la Banque nationale de Grèce fournissait un troisième million. On put ainsi attendre la signature des contrats définitifs, qui n'advint qu'en décembre 1924. L'emprunt fut émis simultanément à Londres, à Athènes et à New-York (7 pour 100, à 88) : il eut un plein succès.

Mais il fallait faire face à d'autres besoins : assainissement des finances publiques, stabilisation de la monnaie. Au mois de janvier 1928, un nouvel emprunt était négocié à Londres par M. Caphandaris, alors ministre des Finances. Sur un total de neuf millions de livres sterling, trois devaient permettre d'achever l'installation des réfugiés, trois autres devaient servir à combler le déficit des précédents budgets, le tiers restant étant affecté comme capital à une nouvelle banque d'émission,

la Banque de Grèce, chargée de contrôler le marché des changes et de préparer la stabilisation de la drachme. L'emprunt de 1928 était émis au taux de 91 et à l'intérêt de 6 pour 100. Conformément aux recommandations du Comité de Genève, sous les auspices duquel il était contracté, la Banque nationale de Grèce renonçait, en faveur de la nouvelle banque, au privilège d'émission qu'elle avait obtenu en 1841 et qui, plusieurs fois renouvelé depuis, ne venait à échéance qu'en 1950. Enfin la Banque nationale assumait l'obligation d'émettre, en souscription publique, un capital de 400 millions de drachmes, destiné au nouvel Institut d'émission. Un *advisor* britannique, agréé par la Banque de Grèce, devait l'assister de ses conseils pendant au moins dix-huit mois.

Comme on le voit, toutes les précautions avaient été prises, soit pour assurer le succès de la stabilisation monétaire, soit pour garantir l'indépendance de la nouvelle banque d'émission vis-à-vis de l'État et vis-à-vis des grands établissements de crédit, en particulier de la Banque nationale, dont le rôle et l'influence ont toujours été considérables. Ces précautions ne semblèrent point suffisantes à M. Venizelos, et les critiques qu'il adressa publiquement à M. Caphandaris, tant au sujet du règlement des dettes de guerre avec la France qu'à celui de l'emprunt de 1928, amenèrent le ministre des Finances à donner sa démission (juillet 1928). Le cabinet tout entier suivit M. Caphandaris dans sa retraite. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si, en attaquant la politique du gouvernement Zaïmis, M. Venizelos obéissait à une conviction profondément motivée, ou plutôt à son ardent désir de reprendre le pouvoir. Toutefois, on peut observer que, l'ayant repris, il n'a maintenu son opposition, ni contre les modalités essentielles de l'emprunt, ni contre l'arrangement conclu touchant les dettes de guerre entre M. Caphandaris et M. Poincaré.

S'il était permis à un étranger impartial d'apprécier l'œuvre accomplie par le ministère œcuménique, aux louanges très méritées se mêlerait une réserve. Tant d'emprunts contractés coup sur coup, et tous au dehors, ne risquent-ils pas de faire peser sur l'économie de la Grèce, — peut-être même sur sa politique, — une charge difficile à supporter? Quand j'ai hasardé cette critique, on m'a répondu que les emprunts étaient nécessaires, pour compléter un outillage très imparfait et longtemps

négligé, que plusieurs correspondaient à des entreprises productives, et qu'enfin la charge en avait été soigneusement répartie sur au moins deux générations. Il se peut en effet que la Grèce n'eût pas d'autre moyen de retrouver promptement l'équilibre économique, première condition de la stabilité politique, de l'ordre intérieur et du progrès.

LA GRÈCE ET LA FRANCE

Qu'il s'agisse de l'établissement des réfugiés, de la reconstruction économique ou de l'assainissement financier, c'est, comme on l'a vu, en Angleterre et en Amérique que la Grèce a trouvé les concours dont elle avait besoin. Pour des raisons faciles à deviner, la France est restée presque entièrement à l'écart de ces entreprises. Ce ne fut point indifférence, mais nécessité. Cette abstention, nouveau grief s'ajoutant à quelques autres, n'en devait pas moins faire naître une certaine froideur à notre égard. Je ne l'ai point sentie chez les hommes politiques qui, à force d'être courtois, oublient parfois d'être sincères. Mais je l'ai vue se manifester chez les hommes d'affaires. Quelques-uns avaient encore sur le cœur la préférence donnée par le marché français, en 1914, à l'emprunt ottoman sur l'emprunt hellénique, préférence que l'événement ne devait point justifier. D'autres nous reprochaient de négliger systématiquement les affaires grecques; ils oubliaient sans doute la belle entreprise du Pirée et quelques autres, qui font à la France le plus grand honneur. Toutefois, il faut reconnaître qu'en perdant une partie de l'influence financière dont elle disposait en Grèce, la France y a perdu aussi quelque chose de son prestige et de son influence politique. Et ce qu'elle a perdu, l'Angleterre l'a gagné.

Ce que nous avons gardé sans conteste, c'est l'influence intellectuelle. Notre langue est parlée par toute l'élite de la société grecque; notre culture est partout répandue; dans la littérature, dans la science, dans la politique, le prestige des idées françaises est considérable. Nous devons ce bénéfice d'abord à nos écoles. Établissements congréganistes, mission laïque, écoles de l'Alliance israélite rivalisent de zèle et d'abnégation pour conserver à la France, avec des moyens parfois très inégaux à l'importance de la tâche, une clientèle recrutée dans les milieux

sociaux les plus différents. En particulier, l'œuvre accomplie depuis la paix à Salonique et en Macédoine m'a paru habilement conduite et féconde en résultats. Enfin notre École d'archéologie est toujours le foyer de hautes études et le centre de culture que les Grecs admirent et que beaucoup d'étrangers nous envient. Après avoir mené à bon terme les grands travaux de Delphes et de Délos, l'École française a dirigé ses efforts, d'une part sur la Crète, de l'autre sur l'île de Thasos. En Crète, la fouille du palais de Mallia a amené au jour une série de tablettes inscrites du XVIe siècle avant notre ère, des armes d'apparat plus anciennes encore, et une table à libations, remontant au début du second millénaire, dont la décoration permettra peut-être d'éclaircir l'origine des mystères d'Eleusis. Les fouilles de Thasos ont fait découvrir deux beaux sanctuaires, dédiés à Dionysos et à Poseïdon. Dans l'île voisine de Samothrace, les efforts réunis de l'École française et d'une mission tchécoslovaque ont dégagé et reconstitué plusieurs édifices importants.

Aux derniers jours de février, un heureux hasard m'a permis d'assister à la conférence que donnait un membre de notre École. Tout Athènes s'y était donné rendez-vous : ce n'étaient pas seulement des gens du monde et des diplomates, c'étaient des savants, des hommes politiques, des banquiers, qu'avait attirés la réputation du conférencier, et qui voulaient savoir comment les dieux de Samothrace, en des temps très anciens, avaient émigré à Délos. Avec quelle attention, quelle avidité l'auditoire, grec en majeure partie, recueillait ces témoignages, ces révélations d'un glorieux passé ! Et je songeais au dédain qu'affectent aujourd'hui quelques Français pour une haute culture doublement précieuse, parce qu'elle fait partie de notre tradition et parce que, de siècle en siècle, elle rehausse constamment l'honneur de notre nom et le prestige de notre race. Assurément ce n'est pas tout, ce n'est même pas assez. Mais quel magnifique avantage, si nous savions nous en servir !

MAURICE PERNOT.

(*A suivre.*)

GEORGES CADOUDAL

II [1]

BRETON CONTRE CORSE

LA CONQUÊTE DES TUILERIES

Si le départ de Georges désagrégeait la chouannerie bretonne, la situation du héros, habile instigateur de ce désarroi, n'en paraissait pas moins précaire. Depuis trois mois qu'il s'était emparé du pouvoir, il louvoyait entre les partis, mais n'en satisfaisait aucun. Certes, la populace, prompte aux engouements, l'idolâtrait; en revanche, les sages n'apercevaient dans son aventureuse élévation qu'une nouvelle étape de la révolution, étape dont la durée restait aléatoire. « Qu'attendre, disait l'un, de ce gouvernement qui est à la merci d'un coup de pistolet? » Or cette solution brutale hantait bien des cerveaux et aurait réjoui nombre de gens : les jacobins impénitents d'abord qui, à mille symptômes, ne pouvaient s'illusionner sur les sentiments du Consul à leur égard; les royalistes aussi, inquiets qu'il tardât tant à rappeler le souverain légitime; mais les plus hostiles étaient ses compagnons d'armes, ceux qu'il avait distancés de façon si cavalière et qui se prétendaient frustrés parce qu'ils n'étaient plus ses égaux.

Bonaparte n'ignorait rien de ces jalousies féroces : — « A peine assis, disait-il plus tard, j'ai vu les prétentions se former : Moreau, Bernadotte, Masséna ne me pardonnaient pas mes succès... ils ont essayé plusieurs fois de partager avec

(1) Voir la *Revue* du 1er octobre.

moi... Douze généraux complotaient de diviser la France en provinces, me laissant généreusement Paris et sa banlieue; le traité fut signé à Rueil, Masséna fut désigné pour me l'apporter; il refusa, disant qu'il ne sortirait des Tuileries que pour être fusillé par ma garde. Celui-là me connaissait bien. » Combien d'autres, outre les trois qu'il nomme, ne dissimulaient pas leur dépit envieux! Lucien, lui-même, — son frère, — Lecourbe, Macdonald, Simon, Delmas, Souham, Augereau... Au quartier général de Rennes s'impriment, sous forme d'adresses à l'armée, des libelles injurieux contre « le tyran », des sarcasmes contre ses « capucinades », véritables appels à l'insurrection et à l'*extermination*; l'homme du 19 brumaire y est qualifié de *déloyal chevalier de Saint-Cloud*, de *Pygmée républicain*, de *déserteur, assassin de Kléber*; de *lâche apostat du culte de la liberté*, de *factieux impudent et ambitieux*... Ces pamphlets sont envoyés par la poste à tous les chefs de corps, commandants de place, commissaires des guerres; ils ne sortent pas des basses officines où s'ourdissent ordinairement ces sortes d'écrits : c'est Bernadotte, tout récemment encore ministre de la Guerre, Bernadotte, l'allié de Bonaparte, nommé par celui-ci, en remplacement de Brune, au commandement général des armées de l'Ouest, c'est Bernadotte qui commande ces vilenies et « assiste aux réunions où l'on examine les moyens de se défaire du Consul ».

Nombre des hommes politiques qui l'entouraient n'étaient pas plus sûrs : son ministre des Affaires étrangères, Talleyrand, — le parangon de l'égoïsme, son ministre de la Police, Fouché, — le parangon de la perfidie, ne le servaient que dans l'espoir de le dominer. Son ministre de la Guerre, Carnot, était trop sincère républicain pour ne point s'offusquer de ses velléités autocratiques. Beaucoup même craignaient de se compromettre en témoignant confiance et sympathie à ce téméraire qui pouvait ne pas durer et dont les salons s'amusaient déjà à deviner quel serait le successeur. Par surcroît, l'argent manquait à tel point que jamais, en aucun pays, le trésor public ne connut semblable pénurie : l'héritier du Directoire avait trouvé la caisse vide : le soir du 19 brumaire, il n'y restait pas « de quoi expédier des courriers aux armées et aux grandes villes pour les informer de l'événement ». L'état des relations avec les Cours étrangères n'était pas plus encourageant : sauf un

envoyé de Charles IV d'Espagne, « retenu à Paris par une circonstance indépendante de sa volonté », le corps diplomatique se composait uniquement « d'un chargé d'affaires du prince de Deux-Ponts ». Pas un cabinet étranger ne consentait à reconnaître le nouveau gouvernement de la France; et quand Bonaparte, protestant de son désir d'ordre, de réorganisation et de paix, essaya d'entamer des négociations avec le ministère britannique, il reçut, en réponse à ses avances, une *Note* l'avisant que le meilleur gage de sa sincérité « serait la restauration de cette lignée de princes qui, pendant tant de siècles, avaient conservé à la nation française la prospérité au dedans, la considération et le respect au dehors ». Restait-il, au moins, au héros de Lodi et des Pyramides, la chance de venger ce camouflet sur les champs de bataille? Non. La Constitution n'autorisait pas le Consul à commander une armée hors du territoire de la république.

Tout manquait donc à ce présomptueux qui, n'ayant pour excuse que ses trente ans, s'était jeté, tête baissée, dans ce gâchis avec la prétention d'assumer une tâche devant laquelle aurait reculé le souverain le plus expérimenté, le mieux servi, le plus confiant en son prestige, en sa puissance et en l'unanime dévotion de tous ses sujets. Comment il s'en tira, nul ne l'ignore; ce prodige fera toujours l'émerveillement de la postérité; mais on comprend pourquoi ses contemporains, n'étant point devins, jugeaient inextricable la situation de ce jeune aventureux et présageaient son inévitable catastrophe.

Loin de le rebuter, « cette complication inouïe de difficultés enflammait son génie; il mit sa gloire à vaincre tant d'obstacles ». Lui seul entrevoyait l'avenir et il marchait vers son destin, sans une hésitation, sans un faux pas. Chaque jour, Bourrienne, son ami d'enfance, alors son confident et son secrétaire intime, le voyait monter; il a raconté, avec grand détail, et non sans aigreur, les péripéties de cette ascension. Logé, depuis le 19 brumaire, au Petit-Luxembourg, Bonaparte s'y trouvait déjà à l'étroit. Lui à qui suffisait, cinq ans auparavant, une chambre garnie à 3 francs par semaine, dans l'hôtel du *Cadran bleu*, rue de la Huchette, à l'angle de la rue du Petit-Pont, il n'est pas satisfait du charmant palais dont se contentait naguère Monsieur, frère du Roi. Non point qu'il soit difficile et qu'il exige du confortable; mais il rêve des Tuileries

qui furent le château royal et dont le nom, étymologiquement vulgaire, pourtant, exerce sur l'Europe un fascinant prestige. C'est là que doit habiter le maître de la France. Mais le pas à franchir est périlleux; les haines jalouses vont s'envenimer; les jacobins déploreront cette résurrection du faste des tyrans; les royalistes crieront à la profanation. Et comment faire? Bonaparte procède avec « une inconcevable adresse ». D'abord, plus de *Tuileries*, ni de *Château*; la vieille demeure des Médicis est dénommée *Palais du gouvernement*. On va seulement l'approprier et y mettre Lebrun, le troisième Consul; encore le logera-t-on au pavillon de Flore; l'ancien appartement du Roi restera vacant. Tout à cette adroite combinaison, Bonaparte va, en compagnie de Bourrienne, visiter les travaux d'aménagement : oh! rien de luxueux; un simple « badigeonnage ».

Dès la grille, sur les corps de garde, subsistent des inscriptions : *10 août 1792, la royauté est abolie et ne se relèvera jamais*. A l'intérieur, les décorations, du temps de la Convention, abondent en bonnets rouges et autres emblèmes révolutionnaires : « Faites-moi disparaître tout cela, dit le Consul à l'architecte, je ne veux pas de pareilles saloperies. » Dans les salons qu'occupa le Comité de Salut public, il remarque, au plafond peint par Lebrun, une effigie de Louis XIV qu'un imbécile a gratifiée d'une cocarde tricolore; c'est encore une occasion de pester contre « la turpitude » des Conventionnels. Néanmoins, afin de bien témoigner qu'il professe la plus sincère vénération pour les illustres républicains, il fait solennellement placer, dans l'une des galeries, le buste de Brutus, l'immolateur des tyrans, et ceux de Démosthène, de Scipion, de Caton, sans oublier toutefois les effigies de César, de Cicéron, de Turenne, de Duguay-Trouin, de Frédéric II et de Marlborough, afin qu'il y en ait pour tous les goûts.

Enfin, au jour fixé, — c'était le 19 janvier 1800, — il partit en grande pompe du Luxembourg, dans une voiture de gala, traînée par six chevaux blancs, offerts au conquérant de l'Italie par l'empereur d'Allemagne, après le traité de Campo-Formio. Nul ne pouvait critiquer cet attelage royal en raison de l'événement glorieux dont il était le trophée. Arrivé dans la cour du Palais du gouvernement pleine de troupes alignées, Bonaparte descendit du carrosse, sauta à cheval et passa la pre-

mière de ces fameuses « revues du Carrousel » que les peintres ont popularisées. Le défilé fut magnifique; quand, ayant à sa droite Murat, et Lannes à sa gauche, le jeune Consul vit passer devant lui les drapeaux en loques de la 30e, de la 43e, et de la 96e demi-brigade, il porta la main à son chapeau et se découvrit lentement. Ce geste, inédit alors, fut acclamé par la foule des femmes élégantes qui se pressaient aux fenêtres du palais; la citoyenne Bonaparte n'occupait pas le balcon du pavillon central; elle avait modestement pris place à l'une des fenêtres de l'appartement du consul Lebrun, pour bien marquer qu'elle n'était là qu'en invitée.

Après la revue, Bonaparte entra dans le palais, mais pour y installer le conseil d'État qui prit possession de la galerie de Diane. La cérémonie était terminée; les troupes regagnaient leurs quartiers; les curieux se dispersèrent, et quand les conseillers d'État retournèrent chez eux à leur tour, le Premier Consul ne s'en alla point : il n'avait qu'une porte à pousser pour pénétrer dans l'ancien appartement de Louis XVI, discrètement meublé à son intention. Il y retrouva son secrétaire qui l'y avait devancé et qui le félicita d'avoir mené à bien cette difficile entreprise, sans soulever une protestation, sans entendre un cri discordant : « Bourrienne, ce n'est pas tout d'être aux Tuileries; il faut y rester, dit-il. Qui est-ce qui n'a pas habité ce palais? Des brigands, des Conventionnels... N'est-ce pas de là que j'ai vu... enlever ce bon Louis XVI? Mais soyez tranquille; qu'ils y viennent! »

L'appartement du Consul, situé au premier étage, prenait vue sur les jardins; on y accédait par le grand escalier de pierre, voisin du pavillon de Flore, escalier que Bonaparte connaissait bien pour l'avoir souvent gravi, alors qu'il était en réforme, — bottes éculées, habit élimé aux coudes, — afin de gagner le cinquième étage où on l'employait au bureau topographique du Comité de Salut public. Au premier palier de cet escalier s'ouvrait l'antichambre, vaste pièce à deux fenêtres, précédant le salon de service de dimensions plus restreintes; on passait de là dans le salon du Premier Consul, puis dans son cabinet. Sa chambre à coucher et son cabinet de toilette terminaient l'enfilade. Soit par goût, soit par superstition, il n'avait pas voulu qu'on rétablit dans la chambre à coucher le lit de Louis XVI; le lit de parade qu'on y disposa lui servait rarement,

car il couchait à l'ordinaire dans l'appartement de sa femme, au rez-de-chaussée qu'avait habité Marie-Antoinette. Le général et la citoyenne Bonaparte étaient installés là depuis six semaines et y avaient pris leurs habitudes quand Georges Cadoudal arriva, le 4 mars, à Paris.

Dès le premier jour, Georges dut présenter à la Préfecture de police son passeport, le désignant comme étant âgé de vingt-neuf ans, propriétaire, né à Vannes, domicilié ordinairement à Nantes. Sauf l'âge, toutes ces indications étaient fausses. Il descendit avec ses trois compagnons à l'*Hôtel de Nantes*, rue de l'Université, et il semble que le chef de brigade Pastol ne les perdit pas de vue jusqu'au surlendemain 6 mars : ce jour-là, il dut conduire Georges aux Tuileries pour s'en faire donner décharge, sa mission remplie, car on place à cette date une visite à Bonaparte, visite dont il ne reste aucun récit et qui consista probablement en une simple présentation ; on n'en a trace que par un mot du Consul : « J'ai vu ce matin Georges ; il m'a paru un gros Breton dont peut-être il sera possible de tirer parti... »

L'ENTREVUE

Trois semaines allaient passer avant que le chouan, « retardant une entrevue qui lui coûtait », se décidât à solliciter une nouvelle audience, à moins que le Consul tardât volontairement à le convoquer, afin de laisser à sa police le temps de surveiller les agissements et les relations de ce rebelle inquiétant. S'il fut pisté, on l'ignore, et c'est regrettable, car on serait curieux de connaître comment les quatre Bretons, tout récemment débuchés des landes et des forêts du Morbihan, supportaient les contraintes de l'existence parisienne, pour eux si nouvelle.

Il paraît certain qu'ils n'eurent de curiosité ni pour les théâtres, ni pour les maisons de jeu et ne se montrèrent dans aucun lieu de plaisir, car ils auraient été bientôt reconnus et les nuées « d'observateurs de l'esprit public » qui parcouraient la Ville nuit et jour n'auraient pas manqué de leur consacrer quelques lignes dans les rapports quotidiens.

Pourtant Georges reçut et alla voir nombre de royalistes tout frais amnistiés et encore sous la surveillance de la police. il s'attacha surtout au jeune Hyde de Neuville, conspirateur

obstiné et aventureux depuis l'âge de quinze ans, et celui-ci le renseigna sur la façon dont se passaient les entretiens que Bonaparte accordait aux chouans pacifiés, partisans avoués des Bourbons. Les premiers qui s'y étaient risqués furent mal accueillis ; c'étaient d'Autichamp et Bourmont. Lannes les entendit donner leurs noms à l'huissier ; il se jeta sur eux, les fit sortir à coups de pied, les accusant de venir pour assassiner le Consul et menaçant de les faire fusiller par la Garde.

Hyde de Neuville avait affronté l'épreuve le 26 décembre : très impressionné, il l'avouait, à la pensée d'aborder l'homme célèbre qui tenait entre ses mains le sort de la cause royale, il avait été introduit dans un salon où il attendit seul longtemps. Bonaparte habitait encore à cette époque le Luxembourg. La porte s'ouvrit et Hyde vit entrer un petit homme maigre, les cheveux collés aux tempes, la démarche hésitante, si différent du héros imaginé, qu'il le prit pour un domestique; d'autant plus que ce même personnage traversa la salle sans le regarder et se dirigea à grands pas vers le foyer comme s'il venait pour arranger le feu.

Arrivé là, il s'adossa à la cheminée, releva la tête et fixa sur le visiteur des yeux si expressifs, si pénétrants, que celui-ci, peu timide pourtant, perdit, du coup, toute assurance. Bonaparte parut flatté de l'impression qu'il produisait; son accueil fut froid, mais courtois ; en quelques mots il dit son admiration pour la Vendée : « guerre noble et belle... on a eu raison de se battre ». Sur quoi il ajourna l'entretien au lendemain.

Le 27, Hyde de Neuville était revenu au Luxembourg, amenant d'Andigné, émigré et général de l'armée royaliste d'Anjou, chargé de demander à Bonaparte quelles conditions seraient imposées aux pacifiés. Lui aussi fut surpris de l'allure modeste du conquérant de l'Italie, « un petit homme de mauvaise mine..., un frac olive..., un air d'une négligence extrême..., rien dans son ensemble qui donnât à penser que ce fût un personnage important. »

Mais dès que ce petit homme prit la parole, le maître apparut : il parla « du Directoire goujat » ; protesta que « lui aussi voulait de bons prêtres », prononça, non sans dédain, le nom des princes : « Ils n'ont rien fait pour la gloire. Que n'étaient-ils dans la Vendée ? C'était leur place. » Et comme d'Andigné

annonçait que tel avait toujours été leur désir, mais que la politique des puissances étrangères les en avait détournés : « Il fallait se jeter dans un bateau de pêche ! » riposta Bonaparte d'une voix frémissante.

Il s'exprimait d'une manière brève et énergique, « avec un accent étranger désagréable à entendre », passant continuellement d'un sujet à l'autre, s'emportant, mais toujours dominant sa colère et n'oubliant jamais qu'on était « entre gentilshommes ». « Nous autres nobles... » glissa-t-il sans affectation. Néanmoins, un grand souci de domination : pendant l'audience, les deux battants de la porte s'ouvrirent tout à coup et l'huissier annonça : *Le ministre de l'Intérieur.* « Qu'il attende ! » dit brusquement le Consul. Peu de temps après, la porte s'ouvrit de nouveau toute grande et la voix de l'huissier retentit : « *Le second Consul de la République.* — Qu'il attende ! répéta Bonaparte ; mais se reprenant aussitôt : — Non ! non ! Qu'il passe ! » commanda-t-il. Et les deux chouans virent entrer Cambacérès qui, « sans oser détourner les yeux qu'il fixait droit devant lui, traversa le salon avec une telle rapidité que sa perruque tremblait comme les feuilles agitées par la tempête ».

La conférence s'était poursuivie sans aboutir ; en vain le Premier Consul offrit-il à ceux qu'il voulait séduire des places et des grades ; « la fidélité des serviteurs du Roi resta sans défaillances » ; aux situations les plus flatteuses ils préféraient leurs foyers dévastés, et on se sépara sans rien conclure.

Ces récits avivaient les répugnances de Georges ; la perspective d'un colloque avec un tel homme meurtrissait son orgueil ; il eût souhaité éluder l'engagement pris ; « la pensée qu'il aurait l'air de fuir un danger l'en empêchait ». Il redoutait aussi sa propre violence ; saurait-il se contenir en présence de son vainqueur ? Celui-ci, jusqu'alors, n'avait reçu, en fait d'amnistiés, que des gentilshommes dont l'urbanité infuse commandait à leur interlocuteur la courtoisie ; mais lui, Georges, le paysan farouche, ignorant l'art des circonlocutions évasives, — qu'arrivera-t-il si le despote se permet de le provoquer ? De fait, quoiqu'il se soit beaucoup façonné, il n'a rien perdu de « sa nature rude et de ses manières brusques » ; il faut, comme l'a fait Hyde de Neuville, percer cette rude écorce pour discerner qu'elle recouvre, « non seulement une franchise et une droi-

ture sympathiques, mais une âme accessible à tous les nobles sentiments ».

Dans le courant de mars, Georges se rendit plusieurs fois au ministère de la Guerre, afin de renseigner le général Clarke, chef du bureau topographique, sur la façon dont s'effectuait le désarmement des insurgés bretons. A la fin du mois, le 29 vraisemblablement, ayant demandé une audience, il fit au Premier Consul la visite si longtemps remise.

Cette entrevue dut frapper les contemporains, car beaucoup de mémorialistes la mentionnent comme un événement, au moins singulier. Par malheur, ils s'accordent mal sur ses circonstances : les deux interlocuteurs seuls auraient pu la raconter, et ils furent sobres de détails. On aimerait, par exemple, connaître quelle fut l'émotion certaine du chouan traversant cette cour des Tuileries, à très peu près semblable encore à ce qu'elle avait été à l'époque du 10 août 1792 et au temps de la Convention.

Des soldats de la garde consulaire occupent les postes, — bonnet à poils avec chausse à gland, habit vert, culotte blanche et bas blancs ; — des sentinelles à toutes les portes et sur l'escalier à rampe de pierre ouvragée qui, dans l'angle du pavillon de Flore, conduit aux pièces qu'habite le Consul. Georges est là dans l'ancien appartement des princes pour lesquels il a tant combattu; il paraît impossible qu'il ne revive pas l'agonie de la royauté en traversant ces salons, théâtres du tragique naufrage. Il vient, lui, le champion de la cause vaincue, saluer l'intrus qui les occupe aujourd'hui. Si rien, il est vrai, n'autorise à imaginer l'impliable révolté poursuivi par cette hantise, elle permet cependant de comprendre comment sa susceptibilité s'en trouva plus vulnérable.

Son être impétueux doit frémir de se voir parmi les solliciteurs qui patientent dans la première antichambre. Il est attendu; des huissiers en livrée sombre l'introduisent dans la pièce suivante, le salon de service: des huissiers encore, des officiers, le mameluk; un général se tient là en permanence : c'est Rapp.

Brune a remis à Georges une lettre adressée au Premier Consul : « Le citoyen Georges, ci-devant général en chef des Chouans, vous remettra la présente; la confiance qu'il a dans le gouvernement lui fait poser les armes et je ne

doute pas que vous ne parveniez à utiliser des moyens que, désormais, il veut consacrer au maintien de la tranquillité publique... »

Rapp reçoit la lettre, fait passer le chouan dans le salon du Premier Consul, une grande pièce presque carrée, éclairée par une haute fenêtre donnant sur la terrasse ; au plafond trône, depuis le temps de Louis XIV, Minerve portée en triomphe par ses prêtresses. Le général Rapp, quittant le visiteur, sort par une porte à doubles vantaux dorés, qui est celle du cabinet de Bonaparte, reparaît bientôt, accompagnant le général et, laissant celui-ci en tête-à-tête avec le chouan, il rentre dans le cabinet sans en refermer la porte. Il y retrouve Bourrienne, le secrétaire indispensable ; le peu que tous deux perçurent de la conversation qui s'engagea entre Bonaparte et le Breton est tout ce que l'on connaît de cet entretien mémorable.

« Nous le vîmes, rapporte Bourrienne, se promener de la fenêtre au fond du salon, revenir, retourner ; cela dura très longtemps. La conversation paraissait fort animée et nous entendîmes beaucoup de choses, mais sans suite. Il y avait quelquefois beaucoup d'humeur dans les gestes et dans les paroles. L'entrevue n'aboutit à rien. Le Consul, s'apercevant que Georges avait quelque crainte pour sa sûreté, le rassura de la manière la plus noble :

— Vous voyez mal les choses, lui dit-il, et vous avez tort de ne vouloir entendre à aucun arrangement ; mais si vous persistez à retourner dans votre pays, vous irez aussi librement que vous êtes venu à Paris.

Rentré dans son cabinet, Bonaparte dit à Rapp :

— Pourquoi donc avez-vous laissé la porte ouverte et êtes-vous resté auprès de Bourrienne ?

— Si vous aviez fermé la porte, je l'aurais rouverte, répondit Rapp. Est-ce que je vous aurais laissé seul avec un homme comme cela ? Il n'y a pas de risque !...

— Fi donc ! Rapp, vous n'y pensez pas ! »

Bonaparte, remarque Bourrienne, ne croyait pas à la vertu des hommes ; mais il croyait à leur honneur. Quand il fut seul avec son secrétaire, il parut très peiné du refus de Georges : « L'exagération de ses principes, dit-il, prend sa source dans de nobles sentiments qui doivent lui donner beau-

coup d'influence parmi les siens. Il faudra pourtant en finir... »

Plusieurs fois il reviendra sur cette rencontre : à son avis, ceux qui ne voyaient dans le rude Breton qu'un « brutal » se trompaient :

— Moi, j'y vois autre chose... Je n'ai pu parvenir à le remuer. Quelques-uns de ses camarades furent émus au nom de la patrie et de la gloire... il resta froid. J'eus beau tâter toutes les fibres, parcourir toutes les cordes; ce fut en vain, je le trouvai constamment insensible à tout ce que je lui disais. Il en demeurait toujours à vouloir commander les Vendéens. Ce fut après avoir épuisé tout moyen de conciliation que je pris le langage du premier magistrat. Je le congédiai en lui recommandant surtout d'aller vivre chez lui, tranquille, et de ne pas se méprendre sur la nature de la démarche que j'avais faite auprès de lui; de ne pas attribuer à faiblesse ce qui n'était que le résultat de ma modération et de ma force. Dites bien, ajoutai-je, et répétez à tous les vôtres, que tant que j'aurai les rênes de l'autorité, il n'y aura ni chance, ni salut pour quiconque oserait conspirer.

Vingt ans plus tard, à Sainte-Hélène, harcelé par tant de souvenirs grandioses et déchirants, au sommet de son calvaire, dans sa baraque de Longwood, il songeait encore à ce jour lointain où, jeune Consul, il avait reçu, dans son salon des Tuileries, le gros homme indomptable que son magique pouvoir de séduction n'avait pas entamé. « C'était un fanatique; je l'émus sans parvenir à le convaincre. Au bout d'une demi-heure, je n'étais pas plus avancé qu'au commencement. Il voulait conserver ses bandes et ses armes! Je lui dis qu'il ne pouvait y avoir un État dans l'État... »

Ceux qui reçurent les confidences rétrospectives de Napoléon varient peu; cependant Rovigo prête à Cadoudal une attitude piteuse : à l'en croire, Bonaparte aurait engagé la conversation sur le ton le plus flatteur, lui parlant « de la gloire qu'il avait acquise » et lui dit que, aux sentiments qui l'avaient élevé devaient s'unir ceux d'un patriote désireux « de ne pas prolonger les malheurs des contrées qui l'avaient vu naître ». Le Breton resta la bouche close, les yeux baissés, balbutia quelques mots... et finit par demander un passeport. Desmarets, bien renseigné, sans doute, comme chef de la police politique, pense que Georges fut ulcéré des façons de Bonaparte qui,

ayant accueilli avec courtoisie les autres chefs royalistes, tous gentilshommes, et convié même l'un d'eux à sa table, témoigna « hauteur et dureté » au plébéien Cadoudal. De fait, on a cité une lettre de Bernadotte au Premier Consul où se trouve cette indication : « Georges confiait à un curé que vous l'aviez reçu avec mépris. »

Cela concorde avec l'impression que Cadoudal rapporta de sa visite aux Tuileries : en rentrant à l'*Hôtel de Nantes*, il y trouva Hyde de Neuville qui l'attendait impatiemment. Georges était fort ému « de la contrainte qu'il avait dû s'imposer » : « Quelle envie j'avais d'étouffer ce petit homme entre ces deux bras ! » rugissait-il en tendant ses membres robustes; et comme Hyde lui faisait observer que, à son égard, Bonaparte, trois mois auparavant, s'était presque montré bienveillant : « Oh ! il change de ton, riposta Georges, depuis que tant de fiers républicains, qui voulaient à tout prix *la liberté ou la mort*, viennent se prosterner à ses pieds, et que des prêtres, des royalistes nous abandonnent pour aller à lui. » Tout en parlant, il se montait : « Oui, oui, il change de ton, le petit homme!... Oh ! il ne m'engageait point à prendre du service; il commandait, il ordonnait, il parlait en maître ! Pacification, amnistie, tout cela n'est qu'un leurre et bientôt nous serons sous les verrous. »

Et, bouillant d'indignation, il grondait comme parlant pour soi-même : « Ce jacobin ! Qui ne vaut pas mieux que les autres ! Il ne m'apprécie pas ! Tant pis pour lui. Je vois bien que, par la suite, il me fera couper le cou. Il faudra que je remonte à cheval et j'aille avec quelques hommes me promener sur la route de la Malmaison. »

Que s'était-il donc passé entre Bonaparte et lui? On ne le saura probablement jamais de façon indubitable : d'après une tradition dont s'est fait l'écho le policier Montgaillard, le Consul tenta d'obliger Georges à choisir entre le grade de général de division sous les ordres de Moreau, et 100 000 livres de rentes ; suivant d'autres, — hypothèse plus vraisemblable, — il lui aurait offert le commandement d'une brigade de la garde territoriale qu'il se proposait de former dans les départements de l'Ouest pour y assurer la pérennité de la pacification. Le servir ou se vendre : Georges se cabra devant cette alternative; son refus sans périphrase irrita Bonaparte, stupéfait de ren-

contrer en ce paysan un adversaire aussi ferme que lui. « Ces deux hommes dont le caractère de fer s'était, tout le temps que dura l'entrevue, jeté un défi perpétuel », se séparèrent irréconciliables ennemis.

Le duel entre eux s'engagea ce jour-là sans merci : il allait se prolonger durant quatre ans.

Sur les jours qui suivirent on est très renseigné, mais par des témoignages divergents. Une chose est certaine : Georges, persuadé qu'il allait être emprisonné, jugea prudent de disparaître : dès le lendemain de son colloque avec le Consul, il levait à la Préfecture de police un passeport pour la Bretagne. Le jour suivant, il quittait l'*Hôtel de Nantes* pour se loger non loin de là, rue de l'Université encore, à l'*Hôtel des Ministres*, situé presque à l'angle de la rue de Beaune. Aussitôt il s'occupa, aidé par Hyde de Neuville, à dépister la police; celui-ci comptait des affidés partout, même à la Préfecture; il apprit par eux « qu'il était temps de partir ».

Il fut convenu que Georges ne regagnerait pas la Bretagne, où il craignait d'être arrêté en descendant de la diligence, en quoi il ne se leurrait pas. Hyde lui conseilla de gagner clandestinement l'Angleterre et s'offrit à l'accompagner; mais on était « filé » et il fallait ruser.

Ici les rapports varient suivant le plus ou moins de véracité, — ou d'imagination, — des agents qui les rédigèrent; ils s'accordent sur un point : un grand dîner de vingt couverts fut commandé au café d'Orsay, alors situé à l'angle de la rue du Bac et du quai. Georges y voulait, disait-il, traiter, avant son départ, les officiers royalistes avec lesquels il s'était trouvé en relation durant son séjour. Le dîner fut-il mangé ? C'est peu probable : pareille bombance entre conspirateurs notoires eût constitué un mauvais moyen de se dissimuler. La commande de ce repas, faite ostensiblement, avait pour but de lanterner les policiers, et le restaurateur en fut pour ses préparatifs. A l'heure de se mettre à table, Georges devait rouler depuis longtemps sur la route de Boulogne.

Pourtant on a raconté que le banquet eut lieu, qu'il fut très animé, et que, au sortir de table, Georges aurait offert à ses convives de les conduire à l'Opéra : « Ils s'empilèrent donc dans des fiacres; lui les suivait en cabriolet et, avant d'arriver au boulevard Saint-Martin, *où était alors l'Opéra*, il tourna dans

la rue Saint-Denis à l'extrémité de laquelle l'attendait en chaise de poste Hyde de Neuville. »

Ce qui infirme tout au moins l'une des circonstances de ce romanesque épisode, c'est que, en avril 1800, l'Opéra n'était plus depuis six ans à la Porte-Saint-Martin, mais rue de la Loi (rue de Richelieu actuelle). Il est donc plus prudent de s'en tenir à la version qui nous montre Cadoudal, après avoir commandé son dîner de vingt couverts, « montant dans une voiture de place » filée par les agents de police; elle s'arrête à l'entrée d'un passage à l'autre issue duquel Georges rejoint Hyde qui l'enlève dans un cabriolet et démarre en vitesse. Pendant que s'opérait cet escamotage, — c'était le 8 avril, — les trois Bretons venus à Paris avec leur chef reprenaient en poste la route de Nantes, et comme l'un d'eux était porteur du passeport levé, quelques jours auparavant, au nom de Cadoudal, ce stratagème eut un plein succès. L'abbé Le Leuch retourna à Plumeret, son séjour habituel; les deux autres rendirent à Brune compte de leur voyage et lui certifièrent que Georges, discrètement rentré dans le Morbihan, était résolu à « rester tranquille »; ils remirent même au général une lettre autographe par laquelle Cadoudal lui donnait la même assurance.

La police de Fouché, elle aussi, fut dupée; un « observateur » notait, le 21 avril : « Georges est parti fort mécontent et dans des dispositions équivoques; les ordres pour sa surveillance ont été donnés au préfet (du Morbihan) et au général Brune... » preuve qu'on le croyait en Bretagne. Un seul agent secret paraît avoir soupçonné la vérité : il écrivait, laconiquement, le 8 avril, que « le chef des rebelles avait quitté l'*Hôtel des Ministres, soi-disant parti pour son pays* avec Biget ».

EN ANGLETERRE

Georges et Hyde détalent à bon train vers Boulogne-sur-mer : ils ont dans leur voiture un joyeux compagnon, La Carrière-Méricourt, grand ami de Mercier-la-Vendée; c'est un ancien ingénieur de la marine, originaire de l'Oise, un peu déconcertant d'aspect avec sa petite taille, sa tête énorme sur un corps malingre, l'extrême recherche de sa tenue et de ses manières, mais voyageur expérimenté et que rien n'embar-

rasse; il a subi nombre d'aventures et bien d'autres, lamentables, lui sont réservées.

De Paris à Boulogne, par la route la plus courte, celle de Beauvais, il y a cinquante-six lieues, — vingt-deux heures de trajet à l'allure ordinaire des voitures de poste. On peut donc croire que, partis le 8 avril, date constatée, les fugitifs étaient à Boulogne le 9 au soir ou le 10 au matin. D'après les *Souvenirs* d'Hyde de Neuville, ils durent attendre « un peu » à Boulogne, car la mer était mauvaise; mais, ayant reçu de Paris « un avis pressant » de quitter la France, ils s'embarquèrent « la même nuit, quoique le temps fût encore menaçant ». « C'était un dimanche », ajoute-t-il. Le dimanche 13 avril sans doute; et il s'en souvient, car Georges « ferme dans ses croyances et pour qui le devoir, sous toutes ses formes, n'avait point de restrictions », ne voulut pas manquer d'assister à l'office. Il retarda donc le départ pour entendre une messe célébrée à minuit, et Hyde s'émut à voir agenouillé, « sous l'impression d'un sentiment profondément religieux, ce soldat presque farouche qu'une guerre sans égale avait endurci ».

La messe dite, les trois royalistes prirent la mer; le bateau qui les passait n'était qu'une forte barque et les vagues la secouaient terriblement. La nuit était sombre et, dans le ciel, se poursuivaient des nuages de tempête; les passagers ne pouvaient se défendre de pronostics et de rapprochements entre cette nature tourmentée et leurs destinées orageuses. Cependant, roulés dans leurs manteaux, au fond de la barque, ils s'endormirent.

Tout à coup Hyde fut réveillé par Georges qui, de sa forte voix, lui dit : « Savez-vous ce que nous devrions conseiller au Roi, s'il remonte sur son trône? — Non, mon ami. — Eh bien! nous lui dirons qu'il fera bien de nous faire fusiller tous les deux, car nous ne serons jamais que des conspirateurs, le pli en est pris. » Était-ce de sa part pressentiment, amertume d'un esprit momentanément désorienté, ou, plus vraisemblablement, regret harcelant de ne pouvoir servir ouvertement la France sans manquer au serment qui l'oblige à se réfugier en Angleterre où sont prisonniers du cabinet britannique les Princes auxquels il a voué sa vie? Il est manifeste que, désormais, Georges apparaîtra imperturbablement fidèle à la cause royale, mais ulcéré de la soumission que cette fidélité lui

impose aux exigences de l'Angleterre; il les subira, non sans répugnance, dans l'affreuse alternative ou de s'avouer vaincu, ou de poursuivre la lutte, impossible sans l'onéreux concours de l'étranger.

A Londres, l'émigration lui fait fête comme au héros qui vient d'affronter « le monstre » et n'a pas été dévoré. Tel sera le sens de la lettre que lui adressera, de Mitau, en Courlande, où il est retiré, le prétendant Louis XVIII : « J'ai appris avec la plus vive satisfaction, général, que vous êtes enfin échappé des mains du tyran qui vous a méconnu au point de vous proposer de le servir... » Georges allait recevoir, outre la faveur insigne de cet autographe, le cordon rouge et le grade de lieutenant-général commandant pour le Roi toute la Bretagne; il était accueilli avec honneur par le Comte d'Artois et par la famélique petite Cour qui gravitait autour de ce prince.

Pour tous, il était le *général Georges*, l'homme important, l'homme unique, le plus solide étai de la monarchie en péril. Chaudement reçu par Wyndham, le secrétaire d'État de la guerre, par Pitt, premier lord de la Trésorerie, chancelier de l'Échiquier, il s'entretenait avec eux de politique internationale et de l'avenir trouble de l'Europe. Ses avis étaient écoutés comme ceux d'un oracle; il dînait chez les ministres; lui-même tenait table ouverte; « chaque jour de nouveaux commensaux y prenaient place, choisis parmi les Français de passage, les nobles émigrés ou les membres de la haute société anglaise », curieux d'entendre le récit de son entrevue avec Bonaparte. Il arraisonnait familièrement le Comte d'Artois et son fils, le Duc de Berry, alors âgé de vingt-deux ans, et le petit paysan de Kerléano, dans ce milieu si nouveau, se formait aux façons mondaines.

Le trésor britannique lui servait une pension d'une guinée par jour (26 fr. 40); mais Georges était souvent « à court d'argent », car il avait dû renouveler toute sa garde-robe et sa tenue témoignait d'une recherche extrême, bien inattendue chez ce Mohican des landes bretonnes : le linge le plus fin, manchettes et jabot brodés, boutons d'or, vêtements du grand faiseur; sauf la cravate qu'il ne pouvait supporter et qu'il laissait fort lâche, il était mis comme les plus raffinés. Ce détail indique que Georges se rendait compte de sa valeur; et quel autre, à vingt-neuf ans, n'eût été grisé par tant de

vogue, d'attentions et d'égards, dus à sa seule renommée?

Pourtant, s'il s'est adapté à la société élégante parmi laquelle il évolue, le Breton n'a rien perdu de sa vigoureuse sincérité ni de sa désinvolture : il ne cache pas au Comte d'Artois son regret de ne l'avoir pas encore vu combattre avec les paysans qui donnent leur vie pour sa cause. Un jour, à Hyde-Park, il aperçoit le Duc de Berry se promenant en compagnie de plusieurs jeunes et jolies femmes : « Ah! grogne le chaste Georges, il ferait bien mieux de se battre dans les landes de chez nous!... » Son propos fut rapporté et, comme il se présentait le lendemain à l'audience du Comte d'Artois : « Eh bien! Georges, lui dit le prince, vous avez vu hier le Duc de Berry? — Oui, monseigneur, et je n'ai pas pu m'empêcher de regretter qu'il fût en si futile société quand il ferait si bien à notre tête... » Et comme l'un des gentilshommes présents, M. de Viomesnil, pour pallier par un mot de courtisan cette brutale franchise, remarquait : « Quand monseigneur le Duc de Berry voudra descendre en Bretagne, il n'aura qu'à paraître pour entraîner tous les cœurs et armer tous les bras », Georges, étouffant de rancunes à la pensée de tous ses braves, morts ou vaincus faute d'un chef dont le nom seul eût centuplé leurs forces, rugit, le visage en feu, les yeux menaçants : « Pourquoi donc n'y vient-il pas? » et, frappé d'un coup de sang, il tomba sur le parquet.

A beaucoup, ces violences paraissaient déplacées; l'entourage des Princes jugeait indigne d'eux de se risquer en une guerre d'embuscades, grosse de périls et pauvre d'apparat. Un courtisan de l'exil, choqué de l'insistance de Georges, lui demandait un jour : « Vous voulez que le Prince aille en Bretagne; mais répondez-vous de sa vie? — Non; mais je réponds de son honneur », répliqua le chouan indigné. De tels mots éperonnaient le comte d'Artois, mais non ceux qui vivaient de lui et souhaitaient qu'il ne quittât pas l'Angleterre; ils étaient parvenus jusqu'alors à l'y retenir et blâmaient sévèrement Cadoudal de troubler leur prudente quiétude. Aussi appelaient-ils à l'aide les conseillers de Louis XVIII, et les conjuraient-ils d'obtenir que le roi de Mitau interdît à son frère de s'engager en pareille aventure. « M. Cadoudal est venu il y a deux mois, à peu près, à Londres, après avoir vu Bonaparte, gémissaient-ils: il ne parle que de combats et de

soulèvements; c'est un homme auquel il est impossible de faire entendre raison. Monsieur s'est laissé décider à passer en Bretagne... Ce n'est qu'un rêve dont nous saurons bien le faire revenir; mais il faut que Georges ne soit plus auprès de lui; nous allons travailler à l'éloigner... Le gouvernement consulaire est impossible longtemps. Il n'y a donc qu'à patienter un peu. Donnez des ordres dans ce sens et que Monsieur ne soit pas exposé à des dangers certains... »

Une telle lettre, empruntée au pieux ouvrage que le neveu de Georges consacrait, il y a quelque cinquante ans, à la mémoire de son oncle, absout le Comte d'Artois de l'accusation de lâcheté si souvent portée contre lui. Ce n'était pas la peur qui le retenait en exil, mais la défiance de ses parasites s'évertuant pour qu'il ne leur échappât point. A leurs efforts se joignaient ceux des espions qu'entretenait, autour des Princes, Fouché, le ministre de la police de Bonaparte; de ceux-ci émanait l'opinion « qu'il n'y avait qu'à attendre », que le Consul ne durerait pas; d'ailleurs, il était « fini », au moral comme au physique; « il n'avait pas deux mois à vivre »; en outre, il ne comptait à Paris que des ennemis et pas un partisan; ses rivaux, — Carnot ou Moreau, — pressés d'occuper sa place, se chargeraient d'en débarrasser le pays; d'autres ambitieux surgiraient pour renverser son successeur et, après quelques expériences de ce genre, la France, d'une voix unanime, « rappellerait ses princes légitimes qu'elle souhaitait revoir depuis si longtemps ». Telle était la clairvoyance de l'émigration! Georges ne réussit pas à la désaveugler : il enrage, il se désole, il tempête : en vain certifie-t-il que Bonaparte ne se laissera pas évincer, qu'il faut l'abattre : certes, sa situation est instable; mais temporiser, c'est l'affermir. Il faut se hâter, au contraire, de frapper le coup: le Consul, il le sait, doit quitter prochainement Paris pour se rendre à Dijon, afin d'y inspecter une armée de réserve qu'il concentre en Bourgogne; il importe de mettre à profit son absence pour soulever à nouveau la Bretagne et apprendre à la France que ses Princes n'ont pas abdiqué.

Ainsi prêche-t-il des sourds, et il ne s'illusionne plus; il discerne, avec une perspicacité singulière, que les faux frères, envoyés de Paris par Fouché, sont plus écoutés que lui. Certain jour, à la cour du Comte d'Artois, il avise un jeune officier portant uniforme anglais et dont il a surpris le nom : c'est

Louis de la Rochejaquelein, le frère du défunt héros de la Vendée : Louis a pris du service dans l'armée britannique; il est en garnison à Édimbourg et, le bruit s'étant répandu d'une prochaine expédition en Bretagne, il est accouru chez Monsieur pour solliciter d'en faire partie.

Comme il sortait de l'antichambre du Prince, il fut suivi par « un homme » qui lui frappa sur l'épaule et lui dit : « Jeune homme, je suis charmé de vous voir : j'ai servi sous votre brave frère que j'aimais tant, votre ardeur me plaît beaucoup; mais elle sera inutile; retournez à votre régiment et n'espérez pas y recevoir des ordres; les Princes ne se doutent pas, vous ne vous doutez pas vous-même, de l'effet que produirait votre nom dans la Vendée; mais il y a *là-dedans* des gens qui le savent et qui trouveront bien le moyen d'empêcher qu'on vous y envoie... Vous verrez la vérité de ce que je vous dis. Je suis le général Georges Cadoudal. »

S'il n'était pas prophète chez les Princes, l'obstiné chouan trouvait les ministres Pitt, Wyndham et Grenville mieux disposés; il leur avait soumis son plan, ne demandant rien d'autre que des armes, de l'argent, des munitions et l'appui de quelques navires qui, croisant sur les côtes pour y simuler un débarquement, y attireraient les rares troupes dont la république disposait en Bretagne, troupes à peine vêtues, décimées par la désertion et mal payées : il leur était dû six mois de solde. Il se chargeait, lui, Cadoudal, de reconstituer en quelques jours son armée de paysans dont les cadres demeuraient intacts. La condition indispensable du succès était la présence de l'un des princes de Bourbon, à l'arrivée duquel se soulèveraient d'enthousiasme Bretagne, Anjou, Maine, Poitou, Normandie. En même temps que se dessinera ce grand mouvement, Paris se révoltera; Hyde de Neuville y est l'âme d'une agence royaliste qui a partie liée avec la police de Fouché où elle compte de nombreux affidés; le concours des plus hauts personnages lui est acquis.

Chose étrange, la chaleur convaincante de Georges, qui n'a pu entamer l'indolence de l'entourage des Princes, triomphe du flegme de Pitt et de Wyndham, blasés pourtant sur l'éloquence des faiseurs de projets. La haine qu'ils professent pour la France révolutionnaire les rend crédules; le 2 mai 1800, Georges leur dévoile son plan; le 15, il apprend qu'il est agréé

en principe; le 17, les ministres ont, chez Pitt, une conférence avec le Comte d'Artois, et, sur son acceptation, voici les conditions adoptées : trois ou quatre mille hommes prendront possession de Calais, mais sur *l'invitation* des royalistes français; — vers le milieu de juin, l'armée de débarquement partira au premier vent favorable pour occuper l'île d'Houat, située en vue des côtes du Morbihan, et d'où elle pourra communiquer avec les chefs de la chouannerie ou, suivant les circonstances, reprendre la mer, si Bonaparte portait vers la Bretagne l'armée de réserve qu'il concentre à Dijon; — il sera fourni aux royalistes « toute sorte de secours en armes et argent »; — le débarquement du Prince sera protégé s'il est nécessaire; — enfin le « mouvement » de Paris sera retardé jusqu'au jour où la flotte sera sur les côtes et où on décidera si elle doit y débarquer « une armée anglaise ou un prince ».

Tout aussitôt, grand branle-bas : le Comte d'Artois expédie à Paris l'un de ses fidèles, le marquis de Rivière, pour avertir « les amis de Pichegru » de se tenir prêts; car le vainqueur de la Hollande, le déporté de Fructidor, évadé de Cayenne, sera de la partie : son nom est cher aux troupes françaises et le dévouement admiratif de ses anciens compagnons de guerre n'est point périmé. Georges, lui, a déjà quitté l'Angleterre. Le 3 juin, il est à l'île d'Houat; cinquante voiles croisent devant les côtes de France et, dans la nuit du 5 au 6, une canonnade furieuse éclate de Quiberon à la pointe Saint-Jacques. Le grondement continu de « ces tonnerres lointains » se répercute jusqu'aux landes de Grandchamp, d'Elven et de Bignan, où se forment déjà des rassemblements de chouans qui se glissent jusqu'à la mer pour y recevoir leur général. De Londres, il a donné ses ordres et il est bien obéi; trois cents hommes l'attendent en un point convenu de la presqu'île de Rhuys. Aux lueurs intermittentes de la canonnade, « on voit un bâtiment s'approcher du rivage et échanger avec la côte des signaux de convention ». Une patrouille républicaine tente de s'opposer à la manœuvre; mais elle est vite repoussée, et Georges débarque sur la grève bretonne ; ses caisses de guinées, portées à terre, sont aussitôt enlevées et tout a disparu avant que Bernadotte, qui succède à Brune dans le commandement des troupes républicaines, ait atteint Vannes où il arrive le 7, venant de Rennes avec 4 000 hommes, en une marche forcée de 36 heures.

LA RIPOSTE DE BONAPARTE

Sur-le-champ, Georges est à la besogne : « J'apporte d'excellentes nouvelles », écrit-il à ses chefs de légion. Il les convoque pour le 14 à Saint-Jean-Brévelay ; il s'agit de se tenir prêt; mais recommandation comminatoire de M. le Comte d'Artois : « les hostilités ne devront s'engager que sur son ordre exprès et positif. » En attendant, les différents corps sont largement pourvus d'argent. On s'occupe de la toilette des troupes. Pour les rendre dignes du commandement de Son Altesse, on se propose de les doter d'un uniforme : veste grise à col noir, guêtres noires, capote à l'autrichienne, chapeau militaire à la française, cocarde blanche; la distinction du canton et de la compagnie sera reconnaissable « aux couleurs des cravates et des touffes sur les drapeaux blancs ». Mercier s'active dans les Côtes du Nord; son diagnostic est très optimiste : « Tout se dispose avec diligence; les officiers accourent à leur poste; il n'y aurait pas un seul récalcitrant si nous pouvions dire à chacun combien nos espérances sont fondées et prochaines... Le prince trouvera ici de fidèles sujets. » De son côté, Georges écrit à lord Grenville : « Tout est prêt : l'insurrection éclatera dans tout l'Ouest et même dans une partie du Midi avec lequel nous correspondons. Les royalistes... peuvent espérer le plus grand succès, surtout si l'on n'a pas manqué *le coup essentiel* à Paris. » Il est de la dernière importance de s'emparer le plus promptement possible du Premier Consul. « J'envoie à Paris pour savoir dans quelle position sont ceux qui se sont chargés de cette opération ; j'ai une soixantaine d'hommes à coup de main que je leur propose. S'ils ont de l'énergie, ils réussiront, et, alors, le succès de la grande entreprise est assurée. »

Saint-Régent, dit *Pierrot*, s'offrit pour remplir cette mission à Paris : c'était un officier très intelligent mais peu réfléchi ; joyeux compagnon, 4 pieds 4 pouces de taille (1 mètre 40), l'aspect malingre, les yeux bleus, le nez long; il vivait, depuis des années, dans « une loge » de la forêt de Loudéac, ordinairement vêtu « d'une veste jaune garnie d'hermine, d'un gilet moucheté et d'un pantalon couleur café ». On comprend qu'il eût hâte de sortir de son trou, et de goûter aux joies parisiennes... Comme

il s'apprêtait au départ, le 20 juin, Georges, se méfiant de ses fantaisies, mandait à Mercier : « Mes meilleurs compliments à Saint-Régent; dites-lui de ma part d'être un peu sérieux et non rêveur. » Du reste, c'est l'agence de Paris qui doit organiser et exécuter l'attaque du Premier Consul; il ne s'agit pas de le tuer, mais de l'enlever : on veut « l'avoir vivant ». Une fois pris, on le transportera en un temps de galop jusqu'à la côte; on l'embarquera pour Jersey où il attendra que le cabinet britannique décide de son sort. On se propose de l'envoyer finir ses jours à l'île de Sainte-Hélène. Si l'on parvenait à coordonner les multiples mouvements qu'exigeait pareille entreprise; s'il était possible que le Prince attendu se présentât aux portes de Paris immédiatement après la disparition du Consul, il paraissait bien probable que c'en serait fait de la république.

De tous les dangers dont elle était menacée, la descente éventuelle d'un Bourbon sur la terre de France « inquiétait surtout le gouvernement ». C'est l'incessant cauchemar de tous ceux qui ont trempé dans la Révolution, des régicides surtout. Depuis le 21 janvier 1793, ils sont obsédés par la peur des représailles qu'exerceront les frères de Louis XVI, s'ils reparaissent jamais; toute la politique des thermidoriens et du Directoire fut fondée sur cette appréhension. Bonaparte n'a pas les mêmes raisons de crainte et proclame hautement son horreur des régicides; néanmoins, il redoute également une manifestation des princes légitimes : « leur nom seul l'effraya plusieurs fois », note Bourrienne. Il veut « élever un mur d'airain entre la France et eux ». Singulier prestige de ces exilés réduits à l'aumône et qui n'ont plus rien que ce nom, rivé, depuis plus de deux siècles, à l'histoire du pays : tout ce qui n'est pas lui paraît aventure. C'est cela dont s'irrite le jeune Consul installé aux Tuileries et qui ne s'y sent pas chez lui.

Au printemps de 1800, le renseigne-t-on sur ce qui se trame? Il n'a guère autour de lui que des ennemis; mais sa géniale pénétration l'éclaire mieux que les rapports suspects de Fouché. Il sait donc que son pouvoir ne tient qu'à un fil. Contre lui les jacobins conspirent; les royalistes conspirent; beaucoup de généraux, ses ministres, Fouché, Talleyrand, son ancien collègue Sieyès conspirent; le troisième Consul, Lebrun, entretient, dit-on, des rapports avec Louis XVIII, et les bien informés nomment déjà, — La Fayette? Carnot? — celui qui,

sous le titre de président de la république, va remplacer Bonaparte décrié.

C'est alors que celui-ci dénoue la situation par un admirable coup de théâtre. Le 5 mai, il ordonne à son frère Lucien, ministre de l'Intérieur, d'annoncer qu'il part pour Dijon, où il inspectera l'armée de réserve : « J'irai peut-être jusqu'à Genève, mais je ne serai pas absent plus de quinze jours. S'il se passait quelque chose, je reviendrais comme la foudre. » Il va jouer « le tout pour le tout ». Le 6, à 4 heures du matin, il monte en voiture; le 7, à l'aube, il est à Dijon; le 8, à 11 heures du soir, il passe à Genève; le 12, à Lausanne; le 16, à Saint-Maurice. Ce jour-là, son armée, depuis plusieurs jours amenée « à pied d'œuvre », commence l'escalade des Alpes : fantassins, cavalerie, artillerie s'avancent dans les neiges éternelles. Le 2 juin, il entre à Milan; le 14, c'est Marengo : l'Italie est délivrée, l'Autriche demande grâce. Le 17, Bonaparte, victorieux, revient à Milan; le 26, il traverse Turin; le 30, il est à Dijon et le 2 juillet il revoit Paris ivre de joie, fou d'admiration. Une cohue enthousiaste enserre les Tuileries, et, des profondeurs de la foule, montent d'immenses acclamations qui attirent le jeune vainqueur à la fenêtre de son palais retrouvé. Les Parisiens en délire veulent contempler « l'homme du destin », qui, en trois semaines, a pris à l'ennemi treize places fortes, mille pièces de canon, a enrichi son armée d'une gloire immortelle et changé la face du monde. Lui-même fut ému de cet accueil triomphal. « Entendez-vous, Bourrienne, disait-il à son secrétaire, le bruit de ces clameurs qui continuent encore? Il est aussi doux pour moi que la voix de Joséphine; que je suis heureux et fier d'être aimé d'un tel peuple! »

Les réceptions et les fêtes durèrent plusieurs jours; parmi tous ceux qui se bousculaient dans les antichambres des Tuileries pour se prosterner devant le héros, les plus empressés furent ceux-là mêmes qui avaient le plus sincèrement souhaité sa défaite et convoité son héritage. Fouché, — qui aurait dû être impitoyablement fusillé, puisque s'étaient réunis chez lui, le 20 juin, les conjurés, alors que les premières nouvelles de la bataille l'annonçaient comme étant un désastre, — Fouché protesta de son dévouement aveugle au Premier Consul triomphant.

Quant à Georges Cadoudal... Celui de ses neveux auquel on doit le récit de sa vie, écrivait : « C'eût été trop exiger que lui demander de se réjouir d'une victoire qui lui ôtait l'espoir de rétablir jamais la monarchie; la guerre civile a ce triste privilège d'éteindre au fond des cœurs tous les sentiments nationaux... » Georges était « dans un abattement continuel; il y passa plusieurs jours. » Tandis que, au fond de ses asiles sauvages, l'écho des landes lui apportait le bruit des salves qui, à Vannes et ailleurs, célébraient la victoire de son rival, il ne s'abandonnait pas encore, pourtant. Autour de lui, ses lieutenants, « à la fois fiers et tristes de tant de gloire », poursuivaient en silence leurs préparatifs, dans l'expectative de l'arrivée du prince... Ce fut une simple lettre qui vint d'Angleterre; datée du 2 juillet, signée de lord Grenville, elle était adressée au général Georges : elle l'avisait que tout était prêt pour l'exécution des mesures projetées quand était parvenue à Londres la nouvelle des événements d'Italie; « on ne pouvait donc que l'inviter à rester tranquille pour le moment... Cependant le gouvernement anglais n'a pas définitivement renoncé à une expédition dont la réussite fournirait de grands moyens... » Toute la vie de Georges tiendra désormais à ce semblant d'espoir. Opiniâtre, il s'y cramponne; et, tandis que l'Europe, médusée, se tait et s'incline, c'est le pauvre paysan breton qui, seul, osera braver le vainqueur de Marengo.

G. Lenotre.

(A suivre.)

LE LIVRE DES BÊTES QU'ON APPELLE SAUVAGES

III [1]

KHO-KHO, LE MARABOUT

C'ÉTAIT à l'époque où les hommes des deux mondes, las de ramper, à la surface de la terre et confiants dans leurs moyens nouveaux, s'attaquaient plus hardiment que jamais au problème de la conquête des airs. Certains d'entre eux, qui jalousaient ainsi les bêtes volantes, passaient tout leur temps libre, les yeux collés aux jumelles, à surveiller les jeux des grands planeurs dans le ciel d'Afrique : lourds vautours aux rémiges écartées comme les cinq doigts d'une main, aigles couleur de feu qui, au moyen d'ailes immobiles et d'un empennage restreint, pratiquaient de vertigineuses acrobaties, et surtout de gigantesques marabouts qui, pendant des heures entières, faisaient des ronds tout contre le plafond, impassibles et le bec penché vers la terre.

Ces marabouts ne se doutaient pas qu'ils étaient observés et continuaient leur antique façon de vivre qui est de cueillir avec leur bec démesuré le menu fretin des mares et des rizières, de dépecer à l'occasion les grosses bêtes de la brousse, quand la mort, d'un bout à l'autre du pays, leur envoie un tel plat de résistance, et de faire leur digestion dans l'altitude solitaire ; jusqu'au jour où, les ailes et les pattes rompues de vieillesse, ils

Copyright by André Demaison, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juin 1928

se laissent tomber du haut d'un perchoir nocturne. Leur bec phénoménal les entraîne et se plante dans la terre ; ils deviennent à leur tour la proie des petits rapaces qui hantent les terriers et le pied des arbres ; et le vent du matin disperse, mêlées aux feuilles mortes, les plumes audacieuses qui, la veille encore, se frottaient aux nuages.

Il arrive parfois dans la vie d'un homme que ses plus étranges désirs soient contentés. Un des jeunes ambitieux qui cherchaient à surprendre le secret des oiseaux habitait les bords de la Casamance, dont les roitelets fournirent autrefois de nombreux esclaves à l'Amérique. Au cours d'une tournée dans la haute rivière, il vit un jour des Noirs du pays déposer sur le tillac de son canot automobile, entre le moteur et l'avant, un grand diable de marabout, de si haute taille que celui qui le tenait dit en manière de sentence :

— Tout oiseau qui le dépasse ne peut voler !

C'était une femelle, trop jeune pour avoir fait un nid, mais assez puissante pour se défendre. Maintenue par le bec et les deux ailes, elle battait l'air de ses longues pattes.

— Combien ? demanda l'homme blanc.

— Une pièce de cinq francs, dit le plus âgé des Noirs qui savait que le maître du bord était grand amateur de bêtes de la brousse.

Celui-ci ne discuta pas et sortit une pièce à l'effigie d'Hercule et des deux déesses. Le Noir prit l'argent, le vérifia, le passa à ses voisins, après avoir émis une consonne gutturale en signe d'approbation.

— Lui avez-vous déjà donné un nom ?

— Cette femelle d'oiseau n'est pas un petit des hommes; c'est pourquoi elle n'a pas de nom qui lui appartienne. Mais, ajouta un enfant, elle dit souvent « Kho » et encore « Kho »... Tu peux donc l'appeler ainsi...

— Méfie-toi du bec ! conseilla un des Noirs. Il n'a, jusqu'à ce jour, blessé personne, mais il mérite de l'attention...

Sur un ordre, le mécanicien noir mit en route le moteur, — deux cylindres 100 × 120, 600 tours. A cause de son rythme, les femmes qui lavaient le linge au bord de la rivière et les hommes qui se baignaient, en l'entendant passer, disaient : « Voilà le joueur de tam-tam ! » Après quelques discussions, — retours de

manivelles, éternuements du carburateur, — le canot démarra, créant un peu de brise factice et précieuse.

Les rives défilèrent, avec leurs arbres penchés sur le miroir de la rivière, les palmiers écroulés qui tendaient leur bouquet redressé à ras de l'eau, et les buissons épineux farcis de nids de loriots communs ; à quoi succéda, en attendant un autre paquet de brousse épaisse, la vaste plaine, transformée en rizière à la saison des pluies, où Kho-Kho avait sans doute pour la première fois subi la main de l'homme.

Le maître de l'embarcation repassait devant ces paysages, écartant avec l'étrave les éternels nénuphars, croisant les mêmes pirogues, les mêmes pêcheurs. Il prit le temps d'examiner sa nouvelle acquisition. L'oiseau n'avait pas plus de huit mois : ce qui, pour un marabout, est la jeunesse, mais une jeunesse déjà sérieusement armée. Au bout d'un cou rose et blanc, une tête verdâtre ornée de duvets fous. Le dos, noir de corbeau, et le ventre blanc sale se terminaient par une queue noire, matelassée d'un nuage de plumes vaporeuses. Les ailes, noires et presque verticales, carrées du haut, minces en bas, serrées au corps, habillaient l'oiseau comme d'une jaquette. L'une d'elles pendait immobile, plus bas que l'autre. Suite de bataille. Le sommet du crâne atteignait bien la hauteur d'un enfant de sept ans ; mais si l'on eût tenu le marabout par la pointe du bec, l'extrémité eût dépassé la taille d'un homme. Et ce bec, — deux lames creuses accolées en forme de cornet dont la base emboîtait intégralement la tête, — grisâtre avec des nervures rosées, s'inclinait au sommet de cet édifice emplumé comme une épée accrochée à une panoplie.

Le maître du bord était capable d'enthousiasme. Il fut persuadé sur-le-champ que Kho-Kho ferait un excellent sujet d'étude et qu'ainsi la chance le favorisait. Cependant, il dit à mi-voix, considérant la tête presque chauve de l'oiseau : « Tout en bec et en ailes! Ce petit crâne doit à peine contenir une cervelle aussi stupide que celle d'un crocodile! »

Il eût été naturel que Kho-Kho, regrettant sa rizière et sa liberté, se débattît, cherchât à s'échapper, qu'elle attaquât les hommes qui l'emportaient. Mais trop d'objets nouveaux lui changeaient sa notion de l'univers, si bien qu'elle ne trouva rien à crier ni à faire, quand l'homme blanc lui saisit brusquement le bec, sans crainte ni hésitation, lui gratta le tour des

yeux et d'autres points sensibles du corps où démange la pousse des jeunes plumes. Et au moment où il lui pansa l'aile blessée, Kho-Kho se rendit compte que l'homme était décidément meilleur qu'une certaine vieille femelle de la tribu qui lui avait donné un coup de pointe à la jointure de l'aile pour la mettre hors de combat, à propos d'une branche de choix à la tombée de la nuit ou d'une place avantageuse au milieu d'une mare en voie d'assèchement.

La blessure, sans gravité, affectait seulement le muscle moteur, ce qui expliquait que la bête eût été capturée presque adulte. L'homme rogna les rémiges de cette aile : cela réduisait à peine les huit ou neuf pieds d'envergure de l'oiseau, mais lui démolissait tout son équilibre de vol.

Laissée à elle-même, Kho-Kho s'ébouriffa, secoua les attouchements de l'homme, adopta une place plus commode, c'est-à-dire moins près du moteur, et se reprit à considérer, tantôt d'un œil, tantôt de l'autre, son nouveau maître.

Le bateau longeait toujours les grandes plaines répandues entre la forêt et le fleuve et dont les cuvettes carrées, rizières bordées de petits talus par les indigènes, sont chaque année remplies par les eaux du ciel. Les moustiques y pondent entre les tiges de riz; les petits poissons y déposent leur frai qui se nourrit avec les larves des moustiques; les hommes viennent, qui mangent les petits poissons et cueillent le riz. Et le cycle recommence, sous un ciel capable de faire bouillir la rizière comme une marmite.

Rien de tout cela n'intéressait Kho-Kho. On eût dit cette jeune femelle, — d'une espèce si méfiante que la vue d'un homme, à mille pas, fait fuir vers les nuages la troupe la plus affamée, — absorbée par la contemplation d'un être à la peau claire assis en face d'elle, et du coffre acajou et cuivre d'où sortaient les chocs du moteur et une affreuse odeur d'huile chaude.

Bien que dans l'attitude de la bête rien ne laissât percer une intention, le maître du bord ne la quittait guère de l'œil. Jusqu'au moment où il se décida à déjeuner d'un perdreau froid, rôti de la veille.

Kho-Kho bougea imperceptiblement la tête et le cou. En voyant découper le perdreau, elle tenta un pas en avant. Un pas timide et grave, qu'elle ne retira pas lorsque le maître la regarda en face.

— Méfie-toi du bec ! cria l'homme de barre par-dessus le bruit du moteur, — deux cylindres 100 × 120 graissés à la main.

Le maître lança vers l'oiseau une cuisse du rôti. La chose n'eut pas le temps de toucher le plancher : Kho-Kho l'avait saisie au vol. Elle la faisait sauter deux ou trois fois, et la pinçait entre les pointes du bec pour la reconnaître. Un vif recul de la tête, un coup lancé en avant, et la cuisse de perdreau avait disparu. Lentement, elle descendait le long du gosier et du cou.

Sauf une aile que le maître garda pour lui, tout le rôti passa entre les deux lames du bec de Kho-Kho. Quand ça n'allait pas assez vite, elle avançait, mais à aucun moment elle n'essaya de piquer. Alors que, d'un geste précis, elle eût pu, sans difficulté, enlever un œil à son nouveau maître, Kho-Kho semblait au contraire être devenue très vite une amie, au point que la nature entière penchée sur le canot eût pu croire que la bête avait été entraînée d'un coup dans le tourbillon vital de l'homme à la peau claire.

Le boy qui enlevait les assiettes et les lavait au fil de l'eau, tout contre les flancs du canot, dit :

— Par la ceinture de mon père ! cet oiseau qui se tient debout devant nous va sûrement commander aux autres bêtes de la cour et les tuer pour les manger...

A quoi un des passagers, vieux Mandingue à figure de prophète, répondit :

— Les bêtes, peut-être, mais pas le Toubab ! Je puis jurer que le jour où ces « hommes aux oreilles rouges » éprouveront le besoin de ranimer leur courage, ils élèveront de vrais lions dans une cour, comme des bœufs, pour en faire leur nourriture !...

La rivière s'était transformée en fleuve large d'une lieue. Kho-Kho n'avait pas bougé, dédaignant de regarder les espaces qu'elle ne pouvait plus parcourir, les yeux fixés sur son maître, — l'un après l'autre. Elle attendait une nouvelle aubaine, avec la patience dont toute sa famille, depuis des millénaires, use pour explorer les mares et les rizières.

Après des heures de navigation monotone, la petite ville où habitait le Toubab apparut, avec, tout contre l'eau, ses arcades blanches écrasées de haute verdure. Puis, ce fut le débarquement, — Kho-Kho enlevée à bout de bras et passée de main en

main, — la rentrée par une allée de manguiers sombres, dans la maison allongée que recouvraient de belles tuiles de Marseille patinées par les pluies d'hivernage. Le personnel de la maison attendait sous la véranda. Ils dirent tous en voyant Kho-Kho tenue par le bec et par les ailes :

— Une autre bête est entrée dans la maison !... Ouaï, ma mère ! les bêtes de l'univers entier y entreront !

Comme il était tard, la cour et la basse-cour étaient endormies. On posa Kho-Kho, droit au milieu, sous un citronnier. Le contact avec la terre ferme, la vue des bâtisses, des magasins, des vérandas, rien ne parut l'étonner. Que faire, au surplus, avec une aile abîmée, à l'entrée de la nuit qui obscurcit tous les chemins, même les chemins de l'air ?

Le chien de la maison, un métis roux taché de noir, accouru pour fêter le retour du maître, flaira Kho-Kho qui ne bougea pas, et attendit le lendemain pour inspecter le nouveau venu. Habitué à voir passer dans la cour tous les animaux de la terre, il demeura fort tranquille, sachant bien qu'un oiseau ne mange que du grain et ne peut jamais devenir un concurrent; assuré qu'au surplus cette volaille était destinée à la cuisine, comme les poules, et qu'il en croquerait la carcasse.

... Fidèle et affairé, il s'en fut autour de la table, en plein éclat de la lampe à acétylène, laissant dans l'ombre indifférente le grand oiseau qui, de sa vie, n'avait vu de lumière nocturne hormis celle de la lune qui appartient à tout le monde.

La première heure du matin trouva Kho-Kho sous le citronnier : elle n'avait pas bougé d'une ligne, était restée debout, le bec pendant, les ailes repliées, les mains dans ses poches, eût-on dit. La peur de l'obscurité qui hante les habitants de la brousse n'effleure même pas le crâne verdâtre et duveté d'un marabout, pour la raison que les chats-pards et autres bêtes sournoises ont, depuis des générations éloignées, perdu le souci de se faire cueillir un œil à tout hasard au cours d'une attaque de nuit. Mais quand le maître de Kho-Kho, qui était aussi celui de la maison, apparut sous la véranda pour prendre son café, c'est toute sa cour qu'il trouva en émoi, obsédée par le nouveau pensionnaire. Agrippées aux balus-

trades, les perruches domestiques, si bruyantes d'habitude, restaient muettes d'étonnement. Les deux chats à tête de panthère et qui n'engraissent jamais, juchés sur des colonnes, surveillaient à mi-œil cette volaille au long bec, si haute sur ses tiges. Sorties du parc où elles vivaient à l'ombre des manguiers, des biches rayées, des biches naines, des biches fauves, une à une, timides ou maniérées, s'avançaient en théorie, faisaient front un instant, les pattes ployées pour sauter de côté ou en arrière au moindre mouvement du bec. Des aigrettes apprivoisées qui se mêlaient d'ordinaire à la basse-cour faisaient maintenant des taches blanches sur le toit et, comme dans la colère ou en plein orgueil, ébouriffaient leurs plumes onduleuses et souples. Les singes verts enfin, émotifs à l'excès, accroupis sur des chaises, près du maître, se grattaient distraitement, essayant vainement de détourner leurs regards de ce ventre blanc, de cette tête ronde et nue, et surtout du bec, de ce fameux bec!...

Seule, l'antilope-coba, qui ne craignait personne, passait et repassait devant l'oiseau, insensible en apparence : que lui importait ce mangeur de poissons et de viandes mortes?

Dans la courte fraîcheur du matin, les bêtes de la cour entière, celles qui avaient toujours obéi à l'homme et celles dont les pères et les mères avaient vu planer dans les airs le père et la mère de Kho-Kho, se demandaient avec inquiétude d'où pouvait leur venir ce surprenant et immobile compagnon.

Il y avait également un tout petit garçon de rien du tout, le fils du comptable mulâtre, un petit garçon frisé, potelé, que sa mère allaitait encore, bien qu'il eût dépassé sa première année. L'enfant, dont le corps, déjà couleur de croûte de pain, brunissait encore à l'air chaud, était chaque jour installé sur une natte, à l'ombre, avec le ciel lumineux pour plafond. Tout nu, il se sentait plus heureux qu'un fils de roi qui a des précepteurs et des coliques.

Sans apparence de mouvement, Kho-Kho surveillait à droite, surveillait à gauche, et au moyen d'un insensible pivot, regardait derrière elle, considérait tous ces êtres qui ressemblaient si peu au caïman vautré au bord de la rizière, aux tourterelles qui passaient comme des flèches dans le ciel et dont l'image rayait les miroirs d'eau, aux bécassines, aux courlis et aux vanneaux qui fréquentent peureusement les cuvettes poissonneuses aux bords

pourris de vermisseaux. Tout cela aussi différait fortement des lourdes viandes qui habitent les eaux du fleuve, des hommes à peau noire qui se penchent sur la terre et vont en pirogue, des hommes à peau blanche enfin qui n'ont pas peur d'un marabout, calment la douleur d'une aile et donnent à manger des perdreaux à leur prisonnier.

Éveillée avec le jour, la ville s'adonnait à son agitation coutumière : le forgeron et le tisserand heurtaient ou faisaient gémir le vent qui passait sur la petite ville ; les pintades domestiques trouaient les palissades de leurs cris gutturaux ; les coqs s'interpellaient, les poules scandaient le piaillement des poussins ou chantaient la joie d'avoir augmenté leur future couvée ; les chiens aboyaient, — d'une autre façon que la nuit, mais aboyaient quand même, parce que tout remuait. Seule, Kho-Kho ne bougeait toujours pas. Kho-Kho observait, comme si elle choisissait un adversaire ou un ami. Ce fut un rayon de soleil, tombant entre deux arbres, droit sur son dos, qui la décida à changer d'attitude. Sous la caresse chaude, elle écarta les ailes et les disposa en forme d'M, souleva la queue, baissa la tête et demeura de la sorte absorbée comme par l'invisible contemplation d'un objet qui fût d'un coup sorti du sol devant son bec.

Un ancien parmi les Noirs, vieil ami de la maison et du maître, déjà familièrement assis entre deux portes, murmura :

— Ainsi faisaient son père et sa mère et ses grands-parents jusqu'aux générations oubliées, pour surveiller le poisson à tête légère qui vient se mettre à leur ombre.

Comme les animaux n'avaient pas le savoir de l'ancien, ce fut une belle débandade dans la cour : les singes lâchèrent les fruits qu'ils tenaient en mains et grimpèrent sur les chapiteaux de la véranda ; les perruches poussèrent des cris aigus et se retirèrent dans les chambres avec les manières d'un champion de la marche à pied ; l'antilope secoua les oreilles (ce qui marquait le plus haut étonnement) ; d'un bond les biches furent derrière les palissades de leur parc, les chats sous une table. Quant au chien, la queue basse, il se mit à grogner tout contre les genoux de son maître pour l'avertir d'un insolite danger.

Ce hourvari déclencha les cris stupides de deux grues couronnées, abritées dans un enclos à claire-voie et qui se mirent à jouer de la trompette en hérissant leur cimier. Seul, le

« secrétaire » à bec et serres d'aigle, perché sur ses hautes pattes dans un autre enclos, demeura tout indifférent, car il ne se nourrissait que de serpents venimeux.

Les serviteurs noirs qui passaient dans la cour, s'arrêtèrent et se dirent entre eux :

— Regardez l'oiseau ! il fait sa prière !

La mère du bébé brun s'écria :

— Cet oiseau est fou et son bec trop long !...

Et elle emporta son fils dans sa chambre.

Les hommes blancs, nul ne l'ignore, sont ennemis de l'immobilité. Le maître de Kho-Kho n'échappait pas à la règle. Pour exciter son nouveau pensionnaire, il envoya le boy acheter quinze carpes pour dix sous, unité monétaire courante de cette heureuse époque. Il fit découper un poisson et commença d'en lancer un morceau à Kho-Kho, croyant la réveiller de sa profonde rêverie.

Mais Kho-Kho n'avait pas perdu de vue un geste, une attitude, une position des hommes et des bêtes de la cour enchantée où l'avait transportée son destin. A l'entrée du boy chargé de carpes, elle avait frémi légèrement et à peine contracté ses ailes. Mais, seuls, une chauve-souris et un oisillon eussent été capables de percevoir ce minime changement.

Bien que lancé comme un projectile, le morceau de poisson fut cueilli en pleine trajectoire, d'une subite détente du col et du bec.

Le maître à la peau blanche rit. C'est une heureuse chose que de rire : on ne rit pas aussi aisément qu'on pourrait le supposer, lorsque les années de séjour sous le Tropique et à travers les continents ont exaspéré les nerfs et calmé les étonnements.

Les morceaux se succédèrent avec rapidité. Cela devenait un jeu : chose rare également en dehors du tennis, du poker et du bridge à l'heure de l'apéritif. Pas une fois les projectiles-poisson ne touchèrent le sol. Kho-Kho corrigeait d'elle-même le tir, par un cou lancé en avant, un ploiement de tête en arrière. Le bec évoluait dans l'air, aussi léger qu'une plume. Cette énorme chose pointue, — un demi-mètre, — se comportait comme l'épée d'un maître d'armes.

La cour entière suivait le jeu. Les Noirs s'écrièrent :

— Ouaï ! un malheur est arrivé ! Ces dix sous de poisson auraient fait un si bon riz !

Le chien eut un moment l'air de vouloir disputer à Kho-Kho la victuaille. Un ordre du maître le rabroua. Il fit alors semblant de mépriser un animal qui mangeait de la viande fade et qui ne saigne pas. Curieux et redescendus sur les balustrades, les singes accompagnaient d'une main chaque geste de l'oiseau géant, comme s'ils cherchaient eux-mêmes à attraper des bananes imaginaires. Et les perruches, muettes, hochaient la tête toutes les fois qu'un ventre ou une queue de poisson tombait dans le bec de Kho-Kho. Elles qui poussaient la prudence, selon la méthode de la race, jusqu'à ne jamais desserrer la patte sur une branche avant que leur bec courbe ait solidement pincé une autre branche, admiraient que ce long bec pût, à lui seul, faire tout le travail.

Le jeu devenait trop lent. Le maître cherchait toujours plus fort, excité par l'appétit insatiable de l'oiseau. Ce ne furent plus des morceaux, mais des poissons entiers, qu'il lança. Kho-Kho ne faiblit point, attrapa le premier, le tâta du bec, le fit sauter, le mit en long, la tête de son côté et, d'un seul recul et d'une poussée en avant, le fit disparaître. Un deuxième suivit, un troisième, puis un quatrième. Et Kho-Kho s'arrêta. Son jabot était plein et les deux dernières carpes lui gonflaient démesurément le cou. Pis encore, elle ne pouvait plus plier ce cou, et demeurait ainsi, les ailes fermées, le rideau blanc des fausses paupières à demi baissé, le bec oblique.

Et la cour entière attendit pour voir ce qui allait se passer. Tous les yeux ronds, ovales, bruns, noirs, jaunes, de côté ou de face, tous brillants, surveillèrent le cou du marabout déformé par un double goître.

Le soleil montait et prenait dans le ciel une place infinie. A travers le feuillage des arbres qui abritent la petite ville, ses paillottes et ses maisons couvertes de tuiles, une pluie de lumière tombait, desséchait le sol, les fleurs de France et les feuilles de citronnier.

... Bien avant que le soleil ne fût à la verticale, le cou de Kho-Kho était vide et avait repris sa souplesse. De goître, il n'en existait plus. Désinvolte, l'oiseau s'était remis en posture de prière, l'œil confiant, tout le corps plein de reconnaissance à l'égard de la maison des hommes.

Quand son maître revint se préparer pour le déjeuner, il n'en

crut pas ses yeux : autour de la bête aucune trace de poisson.

— Kho-Kho, dit-il, est vraiment digne de ma collection...

Et avec ses employés et ses amis, il se mit à table.

Les Toubabs mangèrent et burent. Ils burent surtout. Après une année de séjour dans une escale de la Haute-Casamance ou de toute rivière africaine, par trente-cinq ou quarante degrés de chaleur, boire est plus facile que de manger; même quand ce manger flatte les vices de l'estomac avec des mélanges de riz, d'huitres sèches, de piment rouge, et autres condiments redoutables ou malodorants.

A la porte se tenait le chien. C'était sa place depuis qu'il était jeune chiot marchant de côté d'un air assez naïf. Il recueillait ainsi les restes du poulet quotidien, l'os du gigot dominical, les côtelettes qui sentaient trop fort et que l'on servait aux invités avec une boîte de conserves pour leur faire croire que l'on était en France. C'était là aussi que, le soir, il écoutait le phonographe, hurlant de longues plaintes rauques quand il s'agissait de Chaliapine ou de la *Prière d'Elsa*. Il tenait cette place d'un droit imprescriptible et quasi divin, tout comme les mendiants aux portes des églises. Il était même plus sensible que les hommes à ses prérogatives.

Les chats ronronnaient à la cuisine, près du fourneau à charbon de bois, entre les sandales du cuisinier et les pieds nus du marmiton. Les biches dormaient dans le parc, aux coins les plus ombreux, comme il est de règle dans la brousse où l'on répugne à brouter l'herbe chaude. Distraits, les singes jouaient ensemble à se chiper des arachides, à se disputer un bouton de culotte qu'ils suçaient alternativement en clignant des yeux. Quant aux perruches, rassasiées de millet, de sucre et de menus biscuits, rassurées sur l'hôte nouveau, elles s'étaient remises à siffler, à jacasser, à répéter les quelques insultes contre les pères et les mères des indigènes, que les perruches et les « nouveaux débarqués » apprennent avant toute chose.

Ce fut à ce moment que l'immobilité abandonna Kho-Kho. Comme si elle eût tout à coup reconnu que le sol entier de la cour était une terre ferme, ne pouvant encore battre des ailes à cause de sa blessure, elle se décida à marcher. Jusque sur le carrelage de la véranda, elle gardait cette allure compassée et prudente que ses ancêtres avaient mis des siècles à acquérir

pour arpenter les marais et les rizières dont le miroir cache la profondeur et où le menu poisson prend aisément frayeur de la moindre brusquerie. Et le fait d'avoir été prise par des hommes à la peau noire et d'habiter à cette heure une cour sans horizon chez des hommes à la peau blanche, même donnant du poisson au delà de l'appétit, n'était pas une raison suffisante pour quitter une habitude ou en changer sans souci du passé.

Ainsi Kho-Kho arriva vers l'entrée de la salle à manger. Le chien grogna. Le marabout répondit par un battement d'ailes et deux petits claquements de bec.

L'affaire n'eut pas de suite. Mais Kho-Kho savait maintenant deux choses, — et nul ne pouvait se douter qu'elle les savait, car elle ne manifestait pas plus d'émotion qu'un clown qui connaît son métier : — elle savait qu'une porte existait, derrière laquelle on entendait du bruit et par où était entré le poisson, et un endroit dans la maison où les hommes blancs, qui donnent ce poisson sans compter, mangeaient eux-mêmes des viandes qu'un homme noir leur apportait.

C'était beaucoup pour un premier jour.

Les jours suivants passèrent ainsi. Le maître jouait toujours à lancer du poisson, comme il avait appris à le faire dans sa jeunesse en admirant le gardien des otaries au Jardin d'acclimatation. L'émoi introduit dans la maison par Kho-Kho s'était calmé. Chacun des animaux de la cour avait repris ses petites habitudes qui avaient remplacé les autres habitudes vieilles de plusieurs milliers d'années et que seules gardent fidèlement les bêtes dans la brousse.

Kho-Kho, de son côté, croyait bien s'être rendu compte que nul ne lui voulait du mal, et que la place qu'elle occupait en hauteur ne gênait ni le chien qui s'allongeait, ni les perruches qui se perchaient, ni les biches qui se trémoussaient discrètement et encombraient si peu d'espace sur leurs pointes, malgré leur corps ondulé et dodu.

Et les chats à tête de panthère s'étaient remis à leur sommeil du jour.

Pendant ce temps, tout en haut dans le ciel, passaient les grands rapaces et les canards migrateurs. Ils criaient à Kho-Kho les nouvelles de la brousse. Mais Kho-Kho ne les écoutait pas. Elle ne pensait qu'à l'homme qui la gavait de nourritures

variées. A peine feignait-elle maintenant de reculer à son approche : lointain rappel de la fuite vers les hauteurs à la première vue d'un chasseur. Son aile guérie, elle courait un peu en simulant un vol, comme aux premiers jours qu'elle était sortie de son nid perché en haut d'un très haut kapockier; mais elle finissait par se laisser prendre le bec, qu'elle refusait tout d'abord. Son maître lui grattait le crâne, l'entre-deux ailes. Tout allait bien. Les habitants du ciel pouvaient bien à leur aise continuer leur course : les êtres qui marchent debout et qui parlent, étaient autrement intéressants et moins redoutables que les vieilles femelles de marabout incapables de pondre...

Ainsi la vie s'établit-elle dans la maison, jusqu'au jour où le maître repartit en voyage, sur son canot automobile, — deux cylindres 100 × 120 et des coups à vous casser la tête, — à travers les méandres du fleuve large et surchauffé. Le lendemain Kho-Kho jeûna. Le surlendemain, son jabot étant toujours creux, Kho-Kho alla à droite, alla à gauche, et, comme on était en saison sèche, ne trouva pas la moindre limace, pas le moindre crapaud à se mettre au bout du bec.

Pourtant les autres bêtes de la cour mangeaient. Le chien rongeait les os de la cuisine, sortait sur la place du marché, revenait avec une mine satisfaite. Les perruches décortiquaient des arachides et des grains de mil. Les biches et l'antilope stationnaient longuement, la tête basse, devant des tas d'herbe et de paille qu'on leur apportait. Pourquoi elle, Kho-Kho, ne mangeait-elle pas ?

Ce que Kho-Kho ignorait, c'est que son maître avait laissé au boy de jolies petites pièces de dix sous, bien usées, bien polies, mais capables de procurer chacune quinze carpes ou quinze mulets, sans discussion, et que, ces pièces, le boy les gardait pour acheter tous les soirs un flacon de parfum destiné à ses promenades nocturnes.

Lasse d'attendre, ayant épuisé toutes les recherches dans la cour et trouvé la salle à manger vide, Kho-Kho se souvint de la porte par laquelle, au premier jour de son arrivée, était entré le poisson, et par où, tous les matins, le chien rentrait, la gueule réjouie et la queue frétillante. La porte était entr'ouverte : Kho-Kho s'en approcha, pas à pas, avec la même précaution

que si elle eût sondé une rizière ou un bord de marécage avec ses longues pattes blanchies à la chaux.

La porte passée, le sol était aussi ferme que dans la cour, mais encombré d'hommes... C'était la place du marché.

Kho-Kho s'arrêta, étourdie. Il y avait là, sur sa droite, les vendeuses de miel, de beurre, de condiments aigus et féroces, les débitants de vin de palme; devant elle, sous un hangar, les marchands de poisson; plus loin, les tailleurs d'habits et les colporteurs de verroterie; à gauche les bouchers, derrière leur étal, leurs balances et les quartiers de viande : toute la viande du pays!...

Parmi les groupes, furetaient des chiens roux, des canards, des poules et leurs poussins, et des cultivateurs sans nombre allaient et venaient, qui de grand matin avaient quitté leurs champs.

A la vue de Kho-Kho, un coq rugit, un autre lui répondit: les poules s'enfuirent, entraînant leurs poussins qui tentaient un vol oublié bien des siècles avant leur naissance; les canards zigzaguèrent, la queue en godille. Les enfants s'aplatirent contre les hommes, les femmes piaillèrent tout d'un coup comme si le Ninkinenka, qui habite mystérieusement les sources des rivières et dont la seule vue fait périr les curieux, était apparu sur la place. Les hommes, pour faire montre de bravoure, ne reculèrent pas, mais s'arrêtèrent dans leurs occupations. Beaucoup d'entre eux étaient avertis de la présence du marabout dans l'escale; tous savaient, pour l'avoir entendu dire de la bouche des anciens, qu'il est maléficieux de tuer un oiseau de cette espèce. Aucun, d'ailleurs, n'avait l'intention d'en arriver là : Kho-Kho appartenait à un homme blanc dont l'humeur était changeante et ressemblait tantôt à du beurre, tantôt à du feu.

Les uns dirent :

— En vérité, les hommes aux oreilles rouges sont les plus puissants maîtres du monde! De toutes les bêtes ils peuvent faire un ami ou un serviteur!...

— Ils le peuvent! appuya un griot d'une voix prétentieuse. Ainsi ont-ils fait pour nous!

— Méfiez-vous du bec! cria un homme de la campagne, aux pieds larges et plats à force de se détremper dans les rizières.

Kho-Kho, par ses yeux ronds et noirs, mit un temps à absorber les détails du marché. Quand elle eut constaté l'immobilité de tous, elle avança de nouveau une patte, puis une autre. Non point dans la direction du miel, ni des cotonnades et des verroteries, mais vers le poisson et la viande. Son œil droit et son œil gauche ne voyaient plus que les tas de carpes et de mulets, les monceaux de mâchoirons et de congres, qui s'élevaient sur le ciment de l'administration. Dans sa cervelle exiguë revinrent en un instant les habitudes des ancêtres qui fréquentaient les abattoirs d'Égypte et vivaient en bons termes avec les bouchers. Elle avançait à pas comptés, mesurés, sans surprise possible : on sentait bien qu'elle ne romprait pas d'une longueur.

A ce moment, un Mandingue, plus audacieux, lui envoya à la volée une badine dont il jouait à la façon dégagée d'un certain agent général de société commerciale. Non seulement la badine ne cassa point une des pattes de l'oiseau, mais elle ne toucha pas le sol. Kho-Kho l'avait saisie, la tâtait entre les deux lames du bec et la laissait tomber avec dédain.

Ce fut un déclenchement. Les rieurs, — et ils n'attendaient qu'un signal pour rire de leur frayeur première, — furent du côté de Kho-Kho. Tous voulurent s'amuser : les pêcheurs commencèrent, les bouchers suivirent. De toute part, volèrent des têtes de poissons, des bouts de viande, de suif, même des tranches de manioc. On vit des Noirs, afin de participer au jeu, se précipiter pour acheter des morceaux de filet, de bavette, de jarret, qu'on ne songeait plus à peser.

Kho-Kho ne décevait personne. Son cou n'était plus un cou, son bec n'était plus un bec, mais une tige de piston de locomotive et une bielle assemblées, allant à droite, à gauche, devant, derrière, le tout monté sur billes.

Soudain, le jabot et le cou pleins à craquer, Kho-Kho se retourna, dédaigna les réserves qui tombaient encore à ses pieds et, tête haute, bec horizontal, retourna dans la cour, avec l'assurance d'un paysan qui se reconnaît aisément dans la grande ville.

Tout le marché, mis en joie, retrouva ses occupations séculaires, et le policier noir, chargé de prévenir les disputes et les vols, reprit son autorité un moment oubliée.

Arrivée dans la cour, Kho-Kho se gratta, lissa les plumes

de ses ailes et de sa queue, et changea de place sans tenir compte du chien, des biches, des perruches, des singes. Sans provocation, avec indifférence.

Ainsi, les jours suivants. Le boy, pour garder les dix sous quotidiens, tenait la porte ouverte.

Cependant, sur la tête de Kho-Kho, passaient et repassaient les messagers de la brousse. Les cailles, amenées par le vent du nord, lui parlaient des déserts et des plaines herbues; les tourterelles, pourtant familières des villages, lui criaient leur étonnement; les aigles répandaient dans le ciel leur cri de chasse; les ibis roses, au col souple et noir, qui fréquentent également le Nil et la Camargue, lui rapportaient les nouvelles des marécages, et les grands hérons gris, en la voyant esclave, s'enfuyaient à tire d'ailes vers leur île boueuse et libre... Inutilement : Kho-Kho ne faisait plus attention qu'aux hommes qui parlent fort, qui sont capables de lancer la viande et le poisson, et à son maître qui savait également gratter et donner des coups de pied à vous soulever de terre.

Le maître revint de tournée. Il s'amusa fort quand on lui raconta les aventures de Kho-Kho. Satisfait, il la caressa davantage et dit : « Je pourrai bientôt commencer mes expériences... »

Il était fier de capter la confiance du plus méfiant oiseau de la brousse et du plus dangereux. Et lorsque Kho-Kho picotait son bras nu, le plaisir de son cœur était autrement subtil que celui qu'il prenait aux caresses du chien et aux ronrons de tous les chats du monde.

— Tu ne dois rien craindre, lui disait l'ancien parmi les Noirs, puisque tu ne crains pas le bec de ton oiseau...

— Jamais un homme n'a été mon ami comme l'est Kho-Kho, répondait-il.

Les lunes se succédèrent, et Kho-Kho, devenue très à l'aise dans la maison des hommes, se sentit chaque jour plus haute et plus puissante. D'un coup d'audace, elle se rendit maîtresse de la salle à manger, picorant à loisir dans la porcelaine de Limoges, imposant la menace de son bec. Un jour, elle avala inopinément un os de gigot dans toute sa longueur, et mit en confusion le chien et tous les animaux de la cour qui espéraient

sa mort. Et tout à l'avenant, sans points de repère ni comparaisons possibles avec les coutumes antiques des marabouts.

Toutefois, à mesure qu'augmentait son poids, il lui venait des envies soudaines de se détacher de terre et de s'élever par-dessus les maisons et les arbres. Comme son maître lui rognait encore les rémiges, elle ne parvenait qu'à esquisser des bonds élastiques et ridicules ; jusqu'au moment où elle s'arrêtait devant le bébé croûte de pain.

Ne craignant plus Kho-Kho, la mère avait de nouveau installé son enfant sur une natte. L'enfant appelait la Nature à grands cris et de ses petits bras tendus. Et la Nature serait venue à lui, les singes pour lui chiper ses bananes, les perruches pour déchiqueter la natte et lui pincer les orteils, les biches et l'antilope afin de grignoter les biscuits que le père lui apportait, et toutes les bêtes de la cour. Mais Kho-Kho faisait bonne garde, tournant autour du bébé, sans hâte, surveillant l'air et la terre. La première fois, elle s'était arrêtée, interdite, à la vue de cette petite chair ocrée qui ressemblait à son maître et aux hommes grands. Puis, voyant qu'aucun malheur ne lui tombait sur les reins, elle s'était mise à promener les pointes de son bec, très doucement, très tendrement, sur la peau nue, fragile et brune, remontant le long de la nuque, faisant le fer à friser à travers les cheveux bouclés.

Maintenant, un scarabée qui rampait, un papillon qui voletait par là, se trouvait hardiment déchiqueté, comme s'il eût été un ennemi mortel de l'enfant des hommes.

Et l'ancien parmi les Noirs, qui observait le jeu, se mit à dire :

— Elle commence de savoir ce que sont les petits... C'est Dieu lui-même qui a écrit cette vérité dans toutes les cervelles !...

Pendant l'absence du maître, quelqu'un de la maison eut envie de miel ; non pas de celui qu'on pouvait acheter au marché, à dix sous la bouteille, fluide et doré comme de l'huile, mais de miel en rayons qui ne coûtait rien. Or, les abeilles, farouches et susceptibles quand elles ruchent dans le creux d'un arbre, sous la protection des génies, s'installaient chaque année à travers la maison du maître de Kho-Kho, derrière les meubles, sous les toits de tuile. Les essaims ne faisaient aucune objection au bruit des hommes, ne s'oppo-

saient pas à leur va-et-vient, sortant et rentrant avec leur butin, dormant à la lumière des lampes, bourdonnant tout au plus en chœur lorsque, par inadvertance, un maladroit heurtait la grappe sombre que formait une de ces familles ailées. Périodiquement et à tour de rôle, on découpait la nuit un rayon garni de miel : cela provoquait une colère passagère, et la vie méthodique et affairée reprenait son cours.

Or, l'homme, tourmenté par le désir de miel frais, n'attendit pas la nuit qui devait ramener le maître : en plein jour, il monta sur le toit, découvrit les tuiles et dévasta la ruche pour empiler les rayons dans une cuvette. Explosion d'abeilles. Tourbillon. Sarabande d'aiguillons affolés qui s'abattaient en tout sens sur les êtres vivants.

L'enfant ocre et rose se roulait sur sa natte, indifférent au tumulte. On put alors voir Kho-Kho, debout devant le bébé, sortir tout d'un coup de sa réserve habituelle, et lancer le bec de tous côtés, infatigable, hachant sans répit les menus ennemis du petit des hommes. Bientôt le bec ne suffit plus : Kho-Kho déploya ses ailes en épouvantail et les agita si bien qu'elle réussit à créer une zone de protection jusqu'à l'arrivée des parents qui accouraient pour enlever son protégé à la fureur des abeilles.

La célébrité de Kho-Kho emplissait déjà l'escale : elle déborda sur le pays. Ses aventures furent, comme toujours, exagérées. Certains villages prétendirent que l'oiseau avait avalé un mouton entier, « pas un mouton de petite race, mais un mouton haut sur pattes et engraissé pour la fête ! » et qu'il avait sauvé de la mort le fils d'un homme puissant...

Les Blancs qui habitaient les escales voisines, en quête de divertissements, prirent prétexte d'achats, de règlements, de courriers en retard, de cent autres litiges, pour venir voir Kho-Kho. Son maître dut faire ouvrir des caisses d'apéritifs et de liqueurs, des boîtes de conserves et de biscuits, dépeupler les basses-cours de l'escale, pour traiter ces amis.

Le griot d'un grand chef défunt, qui pour gagner sa vie dispersait son talent, chanta au milieu de la place publique :

Ruse et Force !
Le Toubab a fait palabre avec les Génies de la brousse,
Ceux qui couchent dans l'herbe,

Et ceux qui dorment sur la tête des arbres;
Il leur a dit des choses si agréables
Qu'ils l'ont suivi dans sa maison,
Et de tous il a fait ses esclaves.
Son pouvoir nous dépasse!
Force et Ruse!

Pourquoi la louange épargnerait-elle le cœur des hommes? Elle est agréable à Dieu. Toutefois, rien ne faisait fondre le cœur du Toubab comme l'amitié de la bête, dont les preuves se multipliaient chaque jour. Bien que périodiquement rognées, les plumes de Kho-Kho lui permettaient de s'envoler à faible hauteur : elle en usa pour s'installer chaque soir sur le toit de la maison, au-dessus de l'emplacement exact de la chambre à coucher, qu'elle avait repéré avec la même sûreté que ses semblables, de la hauteur des nuages où ils planent, distinguent un poisson dans une mare.

Les roussettes, pendues le jour aux kapockiers géants qui ombrageaient la cour et les allées, s'agitaient chaque soir à la vue de ce grand oiseau noir et blanc qui venait à leur rencontre. Et le maître se proposait, si Kho-Kho mourait, de mesurer la capacité de ses moelles et de peser sa tête : sans le fameux bec, naturellement, capable de fausser tous les calculs.

La saison des cultures arriva, saison des grands vents et des buées chaudes qui montent de la terre humide. Les hommes blancs ne venaient presque plus voir Kho-Kho, à cause de la pluie, dont les Mandingues avisés s'abritaient en ouvrant sur leur tête les « ailes de chauve-souris » qu'ils achetaient dans les boutiques et que ces hommes blancs appellent prosaïquement : parapluies.

Mais un jour vint où la terre se raffermit. Aux souffles du nord, les hommes noirs chantèrent en relevant la tête à la pensée des récoltes. Ce fut aussi l'époque où les marécages se dessèchent, où les fleuves se rétrécissent ; l'époque où les oiseaux, grands et petits, amassent des branchettes, des herbes et des crins, les disposent sur les hautes fourches des arbres et s'arrachent du corps les duvets superflus afin d'adoucir l'intérieur des nids.

Dans ces jours-là, le maître de Kho-Kho la surprit en train

de regarder le ciel, la tête chavirée, tantôt de l'œil droit, tantôt de l'œil gauche, dédaigneuse de la cour trop connue et trop soumise. La bête découvrait des espaces plus grands qu'une concession entourée de bâtisses et de palissades, couronnée d'arbres uniformément hauts et penchés, avec un citronnier au milieu.

Dans ce même temps, Kho-Kho, jusqu'ici peu soucieuse de son extérieur, s'occupa beaucoup de son plumage, devint coquette et se mit à jouer avec les paquets de duvet qu'elle retirait de son corps. Un observateur averti aurait alors pu la voir qui choisissait de menus bois secs et les faisait sauter à bout de bec. Mais les hommes étaient trop occupés à vivre leur laborieuse et chaude existence.

Chaque jour, en revanche, se réunissaient sur les arbres de la concession les menus habitants des futaies voisines. Venaient là des merles bleus, des merles violets, des merles mordorés, des merles à longue queue, futiles et bavards ; des huppes, des évêques en manteau cramoisi, des oiseaux-mouches à gorge de rubis, des chanteurs gris qui sont les ténors de la brousse, des foliotocoles dont le plumage est fait d'opales et d'émeraudes juxtaposées, et jusqu'à de minuscules petits-sénégalais gainés de corail qui avaient quitté le chaume familier des cases indigènes. Tous, un œil au ciel, un œil à terre, contemplaient le grand oiseau qui n'usait plus de ses ailes, qui oubliait près des hommes la loi des ancêtres, la loi des marabouts qui, eux, s'écartaient de la ville. Et ces petites cervelles curieuses en oubliaient leurs risques et leurs soucis, les crins, les bouts de ficelle et d'étoffe qui renforcent l'armature des nids, et les mille déchets que l'on ne recueille qu'autour de la maison des hommes.

D'autres fois, quand elle croyait que personne ne la remarquait, elle s'essayait à voler, courant et agitant ses ailes, soulevant des tourbillons de feuilles mortes, à l'étonnement des roussettes et des chauves-souris, cachées dans le feuillage et qui riaient de voir ce grand oiseau si lourd et si malhabile.

— Fais attention, Toubab ! dit le vieil ami noir en peignant sa barbe blanche. Ta Kho-Kho devient grande... Peut-être changera-t-elle de caractère !

L'ancien avait dit vrai. Cependant, la mauvaise humeur naissante de Kho-Kho ne s'exerça pas envers son maître. Celui-ci était hors de cause, et s'il avait, par ses procédés

d'homme à la peau claire, brisé le rythme des gestes millénaires, on ne pouvait pas plus lui en vouloir qu'on n'en veut à celui qui, au cours d'une route monotone, vous convie à un spectacle amusant. Mais un jour qu'une poule suffisante et affairée promenait sa couvée devant la porte de la concession et la menait picorer les oublis du marché, Kho-Kho se précipita, cueillit un poussin, en cueillit un autre, puis un troisième, et les fit disparaître au fond de son gosier.

La poule qui voulait défendre ses petits se fit démolir une aile et s'enfuit en criant une manière de « sauve qui peut ! » Un grand coq, prétentieux et niais, pour affirmer sa parenté avec cette famille persécutée, se précipita sur Kho-Kho en rugissant. Un aller et retour, et le grand bec enlevait un œil. Il aurait enlevé l'autre œil et la tête et le corps, si le coq n'eût gagné en un instant la boutique d'un trafiquant syrien, ailes à plat, cou et queue sur une même ligne, les pattes rapides comme les rayons d'une roue d'automobile.

Les indigènes riaient jusque-là de Kho-Kho : ils se mirent à la craindre. « Cet oiseau, dirent les négresses, est une femelle jalouse de tout ce qui pond des œufs !... »

Ces fantaisies n'étaient que des premiers signes. Durant cette période, légère pour les humains, où l'atmosphère se dessèche et se rafraîchit, certains désirs mal définis tourmentèrent Kho-Kho. Plus que personne le chien de la maison subit son humeur. Il fut obligé de se cacher pour dormir, de tourner la tête à chaque instant quand il exerçait ses fonctions de chien ou qu'il recherchait nourriture et caresses.

Partout en effet où Kho-Kho le rencontrait, elle lui piquait la croupe ; toujours au même endroit, comme les ânier piquent leurs bourricots récalcitrants. Au point que s'il n'eût été enchaîné par les très vieux principes de sa race, qui s'opposent à ce qu'un chien change de maître ou s'enfuie dans la brousse de son propre gré, celui-ci eût gagné la forêt, ou une autre ville dans laquelle se trouvent sans doute des hommes blancs incapables d'ouvrir leur maison à toute sorte de bêtes sauvages et mal élevées. Quant aux biches, jusque-là indifférentes, elles prirent de la distance. Les singes se tinrent sur leurs gardes, et les cris aigus des perruches annoncèrent souvent qu'elles venaient d'échapper au danger.

Cependant, au-dessus des arbres, très au-dessus, passaient

les vols triangulaires des canards sauvages; les milans et les vautours se hâtaient vers quelque ripaille, et les sarcelles qui fréquentaient les marécages voisins, poussant leur triple coup de sifflet, — une longue, une brève et une longue, — rapportaient à Kho-Kho que le clan des marabouts était en train de choisir dans la forêt les arbres les plus élevés. Alors un grand frisson agitait l'oiseau qui se mettait à regarder le ciel et à lisser les rémiges que son maître rognait encore.

Les indigènes, quand elle picorait leurs poussins, disaient avec circonspection :

— C'est le génie de la brousse qui revient l'habiter!...

Et au maître :

— Fais attention, son esprit voyage et se repose sur la tête des arbres.

Le maître souriait et répondait :

— Elle s'amuse.

Et il croyait avoir une esclave de plus.

Il n'en douta plus quand il vit Kho-Kho, un matin, l'accompagner à travers la ville jusqu'à la petite jetée où il s'embarquait périodiquement pour faire ses tournées. Pour un peu, Kho-Kho l'aurait suivi dans le canot automobile qui l'avait apportée.

Mais ce que le maître de Kho-Kho, après son départ, ne put remarquer, c'est qu'elle ne rentra pas tout de suite et qu'elle resta longtemps à considérer l'espace devant la petite ville. A droite, à gauche, elle découvrit l'eau en étendue si considérable qu'elle rejoignait presque le ciel, à l'horizon : le ciel, dont tous ses ancêtres avaient la maîtrise incontestable; l'eau qui débordait chaque année et portait le menu poisson dans les plaines; l'eau dans laquelle tous les marabouts trempent leurs pattes blanchies depuis que l'eau se répand sur la terre ; l'eau qui manquait dans la cour de la maison des hommes et que Kho-Kho avait oubliée parce que le poisson n'y manquait jamais.

L'eau et le ciel, la forêt qui se profilait toute sombre sur l'autre rive, Kho-Kho les découvrait. Mais derrière elle, vivait la maison des hommes... Aussi bien, Kho-Kho avançait de deux pas vers l'espace libre pour reculer de trois pas vers la ville. Tous ces êtres bruyants et divers qui donnaient si facilement du poisson, de la viande, ce chien que l'on pouvait

piquer à son aise au mépris de sa colère, ces animaux qui l'entouraient et qu'elle dominait, et le marché avec ses amoncellements de victuailles saignantes ou écailleuses, tant d'autres plaisirs que n'offrait pas la brousse sournoise, et surtout l'amitié de cet homme, tour à tour rude et caressant, tout cela valait bien quelque chose. Et puis, ce n'était pas l'imprévu, la lutte, le mystère... Kho-Kho fit un tête-à-queue et, à larges enjambées, reprit solennellement le chemin de la maison, pour retrouver un petit garçon de rien du tout qui cherchait, dans sa bienheureuse ignorance, à lui saisir le bec...

Un matin, le maître de Kho-Kho, qui avait passé une bonne nuit, dit en prenant son café :

— On peut lui faire confiance... Je ne lui couperai plus les ailes. On verra bien...

— Elle s'en ira, dit l'ancien parmi les Noirs qui descendait chaque matin de sa maison, tout en haut de la ville, pour palabrer avec le maître de Kho-Kho.

— Ne crains pas cela, père, répondit celui-ci. Une bête sauvage qui est restée deux ans près des hommes ne retourne plus dans la brousse... Et puis, vois-tu, nous ne craignons pas de donner la liberté à qui que ce soit. Un jour, mon oncle, nous vous la donnerons comme nous l'avons donnée à vos esclaves, rien que pour voir ce que vous en ferez... Ah! si tous étaient comme toi, mon oncle, ce serait vite fait, ajouta le Toubab en riant.

— Peut-être! dit l'ancien. Il est vrai que vous posez votre esprit sur tout l'univers. Donner le souffle de vie est la seule chose qui vous soit impossible!... Mais crains de donner la liberté à Kho-Kho, si tu tiens à la garder...

A cette même époque, les hommes blancs qui vivent dans le Nord avaient réussi à fabriquer des appareils volants. Ceux qui montaient ces engins emportaient avec eux un fameux moteur de 25 à 50 CV qui ressemblait plutôt à une machine à coudre, mais qui faisait plus de bruit à cause de la ferraille.

Et ils s'essayaient à voler comme les oiseaux au sortir du nid. Mais ils n'avaient pas de mère pour leur apprendre. Veillaient sur eux, en revanche, des savants et des amateurs qui criaient à ces imprudents : « Attention au coefficient K! » « Le plus lourd que l'air peut bondir, mais ne peut voler... »

« Imitez les oiseaux! » répétaient les uns. « Non, mais les poissons-volants! » rétorquaient les autres.

Et le bruit des discussions arrivait dans la petite ville, en Haute-Casamance, par chaque bateau qui apportait le courrier.

... Les rémiges de Kho-Kho repoussèrent, ses ailes reprirent leurs vrais contours.

Kho-Kho ne s'envola pas tout de suite. Il lui fallut même quelques coups de pied dans le derrière et des poursuites. Enfin, elle comprit. Quand elle avait suffisamment volé au-dessus de la cour et que son maître lui montrait un poisson, elle comprenait aussi qu'il fallait descendre.

Les Noirs de l'escale s'écriaient :

— Il l'attache par un fil que nous ne voyons pas!...

Et d'autres :

— Ce Toubab mérite d'être craint : il change le caractère des bêtes!...

Le vieux sage, lui, souriait et disait :

— Attendons! Nous verrons bien quand l'époque des nids arrivera... Si tu la laisses ainsi regarder la tête des arbres... Hum!...

Cela devint un exercice presque quotidien. La cour étant trop petite, l'envol se pratiquait sur les rives du fleuve, sur les allées vastes : courses ridicules, battements d'ailes qui soulevaient la poussière, enlèvements, retombées, puis, au bout de trente ou quarante pas, toute la chair, les os, le bec, les plumes et les pattes de Kho-Kho se détachaient du sol, montaient obliquement. Les battements devenaient réguliers, harmonieux. Les extrémités s'élevaient, s'abaissaient, et l'aile de l'oiseau que l'on eût crue rigide quand on la déployait à la main, s'infléchissait comme une lame de couteau à peinture. Jusqu'à ce que Kho-Kho eût atteint les régions des courants bien définis : alors elle s'immobilisait et se reposait en regardant la terre défiler sous son ventre.

Le maître de Kho-Kho multiplia ainsi ses expériences, en fit une attraction des jours de fête, et envoya des notes à des hommes illustres pour leur démontrer que Kho-Kho possédait le véritable secret de l'air. Quant à Kho-Kho, à mille pieds au-dessus de la ville, elle retrouvait l'univers spacieux entrevu dans sa jeunesse, et découvrait, mieux que du débar-

cadère, l'étendue des eaux qui miroitaient au soleil, la grisaille des plaines et la houle des arbres dont chaque tête pouvait supporter un nid, un nid plat et rond, fait de branchettes, d'herbes et de plumes. Dans ses tournées aériennes, elle rencontra des aigles, des milans et des éperviers, qui virevoltaient autour d'elle mais respectaient son bec, pour l'excellente raison que la pointe en est plus éloignée de l'œil que chez toute autre bête volante. Elle aperçut aussi des aigrettes blanches ou grises qui regagnaient leurs marécages, leurs rizières. Elle faillit les suivre, mais craignit encore de ne plus voir ces hommes qui ont des manières surprenantes, un cri perpétuel et varié, qui vont, viennent et se disputent, qui savent donner du poisson et gratter le crâne comme nul ne sait le faire, et aussi un tout petit tas de chair brune et turbulente, qui prenait frayeur des abeilles...

... A la saison des nids, Kho-Kho, pendant une tournée de son maître, s'envola. Le même soir, elle n'était pas rentrée. Les roussettes et les chauves-souris, ne voyant plus l'oiseau géant sur son perchoir habituel, sur le toit de tuiles, se trémoussèrent et se dirent entre elles à petits cris pointus : « Le Toubab a peur de nous parce que nous sommes en nombre, mais il a sûrement fini par manger le gros oiseau... »

Kho-Kho revint, deux jours après. La cour, à son tour surprise, put la voir de nouveau s'enlever des duvets inutiles et les entasser dans un coin avec des petites branches sèches. Sans ordre : on eût dit un exercice pour rien.

Une perruche ayant, d'une façon trop bruyante, manifesté ses impressions, Kho-Kho patiemment la guetta, et après que la perruche eut décortiqué un petit tas d'arachides et fut rendue plus lourde par la digestion, d'un aller et retour elle l'engloutit, la tête en avant, les deux ailes ouvertes. La perruche se débattait, mordait le gosier par dedans. Kho-Kho la rejeta un peu, la passa à la cisaille. Il faut une forte cisaille pour hacher une perruche : celle-ci fut encore capable d'ouvrir les deux ailes, qui sortaient de chaque côté du bec.

Ce fut à celle qui tiendrait le plus longtemps. Kho-Kho gagna la partie.

Venu à la rescousse, le chien n'eut l'œil manqué que d'une épaisseur de poil et se fit déchirer l'oreille. A cette vue, les

singes, les biches et l'antilope s'écartèrent de cet animal qui ne respectait plus les lois de la cour, et les oiseaux-trompettes n'osèrent plus lever leur tête couronnée au-dessus des palissades de l'enclos.

Tout cela amusait le maître qui disait :

— Ça lui passera... Regardez plutôt comme elle vole bien!...

Le lendemain, Kho-Kho monta dans les airs revoir les horizons retrouvés. Midi vint. Puis le soir. On dit au maître : « Ce n'est pas la première fois. » Et l'on attendit.

On attendit un jour, deux jours, trois jours. Au Cercle, les paris furent ouverts.

Le maître de Kho-Kho interrogea les chasseurs indigènes. Ils répondirent ce qu'ils savaient :

— Dans ces jours-ci, les marabouts pondent...

A la maison, la cour entière, excepté l'antilope qui ne s'était jamais bien souciée du grand oiseau, se remit peu à peu à ses anciennes habitudes. Les biches, grandies et harnachées de rayures blanches, venaient plus familièrement montrer leurs cornes naissantes. Les oiseaux-trompettes poussaient leurs stupides appels à tout propos, comme des paons. Les singes gambadaient, recommençaient à détruire ou à chaparder sans retenue. Et le chien, la queue en cor de chasse, babines souriantes, l'œil vif, arpentait la cour et le marché, pénétrait à nouveau dans la salle à manger, avec l'allure fière et modeste à la fois de quelqu'un qui, en une nuit, a taillé en pièces et dévoré la volaille au grand bec.

Quant au bébé ocré, il n'avait pas remarqué l'absence de Kho-Kho et jouait à détruire une calebasse ouvragée.

Les jours s'écoulèrent et Kho-Kho ne revenait toujours pas. Son maître se consolait :

— Elle fera, disait-il, comme des aigrettes que j'avais élevées; elle ramènera ses petits...

Le temps de la couvée passa. Le maître de Kho-Kho interrogea le ciel. A perte de vue, inscrivant des cercles concentriques sur les nuages envoyés par la mer lointaine, des marabouts planaient. Les yeux fixés à terre où se meuvent péniblement les bêtes qui forment un jour un tas de viande immobile, le bec pendant, ils parcouraient sans trêve une invi-

sible piste circulaire, pareils à des attributs d'un gigantesque et inaccessible mât de cocagne.

Il voulut leur envoyer une balle, pour les avertir; mais il eut peur de tuer.

Alors, il parcourut les plaines où l'outarde et l'antilope se rencontrent dans la buée du matin; la forêt habitée par les singes, la panthère, les serpents, le lion, les phacochères et toutes les bêtes possibles. Il surveilla les mares et les rizières. Il appela Kho-Kho.

Les oisillons pépièrent, les merles mordorés sifflèrent. Les perdrix s'enfuirent en froufoutant, les sarcelles s'éparpillèrent en tremblotant, les tourterelles roucoulèrent. Tous lui chantaient bien qu'ils avaient vu Kho-Kho, tout en haut d'un arbre démesuré, accroupie sur un paquet de branches sèches entrelacées, et que, près d'elle, un grand seigneur de l'air montait jalousement la garde. Mais il ne comprenait pas, il refusait de comprendre. Si bien que l'écho seul lui redit nettement les deux syllables que le pays tout entier répétait depuis deux ans.

Et le vent qui avait fréquenté depuis des jours et des jours la cime des arbres, les creux de vallées, les plaines où l'herbe sèche se couche sur l'herbe sèche, les marais où le roseau s'élève contre le roseau, continua de répandre sur la terre et sur l'eau la chanson amoureuse de la brousse.

André Demaison.

(A suivre.)

QUELQUES MAITRES DU DESTIN

V [1]

M. HERBERT HOOVER

Dans le récent discours prononcé au Parti républicain pour présenter M. Hoover comme candidat à la présidence, on a pu dire justement de lui que, bien que né pauvre, il avait rassasié plus de bouches affamées que nul ne l'avait fait avant lui. L'orateur aurait pu ajouter que, s'il a pu réaliser une œuvre de bienfaisance aussi considérable, c'est pour avoir introduit la science dans la pratique de la charité.

M. Herbert Hoover est né, il y a cinquante-quatre ans, dans une cabane en bois, faisant partie d'une petite commune de Quakers des prairies de l'Iowa. Sa première demeure fut une de ces pauvres habitations construites à la hâte, plus communes en Amérique que beaucoup d'Européens ne se le figurent, et qui sont en si parfaite contradiction avec les idées répandues dans le vieux monde sur les immenses richesses du nouveau. C'est d'ailleurs dans une cabane de ce genre qu'habita Abraham Lincoln.

L'Iowa est un État agricole situé au cœur du « Middle West », — le grand Empire américain qui, de chaque côté du Mississipi, déroule ses plaines unies, sur trois mille kilomètres, des Monts Alleghanys aux Montagnes Rocheuses. Les premiers colons ne pénétrèrent pas dans cette partie des États-Unis, qui par suite n'a connu ni les traditions de l'Ancien Monde ni l'héritage espagnol du Pacifique. Cette région était, il y a cinquante ans plus encore qu'aujourd'hui, presque uniquement

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars, 1er mai, 1er juin, 1er août.

peuplée d'une infinité de petites communautés formées de braves gens, laborieux, démocrates et profondément patriotes. Ils ont prouvé pendant la Grande guerre, comme ils l'avaient fait dans la Guerre civile, que, soulevés par une grande cause, ils étaient capables d'efforts désintéressés, de sacrifices et de grandes actions.

La famille de M. Hoover est fixée en Amérique depuis le milieu du XVIIIe siècle. Qu'elle vînt de Hollande ou d'ailleurs, il n'importe, ses liens avec l'Ancien Monde ayant été rompus de bonne heure. Rien qu'avec l'histoire de cette famille, on pourrait suivre la marche de la conquête du sol américain qui s'est faite par petites étapes, à l'intérieur du pays, toujours en direction de l'Ouest; de génération en génération, les ascendants de M. Hoover s'établissent comme fermiers, dans le Maryland et la Caroline du Nord, puis dans l'Ohio et l'Iowa, sans cesse poussés vers l'Ouest par ce besoin de terres plus riches qui s'impose à une population grandissante. Ainsi, M. Hoover, plus qu'aucun des autres candidats à la Présidence, incarne la marche vers l'Ouest du peuple américain. Ce n'est pas tout. Rappelons-nous que, depuis trois cents ans, les ancêtres du Président Coolidge ont vécu et sont morts sur le sol pierreux de la Nouvelle-Angleterre. Ceux de Harding n'ont jamais dépassé l'Ohio, et Wilson était fils d'un émigré de fraîche date. Concluons que M. Hoover est plus foncièrement américain qu'aucun de ses prédécesseurs.

LE ROMAN D'UN ÉTUDIANT PAUVRE

Son père était forgeron : il réparait les machines agricoles et vendait des outils. Curieux rapprochement : M. Mussolini est, lui aussi, fils de forgeron et le Président Masaryk fut élevé pour être forgeron. La mère de M. Hoover était une Quakeresse célèbre par son éloquence et la noblesse de son caractère : elle avait fait ses études de théologie et se destinait à l'Église. Chez les Quakers, — dont la petite Église est en train de disparaître, pour se fondre dans l'ensemble de la société américaine, — même chez les plus humbles d'entre eux, se conservait une tradition de bonne éducation, de bonté et de pureté de vie. On peut croire que cet héritage des Quakers, avec leur enseignement de charité envers l'infortune et la misère, est à l'origine de l'œuvre philanthropique de M. Hoover.

Il avait six ans quand il perdit son père : trois ans plus tard, sa mère mourait. Lui, ses frères et ses sœurs restaient à la charge de parents, et furent élevés partie chez les uns, partie chez les autres.

D'un oncle, attaché à l'*United States Indian Service*, Herbert Hoover passa à un autre oncle, médecin de campagne et fermier dans l'Oregon, sur la côte du Pacifique. Il a lui-même raconté la vie toute primitive qu'on menait dans la ferme : on tissait soi-même les vêtements de la famille, on fabriquait le savon et les conserves de viande. Hélas ! la ferme était hypothéquée. Le souvenir de cette hypothèque se grava dans l'esprit de l'enfant, comme le symbole de l'obstacle matériel où tous les désirs viennent se briser. Son temps se partageait entre la petite école de Quakers de l'endroit, et les travaux de la ferme. Éducation sévère, dans une atmosphère de contrainte. Peut-être est-ce de là que lui sont venus une timidité inattendue chez un tel homme et certain air un peu distant.

Un beau jour, l'enfant rencontra un ingénieur qui se prit d'affection pour lui et lui vanta fortement les avantages de la profession. Tant et si bien qu'au lieu d'entrer au collège des Quakers, comme l'avait décidé son oncle, il résolut de faire ses études d'ingénieur. Hoover est resté profondément reconnaissant à celui qui venait d'avoir sur son avenir cette influence décisive et qu'il ne devait jamais revoir.

Il fallait gagner le pain quotidien. Hoover se mit au service d'une agence de lotissement, et il faisait visiter les fermes du voisinage aux clients. Jusqu'ici, sa vie ne différait en rien de celle de beaucoup de jeunes Américains, sans en excepter plusieurs futurs Présidents. Avant lui, bien d'autres, arrivés aux plus hautes charges de l'État, sont nés dans des fermes et ont dû gagner, enfants, le prix de leur instruction. Mais presque toujours, les autres futurs Présidents avaient fait leurs études de droit. Hoover est le premier qui ait été ingénieur.

A Palo Alto, en Californie, le sénateur et Mme Stanford venaient de fonder et de doter richement l'Université qui porte leur nom, en mémoire de leur fils unique. Hoover se prépara à y entrer en suivant les cours du soir dans une école de commerce. Préparation insuffisante : il échoua à l'examen d'entrée. Mais son examinateur avait remarqué « qu'il serrait les dents d'une manière décidée et que sa physionomie et toute son atti-

tude exprimaient une ferme résolution de passer cet examen à tout prix ». Il s'intéressa à lui. Voilà Hoover au collège.

Là encore se pose une question, toujours la même. Dans les maisons d'éducation américaines, les étudiants pauvres, sans perdre pour cela l'estime de leurs camarades, se chargent de besognes domestiques. Herbert Hoover, qui arrivait au collège avec fort peu d'argent en poche, se créa des ressources en montant une blanchisserie, distribuant des journaux de San-Francisco et organisant des conférences et des concerts. Une fois, — et pourtant c'était un concert de Paderewski, — les frais ne furent pas couverts : le jeune imprudent dut avouer au secrétaire du grand pianiste qu'un de ses camarades et lui s'étaient engagés beaucoup au delà de leurs maigres ressources. Avec sa coutumière générosité, Paderewski les releva de leur engagement, et s'arrangea même pour laisser à chacun un léger bénéfice. Il ne pouvait pas prévoir alors combien largement Hoover s'acquitterait un jour de cette obligation envers la Pologne.

A l'Université, Herbert Hoover eut pour professeur l'éminent géologue Braner qui se prit pour lui d'amitié et, quand il tomba malade de la fièvre typhoïde, l'aida de sa bourse et veilla sur lui. Ses études allaient en outre le mettre sur le chemin du bonheur. Il leur doit d'avoir fait la connaissance d'une camarade, elle aussi étudiante en géologie, Miss Henry, de Monterey en Californie, qui est aujourd'hui Mme Hoover, la plus dévouée des compagnes et qui l'a suivi jusqu'au fond de la Chine lorsque l'y appela sa carrière aventureuse.

Pendant les mois d'été, Herbert Hoover faisait des stages d'ingénieur et travaillait aux mines de Californie. Bien qu'ayant déjà pris ses grades, il y maniait la pioche comme un simple mineur, un peu pour acquérir de l'expérience, beaucoup pour gagner sa vie : le contremaître d'une mine de l'Ouest se rappelle encore le temps où Herbert Hoover n'était qu'un travailleur comme les autres dans son équipe.

Bientôt après, il entrait comme employé chez Louis Janin, alors le meilleur ingénieur des Mines de San-Francisco. Français d'origine, Janin était un gai compagnon et jouissait d'une grande réputation d'habileté et d'intégrité. Avoir servi sous ses ordres, cela posait quelqu'un. Hoover voulait à toute force s'acquérir cette plus-value. Janin avait beau protester

qu'il n'avait besoin de personne : Hoover déclara qu'il entrerait, fût-ce comme garçon de bureau ou comme portier. Il arriva que Janin eut besoin d'un dactylographe ; Hoover fit demander dans quel délai la place devait être occupée ; et, dans les quelques jours d'intervalle, il apprit à écrire à la machine. On lui trouva bientôt un emploi plus digne de lui, qui consistait à inspecter des mines dans les États de l'Ouest pour le compte de son patron. Le jeune homme plut à Janin et, quand une grande maison de Londres demanda à ce dernier d'indiquer un ingénieur américain, âgé d'au moins trente-cinq ans, qualifié pour surveiller des mines dans l'ouest de l'Australie, il recommanda Hoover. Le jeune ingénieur n'avait que vingt-trois ans : il dut, avant de se présenter, laisser pousser sa barbe pour se donner l'air plus âgé.

LE « MÉDECIN DES MINES MALADES »

Les placers d'or d'Australie, qui étaient situés dans une région désertique, avaient été jusque-là très insuffisamment exploités. La tâche de Hoover se compliquait du problème de l'approvisionnement en eau, chose rare et souvent introuvable dans le pays. En outre, le minerai, une fois extrait, était difficile à traiter : il fallut recourir à de nouveaux procédés pour dégager le métal de la boue gluante qui l'enveloppait. La tâche demandait un esprit d'invention et d'initiative, une aptitude à résoudre des problèmes de toute sorte. Hoover y réussit pleinement. Ce beau succès lui valut d'être appelé à l'exploitation d'autres mines australiennes, qu'on avait abandonnées, faute de savoir extraire dans de bonnes conditions le minerai qui y était contenu par millions de tonnes. Grâce à lui, ces mines, qu'on regardait comme épuisées, rentraient en activité : elles continuent, aujourd'hui encore, à donner des bénéfices.

Ces brillants débuts en Australie avaient acquis à H. Hoover une réputation grandissante. Il revint se marier en Californie et, le lendemain de son mariage, il partait pour la Chine avec sa femme. C'était le temps où le jeune Empereur, conseillé par Sun-Yat-Sen, s'efforçait d'introduire en Chine les méthodes occidentales : il cherchait un ingénieur américain pour diriger un bureau des Mines nouvellement créé. Hoover fut nommé à ce poste. Au service du gouvernement impérial, il explora

la Chine du Nord, à la recherche du charbon et du fer. Ses recherches le conduisirent à l'intérieur de la Mandchourie et de la Mongolie ; mais là, il se heurta à la révolte des Boxers. Il était à Tien-tsin au moment du siège. Sous sa direction se dressèrent des barricades pour fortifier le quartier des étrangers. Il lui fallut aussi pourvoir à l'approvisionnement en eau : on ne pouvait pomper que la nuit, et toujours sous le feu. Mme Hoover servit comme infirmière à l'hôpital où, par moments, il arrivait deux cents blessés par jour. Dans la concession étrangère, qui était bombardée et où sa propre maison fut atteinte, Hoover organisa les premiers secours de ravitaillement pour les réfugiés chinois. Quand vinrent plus tard les secours alliés, il eut la désagréable surprise de voir sa maison pillée par les Cosaques... Telle fut sa première expérience de la guerre et aussi de la diplomatie.

La révolte des Boxers une fois réprimée, il fut appelé par la *Chinese Engineering Company* qui dépendait des Puissances étrangères. L'administration des affaires chinoises, particulièrement à cette époque, exigeait un bienveillant despotisme. Hoover bâtit le nouveau port de Ching-Wan-Tow, sur le golfe du Petchili, qui donnait à Pékin une sortie praticable en toutes saisons. Il installa des mines de charbon, créa des manufactures de ciment, fit construire des chemins de fer et une flotte de steamers pour la traversée du Pacifique. Il avait vingt-sept ans.

L'année suivante, de retour en Californie, il devenait le plus jeune associé d'une grande entreprise d'exploitation minière, qui avait des ramifications dans le monde entier. Un trait de caractère qui le peint : à la suite de spéculations malheureuses d'un des associés qui avait joué sur les stocks, Hoover voulut que la maison, bien que n'étant pas légalement responsable, comblât entièrement le déficit. Cela demanda cinq ans.

Sa réputation de grand ingénieur était désormais établie : elle devenait mondiale. Un de ses plus anciens associés l'a appelé avec justesse le « médecin des mines malades ». Quand une affaire ne donnait pas de bénéfices, on faisait venir Hoover pour fournir son diagnostic et guérir le mal. Il avait des bureaux à San-Francisco et à New-York, comme à Londres, il en avait à Melbourne et à Shanghaï. Je me souviens avoir entendu un

financier connu me dire que, si Hoover lui demandait tout à coup un million de dollars sans un seul mot d'explication, il n'hésiterait pas à le lui donner. Cependant, il fonde une grande compagnie internationale minière ; en Birmanie, dans la jungle, il retrouve une mine d'argent, perdue depuis longtemps ; il s'occupe des gisements de fer et de cuivre de l'Oural ; il développe, à la limite du Turkestan, la richesse minière d'une autre grande compagnie ; il dirige des mines en Afrique du sud et dans l'Alaska. Plus de 125000 hommes sont employés par lui dans l'ensemble de ses entreprises, et une bonne partie du zinc et du plomb consommé dans le monde proviennent des mines qu'il exploite.

On devine combien de problèmes d'administration et de transport, de construction immobilière, de finance et de diplomatie comporte une telle tâche. C'est une nouvelle forme de colonisation, sans risques de guerre ni question de souveraineté.

En France et en Angleterre, il arrive souvent que des hommes parviennent à de haut postes dans le gouvernement par la réputation qu'ils ont acquise dans l'administration de lointaines colonies. Aux États-Unis, pays novice au point de vue de la colonisation, on a vu le gouverneur général des Philippines, Taft, entrer à la Maison Banche. Mais, jusqu'ici, c'était par l'administration publique qu'on arrivait aux postes suprêmes. L'innovation de Hoover est d'y arriver par un autre chemin. Il a étudié le monde du point de vue pratique de l'ingénieur qui cherche à en développer les ressources. Sa nomination à la Présidence serait l'annonce d'une tendance nouvelle : le choix des candidats aux plus hauts emplois publics cesserait d'être limité à la classe des professionnels de la politique, pour s'étendre aux hommes qui se sont formés non par la politique, mais dans la bataille de la vie. Or, à mesure que les relations internationales et l'économie mondiale prennent plus d'importance, cette connaissance pratique des pays étrangers et de leurs ressources devient plus nécessaire.

Et voici peut-être le trait le plus remarquable de la carrière de M. Hoover. Lui, dont les opérations mondiales l'ont mis en contact avec des ouvriers de toutes les races, sous toutes les latitudes et dans tous les climats, il n'a pas, en vingt ans, subi une seule grève.

C'est qu'il ne considère pas le travail de l'ouvrier comme un produit commercial à envisager uniquement en fonction du rapport. De tout temps, il a eu souci de l'ouvrier en tant qu'homme : une des causes de son succès dans ses grandes exploitations est d'avoir conduit l'employeur et l'employé sur un terrain d'entente et de leur avoir fait comprendre que leurs intérêts étaient complémentaires et non pas contradictoires. Il s'est toute sa vie efforcé de prouver à l'ouvrier que le meilleur moyen d'avancement pour lui réside, non dans la limitation de la production, mais au contraire dans une production plus grande et à meilleur marché. Il a sans cesse répété que les procédés mécaniques ne sont pas le but, mais seulement les moyens : d'après lui, l'objet du machinisme est de permettre aux hommes de jouir d'une vie plus large et de développer leur individualité en abrégeant le labeur de chaque jour. Le paradis mécanique des spécialistes de la production est loin de représenter l'idéal de M. Hoover.

CELUI QUI A VAINCU LA FAMINE

A quarante ans, sans protection, sans rien autre que sa valeur personnelle, M. Hoover s'était élevé jusqu'au faîte, dans la direction qu'il avait choisie. Après avoir fait cinq fois le tour du monde, il connaisssait les ressources des différents pays et avait acquis, pour les développer, une expérience presque unique ; il avait mené d'heureuses négociations avec les gouvernements étrangers. Le seul ordre d'activité qu'il n'eût pas encore abordé, c'était la politique ; les seuls rouages qui lui fussent inconnus, c'était l'organisation des partis en Amérique.

Nous voici à la veille de la Grande guerre. On se souvient qu'en 1914 une exposition Panama-Pacifique devait se tenir à San-Francisco : Hoover en fut nommé commissaire et chargé, à ce titre, d'inviter les gouvernements étrangers à y participer. Il s'embarqua pour l'Europe au mois de mars et se rendit dans plusieurs capitales. Il était à Londres lors de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. La première répercussion de la guerre sur les États-Unis fut l'incident mi-tragique, mi-comique qui empêcha les 200 000 touristes échoués en Europe de regagner leurs foyers, faute d'argent comptant ou de crédit. M. Hoover organisa les premiers secours. Des prêts furent

consentis sur parole. Lui-même accorda sa garantie pour plus d'un million de dollars à des inconnus contre un simple reçu : il ne subit que des pertes négligeables.

L'affaire une fois réglée, il avait déjà retenu sa place sur le bateau qui devait le reconduire en Amérique, quand se produisit l'événement qui devait changer le cours de sa vie.

L'invasion de la Belgique avait été si soudaine, la consternation répandue par les horreurs de la guerre infligées à un peuple innocent était si profonde qu'on n'avait pas pris garde à un autre danger : la famine menaçait. Un ingénieur américain, M. Millard Shaler, vivant alors à Bruxelles, eut l'idée de s'adresser aux pays neutres pour obtenir des secours. Arrivé à Londres avec de l'argent pour acheter des vivres, il se heurta à une défense du gouvernement britannique, qui appliquait alors le blocus avec une grande rigueur. Ce fut à M. Hoover qu'il alla demander conseil. Celui-ci le conduisit chez M. Page, l'ambassadeur d'Amérique, l'idée lui étant venue de faire servir à un but humanitaire la neutralité que les États-Unis gardaient alors. Un comité belge s'était également fondé à Londres dans le même dessein. Un de ses membres, M. Francqui, se souvenant d'avoir connu M. Hoover en Chine, le désigna comme le seul capable d'organiser les secours à la Belgique. C'est ainsi qu'il fut mis à la tête de la Commission américaine de secours.

Pour Hoover, cette nomination était synonyme d'un gros sacrifice personnel. Quelques années avant la guerre, il avait confié à un de ses amis que sa fortune lui permettrait bientôt de vivre largement et de se consacrer aux fonctions publiques. Mais abandonner à ce moment précis tous ses intérêts privés, cela entraînait pour lui une perte sèche considérable. Quant à cumuler ses propres affaires avec l'organisation des secours à la Belgique, il n'y fallait pas songer. Il fallait choisir. Un ami, qui était alors son hôte, a raconté comment, pendant trois nuits, il avait arpenté le plancher de son cabinet avant de pouvoir prendre une décision. Quand, enfin, sa détermination fut arrêtée, il passa toutes ses affaires à un associé en lui faisant savoir qu'il ne voulait plus en entendre parler. « Au diable la fortune ! » dit-il seulement au petit déjeuner, après sa tasse de café. « Je vous fais cadeau de mes affaires », dit-il encore à ses collaborateurs. Sa carrière d'ingénieur était finie.

Depuis ce jour, il n'admit pas que des entreprises qu'il avait mises sur pied et développées en quinze années d'un travail acharné lui rapportassent un sou. Quand vint la fin de la guerre, il n'avait aucune idée de l'état de ses affaires. Était-il riche? Était-il ruiné? Il ne savait, car il avait largement contribué, sur sa fortune personnelle, aux dépenses de l'œuvre. En fait, il sortit de la guerre avec une fortune considérablement diminuée.

Certes, M. Hoover est le moins romanesque des hommes; il a pour les faits et pour l'activité positive une passion qui n'a d'égale que son horreur de la sentimentalité. Et pourtant, quel roman que sa carrière!

En pleine guerre, un homme se jette dans la mêlée, et c'est un simple citoyen américain qui, n'ayant jamais occupé de poste officiel, ne s'impose que par sa seule personnalité. Sa puissance de travail, son ingéniosité et sa souplesse, il les met au service d'un monde en chaos. Il sait gagner également la confiance des Alliés, celle des Allemands et celle des neutres, par son habileté reconnue et son parfait désintéressement. Nourrir dix millions de bouches, tant en Belgique que dans le Nord de la France (car deux millions et demi des secourus étaient Français), procurer aux enfants des régions occupées de la viande fraîche, du beurre, du lait et des œufs pendant quatre ans de guerre, voilà la tâche qu'il accomplit et pour laquelle il crée de toutes pièces une organisation unique dans l'histoire, celle que Sir Edward Grey a appelée avec humour « une République de pirates, organisée dans un dessein philanthropique »; une organisation qui était un véritable État, délivrait des passeports, arborait ses propres drapeaux, avait une flotte à elle et négociait des traités.

Le désir de venir en aide à ceux qui sont dans le besoin est vieux comme le monde. L'originalité de Hoover, ce fut de réaliser ce désir en employant des méthodes en harmonie avec le développement de la vie moderne, et d'employer à l'œuvre bienfaisante de secours, les mêmes moyens colossaux qui servaient pour l'œuvre destructive de la guerre.

Pendant ces quatre années de guerre, M. Hoover persuada à tout un monde de courtiers de navires, d'agents d'assurances, de comptables, de s'engager comme volontaires. A son instigation et sous sa conduite, tous apportèrent gratuitement leur

collaboration sans aucun espoir d'avancement ni de gain, à cette seule fin de permettre à M. Hoover de vendre en Belgique et dans le Nord de la France du pain à un prix plus bas qu'en aucun autre endroit du monde. Et pourtant, qu'on songe comment avait été recruté le personnel de cette organisation sans précédent! Il avait fallu rassembler des collaborateurs presque au hasard, au gré des bonnes volontés qui se présentaient. Comment procédait M. Hoover? Pour peu qu'un homme lui parût pouvoir être utilisé, il le jetait à l'eau en lui confiant un poste comportant de sérieuses responsabilités. Si l'homme se montrait à la hauteur de l'épreuve et s'en tirait en ne commettant qu'un nombre acceptable de fautes, c'était bien : le voilà embrigadé. Si, au contraire, l'épreuve avait mal tourné, on le congédiait. Mais alors, c'était M. Hoover lui-même qui se chargeait du pénible devoir d'avertir l'indésirable; et il s'en acquittait avec tant de tact, et une bonté si délicate, que l'homme n'en concevait pas d'amertume, et gardait à M. Hoover toute son affection.

Cependant de toutes parts surgissaient les difficultés. Ce fut d'abord l'opposition des autorités militaires et navales britanniques, qui craignaient qu'en envoyant des vivres en Belgique, on ne prolongeât la guerre. M. Hoover dut, avant toute chose, persuader au gouvernement britannique qu'il n'était pas permis de laisser mourir de faim une population entière et que, si les Alliés ne les ravitaillaient pas, les civils seraient contraints d'accepter le travail que l'envahisseur leur offrait. Il fallut ensuite obtenir de l'Allemagne que les envois de vivres servissent uniquement à la population civile. Il fallut négocier avec les gouvernements alliés pour obtenir le droit de franchir le blocus, et avec les Allemands, pour que les transports ne fussent pas attaqués par les sous-marins. Les seules armes de M. Hoover étaient la raison, les sentiments d'humanité, l'indignation. Comme l'a dit un de ses « bras droits », il s'attendait tous les mois à des crises d'importance majeure, et, toutes les semaines, à une crise d'importance moindre, et il était rare que ces crises ne se produisissent pas. Et chaque fois il lui fallait garder son sang-froid, même quand la colère l'étouffait intérieurement, sous peine de mettre en danger toute l'œuvre de secours. Aussi bien, il s'est rattrapé plus tard : aussitôt que ce fut possible, il donna libre cours à ses sentiments longtemps refoulés. Après l'armistice, deux fonctionnaires allemands

qu'il avait connus à Bruxelles lui proposèrent par télégramme de faire entrer des vivres en Allemagne; ils reçurent par la même voie la réponse suivante : « M. Hoover vous envoie ses compliments et vous prie d'aller au diable. Si M. Hoover a affaire avec l'Allemagne pour le compte des Alliés, en tout cas il ne traitera pas avec deux gredins tels que vous. »

C'est à raison de cent mille tonnes par mois qu'arrivaient ses bateaux chargés de riz de Birmanie, de haricots de Mandchourie, de blé, de viande et de lard d'Amérique ; le tout était envoyé à Rotterdam et chargé sur des péniches scellées. Et ces vivres, il fallait se les procurer à un moment où partout ils étaient rares. Quant à la dépense, qui, au début, était de cinq millions de dollars par mois, elle atteignait, à la fin de la guerre, un chiffre cinq fois plus fort : le nombre des assistés était passé de un à quatre millions. Qu'un homme se dévouât à une telle œuvre, sans ombre d'intérêt personnel, cela dépassait la mentalité allemande. Un jour, à Bruxelles, où il essayait de hâter la délivrance des laissez-passer, un officier allemand lui dit : « Eh bien ! maintenant, dites-nous, Herr Hoover, là, d'homme à homme : quel intérêt avez-vous là-dedans? Bien sûr que vous ne faites pas tout cela pour rien. »

Dès le début, M. Hoover n'avait pas manqué de prévoir qu'un si formidable maniement de fonds pourrait éveiller bien des soupçons; aussi avait-il pris la précaution de demander à une société bien connue dans le monde de la finance internationale de reviser ses comptes. A la première réunion de la Commission, il dit : « Nous allons recevoir et dépenser des millions. Il peut se trouver de méchantes langues pour insinuer quelque jour que nous avons chapardé. C'est pourquoi je prétends que nous ayons des poches aussi transparentes que du verre, et que nos comptes soient établis de telle manière que personne ne puisse même avoir l'idée de soupçonner notre probité. » Quand, après la guerre, les comptes, qui portaient sur neuf cent millions de dollars, furent enfin apurés, les vérificateurs tinrent à rédiger une déclaration dans laquelle il était dit que M. Hoover n'avait jamais touché un sou de cet argent, fût-ce pour couvrir ses frais de voyage. Les frais généraux de cette immense entreprise ne s'élevaient pas à un demi pour cent des sommes dépensées.

M. Hoover avait recueilli, en Angleterre et en Amérique,

pour cinquante millions de dollars, tant en argent qu'en vivres et en vêtements. Le reste provenait d'emprunts faits au profit de la Belgique par les gouvernements français et anglais d'abord, puis par celui des États-Unis. En France, quand il demanda au gouvernement des fonds pour ravitailler les populations des régions occupées, il commença par essuyer un refus. On lui objecta que ce serait prolonger la guerre en allégeant les obligations de l'Allemagne vis-à-vis des territoires envahis. Le soir même cependant, le chef d'une banque importante venait conférer avec lui. Deux jours plus tard, à Londres, où M. Hoover avait été obligé de se rendre, il reçut de ce banquier une lettre contenant un chèque de vingt-cinq millions. Le gouvernement français, qui avait d'abord hésité à reconnaître le principe du secours, l'admit peu de temps après.

La guerre finie, M. Hoover remit ses comptes aux gouvernements intéressés, afin de les faire approuver. A Paris, on refusa galamment de les examiner et on les lui renvoya avec cette mention : « Nous avons des choses plus pressées et plus utiles à faire que de mettre en question l'intégrité de M. Hoover. » Si trop de gens, même aujourd'hui, connaissent mal l'œuvre qu'il a accomplie, les millions d'individus qu'il a sauvés de la famine lui gardent un sentiment de profonde gratitude et le regardent comme un grand ami de la France. Ce sentiment de reconnaissance s'est manifesté lors de la mission Caillaux en Amérique : dès son arrivée et avant d'aborder toute question financière, M. Caillaux fit venir M. Hoover et lui remit une lettre signée par les maires de toutes les communes des régions occupées où ils lui exprimaient leur gratitude.

L'hommage de la Belgique fait également honneur au Roi des Belges et à M. Hoover (1). A l'issue d'un déjeuner, le Roi avisa M. Hoover qu'il se proposait, en signe de reconnaissance, de lui conférer le grand cordon de l'Ordre de Léopold. M. Hoover, pris au dépourvu, répondit avec embarras que tout le mérite de ce qu'il avait fait pour le peuple belge revenait aux

(1) Je dois cette anecdote, ainsi que plusieurs informations dont j'ai fait usage dans cet article, à l'amabilité de M. Hugh Gibson, actuellement ambassadeur d'Amérique en Belgique; il fut, pendant la guerre, secrétaire à la légation de Bruxelles et collabora étroitement avec M. Hoover. Je saisis cette occasion pour exprimer à MM. Vernon Kellog et Will Irwin tous mes remerciements pour les utiles et précieuses indications que j'ai trouvées dans leurs livres sur Hoover.

quelques centaines d'Américains qui avaient travaillé en Belgique dans des conditions particulièrement difficiles, et qu'il se ferait scrupule de recevoir la récompense qui leur revenait... Le Roi fit semblant de partager sa manière de voir et n'insista pas. Seulement il pria M. Hoover de rester à dîner, dans l'intimité, avec lui et la Reine.

Comme le dîner s'achevait, le premier ministre, M. de Broqueville et les ministres entrèrent et formèrent cercle devant la cheminée. M. Hoover, en présence de ce déploiement officiel, fut fortement effrayé, et ses craintes redoublèrent quand le Roi, prenant un rouleau de parchemin des mains du premier ministre, se mit à lire un discours où il exposait en termes touchants tout ce que M. Hoover avait fait pour la Belgique. Il comprenait les raisons qui déterminaient M. Hoover à ne pas accepter l'ordre de Léopold. Alors, comme la Belgique tenait à lui exprimer sa gratitude sous une forme concrète, il avait décidé de créer une distinction nouvelle, qui ne serait décernée qu'une seule fois et qui lui était destinée. En conséquence, il avait signé un décret, approuvé par ses ministres, par lequel il conférait à M. Hoover le titre de « Citoyen d'honneur de la Belgique et ami du peuple belge ».

Le décret royal fut remis à M. Hoover, trop ému pour exprimer sa reconnaissance.

* * *

M. Hoover, au moment de l'entrée en guerre de l'Amérique, aurait pu obtenir n'importe quelle fonction. Mais toute sa vie il a voulu être un chef, et non un dictateur. « Je ne veux pas être dictateur des vivres du peuple américain », dit-il au président Wilson qui le nomma, sur sa demande, « administrateur des vivres », sans lui donner aucun pouvoir spécial pour faire appliquer des règlements sévères. Il ne réclama des nations en guerre que l'aide volontaire des maîtresses de maison. L'Américain, dans Hoover, se révoltait devant les mesures dictatoriales appliquées en Allemagne et il profita de cette crise pour montrer au monde que, avec son cœur, un État démocratique peut faire plus dans la lutte qu'un État autocratique mené par la contrainte.

Au lieu des quelques centaines de collaborateurs qu'il avait groupés autour de lui en Belgique, c'était maintenant

quatorze millions de maîtresses de maison qui lui obéissaient, comme si ses recommandations étaient des ordres. Son nom donna naissance à un mot nouveau, le verbe *hooveriser* par lequel le langage a exprimé ses talents d'organisateur. Le service incomparable qu'il a rendu est d'avoir donné confiance au peuple. Il fit appel à son patriotisme et son appel fut entendu. Les cœurs prenaient part à la lutte et les aides volontaires qu'il reçut lui valurent des résultats beaucoup plus efficaces que ceux qu'il aurait pu attendre d'une lente bureaucratie. Les producteurs et les grands marchands de produits alimentaires lui vinrent en aide dans sa tâche géante, qui consistait à discipliner l'appétit d'un continent. C'est lui-même qui a dit : « Quatre-vingt-quinze pour cent des commerçants américains m'offrirent une aide cordiale. » Les rares délinquants étaient punis d'une amende qui était versée à la caisse de la Croix-Rouge.

Dans les jours troubles de janvier 1918, alors que la récolte de blé de l'été précédent était épuisée et que les Alliés manquaient de céréales et de graisses, lord Rhondda, contrôleur des vivres pour l'Angleterre, poussé par une impérieuse nécessité, télégraphia à M. Hoover que, s'il ne recevait pas 75 millions de boisseaux supplémentaires de blé, il ne pouvait pas répondre que ses concitoyens eussent assez de vivres pour tenir jusqu'à la fin de la guerre. M Hoover eut recours au journalisme et aux affiches pour impressionner le public et lui faire comprendre que « les vivres gagneront la guerre ». On invita églises, collèges, écoles, restaurants à inaugurer des « jours sans viande et sans pain de blé ». On contraignit les fermiers à semer davantage. On lutta contre le gaspillage. On envoya sur le Pacifique des voiliers qui ne pouvaient servir à rien sur l'Atlantique à cause des sous-marins, et on leur fit importer du blé d'Australie par la côte ouest, ce qui accrut les réserves des Alliés. Au prix d'un effort surhumain, en obligeant les familles américaines à des restrictions, M. Hoover put, en dépit d'une mauvaise récolte, envoyer aux Alliés dix millions de boisseaux de plus qu'ils n'avaient demandé, afin de surmonter la crise. Aussi bien, il n'y avait plus de famine à craindre : plus de cinq millions d'arpents supplémentaires avaient été ensemencés. L'Europe n'a jamais compris que, pour une grande part, le mécontentement constaté, ces dernières

années, chez les fermiers américains, et qui subsiste encore aujourd'hui, a pour origine l'effort énorme qu'ils ont fourni pendant la guerre, pour venir en aide aux Alliés.

L'Europe centrale, au moment de l'armistice, était sur le point de mourir de faim. On sait assez que la famine est l'avant-courrière de l'anarchie. L'œuvre de M. Hoover fut, pour beaucoup de pays, la meilleure sauvegarde contre le bolchévisme. Les vivres firent plus que la force, et aucun ministère ne fut jamais plus puissant que cette petite maison de la rue de Lubeck, à Paris, où M. Hoover établit son quartier général et d'où il donnait, avec bonne humeur, des ordres qui auraient déconcerté toute une bureaucratie par leur absence totale de régularité administrative. Il lui fallut improviser des solutions, envisager les situations les plus diverses et mettre en mouvement un appareil complet d'organisation moderne au moyen duquel fonctionnaient alors les secours. Un homme de moins grande envergure, ou simplement un homme plus imbu que lui des traditions bureaucratiques, aurait souvent hésité, demandé conseil ou ajourné l'application de mesures qui, pour être efficaces, devaient jouer immédiatement. Quand le premier ministre d'Arménie lui envoya sa démission, M. Hoover, par un télégramme humoristique, refusa de l'accepter. A Budapest, quand, après la chute de Bela Kun, l'archiduc Joseph s'empara du trône à la barbe des Alliés, le capitaine Gregory, représentant de Hoover, le força à se retirer par la simple menace de supprimer les approvisionnements; il annonça son succès à son patron en lui télégraphiant ces quelques mots : « L'archie (1) a sauté le cerceau ce soir à huit heures. »

Ainsi, au lendemain de la guerre, M. Hoover créait de toutes pièces une politique nouvelle, reposant non plus sur la force armée ni sur les négociations diplomatiques, mais sur les transports et sur les vivres. Son admirable activité attestait la résolution d'un homme appliqué à réparer de toutes ses forces et de tout son pouvoir les pertes résultant de la guerre, et à subvenir aux besoins d'enfants à qui il voulait épargner de souffrir des péchés de la génération qui les avait précédés et dont ils étaient innocents. Peu de spectacles le touchèrent plus

(1) Le capitaine Gregory fait ici un jeu de mot : Archie est un diminutif mi humoristique. Il l'emploie ici comme abréviation d'archiduc.

que la procession des 100 000 écoliers de Varsovie, qui défilèrent à l'occasion de sa visite.

APRÈS LA GUERRE

Après le retour de M. Hoover aux États-Unis, quelques-uns de ses amis firent, inconsidérément, campagne pour le faire nommer candidat à la présidence. L'heure n'était pas venue : le choix du parti républicain se porta sur le sénateur Harding. Ce dernier, avec une grande sagesse, offrit la place de secrétaire du Commerce à M. Hoover, qui l'a occupée pendant les sept dernières années. C'était la première fois qu'une situation officielle lui était dévolue : le poste où la guerre l'avait placé était un poste extraordinaire et temporaire. Jusque-là, son activité s'était exercée en dehors de toute organisation autre que celles créées par lui. Il n'avait aucune idée des chinoiseries de bureau et ne s'entendait pas à classer, comme il observa avec humour, « les ours noirs, les ours blancs et les ours bruns dans des départements distincts ».

Il ne se contenta pas d'être secrétaire du Commerce : l'aide qu'il était toujours prêt à apporter à ses collègues lui valut l'appellation de sous-secrétaire de tous les autres départements. Le président Coolidge le consultait en toute occasion. Un désastre survenait-il, c'était à lui qu'on demandait de diriger les secours. En 1922, au moment de la famine en Russie, il fut nommé directeur des secours qui empêchèrent quinze millions d'individus de mourir de faim. Il était décidément le « spécialiste des calamités ».

Une anecdote le montre à l'œuvre, illustre sa méthode. C'était lors des premières réunions de la Commission de la Rivière Colorado, qu'il présidait. Il s'agissait de régler l'emploi des eaux de cette rivière qui intéresse sept États. Les représentants de ces sept États ne s'entendaient pas; chacun maintenait son point de vue, et il semblait impossible d'arriver à un accord. M. Hoover qui, pour lui, ne connaît pas la fatigue, fit exprès de réunir la conférence pendant plusieurs jours consécutifs et de faire durer les séances des douze et des quatorze heures d'affilée. Au début, chacun se déclarait irréductible; mais peu à peu, la fatigue produisant son effet, inconsciemment les représentants commencèrent à se montrer moins intran-

sigeants. C'est le moment que choisit le président pour formuler des propositions de compromis. Au bout de quinze jours, tous les membres signèrent un accord, sans se douter par quelle habile méthode le président avait réussi à les y amener.

Lors de la dernière inondation du Mississipi, il créa quatre-vingt-onze comités locaux dont chacun avait pour tâche de procurer à quelques milliers de réfugiés les vivres, le logement, les soins médicaux et tous les secours immédiats. Dans son rapport, M. Hoover rend hommage à ces comités dont un seul échoua dans sa tâche. Il n'oublie qu'une chose : c'est de dire quelle a été sa propre tâche : recruter les comités, diriger sur les lieux ses escadrilles d'avions et sa flotte de bateaux, installer des camps où les soins de la Croix-Rouge sauvèrent des épidémies les deux tiers d'un million de sinistrés.

M. Hoover considère le gouvernement, non comme une organisation impersonnelle, mais comme un organisme vivant, humain. Son système est d'obliger chacun à prendre des initiatives et des responsabilités, et ainsi à se rendre singulièrement plus utile. Sa maxime est qu'il faut toujours centraliser les idées et décentraliser leurs applications. Il a réclamé la coopération des entreprises privées, a mené une campagne pour supprimer le gaspillage dans les usines et réaliser l'entente entre producteurs, marchands et consommateurs. Il a trouvé le moyen d'utiliser des matériaux jadis dédaignés, établi des degrés de standardisation simplifiée et perfectionné les méthodes du commerce. Pour faire baisser le prix de la vie en Amérique, sans pour cela abaisser les salaires, il persuada aux producteurs de limiter le plus possible la variété de leur production et d'éviter des dépenses en ne produisant pas de marchandises inutiles. C'est ainsi qu'il a réussi à faire réduire le nombre des variétés de briques de soixante-six à quatre, et de celui des chaudières de cent trente à treize, et par là il a notablement amélioré l'exportation américaine. Naguère, le commerce allemand a remporté de brillants succès en étudiant les besoins locaux des marchés étrangers et en adaptant ses produits au goût des divers pays. Hoover conseilla aux exportateurs de limiter leur production à un petit nombre de types bien définis qui tenteraient le public tant par leur perfection que par un bon marché rendu possible par la production en masse. Le succès de l'automobile américaine atteste que c'était la bonne méthode.

Énorme est le contraste entre le Hoover, grand réalisateur, organisateur qui, devant les plus graves problèmes, pense en grand technicien et en grand ingénieur, — et l'homme privé, si simple dans sa manière d'être et de parler, enjoué dans ses propos, et par-dessus tout plein de bonté, le plus dévoué, le meilleur ami du monde sous un aspect bourru et malgré une humeur parfois mélancolique. Depuis Roosevelt, aucun homme public n'a eu plus de fidèles et enthousiastes partisans aux États-Unis. Peut-être lui manque-t-il la cordialité exubérante et la chaleur de Roosevelt. Une réserve d'attitude, une apparence de froideur dissimulent sa timidité et protègent sa sensibilité naturelle, bien que, dans la conversation familière, personne ne cause avec plus d'aisance et ne soit un interlocuteur plus intéressant et plus persuasif. Aucun homme d'État du monde ne peut se vanter de rivaliser avec lui pour l'étendue de l'expérience, aucun ne peut s'enorgueillir de plus grands résultats, et, avec tout cela, personne n'est plus simple. Il incarne beaucoup des meilleures vertus de l'Américain et en particulier de l'Américain de l'Ouest. Il aime la confiance, l'audace, le courage et les larges vues. Américain, il l'est encore par sa conception de l'égalité. L'égalité, pour lui, n'est pas une formule mécanique applicable à n'importe qui, sans égard à ses titres et à ses qualités, mais une égalité de chances donnée à tout le monde pour s'élever aux fonctions les plus hautes par le mérite personnel.

Voici un passage d'un discours qu'il prononçait en 1920, comme président de l'Institut américain des mines, qui nous renseigne sur sa conception de la vie : « Aucun individu, dit-il, ne doit être empêché par aucune circonstance de s'assurer dans la société la place, ou, si vous voulez, la niche à laquelle il a droit par ses aptitudes et par son caractère. Une telle conception est la négation de l'idée de classe. Les qualités d'ailleurs ne sont pas égales chez tous les hommes; mais une société qui se fonde sur un mouvement continuel des individus dans la communauté, sur cette base des aptitudes et du caractère, est une masse d'humanité en mouvement, ce n'est pas une stratification de classe. Son moteur, c'est l'initiative individuelle. Son aiguillon,

c'est la concurrence. Sa sauvegarde, c'est l'éducation. Son meilleur Mentor, c'est la liberté de la parole et l'organisation volontaire en vue du bien public. Son expression dans les lois est le sens commun et la volonté commune de la majorité. L'essence de notre démocratie, c'est que le progrès de la masse doit naître du progrès de l'individu. Ce principe interdit dans la communauté la présence de quiconque lui refuse la pleine mesure de ses forces et de ses services. »

A retenir cette définition qu'il a donné de la sagesse : savoir ce qu'il faut faire tout de suite, plutôt que discuter sur ce qu'on pourrait faire de mieux. M. Hoover n'a presque jamais écrit que sur des sujets techniques. Il a traduit avec Mrs Hoover le fameux petit traité latin sur les mines composé au XVIe siècle et attribué à Agricola. Même il lui arriva de consacrer une étude aux mathématiques chinoises. Ce qui l'intéresse, ce sont les réalités et les cas concrets ; ses conseils et ses jugements ont toujours un caractère pratique. Il fuit comme la peste les généralités vagues et les platitudes prétentieuses qui sont le lieu commun de la phraséologie politique dans tous les pays du monde. Ses vues sur le gouvernement ont été celles de l'individualisme intelligent et libéral qui caractérise l'Américain de l'Ouest, lequel sait n'avoir à compter que sur lui. Sa conception de l'État, c'est que l'État doit s'appliquer à encourager la science, à multiplier les chances et les occasions pour tout le monde et ne se charger lui-même que des entreprises qui dépassent l'initiative de l'individu ou des groupes. Le devoir de l'État est d'empêcher la majorité d'être opprimée par une minorité, mais aussi de se mêler le moins possible de leurs affaires. Ces idées, dira-t-on, ne sont pas nouvelles; mais l'originalité de M. Hoover lui vient bien plus de ses méthodes que de ses idées. C'est le premier ingénieur qui ait su appliquer aux choses humaines les lois de la conservation de l'énergie. Le cardinal Mercier a dit de lui qu'il était un des rares vivants dont l'imagination fût capable d'embrasser l'ensemble des phénomènes et qui, une fois le but aperçu, fût en mesure de construire et de diriger la machine nécessaire pour l'atteindre.

En traçant le portrait d'un homme public, on court toujours le danger de tomber dans les définitions faciles des étiquettes électorales et de se contenter d'une phraséologie sonore mais vide. M. Hoover se prête mal à ce genre de portraits. Ce n'est

pas un politicien. Depuis qu'il est entré dans la vie politique, il a pu lui arriver plus d'une fois d'avoir à regretter son manque d'expérience et d'entraînement spécial; mais s'il les possédait, il ne serait plus Hoover. Il est, certes, le grand ingénieur, l'habile artisan qui s'est acquitté des plus grandes tâches et a rendu les plus beaux services, cela d'une manière aussi impersonnelle qu'un chirurgien conduit une opération. Mais il est bien autre chose : une grande énergie qui veut se garder utile et bienfaisante. Beaucoup d'autres avant lui avaient été de grands ingénieurs; d'autres avaient montré des qualités de chef et des dons de parole ou une faculté d'émouvoir les foules bien supérieurs aux siens; mais combien de politiques ne se sont-ils pas vus arrêtés au moment où, au lieu de parler, il eût fallu agir? Combien en est-il qui ne se sont pas contentés de faire passer une bonne loi, satisfaits d'un petit succès parlementaire, et sans se rendre compte que si le vote d'une loi rend possible une amélioration, il ne suffit pas à la réaliser?

D'après la vie de M. Hoover, on peut conclure qu'une fois au pouvoir, il ne se bornera pas à s'intéresser au côté purement légal de la législation, mais que son attention se portera surtout sur les résultats réels. Il ne s'occupera guère de donner l'illusion d'avoir fait de grandes choses, mais il travaillera sérieusement à en faire de plus grandes. Cet homme d'action est trop simple, trop droit pour s'en tenir à la parole. Il souffrira impatiemment les méthodes indirectes et les compromis que l'on prend trop souvent pour de la politique. Il s'est montré un constructeur, une sorte de grand architecte humain qui a su apporter à sa tâche des qualités entraînantes et des vertus qui inspiraient le dévouement autour de lui. Il a sauvé beaucoup de vies humaines. Il a enrichi tous les domaines auxquels s'est appliquée son activité et le voilà aujourd'hui, à l'âge mûr et en pleine force, debout au seuil de la première magistrature du monde.

VERAX.

POUR
LA MAISON DE L'EMPEREUR
A SAINTE-HÉLÈNE

LA MAISON, TELLE QUE L'EMPEREUR L'A HABITÉE

Un séjour de deux semaines à Sainte-Hélène nous ayant fourni l'occasion, heureuse autant que rare pour un Français, d'étudier très en détail la maison habitée pendant cinq ans et demi par l'Empereur à Longwood, nous espérons intéresser le lecteur en lui rendant compte de ce que nous avons vu, sans insister outre mesure sur nos impressions personnelles. Mais avant de dire ce qu'est à l'heure actuelle cette demeure, plus visitée par l'étranger que par nos compatriotes, il paraît utile de rappeler d'abord ce qu'elle a été du temps de l'Empereur et d'exposer ce qu'elle est devenue depuis sa mort jusqu'à nos jours.

Misérable construction, bâtie pour une autre destination, aménagée à la hâte, agrandie provisoirement, à peine entretenue avec des matériaux de mauvaise qualité, employée à des usages variés, exposée sur un plateau élevé aux intempéries d'un climat très variable, avec des pluies et des bruines incessantes, sous la morsure de vents continuels contre lesquels rien ne la protège, il est surprenant de la trouver encore debout.

En 1755, Dunbar, gouverneur de l'île, s'imagina qu'avec un peu de travail le plateau de Longwood, à plus de 500 mètres

Copyright by Ernest d'Hauterive, 1928.

au-dessus du niveau de la mer, serait d'autant plus fertile que les pluies fréquentes semblaient combattre la sécheresse toujours si redoutée dans les pays tropicaux. A son instigation, on sema donc du blé, de l'avoine, de l'orge. Les premiers résultats s'annoncèrent si satisfaisants que, sans attendre la moisson, le gouverneur enthousiasmé ordonna de construire une grange pour recevoir la future récolte. Il fallut, hélas! déchanter. Soit par suite de la mauvaise qualité du sol, soit plutôt à cause du climat tantôt trop sec, tantôt trop humide, et surtout des vents incessants, ces terribles vents alizés qui soufflent sans discontinuer du sud-est, le grain ne vint pas à maturité : on dut reconnaître que le plateau est impropre à la culture des céréales.

Pour utiliser la grange, on la transforma en maison d'habitation, dans laquelle le sous-gouverneur de l'île pourrait venir passer à la campagne trois ou quatre mois de l'année, à l'époque où les pluies sont moins fréquentes, les vents moins âpres, les brouillards moins pénétrants, la température plus agréable, sur cette hauteur que dans la vallée au fond de laquelle s'aligne la petite ville de Jamestown.

Le bâtiment, construit d'une façon assez sommaire, comme il était suffisant pour une grange, sans sous-sol, presque à même la terre, consistait alors en un long rectangle, orienté sensiblement de l'est à l'ouest, avec une pièce en saillie au centre, du côté du nord. Au rez-de-chaussée, cinq chambres sans symétrie, avec des dégagements, disposées les unes après les autres, selon les besoins des occupants. Au-dessus, un grenier peu élevé. En dessous, pas de cave. A côté, successivement, on avait ajouté quelques appendices sans ordre.

Au mois d'octobre 1815, à l'arrivée de Napoléon à Sainte-Hélène, cette maison était habitée par la famille du sous-gouverneur Skelton. L'amiral Cockburn, commandant l'escadre qui amenait le proscrit avec la charge d'assurer son logement dans l'île, jeta son dévolu sur elle, comme étant la mieux disposée pour assurer la garde du prisonnier. Hanté par l'idée d'éviter toute évasion, il la vit éloignée de la mer, à laquelle on ne pouvait accéder que par des sentiers abrupts, et perchée sur un plateau facile à surveiller, que l'on abordait uniquement par un passage étroit, le long d'un ravin infranchissable. Enfin, à la même hauteur, à une faible distance,

sur ce terrain entièrement dénudé, il serait facile d'installer un camp pour la garnison, qui aurait ainsi le captif sous les yeux. Devant ces garanties de sécurité disparaissaient toutes les autres considérations de confort, d'agrément, de salubrité. Du moment que les barreaux étaient solides, la geôle était bonne.

Dans la matinée du 17 octobre, le lendemain de son débarquement, Napoléon s'y rendit à cheval, en compagnie de l'amiral et du grand-maréchal Bertrand. Heureux de mettre le pied à terre après une navigation de trois mois, désireux surtout pour le moment d'échapper à la curiosité publique qui, la veille, l'avait importuné à Jamestown, il apprécia l'avantage de la solitude, sans se rendre compte tout d'abord, dans cette inspection rapide, des inconvénients dont devait tant le faire souffrir un séjour prolongé. On était d'ailleurs à la belle saison et les Skelton, avec qui il accepta de déjeuner, ne purent lui donner des renseignements que sur le climat des mois d'été, certainement plus agréable que celui de la ville. Ils ignoraient ce qu'étaient les mauvais mois, n'ayant pas jusque là songé à habiter le plateau pendant toute l'année.

Les bâtiments existants étaient notoirement insuffisants pour loger l'Empereur, ses compagnons, les serviteurs. On convint donc de les compléter à la hâte et d'édifier des annexes qui donneraient plus de confort avec plus de place. Pendant le temps que dureraient les travaux, c'est-à-dire pendant près de deux mois, l'Empereur devait camper au-dessus de Jamestown, dans le microscopique pavillon des Briars, où, du moins, il trouverait de la verdure, de la fraîcheur, des ombrages et l'accueil empressé des habitants de la maison voisine, les Balcombe, avec le sourire et les espièglerie d'une gamine, la jeune Betsy.

L'amiral, c'est une justice à lui rendre, s'employa de son mieux à la mise en état de Longwood. Il réquisitionna tous les ouvriers de l'île, leur adjoignit ceux de l'escadre, organisa de nombreuses équipes de marins et de travailleurs, chargés de porter de Jamestown au plateau, au milieu de mille difficultés, tout le matériel nécessaire. Du matin au soir, il dirigeait lui-même les travaux, à la grande stupéfaction des indigènes indolents, peu habitués à pareille activité. En même temps, en attendant que l'on en reçût un autre d'Angleterre, on faisait acheter ou confectionner dans l'île le mobilier, à un prix sou-

vent fort élevé, quoique les meilleurs de ces meubles fussent généralement de qualité bien ordinaire.

Le dimanche 10 décembre 1815, l'Empereur prit possession de sa nouvelle demeure.

Perpendiculairement au centre de la bicoque primitive, et dans la direction du nord, existait, avons-nous dit, une pièce en saillie. On venait d'avancer le perron de trois marches qui donnait accès à son extrémité, et comme le terrain était légèrement en pente, on avait ajouté deux autres marches, pour atteindre le sol de la véranda, de 1 m. 50 de large, par laquelle on passait maintenant pour entrer dans la maison. On pénétrait alors dans une pièce nouvelle, en pans de bois, reposant sur des soubassements en maçonnerie. Haute de 3 m. 60, cette pièce, de 8 mètres sur 5 m. 40, était la plus grande de la maison. Successivement dénommée parloir, billard, salon d'attente, c'était en réalité une sorte d'antichambre, dans laquelle se tenaient souvent les compagnons de l'Empereur et où on introduisait les personnes qui attendaient une audience. Très chaude quand le soleil donnait dessus, par suite du peu d'épaisseur de ses parois, elle protégeait assez mal contre la fraîcheur des jours humides. Telle quelle, elle rendit cependant de grands services, en raison de ses dimensions moins restreintes que celles des autres pièces. Peinte en vert clair, avec un filet noir comme encadrement, elle était égayée par ses deux fenêtres à l'est, à droite et à gauche de la cheminée, et ses trois fenêtres au couchant. Disons, une fois pour toutes, que toutes les fenêtres de Longwood étaient à guillotine, comme on en trouve si couramment en Angleterre, et qu'elles étaient toutes munies extérieurement de persiennes à lamelles. Faisons remarquer aussi que, puisque l'on se trouve dans l'hémisphère austral, le soleil, à midi, se présente au nord et non au sud.

Le salon, dans lequel on entrait ensuite, avait 7 m. 40 sur 4 m. 60 et était légèrement moins élevé que le salon d'attente. Au milieu du panneau de gauche, une cheminée, dans laquelle bien souvent on dut allumer du feu pour combattre l'humidité plus que le froid. Sur le panneau de droite, deux fenêtres donnant à l'ouest. Comme tenture, un papier à fond jaune parsemé de fleurs vertes en forme d'étoiles.

La porte du salon, en face de celle par laquelle on était venu du salon d'attente, donnait sur une pièce assez obscure,

de 6 m. 70 sur 4 m. 50. Comme les suivantes, elle avait 3 m. 10 de hauteur. Elle était éclairée uniquement par une porte-fenêtre, placée sur le côté gauche en entrant et donnant, au nord, sur un petit jardin. Une cheminée faisait face à la porte du salon. Destinée d'abord à former la bibliothèque, elle devint par la suite la salle à manger. Un papier à fleurs d'or sur fond rouge la tapissait. Si, de la salle à manger, on tournait à gauche, on trouvait une chambre, d'environ 6 mètres sur 4 m. 60, dont les murs étaient peints à l'huile en vert ; deux fenêtres l'éclairaient, face au nord. Après avoir servi de logement au ménage Montholon, qui utilisait également deux réduits avec lesquels elle communiquait, elle devint par la suite une bibliothèque et l'on condamna alors la porte d'un des réduits.

Si, revenant dans la salle à manger, on tournait à droite, on entrait dans le cabinet de travail de l'Empereur et, de là, dans sa chambre à coucher. Le premier, 4 m. 57 sur 4 m. 50, était éclairé par une fenêtre et par une porte-fenêtre, ouvrant également au nord sur un petit perron de trois marches, par lequel on descendait dans un jardinet, à l'angle du mur du salon. Pas de cheminée. La chambre, 4 m. 52 sur 4 m. 34, avait deux fenêtres au nord. Sur le panneau ouest, face à la porte, une cheminée légèrement en saillie. Ces deux pièces étaient d'abord tapissées de nankin, tendu sur des baguettes de bois. Pendant la captivité, les serviteurs de l'Empereur, trouvant l'étoffe en mauvais état, la remplacèrent par de la mousseline blanche montée sur des cordons, qui retombait en formant des plis. Pour que les murs fussent constamment propres, ils établirent en double cette tenture de mousseline, qu'ils pouvaient ainsi changer et laver.

Du côté opposé aux fenêtres, une cloison séparait la chambre et le cabinet de travail d'un couloir de 2 m. 60 de large, dans une extrémité duquel on pénétrait par une porte donnant dans la chambre à coucher. On le partagea en deux. La partie la plus éloignée servit d'antichambre et on transforma la portion donnant contre la chambre en une salle de bain, de 4 m. 66 de longueur. L'Empereur, on le sait, avait l'habitude de prendre des bains très fréquents et souvent très prolongés. Depuis son arrivée à Sainte-Hélène et pendant son séjour aux Briars, il avait beaucoup souffert d'en être privé. On ne pouvait songer à trouver une baignoire dans l'île. L'amiral Cockburn en fit

fabriquer une par les menuisiers du *Northumberland*, à l'aide d'une caisse dont on tapissa l'intérieur en zinc, et on l'installa dans ce réduit.

Du côté opposé au bâtiment récemment construit, s'ouvrait une cour intérieure, non pavée, généralement sale et boueuse, dans laquelle donnaient quelques locaux pour le service : office, cellier, garde-manger ou lavoir. A l'extrémité sud-est de cette courette un petit bâtiment à un étage, dit de l'Argenterie. A l'autre extrémité, au sud-ouest par conséquent, un second bâtiment, également surmonté d'un étage. C'était la cuisine. Adossé contre le mur dans lequel passait la cheminée, un réduit avait servi de chambre au domestique des Skelton. Las Cases s'y installa au début, avec son fils, qui grimpait par une trappe, à l'aide d'une échelle de vaisseau, dans le grenier placé au-dessus.

Plus tard, entre ce bâtiment de la cuisine et le mur de la salle de bain, sans l'adosser ni à l'un ni à l'autre, les serviteurs construisirent eux-mêmes une pièce, aux parois légères, dans laquelle ils installèrent le billard qui était auparavant dans le salon d'attente et dont l'Empereur, qui s'en servait rarement, leur avait fait présent.

Ces serviteurs, Marchand, Saint-Denis dit Ali, Noverraz, Santini, d'autres encore, s'empilèrent au-dessus du logement de l'Empereur, dans un grenier bas, auquel on accédait par un escalier des plus raides, placé derrière le mur de la salle à manger. A l'aide de planches, on avait constitué, sous la pente même du toit, six cellules ouvrant sur un corridor non plafonné. Elles s'éclairaient par des châssis à tabatière, sauf aux deux extrémités du bâtiment, où les chambrettes avaient chacune une fenêtre ouvrant dans le pignon. On ne pouvait se tenir debout partout.

Le ménage Bertrand et ses enfants habitèrent d'abord à deux kilomètres de là, dans une maison assez misérable, appelée Huts'Gate. Le 20 octobre 1816, ils se rapprochèrent et s'installèrent, à 100 mètres à peine de la maison de l'Empereur, dans un cottage généralement appelé « ferme de Longwood ».

L'autre compagnon de l'Empereur, Gourgaud, ainsi que le médecin O'Meara et l'officier anglais de service, campèrent sous la tente, en attendant que fussent terminés les logements qu'on leur construisait sur la face sud de la maison, et par

conséquent du côté opposé aux appartements de l'Empereur. Là on édifia, à la hâte, trois séries de bâtisses. La première, appuyée au mur sud du bâtiment de l'Argenterie et de la cour intérieure, se composait de cinq petites pièces, de 4 mètres chacune sur environ 3 mètres, avec des murs en torchis d'un pied d'épaisseur, un toit formé de planches recouvertes de papier goudronné et un plancher posé à même sur le sol. Las Cases eut la jouissance de trois de ces réduits. Un autre échut à Gourgaud, à qui l'on donna aussi une chambre dans une des deux autres bâtisses. Ces deux dernières, appuyées au mur de la cuisine et s'étendant vers le sud sur une longueur de 28 mètres, se composaient uniquement d'un rez-de-chaussée. Les pièces étaient plus grandes. Elles furent occupées par Gourgaud, Montholon, O'Meara et l'officier de service.

Le tout était de très médiocre qualité. On jugeait que c'était suffisant, car on considérait comme provisoire l'habitation de l'Empereur et de sa suite à Longwood.

En même temps, en effet, que l'on procédait à ces aménagements, n'avait-on pas déjà projeté d'élever la nouvelle maison dénommée *Longwood New House*, par opposition avec l'ancienne *Longwood Old House*, qu'elle était appelée à remplacer. Cet édifice, aux dimensions suffisantes, pour lequel on faisait venir des matériaux d'Angleterre, devait être achevé quelques semaines seulement avant la mort de l'Empereur, qui s'en désintéressait et ne l'habita jamais.

De petits jardins étaient tracés autour de la maison. Deux d'entre eux encadraient le bâtiment construit perpendiculairement à la maison primitive. Une tonnelle, sous laquelle l'Empereur aimait à se tenir, bordait celui qui était à l'est. Un troisième s'étendait plus loin, vers l'ouest. Spécialement pendant les dernières années, l'Empereur, de moins en moins tenté par les promenades, se consacra au jardinage et, pour occuper son entourage beaucoup plus qu'en vue des résultats matériels à en tirer, mit la pelle et la bêche aux mains de chacun, en prêchant lui-même d'exemple. Il entreprit ainsi des travaux relativement considérables, dessinant des allées, les abritant par des talus élevés, allant jusqu'à faire transporter, à grands frais, à l'aide d'un personnel nombreux, des arbres qui, au début, parurent vouloir reprendre racine et d'où il attendait l'ombre dont l'absence le faisait tant souffrir.

Un petit réservoir lui permit de créer de minuscules bassins, avec des ruisselets et même un petit jet d'eau, véritables jouets d'enfant dans lesquels l'eau seule manquait le plus souvent.

Ajoutons enfin qu'à une petite distance de la maison s'élevaient les écuries et les remises.

Du côté de l'est, avaient poussé quelques arbres, tout couchés par le vent, de malheureux chênes, des pins et des gommiers : ces derniers, aux troncs généralement tordus, aux branches tourmentées, promettent de loin un ombrage qui, de près, n'existe pour ainsi dire pas sous leur feuillage allongé. Tout misérable qu'il était, ce petit bois offrait un semblant d'abri sous lequel l'Empereur, à défaut de mieux, se rendait, quand il en avait assez de circuler dans ses jardinets, où il ne pouvait faire 50 mètres sans être obligé de revenir sur ses pas.

Ailleurs, c'était le désert. De loin en loin un pin rabougri, ou un gommier tordu. Partout cette petite herbe courte, à peine suffisante pour nourrir quelques maigres animaux. Toujours enfin ce vent du sud-est qui ne cesse de souffler et dont les rafales continuelles entraînent nuages, brouillards et pluies.

Des limites de douze milles de circonférence, soit environ une vingtaine de kilomètres, avaient été fixées, dans l'intérieur desquelles l'Empereur pouvait se promener à cheval ou en voiture, à sa guise, mais qu'il lui était interdit de franchir sans être accompagné par un officier anglais; il préféra renoncer à les dépasser plutôt que de subir cette gêne humiliante. A tourner ainsi en rond, à faire du manège, comme il disait, il se dégoûta des sorties et passa souvent plusieurs journées de suite sans quitter ses appartements, dût sa santé s'en ressentir gravement.

Ce qui le retenait aussi souvent à la maison et l'empêchait même de se promener dans le jardin, c'était le mauvais temps. Sur ce plateau élevé de Longwood, il pleut plus fréquemment que dans le bas. En outre, les vents y soufflent d'une manière incessante, poussant brouillards et bruines contre lesquels rien ne défend, de même que rien ne protège contre le soleil souvent cuisant. D'autres parties de l'île sont certainement moins exposées aux intempéries et plus agréables à habiter. Dans certaines vallées, on jouit d'une belle végétation, qui contraste avec le désert de Longwood, surtout à Plantation House, la belle et confortable habitation du gouverneur, où, à défaut de mieux, il eût été normal d'installer l'Empereur.

Mais d'autres considérations l'emportèrent sur celles des convenances et de l'humanité. La crainte d'une évasion, jointe au désir d'humilier un adversaire vaincu, cloua pour ses derniers jours dans une misérable demeure l'homme qui, pendant quinze ans, avait occupé successivement tous les palais de l'Europe. La honte de ces mesures mesquines devait retomber sur ceux qui s'y abaissèrent, tandis que la figure de la victime grandissait encore pour la postérité du haut de ce calvaire qu'on le condamnait à gravir.

UNE HISTOIRE MOUVEMENTÉE (1821-1928)

Après la mort de l'Empereur et le départ de la petite colonie française, la Compagnie des Indes, véritable propriétaire de Sainte-Hélène, dont elle avait momentanément laissé l'administration à l'autorité britannique pendant la durée de la captivité, reprit la jouissance de ses droits. A la fin de juillet 1821, elle rentra en possession de la maison de Longwood, telle qu'elle se trouvait alors, et ajouta au domaine la maison nouvelle construite pour l'Empereur et non occupée par lui. Le mobilier fut dispersé. Les Français ne purent emporter que quelques objets, plus particulièrement choisis parmi ceux qui avaient servi à l'Empereur. Le reste fut vendu aux enchères. Hudson Lowe en acquit une partie. Les autres meubles restèrent dans l'île. Quelques-uns devaient être cédés aux Français, lors de l'exhumation de 1840.

La maison de l'Empereur fut dès lors affermée pour une exploitation agricole. Pendant trente-sept ans, elle devait conserver cette affectation, même après que le privilège de la Compagnie eut expiré et que le gouvernement anglais eut repris, en 1836, l'administration de l'île. C'est dire qu'elle fut outrageusement profanée.

Le salon où était mort l'Empereur devint un local pour moudre le grain. La chambre de l'Empereur, avec son cabinet de travail, sa salle de bain et sa petite antichambre, fut transformée en une écurie. Une partie des bâtiments, déjà mal entretenus du temps de la captivité, ne le furent plus du tout après et tombèrent en ruine. Les jardins furent saccagés. Sur la face ouest de la maison, on constitua une grande cour de ferme, à l'aide de hangars et d'appentis.

Rien ne put empêcher ce scandale, pas même la cupidité des fermiers, qui auraient eu intérêt à conserver les lieux intacts, car ils tiraient plus de profit des largesses des visiteurs que des produits de leur culture. Nombreux, en effet, étaient les voyageurs qui accomplissaient ce pèlerinage, les uns par curiosité, la plupart avec l'émotion du souvenir.

A cette époque, beaucoup de navires à voile et même à vapeur, spécialement ceux qui venaient des Indes ou du Cap, touchaient à Sainte-Hélène pour s'y ravitailler en eau et en vivres, et bien souvent les passagers mettaient comme condition à leur embarquement une escale à l'île désormais fameuse. A peine à terre, ils se précipitaient, en voiture, à cheval, à pied : ils venaient contempler la maison, d'où, suivant l'expression de Chateaubriand, peu suspect de fanatisme à l'égard de l'Empereur, s'était envolée vers Dieu la plus grande âme qui eût jamais animé un corps humain.

Ces bâtiments n'étaient pas seuls à les attirer. A deux kilomètres de là, avant d'atteindre Longwood, ils avaient passé par la vallée dans laquelle l'Empereur, quelques jours avant sa mort, avait demandé à être enterré, si les Puissances s'opposaient à ce que l'on ramenât son corps en France ou même en Corse. Là, près de la fontaine où, chaque matin, on venait puiser l'eau qu'il buvait, on avait creusé son tombeau.

De 1821 à 1840, un invalide anglais avait monté sa faction, auprès des saules ombrageant les trois grandes dalles qu'entourait une grille en fonte. Plus tard, quand on eut, en 1840, rapporté le corps en France, la vallée, connue désormais sous le nom de Vallée du Tombeau ou Val Napoléon, n'en fut pas moins visitée. Après l'exhumation, le factionnaire avait été retiré, la grille était restée brisée, la tombe grande ouverte. Une échelle de meunier avait été installée pour permettre de descendre au fond. Les voyageurs tenaient à emporter un souvenir de leur passage. Tandis que les uns remplissaient des bouteilles avec l'eau de la source de l'Empereur, ou dépouillaient de leurs rameaux les arbres des environs, dont les branches, disaient-ils, leur serviraient de talismans contre les tempêtes, d'autres avaient arraché jusqu'aux pierres qui revêtaient l'intérieur du tombeau. Des éboulements s'étaient produits. Maintenant, c'était la terre elle-même que l'on emportait par pleins sacs. Les habitants, pour qui ces visites constituaient

un important profit, renouvelaient cette terre, jetaient une nouvelle couche qui, à une nouvelle visite, disparaissait comme la précédente. Des troupeaux paissaient dans les environs ou suivaient un sentier passant à quelques pas de la tombe. C'était le pillage et la dévastation du tombeau comme plus loin la profanation de la maison.

Une fois sur le trône de France, Napoléon III s'émut des lettres qui signalaient ce déplorable état de choses. Il donna l'ordre de chercher les moyens de mettre fin à ce scandale. Après de longs pourparlers diplomatiques, l'Angleterre, tournant la loi qui interdit d'aliéner une partie de son domaine au profit d'une autre nation, consentit à vendre à la France la maison de Longwood, avec un hectare de terrain autour, et la Vallée du Tombeau, comprenant 13 hectares 38 ares. Il fallut indemniser le fermier qui exploitait Longwood et le propriétaire auquel appartenait la Vallée. Il en coûta au Trésor français 178 565 francs, qui furent payés par l'intermédiaire de la banque Rothschild, et, à partir du 7 mai 1858, date de la ratification de l'acte par la reine Victoria, ces deux propriétés devinrent biens français.

Napoléon III ordonna immédiatement au commandant de Rougemont, dont les services remontaient au premier Empire, de se rendre à Sainte-Hélène pour assurer la conservation des nouveaux domaines. Sur le rapport de cet officier, une mission fut chargée de procéder à la restauration des lieux. Composée de quelques soldats du génie, elle fut dirigée par le capitaine Masselin, de la même arme. Sa consigne était de rétablir les locaux aussi exactement que possible dans la disposition où ils se trouvaient pendant que l'Empereur les habitait.

Les bâtiments, avons-nous dit, étaient dans un désordre affreux. Des plafonds avaient été enlevés, des planchers supprimés, des fenêtres bouchées, d'autres ouvertes, des portes déplacées, des cloisons abattues, des cheminées détruites, des boiseries rongées par l'humidité, les rats ou les inscriptions des visiteurs. Grâce aux renseignements précieux recueillis du temps de l'Empereur, aux vestiges retrouvés sur les murs, à l'examen méticuleux de détails infimes, on put rétablir avec certitude la disposition intérieure telle qu'elle était primitivement.

Des fragments de papiers et de tentures permirent de faire

venir de France de quoi tapisser les murs avec une rigoureuse exactitude. En même temps, on expédiait de France deux cheminées, pour remplacer celles du salon et de la chambre à coucher qui avaient disparu. Grâce à quelques débris, on put reconstituer très exactement les croisées et la véranda. Tout, jusqu'au logement des domestiques dans le grenier, fut remis dans l'état primitif, si bien qu'après cette restauration, l'aspect des locaux était absolument celui de jadis. On peut affirmer que la maison était plus solide qu'elle n'avait jamais été. Les murs, en effet, avaient été consolidés, refaits même en partie, avec des matériaux de meilleure qualité, la toiture entièrement réparée. Dans la cour intérieure, on avait abattu complètement et édifié de nouveau deux bâtiments presque en ruine, celui de l'Argenterie et la cuisine. Mais on avait, en outre, pavé cette cour qui ne l'était pas jadis, et construit, du côté sud, un petit réduit supplémentaire. On avait trouvé d'autres bâtiments encore en plus mauvais état. C'étaient ceux qu'avaient habités Gourgaud, Las Cases, Montholon, O'Meara. On ne pouvait songer à les réparer. Il fallait les abattre et les reconstruire. C'était une grosse dépense. Masselin en référa à Paris, et, sur l'ordre du gouvernement, il en rasa simplement les débris.

D'un autre côté, il rasa aussi toute une série de hangars et d'appentis qui, élevés après la mort de l'Empereur, formaient une cour de ferme sur l'emplacement d'une partie des jardins.

Ces jardins, d'ailleurs, furent tracés de nouveau, d'après les plans qu'ils présentaient, quand l'Empereur s'y promenait ou en surveillait les transformations, la bêche à la main. Des graines furent envoyées de France pour ensemencer les plates-bandes. Remises et écuries ne furent pas relevées.

Tout en restaurant ainsi la maison de Longwood, Masselin s'occupait de la Vallée du Tombeau. Il commença par déblayer la tombe, puis remit en état les parois du caveau, dont les visiteurs avaient complètement détérioré la maçonnerie. Il en arracha toutefois lui-même une des pierres : ce fut pour la remettre solennellement au représentant des États-Unis, qui l'emporta à Washington, où elle devait être encastrée dans le monument construit avec des pierres provenant de tous les pays du monde. De nouveau le cénotaphe fut clos, recouvert d'une dalle, sans aucune inscription. Des barreaux identiquement pareils remplacèrent ceux que l'on avait brisés pour

l'exhumation, en 1840, et la grille fut ainsi rétablie. L'enceinte en bois, qui tombait en pourriture, fut remplacée. On releva sur tout son parcours le petit mur en pierres sèches qui bordait tout le terrain concédé à la France et on planta une haie. La maison qui, au fond du ravin, à cent mètres du tombeau, servait de logement au gardien, fut entièrement réparée.

Les travaux de la mission Masselin durèrent près de deux ans, en 1859 et 1860, et coûtèrent un peu plus de 200 000 francs, soit environ 1 200 000 francs de nos jours. Ils furent accomplis avec une conscience parfaite et la constante recherche de la vérité historique. Sans eux, Longwood et la tombe n'existeraient plus (1).

Depuis cette époque, surtout après le second Empire, la conservation des domaines français à Sainte-Hélène fut plus ou moins bien assurée par le modeste fonctionnaire qui porte le titre officiel de notre agent consulaire, sans que sa fonction lui crée d'autres obligations, car ce sont là les seuls intérêts français dans l'île.

Au commandant de Rougemont succédèrent le garde du génie Mareschal, qui avait fait partie de la mission Masselin, puis le caporal Morilleau. Ce dernier put s'installer, avec sa nombreuse famille, dans la maison nouvelle de Longwood, *Longwood New House*, à côté de celle de l'Empereur. Il y mourut en 1907, âgé de soixante-douze ans.

En 1885, il avait signalé le mauvais état des papiers de tenture. Pour les remplacer, on lui avait envoyé de France des papiers quelconques, de style vaguement Empire, sans aucun souci de ce qu'étaient les anciens.

Son successeur, M. Roger (1908-1917), procéda de même à un renouvellement des papiers, en 1911, ce qui n'empêcha pas la maison de présenter un aspect assez délabré. Les persiennes tombaient, les peintures étaient à refaire. Le conservateur se plaignait de ce mauvais état, que signalaient également les voyageurs.

En 1913, un littérateur, historien connu pour ses travaux

(1) Pour donner la note comique, citons la phrase par laquelle une publication réputée sérieuse, la *Grande Encyclopédie*, renseigne ses lecteurs sur le genre des travaux alors exécutés : « En 1857, la reine Victoria a fait cadeau de cette maison (Longwood) à Napoléon III et l'a *envoyée à Paris*. Une restitution fidèle de l'ancienne demeure a été faite à Sainte-Hélène. »

sur Sainte-Hélène, jeta un cri d'alarme. Dès le début de cette année, en des articles solidement documentés, M. Albéric Cahuet signala l'apparence misérable de la maison. Quelques mois après, une voix se joignit à la sienne, celle d'un journaliste italien, Cavicchioni, qui venait de passer un mois entier à Sainte-Hélène. M. Albéric Cahuet revint à la charge. Grâce à lui, grâce à d'autres interventions puissantes, l'opinion publique s'émut et l'écho de cette émotion se fit entendre au Parlement, où un député, M. Engerand, prit l'affaire en main et réclama un crédit supplémentaire de 20 000 francs, qui fut voté le 11 mars 1914, sur le rapport favorable de M. Marin, et s'ajouta aux 9000 francs déjà prévus au budget. A l'aide de ces ressources, dont le total formerait de nos jours plus de 150 000 francs, une restauration partielle eut lieu, de 1914 à 1916. Elle fut heureusement et consciencieusement exécutée, sans avoir à toucher au gros œuvre qui restait solide malgré les apparences.

En 1921, en vue des cérémonies projetées pour le centenaire de la mort de l'Empereur, on envoya de Paris un papier destiné à remplacer celui du salon : choisi sans grand souci de ce qu'avait été la tenture primitive, il ne rappelait que bien vaguement celle-ci. A la même époque, eurent lieu quelques travaux de peinture de peu d'importance.

Ajoutons que, sans parler des appointements du conservateur, qui est, avons-nous dit, en même temps notre agent consulaire, tous les ans figure au budget des Affaires étrangères une somme pour acquitter les dépenses d'entretien et de réparations courantes de Longwood et de la Vallée du Tombeau. En moyenne, ces dépenses s'élèvent actuellement à 125 livres sterling par an, soit environ 15 000 francs. Avant la guerre, la somme prévue au budget pour ce chapitre était de 3 000 francs, ce qui était sensiblement la même chose.

Sur cette somme, est payé le gardien chargé des jardins de Longwood et de la Vallée. Ce gardien, M. B. S. Legg, est le même depuis trente et un ans. Quoique de famille anglaise, il est originaire de l'île, d'où il n'est jamais sorti. Il a débuté à Longwood en 1899, sous les ordres de Morilleau : par lui, il a donc recueilli la tradition, telle que l'avait rétablie le capitaine Masselin.

L'ÉTAT ACTUEL

Quand on arrive pour la première fois devant la maison de l'Empereur, on éprouve une émotion intense. On se sent saisi de respect. Instinctivement on se découvre. On dirait que l'on va le rencontrer. Devant ces chambres minuscules, dans ces jardinets en miniature, tout ce qu'on a lu sur ses souffrances morales et physiques pendant les cinq années et demie de sa captivité revient à la mémoire.

Il faut faire effort pour s'arracher à cette évocation. Lorsqu'on a retrouvé le calme nécessaire pour se livrer, sur les lieux mêmes, à l'étude qui a fait l'objet du voyage, et si alors on cherche à reconstituer la maison telle qu'elle se présentait il y a plus d'un siècle, on est d'abord désorienté. On retrouve bien une partie de ce qu'on attendait, on ne voit pas tout ce qu'on avait vu sur les anciens dessins.

Il manque, en effet, un corps de bâtiment, celui qui s'adossait au mur de la cuisine et prolongeait, sur cette face, la maison de 28 mètres. Il servait à loger les compagnons de l'Empereur. Il n'en reste pas trace. C'est ce qu'on n'a pas relevé en 1860.

L'aspect d'autrefois se trouve donc très sensiblement modifié par l'absence de ces locaux non reconstruits. C'est profondément regrettable.

Le reste, par bonheur, est bien identiquement pareil, à l'intérieur comme à l'extérieur, au Longwood de jadis.

Une première remarque s'impose : tous les bâtiments, au dehors et au dedans, sont en parfait état et bien entretenus. On le constate avec d'autant plus de plaisir qu'il y a peu de temps encore, comme on vient de le voir, il n'en était pas de même et que l'on pouvait craindre qu'avec les années les dégradations signalées précédemment ne se fussent augmentées. Cette situation est tout à l'honneur des conservateurs qui se sont succédé, et spécialement de celui qui, depuis huit ans, veille sur la propriété (1). Elle prouve la façon à la fois judicieuse et consciencieuse avec laquelle ont été dépensés les maigres crédits affectés à cet entretien. Sans doute, il y a quelques

(1) Le conservateur actuel, M. Colin, exerce ses fonctions depuis 1920. Il était malheureusement en France pendant notre séjour à Sainte-Hélène, en sorte que nous avons eu le regret de ne pas le voir.

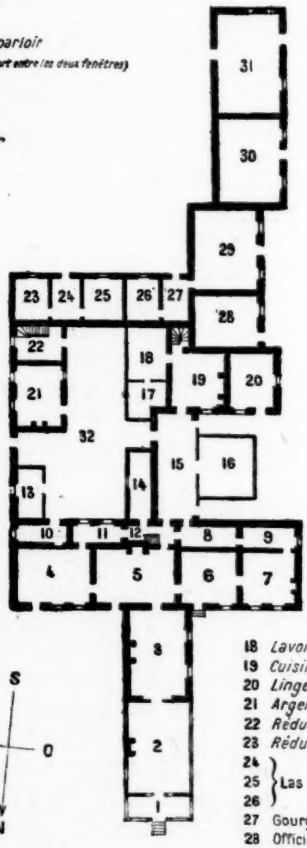
LA MAISON DE L' EMPEREUR
TELLE QU'IL L'HABITAIT

Dressé en juin 1928, par M. Marcel Gogois, architecte, d'après le plan laissé par le capitaine du Génie Masselin

PLAN N°1

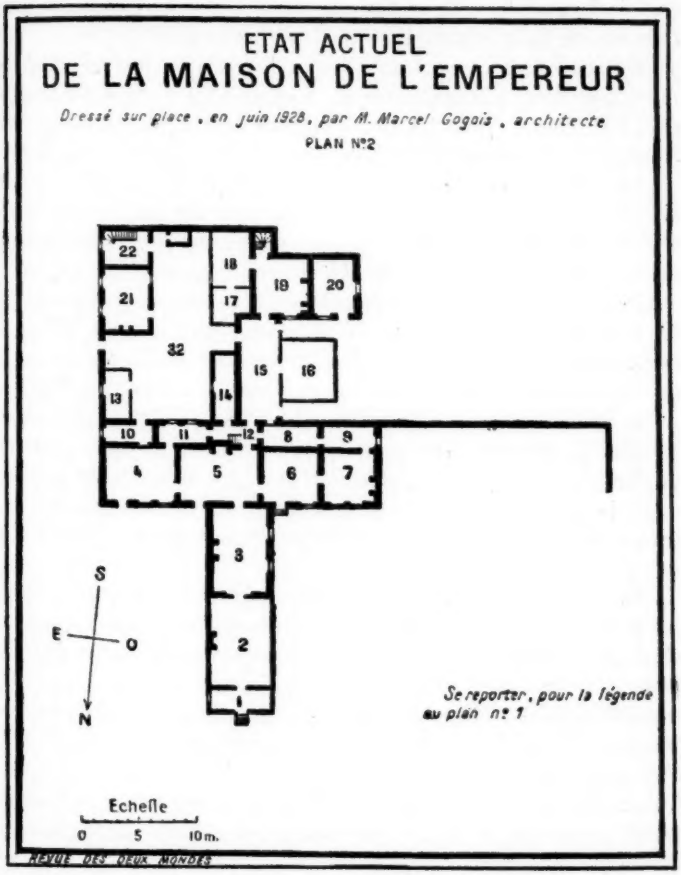
Légende

1 *Véranda*
2 *Salon d'attente ou parloir*
3 *Salon (L'Empereur est mort entre les deux fenêtres)*
4 *Bibliothèque*
5 *Salle à manger*
6 *Cabinet de travail*
7 *Chambre à coucher*
8 *Antichambre*
9 *Salle de bains*
10 *Office*
11 *Office*
12 *Vestibule*
13 *Office*
14 *Cellier*
15 *Passage*
16 *Billard*
17 *Garde-manger*



18 *Lavoir*
19 *Cuisine*
20 *Lingerie*
21 *Argenterie*
22 *Réduit*
23 *Réduit*
24, 25, 26 } Las Cases
27 Gourgaud
28 Officier de service
29 Gourgaud
30 O'Méara
31 Montholon
32 *Cour intérieure*

REVUE DES DEUX MONDES



petites réparations à faire : elles ne dépassent pas celles que l'on trouve dans toutes les habitations. Un léger effort budgétaire suffirait pour les accomplir.

Une seule entraînerait à quelques dépenses, pas bien élevées : le changement des papiers de tenture des appartements proprement dits de l'Empereur. Non pas qu'ils soient en mauvais état, mais parce qu'ils diffèrent trop sensiblement de ceux qui existaient du temps de la captivité. La chose est facile. On a les échantillons de ceux que le capitaine Masselin a remis

lors de la grande restauration de 1860 et qui sont la reproduction exacte des anciens. Il suffirait de les copier.

Entrons dans la maison. Toutes les pièces sont identiquement pareilles, à la tenture près, à ce qu'elles étaient du temps de l'Empereur. Nous ne les décrirons donc pas de nouveau. Nous n'en dirons qu'un mot.

Le salon d'attente est entièrement vide de meubles : un simple pupitre en bois, sur lequel un mauvais petit cahier sert aux visiteurs à inscrire leurs noms. On pourrait vraiment, soit dit en passant, faire les frais d'un véritable registre.

Dans le salon, également vide de meubles, entre les deux fenêtres, sur un pied carré en bois noir, un buste de l'Empereur, en marbre blanc, marque l'endroit exact où se trouvait, le 5 mai 1821, le petit lit de camp dans lequel expira l'Empereur. Sur un des panneaux, le papier à gros macarons, posé en 1921 pour le centenaire, a été soulevé et laisse apercevoir le papier jaune à fleurs vertes reconstitué par Masselin. De même, dans la pièce suivante, la salle à manger, on voit encore les traces du beau papier à fleurs d'or sur fond rouge qu'a remplacé la tenture actuelle.

La chambre à coucher et le cabinet de travail sont les pièces les plus impressionnantes, malgré leur horrible papier remplaçant le nankin ou la mousseline d'autrefois. On se dit que là, dans ces chambres de quatre mètres cinquante sur à peine la même longueur, l'Empereur a passé parfois jusqu'à cinq ou six jours sans en sortir. On se le représente les arpentant, soit qu'il s'absorbât dans sa rêverie, soit qu'il dictât ses précieuses notes à l'un de ses fidèles. On songe aux longues conversations qu'il tenait avec eux et qui se prolongeaient au salon. On le voit étendu à d'autres moments sur son lit ou sur son canapé encombré des livres trop rares et des journaux parvenus d'Europe. Le voilà dînant seul parfois sur son petit guéridon. Dans l'encadrement des petites fenêtres basses, c'est sa silhouette : son regard s'est porté de là sur le rocher de Flagstaff et vers le plateau de Deadwood, sur lequel campait le régiment chargé de le garder.

Si l'on pénètre à côté, dans le réduit qui servait de salle de bain, on songe que souvent il passait là jusqu'à trois heures de suite, travaillant dans son bain ou priant un de ses amis de lui faire la lecture... C'est toute son existence dans ce cadre res-

treint que l'on est tenté de reconstituer. Nulle part, peut-être, le passé ne s'évoque avec une intensité aussi poignante.

DES MESURES QUI S'IMPOSENT

Et c'est pourquoi on reste stupéfait quand on constate qu'en temps ordinaire ces appartements de l'Empereur sont occupés par le conservateur ! Si nous avons pu les visiter tout à notre aise, y rêver pendant des heures, c'est parce que notre agent est en congé. S'il avait été à son poste, sans doute, par faveur spéciale, à titre de compatriote, il nous eût permis de circuler partout, mais, à l'exception du salon d'attente et du salon, nous eussions trouvé toutes les pièces remplies de son mobilier. Il habite la chambre, le cabinet de travail, la salle à manger, la bibliothèque, et prend son bain dans la salle de bain de l'Empereur ! C'est comme si le conservateur de Versailles habitait la chambre de Louis XIV. Il en résulte que d'habitude les visiteurs ne voient que le salon d'attente et le salon. Longwood n'est plus la maison de l'Empereur, c'est celle du conservateur.

Il est urgent de mettre fin à ce scandale.

En dehors, en effet, de la question de respect, une autre considération est à envisager. Il faut que les visiteurs se rendent bien compte des conditions misérables dans lesquelles la frayeur et la haine de ses vainqueurs ont condamné l'Empereur à vivre. Dans ce décor cruellement indigne de lui, sa figure apparaît singulièrement grandie. Plus son calvaire a été dur, plus éclatante est sa gloire. Et c'est pourquoi il est indispensable que tous ceux qui, par souvenir ou par simple curiosité, accomplissent ce pèlerinage parcourent toutes les pièces dans lesquelles était parqué le vainqueur de l'Europe.

Ajoutons que le fait de loger dans cette partie des bâtiments constitue pour ceux-ci un danger permanent d'incendie, comme il arrive dans toutes les maisons que l'on habite.

Cependant, s'il est facile de donner l'ordre au conservateur de se transporter ailleurs, si deux lignes écrites de Paris peuvent obtenir ce résultat, il est plus délicat de régler au préalable la question de son logement, et il ne suffit pas de s'abriter derrière le traditionnel : « Débrouillez-vous. »

Ce n'est, en effet, qu'à son corps défendant que notre

agent s'est installé à Longwood. Ses prédécesseurs occupaient à côté la maison nouvelle, *Longwood New House* qui, construite pour l'Empereur, ne fut jamais habitée par lui. Le gouvernement anglais, à qui elle appartient, profita de ce que, de 1917 à 1920, après le départ de M. Roger, nous n'avions pas de représentant à Sainte-Hélène, pour la louer à une autre personne. Quand notre conservateur actuel arriva, en 1920, il lui fut impossible de découvrir un autre logement. A proximité de Longwood, il n'existe que deux maisons habitables : celle de *Longwood New House* et celle que, depuis octobre 1816, habita le ménage Bertrand. Elles n'étaient libres ni l'une ni l'autre. Ailleurs, les difficultés étaient les mêmes. On ne construit plus dans l'île et toutes les habitations sont occupées. En outre, en raison des routes excessivement accidentées, les distances sont très pénibles à franchir. En logeant au loin, le conservateur ne pouvait exercer la surveillance qui lui était confiée. Alors, en désespoir de cause et sans doute très à contre-cœur, il se décida à loger dans la maison même.

S'il la quittait aujourd'hui, la difficulté serait la même qu'il y a huit ans. Elle serait même augmentée par le fait que les habitations, dans cette région, sont encore plus recherchées depuis qu'on se livre à une culture nouvelle, celle du flax. Du reste, arrivât-on à la résoudre aujourd'hui, demain, à l'expiration de la location, la question se poserait de nouveau. Le problème serait différé, non résolu.

Que faire ?

Quand on examine les lieux et que l'on tient compte de l'histoire, une solution s'impose, une seule, qui offre le double avantage de rétablir ce qui existait dans le passé et de donner toute garantie pour l'avenir.

Il faut reconstruire les bâtiments qui ont servi aux compagnons de l'Empereur et qui n'ont pas été relevés en 1860.

En procédant à cette reconstruction, on rendra à Longwood l'aspect qu'il avait autrefois. On aura ainsi le double profit de reconstituer complètement cette demeure et de donner au conservateur un logement, tout au moins décent. Autant il est inconvenant de voir occupées par qui que ce soit les pièces de l'Empereur, autant il est normal de loger, dans les bâtiments restaurés de ses anciens compagnons d'exil, la personne chargée de veiller sur cette propriété.

Enfin, *tous* les appartements de l'Empereur resteront entièrement à la disposition des visiteurs.

Ces visiteurs sont actuellement au nombre d'environ un millier par an. Presque tous sont des passagers des navires, qui, deux fois par mois, mouillent devant Sainte-Hélène, en allant d'Angleterre au Cap ou réciproquement. Comme ceux de jadis, ils profitent des quatre ou cinq heures de l'escale pour gravir en voiture la route escarpée, longue de sept à huit kilomètres, qui conduit de Jamestown à la Vallée du Tombeau et sur le plateau de Longwood, à plus de cinq cents mètres au-dessus du niveau de la mer. D'après le livre sur lequel ils inscrivent leurs noms, ce sont, pour la plupart, des Anglais. Quelques Américains, des Belges en très petit nombre ou des Allemands. Infiniment peu de Français : trois en 1927, deux ou trois depuis le début de 1928. Par suite, sans doute, du manque de place, ils ont cessé, depuis assez longtemps, d'inscrire leurs pensées sur ces feuillets, comme ils le faisaient jadis pour la plus grande joie des amateurs de sottisiers.

Ainsi que nous en avons, à plusieurs reprises, recueilli l'écho, un fait, bien naturel cependant, frappe ces visiteurs : c'est la nudité des deux pièces qu'ils sont admis à visiter. Ils s'attendaient à voir une maison pleine de meubles. Il y en a bien, mais ce sont ceux du conservateur !...

Cela nous amène à penser qu'il ne serait pas impossible de faire revenir à Longwood quelques-uns des meubles qui y furent jadis.

Si, après la mort de l'Empereur, la plus grande partie de ceux-ci furent dispersés et passèrent en Angleterre, il en resta quelques-uns à Sainte-Hélène. Dans la maison du gouverneur, à Plantation House, on voit le billard, un corps bas de bibliothèque, une grande console de salle à manger. Chez une dame très fanatique de l'Empereur, dont elle connaît l'histoire, Mme Bowel, se trouve une table à jeu, en bois, qui vient du salon. La même personne possède une glace qui orna jadis la maison de Mme Bertrand. A *Longwood New House*, on montre un canapé qui proviendrait de la maison de l'Empereur et qui date certainement de cette époque. La France obtiendrait sans doute que ces meubles fussent sinon donnés, du moins prêtés à Longwood, transformé ainsi en une sorte de petit musée. L'annonce de ces dons en provoquerait certainement d'autres,

soit dans l'île, soit ailleurs, en France ou en Angleterre, ou en faciliterait l'acquisition. La difficulté consisterait à bien déterminer l'authenticité de ceux qu'on admettrait.

Ces objets, même s'ils ne revenaient qu'en petit nombre, rendraient de la vie à ces chambres et permettraient de mieux se représenter ce qu'était l'existence du reclus. Tous les meubles de Longwood étaient d'une valeur artistique médiocre. L'Empereur lui-même estimait l'ensemble à moins de trente napoléons. Mais cette valeur devient inestimable quand on pense à celui à qui ils ont servi et si on arrive à en grouper de nouveau une partie à la place qu'ils ont occupée.

A l'extérieur, la partie avancée de la maison, constituée par le salon et le salon d'attente, est encadrée de minuscules jardinets, tracés sur les plans de ceux qui ont existé à un moment donné. Le premier, celui qui est le plus à l'est, est bordé par une tonnelle qui part du mur de la bibliothèque et que l'on a reconstituée pour rappeler celle sous laquelle l'Empereur aimait à se promener, de même que l'on a rétabli, plus loin, son petit bassin. Devant la chambre à coucher, une petite pelouse remplace, pour le moment, le jardin. Mais plus vers l'ouest, on retrouve le troisième jardinet, bien entretenu et rempli de fleurs comme le premier.

Le reste de la propriété, dont la superficie totale est d'un hectare seulement, est resté en herbe, avec quelques arbres assez clairsemés, quelques gommiers, des pins, ce qui peut pousser sur ce sol sans cesse exposé aux rafales de ce terrible vent du sud-est. Il est, du reste, impossible de rendre au terrain l'aspect exact qu'il présentait du temps de l'Empereur, car cet aspect a beaucoup varié, surtout à partir de 1819, quand l'Empereur s'est livré, avec une sorte de frénésie, au jardinage, bouleversant un jour ce qu'il avait fait la veille. Ce qu'on peut dire, c'est que, à une certaine date, les jardinets ont présenté l'apparence qu'ils ont maintenant. C'est déjà beaucoup.

On peut donc, en les voyant, se représenter l'Empereur les parcourant, tournant sans cesse, car ils sont minuscules, tout en causant avec un de ses compagnons. Se peut-il qu'il ait dû se contenter d'un espace aussi restreint pour se promener, les jours de plus en plus fréquents, où il renonçait à monter à cheval, à circuler en voiture dans les environs ou même simplement à gagner le petit bois qui s'étendait vers l'est et dont il

ne reste que quelques malheureux arbres, couchés par le vent, situés maintenant hors de la propriété française?

Ces jardinets sont bien entretenus, ainsi que les allées, par le fidèle gardien, M. B. S. Legg, à qui incombe également l'entretien de la tombe.

Restaurée, nous l'avons vu, en 1860, la tombe, située à environ deux kilomètres de Longwood, dans le creux d'une petite vallée, est ombragée par les grands pins que les côtes protègent contre les vents. Il n'y a plus trace des saules qui existaient jadis et dont les dernières branches ont depuis longtemps été emportées par les visiteurs avides de souvenirs. En 1921, pour le centenaire, sept arbustes furent plantés au-dessus de la petite enceinte qui entoure la tombe : ils sont en bon état.

Dans cette Vallée du Tombeau, si émouvante par le souvenir qui s'y évoque, nous avons éprouvé, nous l'avouons, une impression fâcheuse, que d'autres doivent certainement partager. Pour tirer, sans doute, quelques ressources de l'ensemble des treize hectares appartenant à la France, on a permis de cultiver une partie des côtes qui en forment les bords. Au lieu de lui laisser son aspect entièrement sauvage, telle qu'elle l'avait quand l'Empereur a été séduit par la beauté du site, tel que l'ont connu les milliers de visiteurs qui s'y sont succédé depuis plus d'un siècle, on a mis, dans quelques endroits, du flax, plante textile, d'apparence rappelant l'aloès et dont, depuis une vingtaine d'années, la culture est en train de transformer l'île. C'est une erreur, plus qu'une erreur. Il est des paysages auxquels on n'a pas le droit de toucher. La Vallée du Tombeau ne doit pas devenir une exploitation agricole. La France peut se priver de ce mince revenu. Il suffira, espérons-le, de signaler le fait pour qu'on laisse désormais la nature livrée à elle-même.

En parlant des lieux que la présence de l'Empereur a rendus à jamais célèbres, nous ne pouvons nous empêcher de dire un mot de deux endroits où il s'est arrêté dans l'île.

Le soir de son débarquement à Sainte-Hélène, le 16 octobre 1815, dit Las Cases, le 17 selon O'Meara, il fut logé dans une maison de Jamestown, appartenant alors à un nommé Porteus, et qui, sans être à proprement parler une auberge, servait à recevoir certains voyageurs. Il n'y a passé qu'une nuit, mais sa suite y a attendu que Longwood fût prêt. Un incendie en a malheureusement détruit l'intérieur et, depuis longtemps, les

quatre murs, encore solides, restent seuls debout. Elle appartient à un notable habitant de l'île, M. Solomon, qui ne refuserait certainement pas l'autorisation d'apposer sur sa façade une plaque rappelant le passage de l'Empereur.

Le lendemain de son débarquement, après avoir été, dès le matin, visiter sa future habitation de Longwood, où des travaux étaient indispensables, l'Empereur fut charmé, à son retour, par la vue d'une délicieuse oasis qu'il apercevait en contre-bas de la route, sur un petit plateau encadré de côtes abruptes. Sur cette terre, bien abritée contre les vents, les plantes tropicales poussaient à profusion. Le contraste avec les rochers environnants et les terres rocailleuses était saisissant. Là, dans ce fond de verdure, entre les palmiers, les bananiers, les figuiers, les laquiers gigantesques entremêlés au hasard de grenadiers et de myrtes, on apercevait une maison, construite sur le modèle des bungalows de l'Inde. L'Empereur voulut la visiter. C'était la demeure d'un riche commerçant nommé Balcombe. A côté, à une vingtaine de mètres de la maison, sur un petit tertre, se trouvait un pavillon formé d'une seule pièce rectangulaire, six mètres sur un peu plus de quatre, présentant des fenêtres sur trois de ses faces.

Plutôt que de retourner dans la ville de Jamestown, où il serait en butte à la curiosité publique, l'Empereur témoigna le désir d'attendre dans ce pavillon la fin des travaux de Longwood.

Il s'installa pour deux mois, dans ce charmant coin des Briars, où, d'ailleurs, l'avaient précédé d'autres voyageurs : dix ans auparavant, en 1805, au cours d'un voyage aux Indes, Wellington, le futur vainqueur de Waterloo, avait passé une nuit dans ce pavillon et avait aussi logé dans la maison de Porteus.

L'intérieur est resté à peu près ce qu'il était, sauf que, dans le fond, la porte, menant au petit carré d'où partait l'escalier du grenier, a été changée de place. Il est en parfait état et est habité. La toiture a été modifiée. Le grenier, situé au-dessus, dans lequel logeaient Las Cases et son fils, a disparu. On a construit, à la suite de la face du fond, une annexe qui modifie de ce côté l'apparence. On voit encore la pelouse qui s'étendait sur le tertre et sur laquelle, les jours suivants, on plaça une tente pour agrandir un peu le logement de l'Empereur, réduit jusque-là à la pièce unique, dans laquelle il dormait, travaillait, mangeait et recevait.

Mais depuis longtemps les jardins ont été entièrement bouleversés. Il ne subsiste que quelques vestiges de la végétation luxuriante d'autrefois. On voit notamment devant la maison Balcombe encore debout, quoique gravement menacée par les termites, quelques beaux arbres, dont deux ou trois bordent l'allée où l'Empereur se promenait en causant avec Las Cases et où Betsy le distrayait de son babil d'enfant mal élevée.

Ce qui n'a pas changé, c'est l'incomparable et sévère entourage de rochers qui dominent ce vallon ; c'est, à l'ouest, la haute montagne couronnée par un fort inaccessible; c'est, à l'est, la côte escarpée, rocailleuse, dénudée, que la route de Longwood gravit par une série de lacets; c'est, au sud, la fameuse cascade, plus élevée qu'abondante, tandis qu'en face, au nord, s'ouvre la vallée étroite qui s'étend jusqu'à Jamestown.

Cette propriété appartient maintenant à la puissante Compagnie de l'*Eastern Telegraph*. Si celle-ci, fort heureusement, a respecté la maison Balcombe et le pavillon de l'Empereur, elle a construit, sur l'emplacement des beaux jardins, les bâtiments destinés à l'exploitation du câble et au logement du personnel. Il n'y a donc aucun retour au passé à en espérer, mais, là aussi, la Compagnie ne refuserait probablement pas l'autorisation d'apposer une plaque rappelant le séjour de l'Empereur : entre Waterloo et sa mort, les journées passées là furent pour lui les moins malheureuses, et c'est pourquoi il convenait de signaler ce coin, vraiment charmant encore, malgré les constructions qui le dénaturent.

De cet exposé, volontairement rapide et sec, de ce que fut la maison de l'Empereur et de ce qu'elle est devenue, quelle conclusion tirer ?

Sans revenir sur les questions secondaires soulevées au passage, sans s'arrêter longtemps aux réparations insignifiantes à faire ni même à celle, plus importante quoique facilement soluble, des papiers de tenture à remplacer, nous insistons de nouveau sur la nécessité d'interdire au conservateur d'habiter dans les appartements de l'Empereur. Comme conséquence, devant l'impossibilité absolue de le loger ailleurs et surtout pour rendre à Longwood toute sa physionomie d'autrefois, résulte l'obligation de reconstruire les logements des compagnons de l'Empereur.

A quelle dépense entraîneraient ces travaux? Quelle qu'elle soit, — et elle serait minime, — la France se doit de remplir les devoirs que lui impose la gloire de son passé. Peut-être le sent-on moins, quand on est à Paris, dans le tourbillon de la vie fiévreuse, au milieu des passions politiques, avec toutes les distractions qui émiettent nos pensées et dissolvent nos volontés : on en juge autrement, là-bas, sur ce roc, quand on évoque la figure de l'homme prestigieux, dans le silence et la solitude des lieux mêmes de son agonie de cinq ans. Alors on comprend mieux, on sent plus vivement. On voit vraiment que Napoléon n'est l'homme d'aucun parti, qu'il est l'incarnation de la France. Sous les remarques des étrangers qui s'étonnent de nos abandons, on rougit de ces misères, et on se demande s'il est vraiment impossible de trouver les quelques milliers de francs nécessaires pour achever de reconstruire la maison de l'Empereur, pour lui rendre l'aspect complet qu'elle présentait, pour en libérer les appartements personnels, pour remettre même, autant que possible, dans ce véritable sanctuaire, ceux des objets que l'Empereur eut sous les yeux et qu'a rendus plus sacrés son martyre.

Et c'est pourquoi, au retour de ce pèlerinage, nous avons cru devoir lancer cet appel, avec la conviction qu'il se trouvera en France pour l'entendre, en dehors de toute pensée de mesquine politique, des hommes de cœur qui placent au-dessus de tout l'amour du pays et le culte de sa gloire.

ERNEST D'HAUTERIVE.

DANS
LES PRISONS DE L'U.R.S.S.

1924-1926

II [1]

HOPITAUX SOVIÉTIQUES

Lorsque, le 15 juin, je fus convoqué à un nouvel interrogatoire, j'étais convaincu que ma femme avait été arrêtée : je fus très surpris lorsque Chotaka se contenta de me tendre un dossier sous couverture bleue et de me dire :

— Veuillez en prendre connaissance et signer. Il sera expédié à Moscou et la sentence rendue d'ici cinq à six semaines.

C'est avec une vive curiosité que j'ouvris le cahier, croyant que j'allais enfin connaître les dépositions des agents secrets qui avaient dénoncé mon « activité criminelle ». Rien de pareil. Des formulaires qu'on avait fait signer en ma présence par divers témoins. Mes réponses, confirmant mon entière innocence et réfutant tous les chefs d'accusation imaginés contre moi. Les protestations que j'avais eu la naïveté de rédiger durant les premières semaines de ma détention. Enfin, les cartes postales que j'avais été autorisé à envoyer au consulat. Le dernier feuillet contenait un exposé d'une écriture très serrée, énumérant les conclusions de la Tchéka et la liste de mes crimes. L'acte se terminait par cette phrase :

« Considérant que toutes les accusations contre le citoyen Cederholm ont été confirmées, il a été résolu : de soumettre

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1928.

l'affaire et tous les documents ci-joints aux conclusions du collège central du G. P. Ou (1). »

Je refusai de signer ces absurdités. Chotaka serra soigneusement les papiers dans sa serviette et, se tournant vers moi :

— Maintenant, je vous souhaite bonne chance. Nous ne nous reverrons plus. Dès aujourd'hui, vous serez soumis à un régime plus doux. Au moins, j'espère que vous ne vous plaindrez pas de la correction de nos procédés.

O touchante sollicitude de la Tchéka !

A L'AFFUT DERRIÈRE LES FENÊTRES

C'est seulement le 22 juin, c'est-à-dire huit jours après la fin de mon instruction et le renvoi de mon affaire devant le collège central qu'eut lieu mon transfert.

Lorsque je fus convoqué au cabinet du chef divisionnaire du rayon secret, j'étais si faible que je ne pus porter mes bagages et que j'eus toutes les peines du monde à monter jusqu'à la troisième galerie. Là, on me rendit mes bretelles et ma cravate. Puis je dus me hisser au cinquième étage où se trouvait ma nouvelle cellule, portant le n° 63 de la quatrième section. Elle ressemblait à toutes les autres, mais elle était plus propre. N'y avait-il pas même un vase avec des fleurs, posé sur une table soigneusement recouverte d'une serviette?

J'aperçus en entrant un homme d'âge, correctement vêtu et de figure avenante, assis sur un lit. Il se leva, et, me soutenant d'une main, me fit asseoir à côté de lui :

— Vous êtes bien las : reposez-vous. Je me présente : Gueorguy Dmitrievitch Tchessnokoff, avocat.

On apporta des planches, des pieds : je fis mon lit avec l'aide de Tchessnokoff. Au sortir de mon hideux cachot, ce nouvel appartement me parut le dernier mot du confort. Je pus me laver, ce qui depuis deux mois et demi ne m'était pas arrivé, et je dînai avec appétit, grâce aux provisions que Tchessnokoff partagea fraternellement avec moi.

Cet excellent homme avait été emprisonné pour crime de contre-révolution. Il avait cinquante-deux ans, mais les souffrances l'avaient beaucoup vieilli. Sous le régime du Nep, il

(1) Autrement dit la Tchéka.

s'était fait inscrire au collège des avocats, — ou « défenseurs légaux », selon la terminologie soviétique, — et pendant quelque temps il n'avait pas été inquiété. Survint un de ces incidents d'une cruelle ironie qui sont le pain quotidien de la vie soviétique.

Les Soviets ont créé à Petrograd, ainsi que dans toutes les autres grandes villes de l'U. R. S. S., des cercles où on joue à la roulette, au macao, au baccara et autres jeux de hasard. Les revenus de ces établissements doivent, en principe, être versés à la caisse du commissariat de l'instruction publique. Les cercles sont ouverts jour et nuit; mais, bien entendu, c'est la nuit que la plus grande animation y règne. Les salles regorgent alors d'un public des plus mêlés : nepmans, étrangers en smoking, prostituées, tchékistes, employés, ouvriers, criminels... Outre qu'ils sont la source de revenus considérables pour l'État, ces cercles offrent à la Tchéka un excellent moyen pour surveiller toute cette clientèle hétéroclite. Aussi le nombre en augmente-t-il sans cesse.

Environ quatre mois avant mon arrestation, éclata le scandale du « Cercle Wladimir ». Détournements, dissipations et faux, dont l'administration s'était rendue coupable, furent découverts. Le directeur de l'établissement, membre réputé du parti communiste, était particulièrement compromis. L'honneur du parti était engagé. On décida de bâtir un procès, dit de « démonstration », qui se déroulerait devant un immense auditoire ouvrier. Plus de deux cents personnes furent inculpées; on s'était arrangé pour faire retomber tout le poids de l'accusation sur les petits employés : croupiers, changeurs de monnaie, caissiers, domestiques, etc. Tchessnokoff se chargea de la défense d'un croupier. Au cours de sa plaidoirie, il brossa un tableau des bouges soviétiques avec leurs querelles, leurs échauffourées, et dépeignit en couleurs vives leur honteuse clientèle. Il mit au jour par des chiffres et par des faits l'effroyable corruption encouragée par les établissements de jeu, établissements d'État. Conclusion, le client de Tchessnokoff s'en tira avec une peine légère, mais le défenseur fut arrêté et jeté en prison.

On nous menait chaque jour à la promenade dans le préau, et c'est avec délices que nous faisions un quart d'heure d'exercice, en courant sur le trottoir qui longeait un des

murs de la grande cour carrée. Une fois tous les quinze jours, on nous menait au bain, un bain crasseux, mais enfin un bain ! Quant à notre cellule, nous l'entretenions dans une propreté exemplaire.

Notre occupation principale était de guetter derrière la fenêtre les détenus qui se promenaient dans la cour. Une centaine de prisonniers des cellules dites « communes » se promenaient à la fois : les groupes se succédaient l'après-midi jusqu'au soir. D'une heure à sept, plus de deux mille détenus défilaient ainsi dans le préau.

Bien entendu, il était sévèrement interdit de se montrer à la fenêtre. La sentinelle, qui était placée sur une petite élévation, apercevait-elle un visage derrière une vitre, elle criait : « Descends de la fenêtre ! » Si le détenu n'obéissait pas, elle tirait. Les pans de mur, près des fenêtres qu'on était autorisé à tenir ouvertes, étaient criblés de balles : j'en fis l'expérience, ayant un jour risqué d'être moi-même grièvement blessé, pour m'être laissé apercevoir.

Parfois, les étudiants et étudiantes, dont un grand nombre était détenu dans les cellules de notre section, organisaient des espèces de meetings. Ils se montraient aux fenêtres : la sentinelle tirait dans toutes les directions : les jeunes gens répondaient par des sifflets. On entendait les pas du surveillant affolé qui courait dans le corridor : tous les soldats disponibles se postaient près de la sentinelle, et le chef de la prison rappelait les rebelles à l'ordre à l'aide d'un porte-voix.

Le calme renaissait pendant quelques instants, puis, le meeting recommençait. Un étudiant, le plus hardi de la troupe, haranguait dans un porte-voix en papier. Je me souviens d'un fragment de l'un de ces discours improvisés récité à la fenêtre par un étudiant socialiste-révolutionnaire. Après avoir énuméré les atrocités du pouvoir soviétique, et protesté contre son arbitraire, il conclut en ces termes :

— Camarades, on nous jette en prison ; nos frères et nos sœurs vivent sous la menace perpétuelle des arrestations et des exécutions; la parole libre n'existe pas en Russie ; le pays est gouverné par un groupe de misérables et d'usurpateurs !

« Camarades, demain nous serons exécutés ou déportés dans les marais de la Sibérie, mais que les bourreaux ne se hâtent pas trop de triompher ! Ils ne pourront pas jeter toute la Russie

en prison. Des centaines de révoltés suivront notre exemple, puis des milliers, puis des millions, toute la Russie.

« Camarades! vive la grande, la libre Russie, vive le libre peuple russe! A mort les usurpateurs, les bourreaux, les tyrans! A mort le pouvoir asiatique! A mort les aventuriers et les fous! »

Des cris enthousiastes partirent de toutes les fenêtres; des touffes de paille embrasées, des matelas en flammes volèrent dans la cour. Alors sentinelles et soldats de tirer au hasard; surveillants de courir à toutes jambes dans notre couloir; en entendait claquer les portes et retentir les cris hystériques des femmes auxquels répondaient les jurons des surveillants.

Ce jour-là, il y eut deux suicides. Un étudiant de la cellule 176 s'ouvrit les artères à l'aide d'un éclat de verre et une jeune fille, nommée Varennka, se précipita du haut de la cinquième galerie au moment où on la menait à l'interrogatoire.

Durant les quatre mois et demi que je passai à la quatrième section, il se produisit vingt-neuf suicides dans notre seule section, c'est-à-dire deux suicides par semaine. Encore n'ai-je eu connaissance que d'une partie de ces cas tragiques.

LA SENTENCE DE LA TCHÉKA

Au début de septembre, le temps devint froid et pluvieux, notre cellule sombre, humide et triste. Tchessnokoff tomba malade et demeura des journées entières étendu sur son grabat en étouffant ses plaintes.

Sur son conseil, je présentai à deux reprises au procureur de la Tchéka une requête tendant à obtenir une entrevue avec mes compatriotes du consulat. Ne voyant rien venir, je fis demander le chef de la prison, Bogdanoff.

C'est une curieuse figure, que ce Bogdanoff, vrai produit de la révolution. En 1917, il désertait du front russe, et prenait part à la bataille des rues à Petrograd. Jusqu'en 1919, il servit dans le « détachement spécial de la Tchéka pour la suppression de l'espionnage et de la contre-révolution ». En 1920-1921, il fut nommé bourreau en chef de notre prison. En 1922, après avoir suivi les cours de l'école supérieure du parti, il fut chargé des fonctions qu'il occupait actuellement. Une phalange lui manquait au petit doigt de la main gauche : une de ses

victimes la lui avait arrachée avec les dents, au cours d'une exécution dans la cave de la prison.

Bogdanoff se borna à me dire qu'il n'était pas en son pouvoir d'obliger mes compatriotes à venir au rendez-vous, si telle n'était pas leur volonté. Ainsi toutes communications avec l'extérieur m'étaient fermées.

J'essayai de faire parvenir un message à mes amis, au moyen de ce qu'on appelait « les colis de retour » : linge sale, bidons, thermos et autres récipients vides qui étaient renvoyés par la prison. Moyen dangereux : les objets qui passent par la chancellerie sont tâtés et examinés dans leur moindre détail. Si l'administration découvre quoi que ce soit de suspect, le détenu perd à tout jamais son droit au colis. Malgré ce risque, je tentai l'aventure. Ayant défait quelques points dans la doublure d'un pantalon de rechange, j'y glissai un minuscule billet. Sans doute ne fut-il point découvert par la chancellerie, malheureusement, mes amis ne se montrèrent pas plus perspicaces...

Vers le milieu du mois de septembre, un troisième détenu fut amené dans notre cellule. C'était l'adjoint de l'observatoire de Poulkovo, l'agrégé Podgorny. Deux jours plus tard, ce fut le tour d'un ancien fonctionnaire de la direction des palais impériaux, Lapine... Celui-là devait, le 22 septembre, être emmené vers minuit, sans bagages : il ne revint plus. Le lendemain, au cours de la promenade, nous apprîmes que les collègues de Lapine, des fonctionnaires et des petits employés de l'Okhrana impériale, détenus dans les autres cellules, avaient été également emmenés sans bagages et n'avaient pas reparu.

Un soir du début d'octobre, j'eus enfin communication de la sentence prononcée par le comité spécial du collège central de la Tchéka. Je ne démêlai qu'une chose dans ce fatras, c'est que, pour différents crimes contre le pouvoir soviétique, j'étais condamné à trois ans de détention au camp de concentration de Solovky, sans déduction de ma détention préventive et sans recours en cassation ni grâce possibles. Le convoi, — *l'étape*, comme on dit en Russie soviétique, — devait partir dans dix jours.

Les six mois que j'avais passés en prison avaient considérablement ébranlé ma santé : j'avais la certitude que je ne pour-

rais pas supporter le régime du camp. Le convoi dont je devais faire partie était le dernier de l'année, car, en novembre, toutes les communications entre le continent et les îles de Solovky sont coupées. La mer, tout autour des îles, est envahie par les glaces et, faute de bateaux brise-glace suffisamment puissants, les îles de Solovetzk sont isolées du monde pendant sept mois de l'année. Durant cette période, des centaines de prisonniers y meurent, victimes de la mauvaise alimentation, du froid et des épouvantables conditions hygiéniques; cela, sans préjudice de fréquentes exécutions Aussi, nombre de condamnés préfèrent-ils le suicide à la déportation, qui est synonyme de mort lente au milieu d'atroces souffrances.

Quel parti prendre? M'adresser au consulat de Finlande, mon gouvernement ayant le droit de réclamer l'examen de mon affaire par un tribunal régulier ou ma mise en liberté immédiate? Mais qui pouvait m'assurer que l'administration de la prison enverrait ma missive à sa destination? En admettant qu'elle l'envoyât, pendant que le consulat négocierait avec les différentes autorités judiciaires, on aurait tout le temps de m'expédier à Solovetzk; la mer gèlerait à la fin de novembre : j'étais perdu.

LA GRÈVE DE LA FAIM

Je me décidai donc à faire la grève de la faim. J'estimais et j'estime encore aujourd'hui que, dans les conditions où je me trouvais, c'était la meilleure solution.

La mer devant être très prochainement prise par les glaces, le pis que je risquais était l'envoi au camp de concentration de Kemi, pointe extrême du continent sur la mer Blanche. J'ignorais encore les conditions des prisons et des camps de concentration soviétiques, et il me semblait que je serais beaucoup mieux à Kemi qu'à Solovky. Je sais à présent que Kemi est également un enfer. Le seul avantage que présente ce camp de concentration est de n'être point coupé du reste du monde et de rendre ainsi les évasions possibles.

Dès le lendemain, je présentai une déclaration de grève de la faim. Les motifs de la grève et mes réclamations étaient les suivants : 1° La sentence est illégale, car il n'existe aucune preuve des faits dont j'ai été accusé; 2° Étant souffrant, j'exige

un examen médical. Dans l'état actuel de ma santé, la déportation à Solovky est une condamnation à mort; 3° En tant que sujet finlandais, selon la règle appliquée aux déportés à destination des camps de concentration, j'ai droit à trois entrevues d'une demi-heure chacune avec un de mes compatriotes résidant au consulat de Finlande.

Aucune de ces demandes, je le savais, ne pouvait recevoir satisfaction. Elles avaient pour but de provoquer un échange de correspondance entre la Tchéka de Petrograd et celle de Moscou. Ma mort, à la suite d'une grève de la faim, dans une prison de Petrograd, à deux pas du consulat de Finlande, n'entrait en aucun cas dans les vues de la Tchéka. Il ne dépendait donc que de moi et de ma résistance de compliquer mon cas, de le rendre aussi « grave » que possible et d'obliger la Tchéka à ajourner ma déportation. Les dix jours dont je disposais avant le départ du convoi étaient largement suffisants pour que mon organisme épuisé touchât à l'extrême limite des forces...

Il était deux heures quand on vint me chercher : on me fouilla, on me prit mes effets et mes provisions, ne me laissant que mon pardessus, mes draps et couvertures, mon tabac et ma pipe. Puis on me transféra à l'étage inférieur, où je fus enfermé seul dans une cellule.

Mes adieux à Tchessnokoff furent des plus émouvants. Nous avions passé près de quatre mois dans la même cellule et partagé de dures épreuves; Dieu seul savait la direction qu'allaient prendre nos chemins, qui étaient sur le point de se séparer.

Après quatre mois de vie commune avec des camarades de détention, ma solitude me parut extrêmement pénible.

Vers quatre heures de l'après-midi, je vis entrer le chef de la prison, suivi de l'employé de garde et du surveillant. Je fus de nouveau soigneusement fouillé et on fit une perquisition dans ma cellule. S'étant assurés que je ne cachais aucun produit alimentaire, ces messieurs se retirèrent.

Le premier jour de grève s'écoula sans incidents : la tension de mes nerfs me rendait presque insensible au manque de nourriture. A la fin du second jour, la faim commença à se faire sentir; mais la sensation était supportable et le tabac l'atténuait.

Au cours de la promenade, ce jour-là, Tchessnokoff rencontra un avocat de ses collègues, qui venait d'être condamné à ce qu'on appelle, en U. R. S. S., « moins douze », c'est-à-dire à une interdiction de séjour dans les douze plus grandes villes russes. Cet avocat devant quitter la prison d'un jour à l'autre, mon ami le pria d'informer le consulat de la situation où je me trouvais. J'appris par la suite que cette commission avait été exécutée à la lettre.

Hélas ! Tchessnokoff n'est plus de ce monde. Il est mort à la prison d'Irkoutsk. La maladie chronique des reins dont il souffrait ne lui permit pas de supporter le voyage par « étapes », qui dura un mois, et la détention dans six prisons en cours de route. C'était un homme au grand cœur et d'une haute intégrité. Puisse Dieu le récompenser de toutes ses souffrances et de son cœur compatissant !

Le troisième et le quatrième jour de la grève furent les plus pénibles. La faim devint lancinante et j'éprouvais une grande humiliation à constater que, malgré mes souffrances morales, c'était moins la pensée des êtres chers qui surgissait dans mon esprit que celle de mets délicats.

Le cinquième jour, ma tête se mit à bourdonner; il m'était pénible de me lever, mais l'acuité de la faim s'était atténuée et mon corps éprouvait une sensation de légèreté.

Le soir du sixième jour, je vis entrer le chef de la prison accompagné d'un individu au type oriental et d'un de mes juges d'instruction. Derrière eux, je vis un infirmier en blouse qui rasait le mur.

— Votre grève ne rime à rien, fit le juge d'instruction; vous êtes coupable, vous subirez votre peine. Vous n'échapperez pas à la déportation. Mais je vous promets de faire tout le possible pour que votre affaire soit revisée et que vous soyez ramené de Solovky à Leningrad. Voici une feuille toute préparée. Déclarez que vous renoncez à votre grève. Signez, et l'incident sera clos.

— Je refuse de signer. Faites-moi mourir si vous voulez. J'ai confiance que ma mort vous causera pas mal de tracas !

— Des phrases !... Nous ne vous laisserons pas mourir : si vous continuez la grève, nous vous alimenterons artificiellement.

— Tant que j'en aurai la force, je vous en empêcherai bien. Vous n'avez pas le droit d'employer la violence.

— Nous attendrons le moment où la violence sera inutile.

Le lendemain, je me sentis assez vaillant. Je me lavai, nettoyai mes dents et me gargarisai à plusieurs reprises, car ma bouche et ma gorge étaient terriblement sèches. J'évitai de boire : je ne souffrais d'ailleurs pas de la soif et me contentai d'avaler plusieurs petites gorgées d'eau dans les vingt-quatre heures. Quant à la faim, elle avait disparu pour faire place à la nausée.

Le neuvième jour, ma faiblesse était extrême : je perdis plusieurs fois connaissance. En même temps que la visite du docteur, j'eus celle d'une vieille connaissance à moi, Messing. Il m'informa qu'une entrevue avec un membre du consulat m'était accordée, mais que je devais me hâter de me remettre, car, dans mon état présent, je ne pouvais voir personne.

Il me dit encore :

— Si vous ne renoncez pas à la grève, je vous ferai transférer à l'infirmerie, où vous serez artificiellement alimenté.

Ce traitement n'entrait nullement dans mes projets, mais le transfert à l'infirmerie correspondait exactement au plan que je m'étais tracé.

Le dixième jour, de grand matin, on ouvrit comme d'habitude la porte de la cellule pour le balayage. Comme mon état de faiblesse ne me permettait pas de me livrer à cette besogne, ce fut le surveillant de garde qui prit le balai, en criant à un autre :

— Dis à un ouvrier d'apporter la caisse à ordures.

A quoi l'autre répondit :

— Il n'y a personne, ils sont tous à l'infirmerie pour se faire mesurer. On part aujourd'hui pour Solovky.

On appelait « ouvriers » les détenus qui, après la fin de leur instruction, étaient transférés dans les cellules communes, en attendant le verdict, et accomplissaient volontairement les corvées de la prison. Quant à « se faire mesurer », cela voulait dire que les détenus étaient en train de passer la visite anthropométrique obligatoire pour tous les déportés.

Les paroles du surveillant m'annonçaient une bonne nouvelle, car il était clair que je ne pourrais pas accompagner ce convoi. Il fallait jouer le jeu jusqu'au bout, c'est-à-dire me faire admettre à l'infirmerie, où je pouvais découvrir de nouveaux moyens d'améliorer mon sort.

Le temps me sembla couler avec une lenteur désespérante. Vers les sept heures du soir, la porte s'ouvrit et le surveillant entra avec deux hommes portant une civière sur laquelle ils me chargèrent. Nous suivîmes d'interminables couloirs, montâmes et descendîmes plusieurs escaliers et arrivâmes ainsi au « poste central ». Encore quelques minutes et je me trouvai, toujours sur ma civière, dans la cour de la prison, que la lanterne électrique éclairait d'une lueur terne. Une neige fondue tombait et j'aperçus la capote sombre d'une automobile d'ambulance. Puis, je perdis connaissance.

Les secousses de l'auto et les cahots de la rue me tirèrent de mon évanouissement. A travers les vitres embuées, j'aperçus les feux de la perspective Nevsky; après sept mois, pendant lesquels je n'avais vu que les murs de ma prison, ces feux éveillèrent en moi une soif intense de liberté.

Notre trajet dura une demi-heure environ. L'automobile stoppa. On me transporta dans le vestibule d'un hôpital où mes gardiens me « livrèrent contre reçu » à des employés en capote bleu foncé. Une vieille femme à lunettes, enveloppée dans un manteau de couleur sombre jeté sur sa blouse d'hôpital, s'approcha de moi. C'était la doctoresse de garde. Sur ses indications, on me porta dans une chambre du troisième étage, d'une saleté repoussante et dont le plâtre tombait en morceaux. Là on m'ordonna de me dévêtir entièrement et on me donna un caleçon et une chemise de grosse toile, d'un aspect répugnant. La chemise n'avait qu'une manche, — l'autre était arrachée, — et le caleçon était sans boutons et sans rubans. Ni chaussettes ni pantoufles.

Il faisait un froid épouvantable et j'étais transi dans ma chemise déchirée et mon caleçon sans boutons. J'étais à l'extrême limite de l'épuisement : mon aspect devait être effroyable, avec ma longue barbe grise, mon corps bleu de froid qui laissait apparaître mes os. Une « infirmière de salle » (1) eut pitié de moi :

— Petit vieux, me demanda-t-elle, peux-tu marcher tout seul, ou faut-il te porter? La chambre n'est pas loin, à deux pas d'ici.

Voyant que j'hésitais et que je regardais mes pieds nus et les dalles glacées, elle se mit à rire :

(1) Personnel inférieur de l'hôpital russe. Les fonctions de l'infirmière française correspondent en Russie à celles de « sœurs de charité ».

— Hé! hé! hé! mais il me semble que tu es douillet!

Puis elle disparut et revint, au bout d'un instant, avec une paire d'immenses sandales d'écorce tressée, telles qu'en portent les paysans russes. Aidée d'une camarade, elle me mit debout, et, en riant, toutes deux me prirent sous le bras et me menèrent dans une assez grande pièce où il y avait cinq lits, dont l'un était fait. Elles m'aidèrent à me coucher et se retirèrent. Bientôt après, entra la « sœur de charité ». C'était une femme d'un âge moyen, au visage las, qu'éclairaient de grands yeux. Elle posa sur la table une timbale de fer et un petit morceau de pain blanc, et me dit :

— Renoncez-vous enfin à la grève? Voici du pain. Avez-vous envie de manger?

Non, je n'avais pas envie de manger; je dirais même que la nourriture m'inspirait du dégoût, si étrange que cela puisse paraître, après dix jours d'abstinence. Mais tout semblait démontrer que j'avais gagné la partie : il s'agissait, à présent, de réparer mes forces. La « sœur » me dit que si je renonçais à la grève, je serais transféré dans une autre salle et que je resterais au moins un mois à l'hôpital; c'était la règle.

Cette femme m'inspirait une confiance entière, illimitée : et je vois encore devant moi ses yeux admirables. Je bus un peu de lait sucré, j'avalai quelques bouchées de pain, je m'endormis d'un sommeil que je n'avais pas connu depuis bien longtemps et que ni le froid ni la couverture douteuse ne purent empêcher.

A L'HOPITAL HAAS

L'hôpital pénitentiaire du docteur Haas (1) ou, comme on l'appelle d'ordinaire, l'hôpital Haas, avait été, avant la guerre, le dépôt destiné aux détenus appartenant aux classes dites privilégiées. C'est là qu'on écrouait pour de brèves périodes les commerçants, les fonctionnaires et les nobles condamnés par le juge de paix pour avoir « troublé les bonnes mœurs, la paix et la tranquillité publique ».

Au cours de la guerre, le dépôt fut transformé en hôpital militaire. Pendant la révolution et après le coup d'État bolchévique, l'encombrement des prisons de Petrograd fut tel qu'il

(1) Célèbre philanthrope russe qui réforma les prisons au XVIIIe siècle.

devint indispensable de créer un hôpital spécial, toutes les infirmeries de prison étant combles. C'est ainsi que fut institué l'hôpital Haas. C'est un édifice à quatre étages, situé dans un quartier écarté, près du monastère Alexandre Nevsky, dont on aperçoit les coupoles dorées par les fenêtres de l'hôpital; il est entouré d'une haute muraille de briques gardée par des sentinelles.

A l'hôpital Haas, quand j'y arrivai, les criminels de droit commun formaient la majorité des malades. Il y avait là tous les âges, depuis l'adolescence jusqu'aux cheveux blancs, et toutes les professions criminelles depuis le pickpocket jusqu'aux bandits et aux assassins. Une catégorie de criminels qu'on appelle la *shpana*, occupait une place très spéciale dans cette échelle hiérarchique. Ce sont les parias de ce monde à part, les ratés du crime, incapables de coups sérieux et qui n'ont pas su dépasser le vulgaire vol à l'étalage. Ils sont au service des criminels professionnels et exécutent leur menues commissions.

A la prison Shpalernaya, il m'était déjà arrivé de rencontrer des criminels à la promenade, mais je n'étais jamais entré en contact avec eux, car ils étaient enfermés dans des cellules spéciales. Aussi, fut-ce avec une certaine appréhension que j'observai mes nouveaux camarades. Nous étions quatre dans la même salle. Deux malades dormaient encore, mais le troisième était assis sur son lit, laissant pendre ses pieds nus et m'examinant avec une curiosité non dissimulée. C'était un homme d'une carrure athlétique, aux larges épaules, au visage rond comme une lune, qu'ornait une broussaille rousse. Sous une calotte turcomane, brodée aux vives couleurs, s'échappaient des mèches couleur de feu. Voyant que la sœur m'avait apporté deux biscuits et du lait, l'homme roux ferma à demi les yeux d'un air ironique, hocha la tête pour désigner les biscuits et dit d'une petite voix qui étonnait chez un homme de cette carrure :

— Hum! un gréviste de la faim... C'est extraordinaire à quel point la prison change l'aspect des gens! Je vous avais pris tout d'abord pour un cheval de retour... Soit dit sans vous offenser... Et maintenant, je me présente : l'ingénieur Klein.

Je me nommai : nous fûmes tout de suite en sympathie. Cependant je grelottais sous la couverture rugueuse; la pièce n'était pas chauffée, et un air glacé entrait par une vitre brisée.

— A voir votre air mélancolique, on dirait que l'établissement n'est pas à votre goût. C'est toujours comme ça au début. Vous vous habituerez. Dès maintenant je vais vous procurer un bon pour deux couvertures et même un drap, si vous le voulez. Avez-vous de l'argent? Moi, j'en ai : vous me le rendrez plus tard.

De mes deux autres compagnons, l'un, qui avait les jambes tordues, était atteint du scorbut. Il avait été ramené de Solovky au mois d'août avec d'autres malades, également atteints du scorbut ou de la tuberculose; on ramène ainsi des centaines de malades du camp de concentration pour les faire « soigner » à Petrograd ou à Moscou. La plupart de ces malheureux font un stage dans les prisons où ils meurent avant de prendre leur tour à l'hôpital.

Mon troisième compagnon de salle était un israélite qui portait l'étrange nom d'Antimony. C'était un tuberculeux au dernier période de son mal.

Vers onze heures arriva l'« ordinateur » de la salle, un ancien médecin militaire; il m'examina avec soin et me dit :

— Vous vous remettrez assez vite. Mais, dans votre état, un voyage à Solovky n'est évidemment pas recommandé. Par malheur, ce n'est pas notre affaire : on ne nous demandera pas notre avis.

Après la visite du docteur, l'infirmière apporta le dîner des malades. On me servit une bouillie d'avoine liquide dans une assiette en étain. Les autres reçurent un pot-au-feu sans viande. Après la soupe, on apporta de petits morceaux de poisson grillé, qu'on posa directement à même sur les tabourets. Les mains des infirmières étaient crasseuses; quant au mobilier et aux malades eux-mêmes, mieux vaut ne pas en parler...

L'ingénieur Klein était à l'hôpital depuis plus d'un mois. Il en connaissait à fond tous les rouages. C'était un railleur plein de verve. Il répétait sur un ton moitié comique, moitié tragique :

— Un jour ou l'autre, on nous remettra en liberté. Nous sortirons d'ici, nous nous promènerons un peu, puis on nous renverra à Solovky. Oui, mon cher monsieur, nous nous y retrouverons tous, car cela est indispensable à la « saine idée prolétaire ». On a beau laver un chien noir, il ne sera jamais blanc...

Puis il me fit le récit de ses malheurs :

— J'avais un poste au chemin de fer du Turkestan : un jour de 1922, on me fit venir au comité d'usine. Je m'y rendis ; et que pensez-vous que ces diables d'hommes me demandèrent? Eh bien! ils me dirent : « Camarade ingénieur, acceptez-vous l'idéologie prolétaire ? » Je suis seul au monde : je ne crains rien : donc, je leur répondis que je ne voyais d'idéologie nulle part, mais du désordre partout; que d'ailleurs mon affaire à moi, c'était de remettre en état les wagons et les locomotives. Un beau jour, arrive une commission de Moscou. Ces messieurs s'informent pourquoi il y a tant de wagons en mauvais état. On répond que c'est l'ingénieur Klein qui est le coupable. Il faut le juger, le misérable!... C'est alors que ma réponse sur l'idéologie prolétaire me joua un mauvais tour.

« Remarquez, très cher monsieur, que cela devient pire d'année en année. Vous autres, nobles étrangers, vous parlez de l'évolution des Soviets. Une évolution? parlons-en! Jadis, on arrêtait les gens dans la rue, on les traînait devant la Tchéka qui siégeait dans une cave. Quelques dégénérés saouls accomplissaient l'œuvre de la justice. On vous gardait trois, quatre jours dans la cave et puis on vous exécutait, ou bien on vous relâchait : c'était au petit bonheur. A présent, les hommes sont jetés en prison par centaines d'un bout à l'autre de la Russie. Ils sont fusillés ou déportés en masse. Mais tout cela se fait sans bruit, sans cris, par un mécanisme d'État. De la paperasserie, des tchékistes en tenue. Comment nier qu'il y ait évolution ?... Nous avons l'éclairage électrique, des tramways, des miliciens vêtus à peu près comme la police de l'ancien régime et postés à tous les coins de rue. Les façades des maisons ont été réparées, les restaurants sont ouverts, les garçons qui vous servent sont en habit. Il ne manque que des épaulettes aux militaires pour compléter le tableau. La fumée monte des cheminées d'usine et les étrangers visitent les maisons de repos pour ouvriers. Évolution sur toute la ligne!

« Désormais, tout est entre les mains de la Tchéka et du Komintern. Si je vous dis qu'en ce moment tout est pire qu'en 1919, 1920, 1921, 1922, j'ai des raisons pour cela. La Tchéka possède à présent un pouvoir si formidable et son appareil est à tel point perfectionné que, lorsqu'on songe aux tchékistes des temps du communisme militaire, toutes les horreurs du passé

pâlissent devant celles du présent. Évolution! je vous dis, évolution! Maintenant, il faut avoir de bons yeux et de bonnes oreilles pour apercevoir les grimaces du soviétisme et les larmes des victimes, pour entendre leur gémissement savamment camouflé, grâce à l'industrie renaissante, les concessions, les sanatoria pour ouvriers, les concerts symphoniques!

— Alors, selon vous, le pouvoir soviétique s'affermit de jour en jour : il a été sauvé par le Nep?...

— Attendez, je n'ai pas fini. Tout dépend de l'Europe, car nous ne pouvons quand même pas subsister sans elle. Et c'est là, mon cher, que se trouve le dilemme dans lequel est pris le Komintern. D'une part, notre industrie s'arrêtera si l'étranger ne nous envoie pas des machines et des matières mi-finies. D'autre part, il ne peut s'agir d'un retour à la politique du communisme militaire. Et puis, les paysans et les couches profondes de la population se sont montrés récalcitrants aux idées marxistes. Voilà l'obstacle sur lequel le Komintern est destiné à se casser le cou. Je ne sais si cela arrivera brusquement ou bien si la perte du Komintern sera causée par une lente infiltration dans les Soviets d'éléments hostiles à l'idéologie de la IIIe Internationale. Mais, soyez-en sûr, le travail est commencé.

Mon séjour à l'hôpital ne pouvait être de longue durée : il fallait trouver un moyen d'échapper à la déportation. L'essentiel était d'arriver à une entrevue avec mes compatriotes, et, pour cela, de leur faire savoir que j'étais à l'hôpital Haas. Mais comment y parvenir? Je demandai conseil à Klein. L'ingénieur réfléchit un instant et me dit en souriant :

— Il n'y a qu'un moyen, mais bien simple; adressez-vous à Yashka : il vous arrangera cela.

— Qu'est-ce que ce Yashka?

— Un bandit célèbre, qui a été jugé une douzaine de fois, condamné à mort et dont la peine a été commuée en dix ans de prison. Il sera probablement bientôt remis en liberté. C'est un ami à moi. Nous avons été écroués ensemble à Kresty et nous avons tous deux travaillé dans les ateliers de la prison. Il est à l'hôpital. Il a demandé un certificat médical afin d'obtenir une prompte libération, « étant atteint de neurasthénie avec symptômes de dégénérescence ». Cette formule vous étonne. Ah! ah! C'est que nous ne sommes pas dans votre Europe

pourrie. Ici, mon ami, on a de tout autres vues sur la criminalité... Retenez bien mes paroles. Dans deux mois, Yashka sera libre et, dans quatre mois, il sera de nouveau mené au poste après plusieurs « raids » retentissants. La voilà, l'idéologie prolétaire!... Ici, comme dans toutes les prisons, Yashka dispose de relations sûres. Il peut vous mettre en contact avec qui vous voudrez.

J'étais un débutant en matière de prison et je demandai à Klein :

— Peut-on avoir confiance en Yashka? Vous dites vous-même que c'est un voleur, un bandit, un assassin...

— On voit que vous êtes un « bleu » ! Seuls, la *shpana* et nos frères de l'*intelligentzia* ne méritent pas confiance. La shpana est prête à vous vendre pour un paquet de tabac; quant à l'intelligentzia, on risque toujours de tomber sur un traître. L'administration des prisons et la Tchéka recrutent dans ses rangs ses espions, ceux qu'on appelle *seksots* ou « chiens de chasse ». Un criminel qualifié ne trahira jamais. En un mot, si vous voulez faire appel à l'honorable Yashka, vous n'avez qu'à me le dire. Yashka est très bien disposé à mon égard, parce que les hommes de cette sorte sont toujours impressionnés par la force physique. Et puis, j'ai naguère placé Yashka à un atelier de prison, où, grâce à moi, il ne faisait rien. Enfin, j'ai, moi aussi, mes petits vices qui me valent la sympathie de Yashka. Tenez, regardez ce que je viens de recevoir.

Et Klein me montra, avec un sourire de ruse, un petit paquet dans le genre des paquets de pharmacie.

— Ça, mon très cher monsieur, c'est dix grammes de cocaïne, autrement dit : coco. J'ai pris goût à cette drogue en 1919 et je m'en *délecte* deux fois par semaine. N'ayez crainte. Lorsque je prise, je deviens extrêmement bavard, mais je reste inoffensif. Je regrette que vous ne prisiez pas : j'aime la compagnie, surtout celle des hommes de mon milieu. Et quelles idées vous viennent alors en tête! Comme tout devient clair, logique! Antimony est, lui aussi, amateur...

Et Klein hocha la tête dans la direction de notre compagnon de salle, le tuberculeux.

Le soir, j'accompagnai Klein au lavabo. Le spectacle qui m'y attendait défie toute description. Imaginez une pièce toute en longueur faiblement éclairée par une ampoule électrique

et, le long du mur, sept ou huit sièges tellement sales que l'homme le moins dégoûté en a le cœur soulevé. Le plancher est inondé d'urine. Les malades faibles font leurs besoins naturels par terre. En face des sièges, de l'autre côté du mur, un réservoir de cuivre mangé de vert-de-gris. Ce réservoir est muni de lavabos. Le seau sous le réservoir est aux trois quarts rempli de sang, de crachats, d'excréments, car les infirmières y vident les pots de chambre des malades.

Par bonheur, grâce à l'obligeance d'une des sœurs, je pus faire usage du lavabo du personnel médical. Il fallait procéder avec la plus grande prudence, car le moindre privilège accordé aux bourgeois était remarqué et provoquait la délation; on dénonçait les médecins, l'administration, et même les tchékistes chargés de la surveillance.

J'étais depuis trois jours à l'hôpital Haas et, comme le philosophe Klein l'avait prévu, je commençais à m'acclimater. Grâce à l'argent emprunté à Klein, j'obtenais de prendre un bain le soir. Ce bain n'était pas d'une propreté exemplaire, mais cela valait toujours mieux que le lavabo.

Quant à mes trois compagnons, ils passaient presque tout leur temps à se « délecter » de la coco qu'ils se procuraient par l'entremise de Yashka et d'un voleur récidiviste surnommé « l'Éléphant », dont le lit se trouvait dans une salle voisine.

PREMIÈRE VISITE

D'après le règlement de la prison, les malades, excepté ceux dont l'instruction n'est pas terminée et certains détenus administratifs, ont droit à deux colis par semaine. Tous les jeudis, ils ont droit à une entrevue d'une heure avec leurs parents ou amis.

Combien je me sentis ému lorsque vint mon tour de recevoir une visite! Je n'avais vu personne depuis sept mois, rien que mes compagnons de captivité et les surveillants; et j'étais sans nouvelles de ma famille.

Le surveillant de garde faisait l'appel. Vers quatre heures, je commençais à perdre espoir, lorsque, soudain, j'entendis prononcer un nom qui ressemblait au mien.

— Cinergol, Cindergol, criait le surveillant.

C'était moi. On nous aligna pour nous mener au second

étage, dans une pièce assez vaste et remplie de monde. Elle était séparée en deux par une barrière à hauteur de poitrine d'homme, de l'autre côté de laquelle se tenaient les visiteurs. L'air bourdonnait d'un bruit de voix indescriptible. Il faisait glacial, car, de l'autre côté de la barrière, la porte était grande ouverte. Je cherchai qui était venu me voir. Enfin, j'aperçus le magister T... et Mme Tch..., tous deux employés à notre consulat. Eux ne me reconnaissaient pas ; à plusieurs reprises, leur regard passa sur moi sans s'arrêter, et continua de tâcher à découvrir parmi cette humanité sale et déguenillée le colonel Cederholm. Mais qui eût pu reconnaître dans ce vieillard épuisé, dont le visage s'ornait d'une longue barbe grise et qui était vêtu de loques crasseuses, ce « colonel » que ses camarades du consulat avaient jadis taquiné à cause d'une certaine recherche dans sa toilette ?

Au premier moment, nous nous serrâmes la main en silence, ne pouvant prononcer une seule parole, si forte était notre émotion. En voyant des larmes dans les yeux de mes amis, pour la première fois depuis sept mois je sentis ma gorge se serrer et j'étais moi-même bien près de pleurer. Je leur fis le récit de mon arrestation et les priai de faire toutes les démarches possibles, afin d'empêcher mon départ pour Solovky et de provoquer une intervention du gouvernement finlandais.

Mes compatriotes ne savaient rien de précis à mon sujet. Tout ce qu'ils purent me dire fut que le consulat avait obtenu du commissariat des Affaires étrangères que ma déportation fût différée. Mais personne ne pouvait dire dans quelle mesure cet ordre serait obligatoire pour la Tchéka. Il fallait patienter.

Mes amis m'avaient apporté un panier de vivres et de linge.

— Vous commencez à vous remplumer, me dit Klein, en me voyant déballer mon panier et changer de linge. Mais je vous conseille de cacher tout cela, car, pour porter du linge personnel, il faut une permission spéciale et, en tant que détenu administratif, je doute que vous puissiez l'obtenir. Avez-vous donné quelque chose au surveillant ?

— Un kilo de beurre extra.

— Je vois que vous savez vous y prendre. A la prison de la Shpalernaya, une pareille tentative de graisser la patte au surveillant vous aurait valu deux petites années supplémentaires à Solovky. La Tchéka a bien dressé son personnel : à la

moindre défaillance, une balle en plein front, tout au moins l'emprisonnement.

De fait, au quatrième étage de notre hôpital, se trouvaient quatre tchékistes : ils revenaient de Solovky où ils avaient été atteints de scorbut. On les avait groupés dans la même salle, car la situation des tchékistes et agents de la police criminelle que les jeux du hasard et de la dénonciation ont amenés, eux aussi, en prison est tragique. L'administration a beau les isoler des autres détenus, elle ne réussit pas toujours à les protéger contre les injures, les coups et autres manifestations de haine. Les occasions de lynchage ne manquent pas, à l'hôpital. On profite de l'obscurité des corridors pour les ébouillanter ou les vitrioler. Ou bien on vide sur leurs têtes des théières d'eau bouillante au moment où ils montent l'escalier !

Les tchékistes soignés à notre hôpital avaient accompli un séjour d'un an à Solovky. Je pus constater sur eux ce que deviennent les hommes après un an passé là-bas. Ces squelettes, aux bouches édentées, aux yeux larmoyants, aux jambes tordues avaient été jadis des gaillards vigoureux. C'étaient d'anciens surveillants de prison de la rue Shpalernaya. Ils avaient été condamnés à la peine de mort, et la sentence avait été commuée en dix ans de réclusion. Quel crime avaient-ils commis pour être si cruellement châtiés? L'un d'eux avait accepté cinq roubles d'un détenu pour faire parvenir un billet à sa famille. Les trois autres étaient coupables de fautes du même genre.

Parmi les malades, la Tchéka se ménage des collaborateurs secrets. Ceux-ci, qu'on appelle les *seksots*, sont des détenus qui bénéficient de divers privilèges et même d'une diminution de peine, à charge pour eux de dénoncer leurs camarades. La plupart des seksots ont déjà exercé le métier d'agent secret avant leur détention, cumulant ces fonctions avec quelque emploi dans les institutions soviétiques. Dans l'une des salles de notre corridor se trouvait un certain Louguine, ingénieur des usines Poutiloff. Son *crime* avait consisté à correspondre avec son frère réfugié au Caucase sous un faux nom, car il avait servi jadis dans l'armée blanche. Louguine avait été « vendu » par un de ses subordonnés, le dessinateur Gromoff. Ce Gromoff avait été logé d'office dans l'appartement de l'ingénieur, qui occupait cinq pièces, c'est-à-dire quatre de plus que n'en autorisait la loi. La chambre de Gromoff se

trouvait à côté de celle de Louguine et de sa femme : à travers la mince cloison, l'espion avait surpris la conversation des deux époux. La Tchéka fit une perquisition nocturne, découvrit la lettre du frère et l'affaire fut « cuisinée » en conséquence. Le frère de Louguine fut fusillé et l'ingénieur et sa femme furent arrêtés « pour avoir manqué à la dénonciation obligatoire ». Quant à Gromoff, emprisonné lui aussi, il remplit sans doute les fonctions de seksot dans le lieu de sa détention et a toutes les chances d'être bientôt remis en liberté.

Je me reprocherais de passer sous silence la « section d'éducation, » que possédait notre hôpital.

Cette « section » était dirigée par un « éducateur » qui devait, soit personnellement, soit par l'entremise de ses adjoints, travailler à l'amélioration morale des détenus. Notre hôpital comptait un seul « éducateur » pour quatre cents détenus. L'homme appelé à améliorer nos âmes criminelles et faire de nous de bons citoyens, était un certain Serge Afanassievitch Kotomkine, ou Sak, par abréviation. Cet honorable individu se présentait environ deux fois par semaine à la prison, toujours dans un état de complète ivresse.

Il rassemblait tous les malades d'un même étage, les groupait en une masse compacte et, là, se mettait à les « éduquer ». Ce qu'étaient ces discours, ramassis de mots sans suite, on ne peut s'en faire une idée. Je me souviens seulement du début, toujours le même. Sak jetait un regard circulaire sur l'auditoire, toussotait et commençait ainsi :

— Camarades, vous êtes tous des fripons et des paresseux ! Quant aux intellectuels qui sont ici, ils ne sont peut-être pas des fripons, mais ils sont certainement des paresseux. Il faut travailler, car, si nous sommes le prolétariat, nous devons le démontrer...

Ainsi de suite, pendant une dizaine de minutes ; après quoi, l'entretien prenait un caractère intime et l'éducateur s'adressait à tel ou tel détenu, mais surtout à la shpana, pour laquelle il avait une sympathie toute particulière.

Tant que durait le cours « d'éducation » nos salles et nos effets n'étaient pas surveillés et la shpana des autres étages, toujours entreprenante, en profitait pour opérer des raids et « nettoyer » nos colis. C'est ainsi que je fus deux fois dévalisé.

COURTE JOIE

J'étais atteint d'une maladie chronique qui, heureusement pour moi, figurait sur la liste des affections donnant droit à la libération avant terme. Restait à obtenir un certificat de la commission médicale de l'hôpital et envoyer la copie au consulat.

Le jour de la visite arrive. Je prends place dans un groupe où figurent toutes les maladies, depuis les tuberculeux jusqu'aux épileptiques.

Enfin, vient mon tour. Après un long examen et d'innombrables questions, le président de la commission déclare :

— A libérer avant terme.

J'étais dans la joie. La journée n'était pas achevée, quand je vis entrer dans ma salle le médecin-chef, qui, très agité, me demanda, en élevant la voix, pourquoi je m'étais présenté devant la commission :

— Vous êtes un condamné administratif, vous êtes enregistré à la Tchéka et non pas à la Justice; vous n'avez pas droit à l'examen médical et à la libération avant terme.

Mon espoir de libération s'évanouissait...

Cependant, — pourquoi ? je l'ignore, — je fus transféré dans une autre salle du même étage, occupée par sept malades dont trois appartenaient à l'ancienne classe privilégiée : un vieillard, ancien commissaire de police, le colonel Matveieff, le professeur de l'Institut polytechnique Dolguine et le commandant d'une brigade de tirailleurs de l'armée rouge, Koltzoff.

Le cas de ces malheureux est tout à fait caractéristique des mœurs soviétiques.

Le colonel Matveieff avait été arrêté tout simplement pour avoir servi dans la police impériale.

L'ingénieur Dolguine avait été traduit en justice à la suite de la dénonciation d'un étudiant. La législation soviétique n'autorise l'instruction supérieure que pour les jeunes gens d'origine prolétarienne. Le pouvoir estime que c'est là le seul moyen de former une intelligentzia pénétrée de l'idéologie prolétaire et qui demeure en contact avec la masse des paysans et des ouvriers. Les jeunes gens appartenant à des familles de fonctionnaires, commerçants, nobles, ingénieurs, docteurs, prêtres,

officiers, etc., ne sont pas admis dans les écoles supérieures. Si des représentants de « l'élément dangereux pour la société » réussissent à pénétrer dans l'un de ces établissements, les organes de contrôle, au cours de leur « nettoyage » annuel, ont vite fait de les dépister.

Dolguine avait un frère colonel, qui fut tué en 1915, laissant un fils que l'ingénieur éleva. Le jeune homme, qui était bien doué, passa brillamment le concours d'admission à l'École des Mines. Mais la commission de contrôle, en raison de ses origines, le renvoya et le condamna à trois mois de prison. Le jeune Dolguine était tenace ; il se procura de faux papiers et entra à la section électro-mécanique de l'École polytechnique de Petrograd, où son oncle professait. Il fut reconnu et dénoncé : l'ingénieur Dolguine fut inculpé de complicité et de « manquement à la délation », et son neveu arrêté pour avoir fabriqué de faux papiers. Les deux coupables furent condamnés à trois ans de prison.

Quant au général « rouge » Koltzoff, il était militaire jusqu'à la moelle des os : sa vieille robe de chambre loqueteuse ne réussissait pas à dissimuler son allure martiale. La révolution l'avait surpris alors qu'il était capitaine dans un régiment d'infanterie, sur le front russo-germanique. Pendant la première tempête révolutionnaire, il eut la vie sauve grâce à la popularité dont il jouissait parmi ses soldats. Puis, comme beaucoup d'autres, il se soumit à l'ordre nouveau, assista en silence à la décomposition de l'armée, aux guerres civiles et à la création de l'armée rouge, où il fut nommé commandant d'une brigade de tirailleurs, placée sur la frontière polonaise.

Koltzoff était inculpé dans un procès d'espionnage : il ne doutait pas de sa condamnation à mort.

— Vous comprenez, me disait-il, que pas un juge soviétique ne mettra ma culpabilité en doute, car je suis un ancien serviteur du tsar. Nous autres, « adaptés », qui avons démontré notre loyauté envers le pouvoir actuel en versant notre sang, nous ne sommes que tolérés provisoirement. On nous décerne parfois des récompenses, on nous nomme à des postes élevés, mais, au moindre soupçon, nous sommes inculpés : nous sommes toujours les coupables. Et plus cela ira, plus nous sommes sûrs de notre affaire. En effet, à présent, l'armée reçoit de nouveaux cadres d'origine prolétaire, passés

par l'école soviétique : on n'a plus besoin de nous autres, anciens officiers.

RETOUR A LA PRISON

Dans la seconde moitié de novembre, j'appris que les Soviets consentaient à m'échanger contre quinze communistes prisonniers en Finlande. La plupart de ces communistes, mêlés à la révolte rouge de 1918 en Finlande, étaient sujets finlandais. Aussi, ma mise en liberté dépendait-elle de la bonne volonté que mettraient ces citoyens à prendre la nationalité soviétique, car, dans le cas contraire, la loi finlandaise ne pouvait pas les expédier de force en U. R. S. S. Cependant, ces circonstances ouvraient devant moi de nouveaux horizons...

En effet, un des premiers jours de décembre, je fus jeté dans un fiacre, entre deux « convoyeurs », et en route vers la rue Shpalernaya. La journée était claire, ensoleillée ; j'éprouvais une sorte de griserie, causée par la pureté de l'air et la lumière. Le fiacre était détestable ; nous avancions lentement, à ma grande joie. Mes gardiens étaient en veine de bavarder. J'appris de l'un d'eux que, dans la seule ville de Petrograd, quatre mille soldats sont affectés au « service extérieur » des prisons. Je laisse au lecteur le soin de se faire, d'après cela, une idée du nombre des gens arrêtés quotidiennement dans la ville.

Écroué de nouveau, — cellule 13, — on m'informa que j'étais toujours dans la situation d'un déporté à destination de Solovky. Mais les communications étant interrompues par les glaces, il avait été décidé que je serais déporté à Kemi, petite bourgade sur la côte de la mer Blanche, qui sert d'étape aux convois pour Solovky.

Les jours suivants, je fis connaissance avec mes camarades de cellule et les détenus des cellules voisines. On nous menait chaque jour dans le préau, où nous nous promenions par groupes.

C'est le jeudi qu'arrivaient de Moscou les condamnations à mort. Vers onze heures du soir commençait une grande agitation dans les corridors : on entendait le bruit des portes et les pas des surveillants. Les condamnés étaient convoqués les uns après les autres dans le corridor ; à la chancellerie, on leur

mettait les fers aux pieds et, les ayant chargés sur un gros camion, on les menait soit au polygone, soit à la rue Gorokhovaya, où ils étaient fusillés dans la chambre bétonnée. Le camion où l'on plaçait, ou plutôt où l'on chargeait les condamnés à mort, s'arrêtait toujours sous les fenêtres de notre cellule, d'où l'on pouvait apercevoir les victimes enchaînées par les pieds, alignées sur le camion.

Certains jeudis, quatre camions s'arrêtaient à la fois sous nos fenêtres et revenaient pour emmener un second lot de condamnés. En trois jeudis, on emmena de notre prison de cent cinquante à deux cents personnes à la fois. Au cours d'une de ces nuits sinistres, un de nos surveillants perdit la raison; il tirait des coups de son revolver sur le portrait de Lenine.

Ces jeudis étaient des jours épouvantables. Dès le matin, les détenus des cellules communes erraient comme des fous, car il n'en était pas un qui ne sentît peser sur lui la menace de la mort. Vers onze heures du soir, dans la lueur terne de la veilleuse, on voyait les uns, puis les autres, se lever de leur grabat, s'approcher sans bruit de la fenêtre, afin de pouvoir, sans être observés du surveillant, monter sur le siège des W.-C. et regarder par la fenêtre pour s'assurer que le camion n'était pas encore arrivé. D'ailleurs, on entendait toujours le bruit de son moteur sous nos fenêtres.

Lorsque l'agitation du corridor s'apaisait, et que tous les condamnés avaient été emmenés, on pouvait s'approcher sans danger d'être vus de la porte grillagée qui demeurait toujours fermée et, couchés à plat ventre, le visage collé au barreau, apercevoir, à travers le trou du hublot, ce qui se passait dans le corridor du deuxième étage, près de la porte de la chancellerie.

Un jour, j'imitai mes camarades, et je jetai un coup d'œil à travers le hublot. J'ai vu et subi bien des choses dans ma vie; mes nerfs sont solides; mais ce que je vis et entendis à travers l'orifice de ce hublot me glaça d'horreur. Les tchékistes desserraient les mâchoires des prisonniers enchaînés et leur plaçaient dans la bouche des ballons de caoutchouc de la grosseur d'une mandarine, de sorte que le tube noir du ballon émergeait de la bouche de chaque condamné; on devine à quel point est effroyable l'aspect de ces malheureux, la bouche à moitié ouverte, bâillonnée, afin d'étouffer leurs cris.

Le contingent de notre cellule se renouvelait peu à peu. Les hommes emmenés pour être fusillés ou déportés étaient remplacés par d'autres détenus qui venaient d'être arrêtés, ou qui avaient fait un stage dans les cellules solitaires.

Un soir de janvier 1925, on amena dans notre cellule un vieillard vêtu d'une peau de mouton, coiffé d'un bonnet de fourrure et portant des bottes de feutre, costume habituel du paysan russe. Mais quelque chose dans le visage du vieillard attirait l'attention. C'était le prince Nicolas-Dmitrievitch Galitzine, dernier président du conseil de l'ancien régime. Un des fils du prince avait été mon camarade à l'École navale, et ensuite dans la flotte impériale. Le prince Galitzine avait beaucoup souffert de la révolution, mais son âge fort avancé (quatre-vingt-quatre ans) et la réserve qu'il avait observée l'avaient jusque-là préservé des horreurs du communisme militaire. Il vécut dans la plus grande misère, en compagnie de son fils, âgé de quarante-cinq ans, dans la mansarde d'une maison à moitié démolie de Moscou, où il exerçait le métier de cordonnier. Lorsque l'état de la maison commença à inspirer des inquiétudes, elle fut démolie, et le prince s'installa avec son fils à Rybinsk, grande ville située sur la Volga, où ils trouvèrent à se loger dans un quartier éloigné, chez une vieille femme, veuve d'un paysan. Le prince gardait le potager et son fils faisait le métier de débardeur sur la Volga.

L'inévitable arriva : le père et le fils furent arrêtés et, après de longs stages dans diverses prisons, écroués à la prison de Boutyrky, puis transférés à Petrograd dans notre prison. Le prince fut placé dans notre cellule, tandis que son fils était enfermé dans une des cellules communes du quatrième étage.

Au mois de février, le prince Galitzine eut une attaque et, au cours d'une de ces nuits sinistres du jeudi au vendredi, il fut emmené au lieu d'exécution, soutenu par ses geôliers. En quittant la cellule, il fit un dernier signe de croix et dit :

— C'est maintenant, Seigneur, que vous laissez votre serviteur s'en aller en paix! Je suis las de vivre. Merci, mon Dieu!

Un jeudi, mon voisin de lit, le Letton Karlousha, se suicida à l'aide d'un couteau. Il nous était interdit de posséder des instruments tranchants, mais nous avions réussi à nous procurer, par l'entremise de l'équipe de corvée, un couteau primitif, fabriqué dans les ateliers de la prison, et destiné à couper notre

pain. Nous nous en servîmes une huitaine, puis il disparut. Nous supposâmes que le surveillant l'avait trouvé et confisqué : on ne s'en inquiéta pas autrement. Le jeudi suivant, Karlousha se montra très nerveux, et lorsque nous entendîmes le bruit du camion sous nos fenêtres et que commença l'appel sinistre, nous reconnûmes avec effroi le nom du Letton parmi la liste des condamnés.

Je ne pus rester couché : je me mis à marcher dans la cellule à moitié sombre, tandis que ceux qu'on avait appelés s'habillaient à la hâte, avec des gestes d'automates. Karlousha était à genoux entre son lit et le mien, le visage tourné contre le mur. Le colonel Zadetzky et l'ingénieur Weinberg, qui, de même que moi, se promenaient nerveusement de long en large dans la cellule, me dirent :

— Tu es en bons termes avec lui, et tu as les nerfs solides. Approche-toi de lui, dis-lui quelque chose. Aide-le!

Le cœur serré, je fis quelques pas dans la direction de Karlousha, et je vis soudain que sa main droite était en train de bouger sous son chandail, où il l'avait glissée. Pensant qu'il était en train de prier, je ne savais plus que faire, lorsque je le vis tomber sur le dos; une tache sombre apparut sur son chandail blanc : il s'était ouvert le ventre avec le couteau émoussé que nous avions tant cherché!

DÉPART POUR L'ILE DU MALHEUR ET DES LARMES

Le 26 août 1925, vers sept heures du soir, le surveillant cria mon nom de famille et je reçus l'ordre de rassembler rapidement mes bagages. Mes préparatifs ne furent pas longs. Je plaçai dans un panier quatre mouchoirs de poche, deux paires de chaussettes, un pyjama, mes objets de toilette, une tasse, une théière et quelques vivres. Tenant mon panier d'une main et mon rouleau de draps et de couvertures de l'autre, je sortis dans le corridor et fus mené à la chancellerie.

Le chef de la prison me lut la décision de « l'assemblée spéciale » du collège central me condamnant à trois ans de réclusion dans le camp de Solovky. Je devais y être expédié le jour même.

On nous mit en rangs; le chef du convoi vérifia la liste de nos noms et nous reçûmes chacun un kilo de pain noir et

trois grands poissons salés. Il y avait dans le convoi plusieurs femmes appartenant aux classes instruites. Quatre prêtres, plusieurs paysans, plusieurs anciens militaires, un vieillard très âgé et une quinzaine d'étudiants : en tout quarante-trois personnes. Deux charrettes nous attendaient dans la cour. Dans l'une on chargea nos effets, tandis que les femmes, le vieillard et un prêtre boiteux prenaient place dans l'autre. Avant le départ, les soldats qui nous escortaient chargèrent leurs fusils et le commandant du convoi donna l'ordre :

— Les gâchettes au cran de sûreté.

Une femme, à côté de moi, poussa un cri terrifié; elle saisit mon bras et me demanda, les yeux dilatés de frayeur :

— Que veulent-ils faire ? Vous avez vu? Ils ont chargé leurs fusils!

Je rassurai de mon mieux ce pauvre petit être terrifié, lui expliquant « que c'était l'usage » et que, d'ailleurs, le cran de sûreté était une excellente chose. Tout en parlant, j'apercevais sous son manteau, dont le col était déboutonné, la photographie d'un enfant de cinq ans, montée en broche. Le cœur serré, je pensai à ma propre famille.

— Les femmes, montez en charrette. Les charrettes en avant. Détenus, ne restez pas en arrière!

Les soldats se placèrent à nos côtés, nous nous alignâmes par rangées de quatre et le convoi se mit en route pour *l'île du malheur et des larmes.*

BORIS CEDERHOLM.

Traduit par Mlle ISWOLSKY.

(A suivre.)

SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

DEUXIÈME SÉRIE

V [1]

DERNIERS SOUVENIRS

Je fus plutôt mal accueillie par ma mère et même, apparemment, par Grand mère qui, enchantée au fond de « me ravoir », comme elle disait, ne voulait pas d'abord laisser voir sa faiblesse. Et puis, elle regrettait que la cause de mon renvoi fût précisément un refus de soumission aux « Bons pères » qu'elle gobait éperdument.

Pour moi, un peu désorientée les premiers jours, je me disais que, tout de même, la vie de famille est ce qu'il y a de mieux, et, en attendant que l'on organisât des leçons, je passais avec Grand père la meilleure partie de mon temps. J'étais redevenue la petite fille d'il y a deux ans, et je trouvais la vie très douce. Aussi, je fus vraiment terrifiée, en entendant ma mère dire, en s'asseyant à table un matin :

— A quelque chose malheur est bon !... Le retour de Gabrielle va permettre de la conduire à Lucerne voir le Comte de Chambord !...

Car, j'ai oublié de le dire, j'étais à présent « Gabrielle » à la maison comme au Sacré-Cœur. Depuis six mois environ, pendant le dîner, seul moment où ma famille avait le loisir de

Copyright by Gyp. 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août, 1er septembre, 1er octobre.

me contempler à l'aise, j'étais harcelée d'observations et de remarques peu flatteuses pour mon physique.

— Tourne-toi un peu de profil! me disait ma mère, qui s'exclamait ensuite, d'un air navré : « Son nez allonge tous les jours! C'est épouvantable! »

— Regarde-moi un peu en face! disait Grand mère. C'est curieux... il me semble qu'autrefois tu avais les yeux plus grands!

Grand père lui-même constatait :

— Tu te tiens horriblement mal... c'est très vilain. Tu seras voûtée...

Enfin, un beau soir, on déclara :

— Il faut lui ôter définitivement son nom de Sibylle... Elle devient trop laide pour s'appeler comme ça. Maintenant surtout, c'est impossible!

Je demandai :

— Pourquoi : maintenant surtout?

— Parce que, avait expliqué brièvement ma mère, M. Octave Feuillet a écrit un roman qui s'appelle *Sibylle* et qui fait un bruit énorme... Maintenant, il faut être une très jolie femme pour porter un pareil nom... et ce ne sera pas ton cas.

Je n'avais pas protesté quant au changement, mais seulement quant au choix de Gabrielle que je trouvais laid pour une femme. J'avais demandé :

— Vous ne pourriez pas m'appeler plutôt Antoinette, qui est un de mes noms, alors que je ne m'appelle pas Gabrielle du tout?

Ma mère m'avait répondu :

— C'est le nom de l'orateur... et puis, tais-toi!... Ça ne te regarde pas!

« Ça ne te regarde pas!... » m'avait semblé excessif, mais je n'avais pas davantage insisté. En ce moment, je me sens les jambes fauchées par la déclaration de ma mère : me conduire à Lucerne voir le comte de Chambord!... Mais s'il allait, par malheur, me reconnaître!... et oublier qu'il ne devait pas m'avoir vue!... Pour ça, ça ne fait pas question qu'il l'oubliera!... Mais qu'est-ce que je dirai, Seigneur? Qu'est-ce qui va me tomber dessus?

Je songe en tremblant aux récriminations, aux scènes, à tout ce qui me bouleverse malgré moi. A la fin, je demande :

— Mais... Est-ce qu'on va le voir comme ça, sans invitation?

— On y va comme on veut... Mais nous sommes spécialement invitées! conclut ma mère avec fierté.

— Moi aussi?

— Toi aussi!... C'est incroyable! On dirait que ça ne te fait pas plaisir!..

— Ah! on peut l'dire, car c'est rudement vrai!

— Comment n'es-tu pas profondément honorée et reconnaissante d'une telle faveur?

— C'est quand qu'on irait là-bas?

— Il faudra partir samedi!

La date me rassérène et je dis, triomphante d'avoir trouvé un obstacle formel :

— J'ai pas d'robe!

— On va t'en faire une immédiatement...

— On va même t'en faire deux! déclare Grand mère.

Je demande encore, dans un dernier espoir :

— Comment? On y conduit des enfants, voir le comte de Chambord?

— Quand il daigne les inviter, ce qui est le cas... D'ailleurs, tu ne seras pas la seule...

Pendant les quelques jours qui précédèrent le départ, on m'essaya au moins six fois les horribles robes. Mlle Burguy, la petite ouvrière qui habillait mes cousines de Gonneville et moi, s'était vraiment surpassée. Jamais elle n'avait fait aussi laid.

Je vivais dans des transes depuis que le voyage était décidé. J'avais beau me dire qu'il y avait deux ans que j'étais allée à Frohsdorf avec mon père; que j'avais énormément grandi; que le comte de Chambord devait voir tant de gens qu'il ne pouvait pas se souvenir d'eux, je n'étais pas du tout rassurée. Pendant ces deux jours il m'avait vue plusieurs fois, il m'avait questionnée, il avait eu la bonté de s'occuper un peu de moi... Et puis M. de Damas!... Et je ne cessais pas de penser au quart d'heure qui suivrait la découverte par ma mère de ce que mon père avait appelé « le pèlerinage à Frohsdorf ».

Le coup d'œil lancé sur l'armoire à glace de Grand mère, au cours du dernier essayage, me rassura presque complètement. La grande petite fille, gauche et disgracieuse, avec des bras trop longs et des jambes trop maigres, que j'apercevais, ridiculement fagotée, en face de moi, ressemblait si peu au petit

Breton agile et râblé qui était allé à Frohsdorf, que le rapprochement était presque impossible. Restait le nom. Et puis cette invitation personnelle, disait ma mère...

Le comte de Chambord recevait à Lucerne dans le grand hôtel où il descendait au bord du lac, et où nous nous étions également logées.

Les Français qui venaient le voir étaient reçus par « fournées », comme disait élégamment le patron de l'hôtel. Nous étions de la première fournée. Il y avait un dîner et ensuite une réception qui commençait à neuf heures et finissait à onze. A la table d'hôte, ma mère avait trouvé deux ou trois personnes de connaissance, ou fait connaissance avec elles, je ne me souviens plus. Il y avait M. et Mme Hersart du Buron, des Bretons charmants. Elle, grande, brune, avec des yeux bleus, élégante et distinguée ; M. de Fontenay, attaché d'ambassade, je crois ; M. Horic de Beaucaire, Breton, vivant et gentil, et d'autres que j'oublie...

Dans l'escalier, j'avais aperçu la belle silhouette de M. de Damas, et l'idée m'était venue de courir après lui. Mais, en grandissant, je devenais beaucoup plus timide, et je n'avais pas osé.

Enfin, le terrible soir arriva. Je m'introduisis dans mon horrible robe. Elle était en tarlatane blanche, avec des petites pastilles noires collées, qui, au plus léger frottement, se détachaient avec une bonne volonté touchante. Si elles avaient pu se détacher toutes, la robe eût été un peu moins vilaine. Une ceinture bleue, en large ruban, était nouée derrière et les coques retombaient sur la jupe. Sur les toutes petites manches bleues un nœud de ruban plus étroit. Ces rubans se passaient habituellement entre l'étoffe et la peau, et se nouaient sur l'épaule, de façon à relever la manche en sabot. C'était gentil et gracieux. Mlle Burguay, à laquelle on avait probablement dit de mettre des nœuds, croyant qu'elle connaissait leur emploi, avait fait tout bonnement des petites manches ballons, sur lesquelles elle avait cousu un nœud tout fait, et mal fait; un nœud piteux, qui avait l'air malade.

Il me fut impossible d'empêcher ma mère de relever ma belle grosse natte et de l'arranger en « berceau » derrière la tête, puis d'y piquer un nœud bleu inutile qui avait l'air d'être tombé du ciel (mais celui-là, je m'arrangeai pour le perdre dans l'escalier).

Je déclarai, sans amertume :

— Je suis horrible, coiffée comme ça!...

Ma mère me répondit :

— Tu ne pouvais pas dîner chez le comte de Chambord avec une natte dans le dos!...

Avant le dîner avait lieu la présentation des convives. A six heures exactement, le comte de Chambord entra dans le salon, accompagné de sa sœur, la duchesse de Parme. Alors que lui était beau et décoratif, elle était laide. Mais, comme sa mère, elle avait « le charme ». Dès qu'elle parlait, ses yeux bleus brillaient, sa bouche souriait, toute sa figure, en quelque sorte écrasée, se redressait dans un mouvement joyeux. Cette masse de chair exhalait une intensité de vie énergique et agissante, qui entraînait dans son mouvement les récalcitrants et les déçus.

Au risque de provoquer de nouveau de respectables aigreurs, il me faut bien dire l'impression que je ressentis à Lucerne en voyant le comte de Chambord pour la seconde fois. A Frohsdorf, il m'était apparu dans son cadre accoutumé. Sauf à l'instant où il avait mélancoliquement parlé de l'avenir à M. de Damas, je l'avais vu simple, plutôt gai, lançant de sa belle voix sonore des phrases de bonne humeur qui restaient, il est vrai, sans écho. Visiblement, toute gaieté semblait intempestive à Mme la comtesse de Chambord.

Ici, dans ce quelconque salon d'hôtel, au milieu de ce silence respectueusement curieux, le Prince s'avançait d'un air ennuyé. La duchesse de Parme, qui roulait un peu en arrière de lui son corps disgracieux, trouvait, pour tous, un mot qui était aimable sans être banal. On sentait que, de toutes ses forces, elle voulait prolonger ce parti qu'elle sentait finir.

Au moment de la mort de mon père, le comte de Chambord avait envoyé à ma mère une grande gravure qui le représentait à vingt-cinq ans en habit et en pantalon clair, un portrait très Louis-Philippe, — que j'ai toujours. Il y avait écrit un mot bienveillant, et elle avait préparé une phrase pour lui rappeler cet envoi et l'en remercier de nouveau. Mais elle n'eut pas le loisir de la placer. Le Prince prononça quelques mots au vol desquels je saisis : « Enchanté... Mirabeau... bon sou-

venir... » et il allait passer, lorsqu'elle me poussa devant lui en disant :

— Sa fille... que le Roi a exprimé la volonté de connaître...

Le Prince me tendit la main et dit :

— Oui,... j'aimais bien Mirabeau...

Puis il reprit sa course, et je l'entendis complimenter le comte de Charette, superbe dans l'uniforme gris et argent des zouaves pontificaux, qui lui présentait sa fiancée, Antoinette de Fitz-James. Mlle de Fitz-James, habillée d'une triste robe grise, n'était pas jolie, mais elle avait un chic extrême et une distinction rare. Elle semblait, au premier abord, un peu effacée à côté de ce fiancé magnifique, mais, à la bien regarder, on apercevait son charme prenant, et c'était elle qui fixait les regards qu'il avait attirés.

Le comte Athanase de Charette ressemblait beaucoup au comte de Chambord, mais il avait vingt ans de moins que lui et il était grand et sec.

Ma mère ne m'avait pas trompée en me disant qu'il y aurait d'autres enfants. Il y avait effectivement deux petits Fitz-James qui dînèrent et un petit Breton, dont j'oublie le nom, qui vint le soir.

Cette attitude ennuyée du comte de Chambord a été, jadis, universellement constatée. On veut aujourd'hui créer autour de lui la légende du prétendant dévoré du désir de régner. Ceux qui l'ont connu vraiment savent qu'il n'était rien moins que cela.

Mais il était autre chose. Brave, honnête et droit, il avait conscience du rôle qu'il était obligé de tenir. Jamais il n'a songé à se dérober aux devoirs qu'il lui imposait.

Il a toujours répété : « Si on m'appelle, je viendrai ! »

Et le jour où on l'a appelé, il est venu, — comme il l'avait promis, — se jeter, tête baissée, dans une déplorable aventure. Car il est venu à Versailles à la suite d'une intrigue habilement ourdie. L'Assemblée d'alors, à demi renseignée, savait vaguement que le Prince ne « désirait » pas régner, et elle se flattait d'obtenir son désistement en faveur du comte de Paris.

L'intrigue n'avait échoué que grâce à la rencontre imprévue de deux honnêtes gens : le comte de Chambord, qui n'a pas voulu renier son drapeau, et le maréchal de Mac-Mahon qui a refusé de trahir son mandat.

Le dernier Bourbon semblait, physiquement, né pour la joie. Ses beaux yeus bleus, son teint clair, sa voix forte, sa vigoureuse lourdeur, tout le prédisposait à la santé et à la belle humeur. Sa vie fut écrasée par deux femmes, dans un étau de tristesse : son enfance, par la duchesse d'Angoulême, et sa jeunesse, par la comtesse de Chambord.

Mais tous ceux qui le connaissaient bien savaient que, malgré ses accès de découragement, il ne lâcherait jamais ses partisans. Il était prétendant malgré lui, mais il l'était sûrement et dignement.

Trois jours plus tard, nous débarquions à Rochat, — je ne trouve le nom nulle part, — une petite station au bord du lac de Constance, où l'on descendait pour aller à Wartegg, le château où la duchesse de Parme habitait avec ses fils. Les princesses étaient au Sacré-Cœur de Bregens (je ne trouve pas non plus l'orthographe de ce nom), en Tyrol, à l'extrême pointe du lac. En traversant en bateau cette pointe étroite, on était au couvent en quelques instants.

Les princesses, en vacances, étaient d'ailleurs au château.

A l'arrière du train, tandis que ma mère faisait charger les bagages, et que j'attendais contre la petite barrière de la gare, un dindon, auquel mes bas de fil rouge déplaisaient parce qu'il avait bon goût, m'enleva sans douceur un petit morceau du mollet. Ce n'était, au fond, pas grand chose, mais ça me fit terriblement mal, et c'est avec une figure décomposée que j'arrivai à Wartegg où tout le monde nous attendait devant le château, un grand château encore plus triste d'aspect que Frohsdorf, mais que l'on devinait, dès le premier accueil, être habité avec bonhomie et simplicité.

La duchesse de Parme avait assisté, à onze ans, à la Révolution de Juillet. Chassée de France, embarquée avec son grand père Charles X sur un bateau que l'on savait devoir être coulé à la moindre tentative royaliste, errante à la suite du vieux roi, mariée à un prince amorphe que son peuple avait assassiné dans des circonstances particulièrement répugnantes, elle avait traversé toutes ces catastrophes et tous ces malheurs avec une admirable énergie, sans que son magnifique équilibre en fût ébranlé.

Régente, elle avait sauvagement protesté au nom de son fils Robert, spolié par le traité de 1860.

Depuis deux ans, elle s'était retirée à Wartegg, pas très éloigné de l'Italie qu'elle regrettait d'abandonner, — et à portée de son frère qu'elle adorait. Elle y vivait bourgeoisement entre ses fils, leur gouverneur, le comte de Locmaria, vieux Breton profondément dévoué aux Bourbons, la comtesse Scotti, une des anciennes dames d'honneur de Parme, et son fils, le comte Scotti. Je ne sais pas si le jeune homme était de passage, pendant les vacances, ou s'il habitait toujours à Wartegg. Je l'y ai vu les deux étés que j'y suis allée.

Je n'ai jamais rencontré d'Italiens quelconques et incolores. Ceux que j'ai connus étaient ou très charmants ou ratés. Le comte Scotti n'était pas charmant. Il semblait taillé avec une serpe, et s'occupait sans relâche à rappliquer, sur une figure sans âge, le pince-nez qui passait sa vie à la quitter.

Le comte de Locmaria, au contraire, était jeune sous ses cheveux blancs. Il représentait assez exactement le type de ce qu'on appelle un bon vivant. Il avait de l'esprit, la voix claire et le geste précis.

La comtesse Scotti était une grande femme avec une dentelle sur la tête : c'est tout ce que je peux me rappeler d'elle.

La princesse Marguerite, l'aînée des quatre enfants, pas jolie mais blonde, d'un blond argenté, avec des yeux bleus et un teint charmant, avait beaucoup de bonté et de grâce. Elle épousa Don Carlos, duc de Madrid, prétendant au trône d'Espagne.

Le duc Robert de Parme, né en 1848, paraissait sérieux et triste. Il se souvenait, paraît-il, du mouvement populaire au cours duquel son père avait été assassiné. Comme la princesse Marguerite, il ressemblait à sa mère, laquelle ressemblait, en laid, à la duchesse de Berry. Sa figure s'éclairait rarement. Il travaillait beaucoup avec M. de Locmaria que son frère, le comte de Bardi, s'appliquait surtout à taquiner.

La princesse Alix, — que le Gotha persiste à appeler Alice, — était exactement de mon âge. Jolie, vivante, pleine d'esprit et de gaîté, indisciplinée, primesautière, divertissante, elle était, avec son dernier frère, la joie de la maison. Elle se maria, très jeune, à un archiduc d'Autriche et fut la mère de la jolie reine Louise de Saxe.

Le comte de Bardi, plus jeune que sa sœur de deux ans, la

dépassait de la tête. Vif, remuant, drôle, cocasse, joyeux, délicieusement imprévu, craquant de sève et de belle humeur, et, comme sa mère, Français jusqu'au bout des ongles, il était le type achevé de ce qu'on appelait alors le « titi » parisien.

Il déconcertait le bon monsieur de Locmaria, qui l'adorait et craignait de lui enlever de sa saveur, et, d'autre part, jugeait que parfois il allait un peu fort. Je vois encore sa consternation, parce qu'en jouant son élève m'avait donné un magistral coup de poing sur la figure :

— Enfin, Monseigneur, répétait-il, désolé, ce ne sont pas des manières pour un prince!

— Je ne lui ai pas fait mal, affirmait le comte de Bardi... Elle est pas fâchée!

Comme je ne répondais pas assez vite, il se jeta sur moi et me secoua en demandant :

— Dis qu't'es pas fâchée!... Dis-le!

Il parlait comme moi en supprimant la moitié des mots. M. de Locmaria, d'abord sidéré, se tourna vers le duc Robert :

— Monseigneur!... vous avez entendu!... Le prince a tutoyé la petite de Mirabeau!... Mais c'est inouï!... Mais comment une pareille idée peut-elle lui être venue?...

— Ça n'est pas un bien grand crime, dit le duc Robert. Voyons, Bardi, fais des excuses...

Et il acheva en souriant de son triste sourire fermé :

— Et faites-en aussi, monsieur de Locmaria, car, dans votre émoi, vous avez dit : « la petite de Mirabeau », et ça n'est pas très correct non plus...

La duchesse de Parme avait fait élever, au Sacré-Cœur de Bregens, une orpheline beaucoup plus âgée que ses filles, dont les parents avaient péri à la révolution de Parme. Elle avait terminé son éducation et restait au couvent, en attendant un mariage incertain.

Un soir, on alla la chercher en bateau pour dîner au château, et j'ai le souvenir de la merveilleuse apparition que fut cette jeune fille en robe blanche, debout dans une barque. Elle était d'une rare beauté, qui est d'ailleurs devenue célèbre quand elle eut épousé un Français. Le soir, la duchesse dit à ma mère devant moi :

— Je suis navrée de voir cette petite encore enfermée au couvent à vingt et un ans...

— Pourquoi, demanda ma mère, votre Altesse royale ne la prend-elle pas à Wartegg?

— Parce qu'elle est trop jolie!

— C'est vrai! J'oubliais le comte Scotti...

— Scotti! s'écria en riant la duchesse, ce n'est pas à cause de Scotti que je ne la prends pas... c'est à cause de Locmaria... Des deux, c'est Locmaria qui est le jeune homme...

Je passai, avec les princesses et le comte de Bardi, trois jours charmants à Wartegg. Mais, hors de France, j'avais déjà le cafard, et je fus ravie de revenir à Nancy.

Une nouvelle imprévue m'attendait au débotté.

— Mon petit Minon, me dit Grand père, tu vas rentrer au Sacré-Cœur.

— Patatras!

— Pourquoi dis-tu « patatras »? Est-ce que ça te contrarie?

— Oh!... pas du tout!... mais ça m'étonne!... car enfin, il n'y a rien de changé...

— Si... la retraite n'a pas eu lieu... Alors, ces dames ont dit que tu t'étais soumise... Si on te parle de quelque chose, tu ne les démentiras pas...

— On ne me parlera de rien, d'abord pac'qu'y a pas d'conversations particulières, comme disent les dames... ensuite pac'que personne pense déjà plus à ça...

Comme je le prévoyais, on ne me questionna pas. Anna de Kerstrat me dit simplement :

— Alors, on t'a pardonné?

Et Mme Grandjean m'accueillit par un : « J'espère que vous êtes tout à fait bien maintenant?... » qui faisait supposer qu'une quelconque maladie m'avait éloignée du Sacré-Cœur pendant ces trois semaines.

Et la moitié de l'année s'écoula, paisible et monotone. L'arrivée des fameux bulletins trimestriels ne provoquait plus d'orages, parce que les très mauvaises notes étaient un peu atténuées par des « à-côté » que ces dames, plutôt conciliantes, s'appliquaient à utiliser. C'est ainsi que l'*orthographe* m'évitait le « mal » certain en *grammaire*, et que le *solfège* faisait, dans une certaine mesure, pardonner la mauvaise

volonté pour le *piano*. Le *maintien* redressait un peu la *conduite* et, à l'article *mémoire*, la géographie ignorée se trouvait noyée dans le reste. Seule, l'*arithmétique* naviguait entre ces trois notes : « Nulle, mauvaise », ou « ne sait pas encore faire la division ».

Avec les dames, cela marchait à merveille depuis que je n'avais plus affaire directement à Mme de Curel et à Mme de Dion.

Je n'avais « d'histoires » qu'avec l'affreuse mademoiselle Marie de l'omnibus, mais, par exemple, ou le matin ou le soir, il y avait au moins un incident chaque jour.

A peine étions-nous dans l'omnibus, Mlle Marie me harcelait d'observations qu'elle ne faisait pas aux autres : « Gabrielle, décroisez vos jambes! »... « Gabrielle, fermez votre carreau ! » « Gabrielle, vous vous amusez à agiter la paille pour faire de la poussière. » (L'hiver on nous faisait une litière de paille.) « Gabrielle, vous accaparez la brique ! » (La brique, c'était une des briques chaudes que l'on mettait dans l'omnibus aux jours de très grand froid.) Or j'avais des moufles et de grosses guêtres de laine, et jamais je ne prenais la brique un seul instant.

A moins d'être totalement aplatie par une trop grande chaleur ou un trop grand froid, je relevais, — et comment ! — les observations intempestives de la vieille demoiselle. Elle ignorait le sens de beaucoup de mots français, ce qui paralysait un peu ses ripostes. Alors, à ceux-là j'avais imaginé d'ajouter tout ce que je savais de locutions lorraines, ou d'argot de la fin du second Empire. Les discussions étaient parfois d'une telle violence que Jacques, notre cocher, se retournait et croyait devoir taper au carreau pour pacifier les choses.

— Oui !... — me criait, violette de colère, en brandissant son parapluie, Mlle Marie, qui ressemblait à une mouche plate, — oui, j'avertirai Mme Garabis... Je lui répéterai toutes vos insolences, toutes !

Alors, je lui répondais, si vite qu'elle n'eût pas compris, même si j'avais parlé français :

— C'est ça, mademoiselle, répétez-lui avec vot' voix *pincharde*, et sans *marcher dedans*, qu' vous faites tout l' temps des *atis*, au lieu d' vous contenter d' *piquer vot' romance* comme dans l' temps... et qu'vous êtes *pente* et *hail-*

lante, et tout l' tremblement !... Oh ! vous pouvez taquiner vot' *landau à baleines* (1)...

Et, du marchepied où je restais un instant perchée, je lui recommandais encore :

— Surtout, répétez bien tout ! N'étouffez rien !...

Mlle Marie, qui n'était pas Lorraine et n'avait pas de petit cousin ni d'amis au lycée, et qui ne comprenait pas un mot, ouvrait en rond ses yeux sans couleur, et bégayait la phrase mystérieuse et jamais suivie d'aucune sanction : « Je vous marque. »

Au printemps, je rentrai, un soir, rouge et hargneuse. Grand père me demanda :

— Tu t'es encore disputée dans l'omnibus ?

Je dis non. Et, en effet, le retour avait, par hasard, été très calme. Je ne dînai pas. Après une mauvaise nuit, je partis pour le Sacré-Cœur, malgré l'insistance de Grand père, qui voulait me faire rester à la maison.

Toute la matinée, je me traînai comme une limace et cette allure inaccoutumée surprit Mme Grandjean. Elle me prit la main et me trouva de la fièvre, me regarda les yeux et m'envoya à l'infirmerie avec un livre. Vers trois heures, on vint me dire de mettre mon chapeau et de me rendre au salon où ma mère m'attendait. Elle me dit :

— Ces dames croient que tu as la fièvre scarlatine. Tu vas te coucher en rentrant et le docteur viendra à cinq heures après sa consultation.

Elle me fit monter dans un fiacre en me portant presque ; la tête me tournait, je souffrais beaucoup.

Quand je fus couchée, je me sentis mieux et je crus que c'était fini. Mais le docteur annonça que le pronostic de Mme Grandjean était exact. C'était la fièvre scarlatine, et comme je la promenais depuis quarante-huit heures, elle sortait mal. Ce n'était plus le docteur de Schaken qui me soignait, il ne faisait plus guère de clientèle ; c'était un jeune médecin, chirur-

(1) *Pincharde :* criarde, insupportable (locution lorraine). — *Marcher dedans :* s'embrouiller (argot). — *Atis :* équivalent de giries (locution lorraine). — *Piquer une romance :* dormir en ronflant (argot). — *Pente :* vilaine, laide (locution lorriane). — *Haillante :* harcelante, tracassière (locution lorraine). — *Landau à baleines :* parapluie (argot).

gien surtout, élève de Nélaton, le docteur Émile Parisot. Le lendemain, j'étais malade, et les jours qui suivirent ont disparu de ma mémoire. Je me souviens seulement d'un réveil affreux, d'étouffements, d'une opération, d'un tube planté dans le cou... puis d'une interminable convalescence. Après deux mois et demi, je fus enfin d'aplomb. J'avais grandi énormément, je ne me reconnaissais pas en me regardant dans la glace, d'autant plus que je conservais au cou une cicatrice placée juste sur un muscle et qui se voyait beaucoup.

Pendant que j'étais malade, ma tante Mathilde de Gonneville et la petite Hélène, la troisième de ses filles, étaient mortes. J'aimais beaucoup Mathilde, — que j'appelais Mathilde comme j'appelais son mari Aymar. C'était une douce femme qui avait des cheveux et des yeux magnifiques. Elle était la bonté même et ne vivait que pour ses enfants. Je connaissais peu la petite Hélène, une délicieuse petite fille blonde et fine, beaucoup plus jeune que moi.

Mon oncle restait seul avec sa mère et ses cinq enfants.

Ma grand tante de Gonneville ne pouvait lui être d'aucune utilité. Elle adorait ses petits-enfants, mais la phobie de la poussière empoisonnait sa vie et la rendait incapable de l'intéresser matériellement à autre chose qu'à cette ennemie. Ce fut Marguerite qui prit la direction de tout. Deux des garçons, Pierre et Félix, étaient externes à l'école Saint-Philibert, rue de la Pépinière, et le petit Aymar n'avait que cinq ans. Geneviève, d'un an plus jeune que moi, était seule et désemparée. Je ne devais pas travailler pendant six mois au moins. Il fut entendu que nous passerions ensemble presque tous les après-midi. Alors une vie merveilleuse commença. Ou j'allais rue de Guise, chez les Gonneville, ou Geneviève venait à la maison. A cinq heures, nous allions faire des courses avec la tante Joséphine, providence des magasins de Nancy qu'elle visitait chaque jour. C'était l'heure animée de la ville, l'heure élégante de la rue des Dominicains. Geneviève, très blonde, plus grande que moi, avec un teint éblouissant et des yeux superbes, était très regardée. A ce moment-là, l'Impératrice venait d'arborer les robes courtes. Comme elles demandaient moins d'étoffe et qu'elles ne se salissaient pas, toutes les femmes les avaient adoptées. Alors il n'y avait plus aucune différence de costume entre les petites filles comme nous et les vraies jeunes filles. On conser-

vait les robes longues le soir. Seulement, pour celles qui n'avaient pas été refaites à la mode, il y avait ce que l'on appelait « les tirettes, » c'est-à-dire des ganses cousues en dessous, au bas de la jupe, et réunies de chaque côté, en faisceau terminé par un bouton qui sortait à la ceinture. On tirait sur ces boutons et la robe se relevait en baldaquin sur le jupon tendu sur la cage, jupon que l'on faisait élégant... de l'élégance de ce temps-là. C'était purement hideux, et celles qui avaient des robes réellement courtes, ce qui était notre cas, éclipsaient les autres sur toute la ligne.

Geneviève suivait depuis quelque temps le catéchisme et devait faire au mois de juin sa première communion à Saint-Epvre. Il fut entendu que nous la ferions ensemble. J'avais été préparée au Sacré-Cœur et l'abbé Trouillet, curé de Saint-Epvre, me dispensa des mois de catéchisme exigés.

J'étais religieuse plutôt que pieuse : j'avais une foi inébranlable, la conviction absolue que ma religion était la meilleure et la résolution formelle de ne jamais la fronder. J'étais catholique comme j'étais Française, passionnément et immuablement. Le soir, en me couchant, je m'interrogeai sur mon état d'âme, si le mot n'est pas bien gros pour une enfant de quatorze ans. J'étais tranquille et satisfaite, comme on l'est d'un devoir consciencieusement accompli.

La veille, une phrase, dite trois ans plus tôt par l'oncle Adolphe, m'était revenue à l'esprit. Pour ma fête, qui était en même temps mon anniversaire (on me fêtait le 15 août à Marie, un de mes noms, parce qu'il n'y avait ni sainte Sibylle ni sainte Gabrielle), l'oncle m'avait donné une jolie petite montre en or avec mon chiffre. Et comme Grand mère voulait me l'enlever, sous prétexte qu'entre mes mains elle allait être « confondue » et qu'on me la rendrait le jour de ma première communion, l'oncle Adolphe avait dit, sec et péremptoire, en blaguant une formule qui l'agaçait prodigieusement :

— « Confondue » ou pas, je te prie de lui rendre immédiatement sa montre, attendu que je la lui ai donnée précisément pour que le jour de sa première communion ne soit pas pour elle, comme il l'a été pour moi, « le jour où elle aura eu une montre »...

Et le lendemain, effectivement, quand j'avais joyeusement sorti ma montre, dans l'omnibus d'abord, et au petit pensionnat

ensuite, j'avais été accueillie par cette phrase, répétée avec diverses variantes :

— Vous en avez de la veine!... Moi je n'aurai une montre que le jour de ma première communion !

Je me souviens aussi qu'au moment de m'habiller, la seule vue de mon bonnet avait provoqué mon indignation. Je savais bien que l'évêque exigeait le bonnet, mais il n'exigeait pas que ce bonnet fût un monument d'horreur. Celui que Grand mère m'avait fait faire dépassait tout ce que l'on peut imaginer. Entouré d'une énorme ruche qui s'élevait en diadème, il s'attachait sous le menton par des brides larges de mousseline raide comme du carton. Et ma robe et mon voile aussi semblaient taillés dans du carton, de même que mes gants qui me faisaient penser à ceux du brigadier de gendarmerie, un Normand de Caen, qui venait à la maison voir Grand père.

Jamais je n'avais eu encore de robe touchant la terre. La jupe de la danseuse espagnole n'allait qu'à la cheville et elle s'écartait et voltigeait en dansant. Celle-ci, grâce à Mgr Lavigerie qui avait eu le bon goût de proscrire les cages, tombait droite le long des jambes et rentrait légèrement du bas, de sorte que je me flanquai par terre dans la cour extérieure où l'herbe poussait entre les pavés moussus. Je me relevai les genoux raidis et ma manche droite, déchirée au coude, laissait voir une petite écorchure qui saignait un peu. Heureusement nous étions si serrées, Grand mère, ma mère et moi, dans le fiacre, qu'elles ne s'aperçurent de rien.

Pendant la cérémonie, il n'y eut aucun accroc. De temps à autre, je me retournais pour apercevoir les bons yeux et les grosses moustaches de Grand père. Ce jour-là aussi il est resté, malgré tout, au premier plan.

J'avais constaté avec joie que Geneviève n'était pas fagotée comme moi. Son bonnet ne ressemblait pas, comme le mien, à celui de la cuisinière, et il n'avait pas de brides; sa robe était souple et son voile léger. Je la trouvai très jolie. Elle avait l'air d'une mariée. Nous étions les deux plus grandes, et moi la plus âgée du troupeau.

Pendant les vêpres, la première communiante placée derrière moi, mit le feu à mon voile avec son cierge. On se précipita sur moi, on me bouchonna avec violence. J'essayai

sournoisement, dans la bagarre, d'arracher mon bonnet, mais on eût dit qu'il était cloué.

Enfin, le soir, tombant de sommeil, je répondis : « Oui, madame » à l'abbé Conard qui dînait avec les Roquefeuil à la maison.

Nous fûmes, peu après, confirmées à la cathédrale par Mgr Lavigerie, qui me parut magnifique sous ses ornements blancs. On choisit un nom nouveau pour cette cérémonie; j'avais choisi : Thérèse.

Et puis, la vie recommença. Quelques leçons le matin et, dans l'après-midi, les longues séances dans ma chambre avec Geneviève ou chez elle. A cinq heures, la balade habituelle à travers les rues et dans les magasins avec la tante Joséphine. Geneviève embellissait à vue d'œil et on la regardait beaucoup.

Les jours où elle venait à la maison, nous étions seules et bien tranquilles; personne ne venait nous troubler. Alors nous jouions à « faire des farces ».

Les deux fenêtres de ma chambre étaient au deuxième étage, sur la place Carrière.

Parfois nous enveloppions des cailloux, ou un bouchon ou deux sous, dans une jolie boîte entourée de papier de soie et nouée d'une faveur rose ou bleue, et nous la laissions tomber sur le trottoir. Bien qu'il passât très peu de monde, surtout l'été, sur ce trottoir en plein soleil, le lancement était assez difficile. Il fallait s'assurer que personne n'arrivait qui fût encore assez près pour voir tomber le petit paquet. Toujours, — cela ne variait jamais, — la personne ramassait le paquet, regardait à droite, à gauche, de tous les côtés, puis finissait par le glisser sournoisement dans sa poche sans l'ouvrir.

Un jour, au moment où Geneviève venait de lancer un paquet ravissant sur le trottoir absolument désert, nous aperçûmes un grand monsieur vêtu de noir qui sortait du Palais de justice et venait dans la direction de la maison. Quand il se fut un peu rapproché, je dis à Geneviève :

— C'est le premier Président!... Alors, lui, il va sûrement ouvrir le paquet!

— Oh!... sûrement!... appuya Geneviève.

Mais notre attente fut déçue. Arrivé à la hauteur du petit paquet, le premier Président se baissa un peu péniblement, le

ramassa, regarda furtivement autour de lui, et le glissa vivement dans sa poche... comme les autres.

Un jour de pluie, l'idée nous était venue de reprendre, en le modifiant un peu, le jeu de la gouttière qui nous avait tant amusées autrefois, Jeanne Ambert et moi.

Nous attendions les passants, en ayant chacune un verre d'eau à la main. Au moment où ils arrivaient sous la fenêtre, nous lancions un des verres sur leur parapluie. L'eau s'y écrasait avec fracas. Ici, comme pour les petits paquets ramassés, le geste était toujours le même : le porteur du parapluie touché s'arrêtait court, renversait en arrière son parapluie et levait la tête pour voir d'où venait l'eau. Alors, au moment où il nous offrait sa figure à découvert, nous envoyions le deuxième verre d'eau. Jusqu'ici, ça avait marché sans accroc, mais je pensais qu'il était impossible que nous ne nous fissions pas pincer à un moment donné, et je le disais à Geneviève. Mais ça l'amusait tellement que, quoiqu'elle fût inquiète elle aussi, elle suppliait toujours, en louchant sur le parapluie qui s'avançait confiant :

— Plus que celui-là, c'est si amusant !...

Et, ça a l'air idiot, mais c'était en effet très amusant, et je comprenais les regrets de Geneviève.

Par un magnifique après-midi du mois d'août, nous étions en train de goûter en regardant cuire au soleil les tilleuls de la place Carrière. Il ne passait guère que des ouvriers ou des gens obligés de circuler par cette affreuse chaleur. Pourtant, une dame apparut tout à coup, qui devait sortir d'une maison de la place. Elle s'avançait lentement, la tête cachée sous une superbe ombrelle de moire mauve. On n'apercevait d'elle qu'une robe de soie grise qui paraissait élégante, et couvrait la moitié du trottoir. L'ombrelle, tendue à craquer, miroitait sous le soleil. Qu'est-ce qui se passa dans l'esprit de Geneviève ?... Cette surface tentante qui lui rappelait le jeu favori l'attira magnétiquement; elle perdit la tête et, sans que je pusse l'arrêter à temps, elle versa avec une admirable précision, sur l'ombrelle mauve, le verre d'eau de seltz qu'elle allait boire. On entendit un bruit sourd, et la dame poussa une sorte de cri. Nous nous étions rejetées brusquement en arrière.

Au bout de quelques secondes, Geneviève me dit :

— Regarde ce qu'elle fait... Moi, je n'ose pas...

J'avançai ma tête avec précaution et je dis :

— Je ne la vois pas...

— Comment !... mais elle n'a pas eu le temps de s'en aller !

— Regarde toi-même... Il n'y a personne !

— C'est vrai !... dit Geneviève consternée, il n'y a personne !... Il faut qu'elle ait tourné sous la voûte...

Elle était allée s'asseoir sur mon lit, et répétait :

— Mon Dieu !... Mon Dieu !

Cinq minutes plus tard, Grand père entrait et disait de sa voix sévère des mauvais jours :

— Mme de Comeau est chez ta grand mère qui est en train de l'essuyer... Vous allez descendre toutes les deux lui faire des excuses...

Mme de Comeau était la belle-mère de M. Mézières, un ami qu'on aimait beaucoup à la maison. Grand père ajouta, tandis que nous le suivions sans rien dire :

— Et tu viens d'avoir quatorze ans !... C'est une honte !

A partir de ce jour, il ne me fut plus permis de rester dans ma chambre avec Geneviève ; on nous relégua dans la salle à manger ou dans l'ancienne chambre de Mlle Rosalie, mon institutrice, qui était au troisième étage, dans la cour intérieure de la maison.

Je m'étais plainte d'être « fagotée » et ce reproche était allé au cœur à Grand mère qui m'avait dit, après avoir conféré avec Grand père, ma mère et même l'oncle Adolphe :

— Puisque nous n'arrivons pas à te satisfaire et que tu dis que, si tu faisais tes robes toi-même, tu serais mieux habillée, tu vas avoir quatre cents francs par an pour ta toilette, et tu t'arrangeras comme tu voudras...

Et j'étais ravie !... Geneviève avait demandé à son père d'être mise au même régime que moi, et Marguerite s'était chargée d'arranger les choses.

Alors nous avions, avec l'aide de la repasseuse qui venait en journées à la maison, déniché une vieille ouvrière, habilleuse au théâtre, qu'on appelait la mère Jacquel et qui travaillait avec goût. Et comme, au cours des « commissions » de tous les jours, tante Joséphine nous accablait de cadeaux, d'étoffes, de rubans, et de tout ce que nous voulions, il ne nous restait guère à payer que les journées de l'ouvrière, nos

chaussures et nos gants, le linge n'étant pas compris dans la pension.

Au bout d'un mois nous étions transformées, et la famille elle-même reconnut de bonne grâce cette transformation.

J'avais découvert, en faisant des courses avec Nicolas, un cordonnier très chic qui s'appelait Léon et qui demeurait rue Saint-Georges, et une marchande de gants épatante, Mme Coblenz, rue des Dominicains. Léon m'avait fait des petites bottes délicieuses à très hauts talons Louis XVI, en chevreau et vernis, lacées sur le dessus, qui montaient au milieu du mollet. Et Mme Coblenz avait consenti à « réaliser » mon rêve : des gants de Suède beige clair, *sans boutons* (chose alors inconnue). La petite lucarne de peau des gants à boutons m'avait toujours fait horreur.

Mme Coblenz, une belle juive brune, m'avait d'abord dit :

— Ça sera très laid et vous ne pourrez pas entrer dedans...

Ensuite, elle avait trouvé que c'était très joli, et elle m'avait raconté qu'elle faisait d'autres gants sans boutons pour des dames, entre autres pour Mme Godchaux, qui était la femme la plus élégante du monde financier de Nancy.

La tante Joséphine passait sa vie à chasser la poussière qu'elle croyait voir dans l'appartement merveilleusement bien tenu qu'elle occupait dans la maison de son fils. Quand sa femme de chambre avait fait le ménage, la tante le recommençait, et cela durait de dix heures du matin à quatre heures et demie du soir, heure à laquelle elle s'habillait pour sortir avec nous, tous les jours, sauf le samedi, où elle refaisait « à fond » son appartement et ne sortait pas du tout.

Et, ce jour-là, Grand mère m'envoyait généralement faire des courses pour la maison avec Nicolas.

Un samedi, au moment où j'allais partir et où Grand mère m'expliquait la liste de commissions, je m'aperçus dans son armoire à glace, et je me trouvai quelque chose de plus pimpant, de plus habillé, de plus « dame » qu'à l'ordinaire.

Il faisait très chaud. J'avais une petite robe à deux jupes, en mousseline à larges raies vert-pâle et blanches. Chaque jupe était bordée d'un ruban vert posé à « plat » qui ondulait joliment. Mon chapeau de grosse paille était entouré de coucous. Mes petites bottes brillaient comme des miroirs et mes gants, qui rejoignaient les manches terminées au coude, faisaient sur

les poignets les plis souples que j'aimais tant. Et, en me regardant, je pensai :

— Si j'avais une ombrelle, j'aurais tout à fait l'air d'une dame !...

Puis, inconsciemment, j'évoquai l'idée de dames que je rencontrais à Nancy et dont personne à la maison, ni chez les Gonneville, ni chez les Roquefeuil, ne savait les noms, et aussi des dames qui avaient acclamé l'oncle Édouard au café des Champs-Élysées.

Comme je disais adieu à Grand père qui lisait ses journaux, il me regarda attentivement et déclara :

— C'est étonnant ce que tu changes, toi !...

— J'étais en train de me le dire !... appuya Grand mère.

Dans l'escalier, je rencontrai l'oncle Adolphe qui rentrait. Il me toisa, et dit simplement, d'un air goguenard :

— Mâtin !...

Tandis que Nicolas qui m'attendait, en livrée d'été de coutil rayé blanc et bleu, avec sa grande casquette galonnée et son panier à la main, me disait d'un air de blâme :

— Si c'est pas malh'reux qu' Mad'moiselle mette un' si belle *rope* et un si beau chapeau pour trôler dans les boutiques !...

Or, comme la robe avait coûté un franc cinquante le mètre, et le paillasson du chapeau cinq francs, cette observation me surprit.

Dans la rue, en m'apercevant dans les glaces des magasins, je pensai : « Positivement je ressemble un peu à ce que l'oncle Édouard appelle des moitiés de dames !... » (l'oncle avait dit des « demi-dames », mais je n'y regardais pas de si près).

En faisant mes courses, je rencontrai M. René de Goussaincourt, M. Henri d'Hennezel et Xavier d'Offelize, qui me firent de beaux saluts sérieux, comme à une dame, au lieu de me dire le petit bonjour amical accoutumé.

Je continuais à me regarder passer dans les glaces. Nicolas marchait, comme toujours, à deux pas derrière moi et j'avais l'air d'être toute seule ; ça m'amusait beaucoup.

Vers six heures, les courses terminées, je traversais la place Stanislas pour rentrer, quand je fus abordée par un officier de hussards. Il n'y avait pas, à ce moment-là, de hussards en garnison à Nancy.

Il me barra à demi le chemin, me fit un joli salut plein

de désinvolture, et me dit, en souriant de toutes ses dents :

— Mademoiselle, voulez-vous me faire le plaisir de dîner avec moi chez Beaudot?

Beaudot, c'était le café chic de la place Stanislas, à la terrasse duquel j'apercevais, pour l'instant, des officiers et des gens de connaissance.

Surprise par cette invitation inattendue, intimidée aussi, je bafouillai bêtement :

— Mais, monsieur, je ne vous connais pas!

Il me répondit en riant :

— Justement, nous ferons connaissance...

Nicolas, qui m'avait rejointe, me dit avec autorité :

— Que mademoiselle se dépêche un peu d'rentrer, vu qu'nous sommes en retard!

Tandis que, du café, M. Dessans, un inspecteur du chemin de fer, Xavier d'Hoffelize, et M. du Dezerseul, un officier de nos amis, se précipitaient sur le hussard qui semblait embêté.

En rentrant, je dis à Grand père :

— C'est cocasse, il y a un officier que je ne connais pas... un hussard chocolat et argent...

Grand père interrompit :

— Chamborant... le septième!

— ... Qui vient de m'inviter, sur la place Stanislas, à dîner chez Beaudot... Qu'est-ce que vous dites de ça?

— Je dis, répondit Grand père après un instant de réflexion, que tu ne sortiras plus avec Nicolas... Tu n'es plus une petite fille!...

GYP.

HISTOIRE D'UN HISTORIEN

AMÉDÉE THIERRY

1797-1873

I

LA JEUNESSE

Pour bien raconter la vie des peuples
il faut les avoir gouvernés.
MACAULAY.

L'ARRIVÉE DE LA DILIGENCE

.... La lourde voiture des Messageries s'engagea dans le quartier des Halles. Elle évita le fouillis des auvents et des parasols rouges qui abritaient durant « les feux du jour » ces dames du *Marché des Prouvaires*, longea le chevet de l'église Saint-Eustache et pénétra dans la rue Montmartre.

Le soir tombait, un soir blafard d'octobre. Au long des trottoirs sans dallage, les lanternes à potence s'allumaient déjà, piquant la ténèbre envahissante de leurs fumeuses clartés. Sur la déclive et boueuse chaussée que creusait en son milieu la cavée du ruisseau, la monumentale diligence roulait, tanguait, zigzaguait, esquivant les boute-roues, éclaboussant les piétons. Six chevaux, haridelles attelées au dernier relai, la traînaient à grand peine. Coiffé du chapeau à ganses, vêtu d'une *lisette* galonnée, culotté de chamois et chaussé de bottes à chaudron, un « gars de véloze » la conduisait en poste. Il faisait claquer son fouet à longue lanière, tandis que là-haut,

juché sur l'impériale, le conducteur soufflait de la trompette pour annoncer sa venue.

Cette voiture arrivait de Bordeaux. Cinq jours durant, elle avait labouré les ornières de la route royale n° 10, un long ruban de queue, courant à travers les pamperaies charentaises, les closeries poitevines, les prairies tourangelles.

Toujours pénible un pareil trajet, parfois même dangereux, avec ses odieuses couchées en d'immondes auberges : départ dès quatre heures du matin, entassement des voyageurs dans les flancs de la grinçante machine, cahots du véhicule suspendu sur des cordes, quarante-trois relais avec attelage de bœufs sur les côtes et les raidillons, pourboire exigé à chaque maison de poste, sans compter l'inspection du gendarme, l'examen répété des passeports. Des « yeux d'Argus » chez tous ces gendarmes... La plupart, il est vrai, ne savaient pas lire!

Ainsi voyageait-on encore en cet an de grâce 1816.

Mais à présent, finies toutes ces misères! « Salut, salut, gentil Paris! » La diligence accomplissait sa dernière étape. Dans les rumeurs de la cité bourdonnaute, elle dépassa tour à tour Sainte-Jussienne, l'amoureuse galerie du Saumon, le restaurant Lacaille, traiteur à rendez-vous galants, et, tournant à gauche, s'engouffra dans la cour Saint-Pierre, près de la rue Joquelet. On était arrivé.

Prestement descendu de l'encombrante guimbarde, son modeste bagage à la main, redressant sa petite taille et clignant ses yeux myopes, un jeune homme d'environ vingt ans, au masque volontaire, s'efforçait de distinguer dans la foule le visage qu'il attendait. Un sourire éclaira soudain ses traits accentués. Il avait aperçu celui qu'il-cherchait. D'un bond, il fut à ses côtés. Augustin et Amédée Thierry s'étreignirent : ils ne s'étaient pas revus depuis 1813.

UN BAPTÊME AU TEMPS DE BARRAS

De deux ans plus jeune que son aîné, le second fils de Jacques Thierry et de Catherine Leroux était venu au monde à Blois, le 2 août 1797 (15 thermidor, an V).

Sa mère n'avait point rêvé, comme celle de Virgile, qu'elle allait enfanter un rameau de laurier. Rien n'annonçait la brillante destinée qu'il devait accomplir.

La Révolution avait relativement épargné la cité des Valois. Chabot excepté, qui accomplit ici un terrible exploit, les terroristes n'avaient point trop odieusement exercé leur homicide tyrannie. Le drame de haine et de sang s'était arrêté au seuil de ce charmant pays.

A présent, malgré le déficit, la chute des assignats, la faillite imminente, la misère générale, on respirait enfin. Cependant le Directoire n'osait point toucher à la constitution civile du clergé : le culte demeurait proscrit, les églises fermées. Comme aux pires jours de 93, les « bons prêtres » étaient réduits à se cacher; les autres, les « intrus », les « renégats » pouvaient seuls célébrer leurs cérémonies sacrilèges. Et les âmes pieuses se courrouçaient. D'affligeants spectacles scandalisaient leur foi. Hier, ç'avait été l'installation brutale de l'évêque *sans culotte* Grégoire, le « curé schismatique » d'Embermesnil; le palais épiscopal emporté d'assaut, la cathédrale envahie, souillée par la canaille, « l'égout des cloîtres et du sanctuaire » (1), et le véritable pasteur du diocèse, Mgr de Lauzières de Thémines, contraint à s'enfuir comme un criminel. Aujourd'hui, c'était peut-être plus lamentable encore. Laréveillère-Lépeaux n'a-t-il point imaginé d'établir le culte des *Théophilanthropes*, une ridicule macédoine du *Vicaire savoyard* et de l'*Être suprême* ? Ces nouveaux amis de Dieu et des hommes prétendent imposer leurs parodies blasphématoires. Ils osent réclamer l'église Saint-Laumer pour y transporter leur temple scélérat!

Blois, ancienne station néolithique, puis *oppidum* gaulois, avant d'être ville de couvents et de cloîtres, abonde en cachettes profondes, en cavernes-refuges, où s'enfouissaient, aux jours de péril, ses habitants avec leurs provisions. Dénoncés, traqués, persécutés, les catholiques pourchassés usèrent de l'arme éternelle des faibles : la ruse.

8, rue Pierre de Blois, au tiers à peu près de la montée raboteuse qui escalade la vieille ville, sous une antique demeure dont les fenêtres à meneaux et l'échauguette en saillie contemplent aujourd'hui l'affairement des touristes, se creuse et s'infléchit, en multiples détours, un étroit tunnel aboutissant en direction du *Reménier* à une vaste salle souterraine. Les

(1) Lettre pastorale de Mgr de Thémines, 25 juin 1791.

traditions locales rapportent qu'elle se continuait jadis par une autre galerie forée dans le tuf, se prolongeant sous le coteau, vers l'ancien prieuré de Saint-Jean-en-Grève : la ligne de retraite après le chemin d'accès. Fut-il vraiment, comme on l'a soutenu, cet antre catachtonien, le mystérieux et sûr asile où se blottissaient les *Blesinses* au temps de l'invasion romaine? Ce n'est pas impossible. César a signalé l'énigmatique facilité des Gaulois à disparaître lorsqu'ils n'étaient pas de force à se défendre. En tout cas, durant la Révolution, cette catacombe servit aux fidèles de lieu de rendez-vous, de centre de réunion.

Un à un, le heurtoir frappé d'une façon convenue, ils se glissaient le soir dans la maison, gagnaient silencieusement la crypte aménagée en chapelle. Au son des vieilles mélodies grégoriennes, s'envolaient de suppliantes prières. Un insermenté, l'abbé Villain, officiait, disait la messe, administrait les sacrements. Il avait presque toujours pour assistant volontaire Jacques Thierry, l'ancien séminariste de Meung, l'ex « chantre-musicien » de la cathédrale. Celui-ci servait à l'autel, ou bien, comme il disait, « sans donner tout son timbre », assourdissant sa voix puissante, entonnait au lutrin le *Kyrie* ou l'*O Salutaris*. Et c'était encore Jacques Thierry qui, suppléant le prêtre absent, récitait à sa place oraisons et patenôtres.

Son nouveau-né dans les bras, il accourut le 16 thermidor. L'abbé Villain prononça sur l'enfant les paroles libératoires, oignit son front de l'huile sainte, déposa sur ses lèvres le sel de la sagesse. Puis le père, emportant tout joyeux son petit *chrémeau*, regagna son logis rue Fontaine-des-Élus.

Tel fut, ainsi qu'aux premiers âges chrétiens, sous le règne du citoyen Barras, le baptême d'Amédée, Simon, Dominique Thierry : — Amédée, Simon, des noms de son parrain, Simon, Amédée Buy, gantier; Dominique, parce que la veille, jour de sa naissance, venait de tomber un dimanche.

EX DONO URBIS

L'opulence, comme au foyer d'un Ouvrard, n'avait point élu domicile chez cette humble famille. Trop souvent un pli soucieux barrait le front de la pauvre Mme Thierry. L'incurie des pouvoirs publics, la dépréciation du papier-monnaie,

l'insuffisance des transports, après la famine engendrée par les lois sur le « maximum », avaient singulièrement accru les difficultés de la vie. La détresse générale atteignait son paroxysme.

De jour en jour, grandissait la gêne du ménage. La situation devenait menaçante, quand, par bonheur, un beau-frère de Mme Thierry, Louis Blanchet, fut nommé receveur de l'enregistrement à Blois. Il se hâta de faire appel à son parent et huit cents francs d'appointements annuels apportèrent le salut à la maisonnée. Il était grand temps : confinés en deux étroites chambres de cette rue Fontaine-des-Élus, l'un des plus sombres boyaux de la basse-ville, les enfants s'étiolaient, privés d'air et de lumière. M. Delthil, l'officier de santé municipal, hochait bien souvent la tête, en considérant la mine chétive de l'aîné, le petit Augustin. Le cadet, heureusement, s'annonçait de complexion plus robuste. A l'encontre de son frère, volontiers absorbé ou rêveur, c'était un marmot turbulent.

Le père commença de bonne heure l'éducation de ses fils. Je me suis efforcé déjà de retracer la physionomie morale de cet homme énergique et simple, en qui la fermeté du caractère s'unissait à la noblesse des sentiments (1).

Avec leurs premières leçons de latinité, ses enfants lui durent leur formation intime, l'institution du caractère, les principes de probité rigide et de dignité un peu hautaine qui devaient gouverner leur vie.

Les élèves se montraient dignes du maître. A tous deux le ciel avait départi ses plus précieuses faveurs, les dons éclatants de l'esprit. Peut-être, cependant, le cadet, moins sensible, était-il plus lent à retenir, par attention réfléchie, ce que son frère concevait aussitôt par intuition immédiate et clairvoyance intérieure.

En 1805, à la rentrée des classes, Augustin était entré comme pensionnaire au collège de Blois tout nouvellement ressuscité. La protection de M. de Corbigny, préfet de Loir-et-Cher, un examen triomphalement subi, lui avaient assuré une bourse. Amédée l'y rejoignit l'année suivante, en qualité seulement d'élève externe. Cinq cents francs par an étaient trop lourde charge pour le maigre budget paternel et la loi du 19 vendémiaire an XII n'accordait qu'une seule exemption par famille.

(1) Voir notre volume : *Augustin Thierry d'après sa correspondance et ses papiers de famille*; Plon et Cie éditeurs, 1922.

Ce qu'étaient alors ce collège étonnant et ses professeurs plus surprenants encore, — l'ancien gendarme chargé d'expliquer Virgile et l'élégant géomètre-arpenteur, de commenter Sophocle : pour l'avoir dit ailleurs, je n'y reviendrai pas. Ce prodigieux système allait d'ailleurs changer bientôt. Les décrets du 16 septembre 1808 créant l'Université impériale organisaient en même temps l'Instruction publique sur tout le territoire de l'Empire. Dès 1809, le Conseil présidé par Fontanes, où siègent à côté de Bonald, Cuvier, Delambre et Jussieu, des hommes comme Villaret, l'ancien évêque de Casale, Beausset, son confrère d'Alais, l'historien de Fénelon, l'abbé Émery, supérieur de Saint-Sulpice, c'est-à-dire les savants les plus éminents de l'époque et ses éducateurs les mieux qualifiés, décidait que nul ne pourrait enseigner à l'avenir les classes de grammaire, s'il n'était pourvu du baccalauréat.

L'établissement dirigé par M. Giraudeau-Delanoue reçut alors des maîtres moins fantaisistes. Le chevalier René-Jean-Alexandre de Fontenay, un ex-officier de Beauce-Infanterie, émigré à l'armée des Princes et rentré en France après la paix d'Amiens, y « démontrait » l'algèbre et la géométrie. D'autres professeurs, MM. Godet, Girard et Marchand, avaient autrefois coiffé la toque au collège ecclésiastique de Pontlevoy.

Chaque trimestre, le principal devait envoyer à M. de Champeaux, recteur de l'Académie d'Orléans, les *curricules* de ses élèves, c'est-à-dire les notes qu'ils avaient obtenues, suivies d'une appréciation sur leur caractère, leur travail, leurs progrès. Toute cette paperasserie subsiste encore, conservée aux Archives du Loiret. On y trouve des indications parfois amusantes sur la jeunesse de futurs membres de l'Institut, tels que Pétigny ou La Saussaye. Pour les « frères Thierry », elles sont constamment louangeuses. Voici, par exemple, celles qui les concernent l'un et l'autre, pour le dernier trimestre 1810 : « Augustin Thierry : Assez bon caractère, a de très grandes dispositions. — Amédée Thierry : Doux, beaucoup de moyens, de travail et de succès. Réussit. »

Ils « réussissaient », en effet, moissonnant chaque année tous les prix de leurs classes. Ce sont de fort beaux prix, dorés sur tranche, reliés en veau plein, écussonnés de l'aigle impériale, timbrés de la devise : *Collegium Blesense, Ex dono urbis.* Et quelles édifiantes lectures : *Anecdotes chrétiennes, l'His-*

toire des chiens célèbres, Valmont ou l'École des mœurs.

Le « bonhomme » Thierry applaudissait à ces triomphes jumeaux. Redevenu premier chantre de la cathédrale, en faveur près de l'archiprêtre et du chapitre, à tant fréquenter d'aumusses et de camails une pieuse ambition lui était née, que partageait ardemment sa femme. Faire un prêtre du second de ses fils, réaliser en lui l'appel divin auquel il s'était cru destiné autrefois. Tous deux imploraient le ciel de leur consentir cette grâce. Mais en vain : la vocation ne s'éveillait pas chez l'enfant. Doux, mais obstiné, il demeurait sourd aux désirs des siens, aux exhortations de son confesseur. Beaucoup mieux qu'assister aux offices, il préférait entendre les récits de son cousin Désiré Leroux (1).

ESPOIRS DÉÇUS

Sorti des vélites, celui-ci servait comme officier en Espagne, à l'armée de Suchet. Blessé au combat de Sagonte, il achevait à Blois sa convalescence. Tout chaud encore de l'haleine du canon, épris de gloire, croyant inébranlable le trône de Napoléon, le lieutenant ne pratiquait qu'une foi, ne connaissait qu'un dieu : l'Empereur. Il s'était pris d'amitié protectrice pour son jeune parent. Le dimanche, escorté de camarades choisis, il l'emmenait parfois jusqu'à la Chaussée Saint-Victor. On gagnait une guinguette, le *Malassis*, dont l'enseigne ingénue représentait un *goddam* fort mal à son aise en effet sur les dents d'un peigne. Là, devant quelque bouteille de *Galipot*, le cru de Louis XII, Désiré Leroux régalait son juvénile auditoire d'une merveilleuse odyssée. Les « victoires et conquêtes » passaient et repassaient en traits de feu sur ses lèvres enthousiastes. Amédée Thierry lui prêtait une oreille passionnée. A l'âge des impressions premières, nul détail n'est à négliger pour la compréhension d'une âme. Les discours de l'éblouissant militaire sont peut-être l'origine de son admiration pour l'Empire (2).

Augustin n'assistait point à ces agapes. Il venait d'entrer à l'École normale.

Amédée ressentit cruellement son absence. Durant quelque

(1) Amédée Thierry, *Souvenirs inédits de jeunesse* (*passim*).
(2) Amédée Thierry, *ibid.*

temps, il fut comme « étourdi ». Puis les lettres de son frère aiguillonnèrent sa nature vigoureuse. Elles disaient, ces lettres, l'enchantement de Paris, l'ivresse des succès nouveaux, le charme des camaraderies intellectuelles, la griserie encore des premiers entretiens avec Saint-Simon et la révélation qu'ils apportaient.

A son tour, le petit Blaisois obscur se prit à rêver de hautes destinées. L'ambition surgit en son cœur. Il se sentait armé pour la lutte. Parvenir à l'École normale, entendre les leçons d'un Burnouf et d'un Villemain, mûrir ses espoirs à la flamme de la pensée antique : telle est à présent la tâche qu'il s'assigne, le terme premier qu'il indique à sa persévérance. *Hoc opus, hic labor est.* M. Godet, son professeur, l'encourageait de toutes ses forces, le préparait spécialement pour l'épreuve à subir.

Si désolé qu'il fût de voir anéantir ses dévotes espérances, Jacques Thierry ne voulut point s'opposer aux projets de son fils. On convint que celui-ci se rendrait à Paris, réclamer le concours fraternel et prendre l'air de l'École. Le candidat s'en fut donc au « séminaire laïque » de la rue Saint-Jacques.

Augustin approuva fort le dessein qui lui était soumis, interrogea son frère et, rassuré sur son compte, écrivit incontinent au recteur de l'Académie d'Orléans :

« Monsieur,

« Un voyage que mon frère vient de faire à Paris ne lui a pas permis d'assister à un examen que M. Delisle (1) a fait subir aux élèves de sa classe. Je vous supplie, Monsieur, de l'examiner vous-même et de l'inscrire sur vos notes comme aspirant à l'École normale.

« Si j'en juge d'après les succès qu'il a obtenus, j'ose vous promettre que vous serez satisfait de ses réponses.

« Les bontés que vous avez eues pour moi me font espérer que vous voudrez bien rendre ce service à mon frère.

« J'ai l'honneur d'être, etc, etc.

« THIERRY, élève de l'École normale, 27 juin 1813 (2). »

Hélas! la réponse de M. de Champeaux allait être décourageante. Un nouveau règlement l'édictait : désormais, pour se

(1) L'inspecteur d'Académie chargé du Loir-et-Cher.

(2) Archives du Loiret. T. 422. En marge de la lettre : « Répondre d'une manière affectueuse. »

présenter à l'École normale, il fallait aux candidats, sortir d'un lycée et non pas seulement d'un humble collège. Amédée dut regagner Blois, le cœur gros.

Ce n'est que trois ans plus tard, à force de ténacité, qu'il put obtenir de venir commencer son droit à Paris.

A la rentrée d'octobre, après force embrassades et recommandations, ses hardes dans un sac, nanti de cent cinquante francs pour toute fortune, il prenait au *Soleil d'or* la diligence de Paris, d'où nous l'avons vu descendre rue Notre-Dame-des-Victoires, en l'hôtel des Messageries Royales.

PREMIÈRES AMITIÉS

Lorsqu'il rentrait le soir du cours de M. Bavoux ou de M. Delvincourt, Amédée trouvait son frère plongé dans le travail. Augustin Thierry rédigeait alors pour Saint-Simon la politique de son ouvrage fameux sur *l'Industrie*. Il se montrait plein d'ardeur, d'enthousiasme, de rêves, prêchant la fraternité des peuples, attaquant la guerre et l'esprit de conquête. C'est l'instant de sa plus chère intimité avec le grand utopiste. Les malentendus qui vont les séparer bientôt n'ont pas encore surgi entre eux. Il voulut faire connaître son cadet au réformateur, le présenta rue Guénégaud.

Saint-Simon possédait un pouvoir de séduction incomparable. S'il ignorait l'art d'écrire, la nature lui avait en échange accordé l'éloquence. Sa parole fougueuse et passionnée entraînait la conviction. Pourtant le verbe magicien qui avait ému Augustin Thierry et devait conquérir Auguste Comte, ne sut point persuader son nouvel auditeur. Les théories du « prophète des nouveaux jours » apparurent des songes creux à ce cerveau lucide; sa philosophie du progrès réalisé par le développement industriel, sa conception du bonheur social obtenu par l'abolition de la propriété et l'association moralisatrice, autant de fameuses coquecigrues, à l'esprit le moins disposé qui fût à s'éprendre de chimères.

Il n'osait point avouer de tels doutes à son frère, les confiait plutôt aux amis qu'il rencontrait chez Ary Scheffer.

Sur les premières pentes escaladant Montmartre, commençait à se construire la *Nouvelle Athènes*, un quartier neuf créé par le receveur général Lapeyrière. Beaucoup d'artistes

y ont élu domicile : Mlle Mars, Mlle Duchesnois, Talma, Horace Vernet, Granet, Isabey.

Le futur peintre des *Femmes Souliotes* qui s'en tient encore aux tableaux de genre, avait installé ses pénates rue de la Tour-des-Dames. Là se réunissent ses camarades de l'atelier Guérin, avec d'autres jeunes gens, étudiants ou publicistes, tous attachés aux idées libérales. On est en pleine bataille. La Charte sera-t-elle respectée? La loi Lainé va-t-elle donner le pouvoir aux classes moyennes? Au Palais-Bourbon, les nouvelles élections ont renforcé le parti des *Indépendants*. Voyer d'Argenson, Laffitte et Dupont de l'Eure ont pris la direction du groupe ; la Chambre retentit de débats furibonds. L'écho s'en répercute jusqu'au petit cénacle. Autour du bol de punch, on argumente, on ratiocine, on dispute. Avec Arnold Scheffer que ses violences vont bientôt mener à Sainte-Pélagie, le plus échauffé de la bande est certain « carabin » nommé Edme-Samuel Castaing. D'abord bien accueilli pour sa faconde, il ne tarde pas à choquer ces idéalistes par le matérialisme affiché de ses convictions. Peu à peu on l'évincera. Cependant il a le temps de se lier avec Amédée Thierry.

Sous l'influence de son nouvel ami, le jeune homme songea quelque temps à entreprendre ses études médicales. Cependant, toujours judicieux, il voulut s'assurer d'abord si ses nerfs pourraient supporter le spectacle de l'amphithéâtre. Castaing disséquait chez un aide d'anatomie à la Faculté, le docteur Breschet. Il entraîna son compagnon rue de la Jussienne. Plusieurs fois renouvelée, l'expérience fut constamment désastreuse. Une horreur insurmontable du cadavre paralysait l'aspirant chirurgien. Lorsqu'il regagnait, tout tremblant, l'appartement du médecin, il advenait qu'il rencontrât une gracieuse enfant, mignonne et frêle, à côté de sa mère. Il s'arrêtait pour lui sourire au passage. Assurément, il ne pouvait soupçonner que, vingt années plus tard, Mlle Gabrielle Breschet, fille du chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, membre de l'Académie de médecine, deviendrait alors sa femme.

Castaing l'avait présenté aux siens, à son père, inspecteur des Forêts, à son frère, officier d'artillerie. Puis, ayant passé sa thèse, il se maria et leurs relations s'espacèrent. Opportune séparation, car on sait ce qui arriva ; comment en 1823, convaincu d'avoir empoisonné par l'acétate de morphine les frères

Ballet, qu'il avait fait tester en sa faveur, ce déplorable héros d'une cause célèbre fut condamné à mort par la Cour d'assises de la Seine et gravit l'échafaud sans faiblesse.

Bien longtemps après, alors qu'il administrait la Haute-Saône, Amédée Thierry recevait le 1er janvier, à Vesoul, les fonctionnaires de son département. Au dernier rang, tâchait à se dissimuler le nouveau conservateur des Eaux et Forêts, M. Saint-Edme. C'était M. Castaing père, caché sous ce nom d'emprunt. Une suppliante imploration se lisait dans les regards du malheureux. Charitable, le préfet ne voulut point le reconnaître et passa.

L'APPEL D'UNE VOCATION

Ces velléités médicales n'avaient été que foucade passagère chez un jeune homme cherchant sa voie. Au fond, d'autres instincts le poussent, l'exemple fraternel l'attire. Augustin Thierry ne songe pas encore à devenir historien, mais, penché sur la politique, il aperçoit déjà les armes qu'elle fournit. Ses entretiens avec Saint-Simon lui ont révélé une humanité nouvelle. A travers les aperçus fuligineux du penseur, il distingue obscurément comme un grand ressort de l'histoire, l'opposition des classes et les conflits qu'elle détermine. Tout ceci, encore très confus dans sa tête, va s'y clarifier bientôt et c'est bientôt aussi qu'il trouvera dans les vieux livres l'arsenal qu'il doit brandir contre la Restauration.

Ses débuts au *Censeur* viennent d'être éclatants. Déjà de puissants protecteurs s'intéressent à lui.

Amédée souhaiterait marcher sur ses traces, mais il sent amèrement les lacunes de son instruction. Ce pauvre collège de Blois n'est point l'École normale; les enseignements de ses professeurs ceux d'un Burnouf ou d'un Guizot. Toute culture philosophique lui manque. Et son frère n'a-t-il pas répété avec Montesquieu : « Avant d'étudier les rapports, il faut connaître les lois; sous la diversité des circonstances, dégager la métaphysique » ?

Daunou venait de succéder à Clavier au Collège de France (1). Ses travaux sur l'origine et les éléments naturels de l'histoire;

(1) En 1818, à la chaire d'histoire et de morale.

ses recherches sur la Grèce et sur Rome attirent à son cours toute la jeunesse libérale. Elle avait acclamé comme une espérance sa leçon liminaire : « La France est arrivée à une situation sociale telle qu'il n'y a plus d'autre autorité que la vérité, d'autre but que la vertu. » Comme un réquisitoire contre l' « obscurantisme », elle continue d'applaudir à sa morale : « La science, comme la religion, ne vaut que si elle améliore les mœurs; disputer n'est pas éclairer. »

Plusieurs mois, Amédée Thierry devint l'auditeur attentif du savant. Il apprit de lui les éléments de la critique historique, la science de l'examen par la comparaison des textes. On le trouve encore assidu aux cours de la Faculté des lettres : poésie latine avec M. Lemaire, philosophie avec Laromiguière. Le maître, après la leçon, avait accoutumé d'entretenir ses élèves. Parfois il entraînait les plus diligents sous les ombrages du Luxembourg, discutant de Locke et de Condillac, relations et substance. L'étudiant se mêlait volontiers à leur compagnie : ainsi prit-il une teinture de « sensationnisme », dont on retrouve plus tard la trace dans son œuvre.

Un événement fâcheux vint soudain interrompre cette fièvre de travail : Augustin Thierry rompit avec Saint-Simon.

Les conséquences de cette brouille n'allaient pas tarder à se faire sentir.

Le réformateur allouait deux cents francs par mois à son « secrétaire ». Ce Pactole constituait le principal revenu dont vivait la communauté fraternelle. Sa source tarie, la gêne régna vite au logis. Le *Censeur*, en effet, payait mal, ou point du tout, sans cesse poursuivi et condamné à l'amende. Alors s'ouvrit une ère de privations pour les fils de Jacques Thierry. S'ils ne furent pas réduits, comme Berlioz, à dîner sur le Pont-Neuf de pain et de raisins secs, ils subsistèrent péniblement d'économies héroïques. Bientôt la nécessité s'imposa : Amédée devait gagner sa vie.

Dans cette extrémité, Augustin recourut à ses amis. Arnold Scheffer connaissait Aignan ; Basterrèche était lié avec Benjamin Constant. On trouva pour le jeune homme une place à la *Minerve*.

LA MINERVE

Le recueil de combat que Lamartine appelle la « Satire Ménippée de la Restauration » venait d'être fondé par les *Indépendants*. En une alliance un peu bien adultère, ils désiraient fondre « le patriotisme, les doctrines de 89, l'orgueil national et la liberté dans la royauté constitutionnelle ».

Sa rédaction embrassait tous les coryphées du parti : à côté de Benjamin Constant et d'Aignan déjà nommés, Évariste Dumoulin, Étienne Jay, Tissot, Lacretelle aîné et *tutti quanti*. Quant à son programme, il se formulait ambitieusement : « Propager les connaissances utiles, détruire sans retour tous les préjugés, former ou fortifier l'opinion publique, hâter l'éducation personnelle de la France, affermir en un mot tous les vrais principes en politique, en morale et en littérature. »

Ces vrais principes-là n'étaient point du goût des maîtres de l'heure. Aussi les journaux « ultras », *Drapeau blanc* et *Quotidienne* en tête, se déchaînaient contre un « pamphlet satanique ». Invectives perdues; le succès de l'odieux libelle grandissait à chaque livraison. Une admiration à peine déguisée pour l'Empire lui valait la clientèle des « suppôts de l'Usurpateur ». On s'arrachait la *Minerve* chez les demi-solde, au café Lemblin, au café Montansier.

Elle méritait sa vogue à force de talent, de courage et d'esprit. Benjamin Constant attaque le Droit divin; Béranger claironne ses premières chansons politiques; Jouy, *l'Ermite de la Chaussée d'Antin*, observe railleusement la cour et la ville. Mais c'est Étienne surtout qui rallie tous les suffrages. Ses *Lettres sur Paris* demeurent un modèle de polémique. Les Alliés occupaient le territoire, leurs journaux prétendaient connaître de nos affaires. Ils entretenaient des espions jusque dans les cabinets ministériels. L'auteur de l'*Intrigante* dénonce à l'indignation publique « ces écrivains mercenaires, ces calomniateurs souterrains ». Pris à partie par les aboyeurs de la meute blanche, il riposte de bonne encre à la « maréchaussée politique » (1), aux « archers de la Sainte-Hermandad littéraire ».

(1) La *Minerne* n'est pas plus tendre aux « Girouettes » : tous ceux qui « ont changé de bannière et, constamment vils, demeurent constamment attachés à leur intérêt personnel ». Et de distribuer la nasarde. Villemain, nommé censeur en 1815, devient *Vilis Manus*; Fontanes, installé au Conseil privé, orateur de la Chambre des pairs : *Faciunt asinos*, etc.

La besogne d'Amédée Thierry était beaucoup plus humble. On l'employait à d'obscurs travaux de secrétariat et de corrections d'épreuves. Entre autres, il était chargé de colliger pour Aignan, rédacteur du bulletin politique, les extraits de journaux dont cet académicien connu pour ses emprunts, le « Cosaque de l'Institut », tirait mouture de sa prose.

Son passage dans les bureaux de la rue des Fossés-Saint-Germain devait au surplus être court. Une rencontre heureuse va transformer sa destinée et, lui révélant un monde nouveau, développer les facultés d'analyse et d'observation qui sommeillent en lui.

LE SALON SAINTE-AULAIRE

Parmi les salons qui s'ouvraient à la naissante renommée d'Augustin Thierry, se trouvait celui des Sainte-Aulaire. Comme son voisin, le salon de Broglie, c'est un salon politique, le rendez-vous préféré des « jeunes doctrinaires ». Ainsi les nommait-on pour les opposer aux « pontifes ». Charles de Rémusat, *princeps juventutis*, y tient le dé entre Barante et Decazes. Guizot s'y rencontre avec Molé. Ils ne sont pas encore ennemis. C'est là que Lamartine fera bientôt ses débuts à Paris, là que les *Premières Méditations* s'envoleront à la gloire.

Descendant d'une ancienne famille périgourdine, petit-fils de ce François Beaupoil de Sainte-Aulaire, auquel son quatrain fameux à la duchesse du Maine (1) avait valu l'Académie française et qui mourut centenaire comme Fontenelle, le comte Louis était un grand seigneur obligeant et courtois. D'abord rallié à l'Empire, chambellan et préfet, il était devenu député de la Meuse au second retour du Roi. Son courageux plaidoyer en faveur des protestants cévenols, avait dressé contre lui tous les La Bourdonnaie de la *Chambre introuvable*. Depuis lors, bien qu'il ne fût point rentré au Palais-Bourbon, n'ayant point atteint les quarante ans d'âge exigés par la loi électorale de 1816, il demeurait l'un des espoirs du parti libéral. Les fiançailles annoncées de sa fille avec le comte Élie Decazes avaient encore

(1) La divinité qui s'amuse
A me demander mon secret,
Si j'étais Apollon, ne serait pas ma muse,
Elle serait Thétys et le jour finirait.

augmenté son prestige. On attendait beaucoup de cette union avec le ministre préféré de Louis XVIII, le « dernier des favoris », un futur président du Conseil.

Intelligent et cultivé, affable sans hauteur et bienveillant sans morgue, ce gentilhomme savait distinguer le mérite. Pour avoir, sous la Terreur, traversé de redoutables jours, il connaissait les difficultés de la vie, témoignait une agissante sympathie à qui les affrontait d'un cœur ferme. Augustin Thierry l'ayant entretenu de son frère, il se fit présenter le jeune homme, apprécia son vouloir et son intelligence. L'occasion de le servir se présenta bientôt.

Talleyrand cherchait un précepteur pour ses petits-neveux, les fils de la duchesse de Dino : Napoléon-Louis et Alexandre-Edmond de Talleyrand-Périgord : deux enfants de sept et cinq ans, à peine sortis de lisières. Le prince, qui détestait l'éducation des femmes, demandait un jeune homme « patient et doux » qui pût leur enseigner la lecture et l'écriture, les premiers éléments du calcul. Un poste bien humble, mais qui assurait à son titulaire, en cas de réussite, une toute-puissante protection, son entrée dans l'aristocratique univers de Valençay et de l'Infantado.

M. de Sainte-Aulaire fit recommander son protégé par le comte Decazes. Talleyrand, après une brouille passagère, ménageait un ministre de la Police, maître de l'oreille du Roi. Il saisit volontiers l'occasion de se montrer agréable. Quelques jours plus tard, Amédée Thierry prenait ses fonctions.

CHEZ TALLEYRAND

Depuis son départ des Affaires étrangères exigé par Alexandre Ier (1), Talleyrand menait, tantôt à Paris, tantôt à Valençay, une retraite boudeuse et pleine d'amertume. Les plaintes, les récriminations, voire les injures, emplissent sa Correspondance. « Le ministère est fort méprisé, écrit-il à la princesse de Bauffremont, le duc de Richelieu est le plus méprisé de tous. »

Louis XVIII avait cependant essayé d'apaiser son redoutable sujet. Nommé grand chambellan de la Maison du Roi, il avait

(1) Provoqué par la divulgation du traité secret conclu, le 3 janvier 1815, avec l'Angleterre et l'Autriche, manifestement dirigé contre la Russie.

le pas sur les premiers gentilhommes de la Chambre, les ducs de Richelieu, de Duras, d'Aumont et de La Châtre. C'était la plus haute charge de la Cour. Mais Talleyrand n'a que mépris pour cet emploi de « domestique empanaché ». Bien rares sont les occasions où il consent à prendre son service au Château : tel nous le montre la duchesse Decazes en son *Journal*, « costumé, paré, chamarré, parfumé, poudré avec une minutieuse recherche ».

A tout cet apparat, il préfère la capiteuse tranquillité de son hôtel, ce merveilleux palais de l'Infantado, enrichi de mille trésors d'art, tout frémissant des souvenirs de 1814.

En apparence, il y coule, désintéressé de tout, la plus paisible vie et la plus familiale, entre sa vieille amie, la princesse Tyszkiewicz et sa jeune nièce, la sémillante comtesse Edmond de Périgord. D'anciens et chers compagnons d'autrefois, camarades d'émigration, le marquis de Jaucourt, le prince de Laval; de pimpantes « divinités » de sa jeunesse, à présent respectables douarières, la princesse de Vaudémont, Mmes de Luynes, de Montmorency et autres « tabourets », viennent souvent le visiter et risquer quelques *rubbers* à la table du whist.

Au vrai, Molé l'a bien aperçu, la rue Saint-Florentin est un grouillant foyer d'intrigues. Chaque matin, Roux-Laborie, le « Cabriolet jaune » (1) et le dangereux Montrond, l' « Enfant Jésus de l'enfer » (2), le beau Montrond, l'époux, — au deuxième tour, — de la *Jeune Captive*, se faufilent, par une porte de service, viennent prendre le mot d'ordre, recevoir les instructions du maître, enragé d'ambition et de cabale.

On conçoit quels prodiges de tact, d'adresse et d'intelligence, il fallut qu'Amédée Thierry réalisât, pour se maintenir et s'adapter dans un milieu si glissant et si nouveau pour lui. Dans les *Souvenirs* de jeunesse malheureusement interrompus qu'il commença de rédiger en 1864, les notes concernant son séjour chez Talleyrand sont demeurées à l'état d'ébauche. Il est aisé toutefois d'y démêler l'impression d'éblouissement produite sur l'esprit du jeune précepteur par le spectacle quotidien qu'il a sous les yeux.

(1) Secrétaire du Gouvernement provisoire, on lui avait donné ce surnom, pour l'activité qu'il déployait dans ses visites matinales, en cabriolet, à la porte de tous les ministères.

(2) C'est Talleyrand qui le nomme ainsi.

Chaque matin, le prince tient dans son cabinet de toilette une façon de petite cour. Pendant que l'accommode son valet de chambre, Hélie, il reçoit ses intimes, s'entretient familièrement avec eux. C'est une heure de libre causerie, on dirait presque d'abandon, si le mot pouvait s'appliquer à un tel homme. Deux fois la semaine, Mme de Dino présente, Amédée Thierry venait exposer les progrès de ses élèves, recevoir des conseils et parfois des reproches. Malgré l'infimité de son personnage, il lui advient aussi de figurer aux « petites places », de jouer les utilités dans les célèbres dîners de la rue Saint-Florentin.

L'hôtel Talleyrand était justement réputé pour la perfection de sa tenue. Des serviteurs d'élite y assurent à pas feutrés le plus impeccable service. Du suisse Saint-Claude, placide géant savoyard, au cuisinier Lejeune, un artiste hors pair, tous portent en leur discrète personne « quelque chose d'onctueux et de paroissial qui rappelait l'évêché d'Autun ». Les soirs de gala, Talleyrand, fidèle aux anciens usages, sert lui-même chacun de ses convives. C'est merveille de l'entendre graduer savamment le protocole de sa courtoisie : « Me ferez-vous l'honneur, monsieur le duc, d'accepter ce poisson ? — Marquis, vous plairait-il de prendre de ce gibier? — Comte, vous offrirais-je cette volaille? — M'sieu un tel, du pâté? »

Modestement assis à son bout de table, le petit précepteur attentif écoutait, analysait, retenait. Il acquit par là de bonne heure une savante philosophie du monde, l'art précieux de se tenir à sa place, la connaissance raffinée des distinctions sociales. Cette précoce expérience transparaît déjà dans une lettre adressée à l'un de ses amis de Blois, Augustin Racapé.

« Je te suis bien reconnaissant, mon ami, de l'intérêt que tu m'as toujours porté et dont ta lettre est une nouvelle preuve. Je ne puis oublier que nous avons fait ensemble le premier pas dans le monde, et que tous deux en même temps nous avons fait notre *apprentissage d'indépendance*. L'apprentissage te parut dur et tu renonças au métier; tu cherchais la stabilité et le repos; ce n'était pas là que tu pouvais les trouver. Pour moi, je me dévouai à toutes les chances de notre premier état et j'en ai bien éprouvé! Tourmenté de l'amour du mieux, j'ai cédé à son impulsion, j'ai essayé de bien des places, effleuré quelques agréments, goûté souvent bien des déplaisirs, mais enfin j'ai

étudié les hommes et, dans le monde, la science des hommes est aussi utile que celle des choses (1). »

Cette science nécessaire de l'homme, il la peut approfondir au spectacle des intrigues qui se nouent à l'Infantado. Le Congrès d'Aix-la-Chapelle bat son plein. La France, suivant le mot de Metternich, « afin de préserver l'autorité du naufrage », va-t-elle entrer dans le concert des puissances, proclamer à son tour le droit d'intervention, adhérer à la « Pentarchie morale », à la prise en tutelle de l'Europe par les Cinq? Richelieu hésite, effrayé par le résultat des élections d'octobre. Decazes résiste et Talleyrand brouille le jeu. Louis XVIII, sans illusions sur le rôle tenu par « Asmodée », mais temporisateur éternel, s'applique à « tendre la main à droite comme à gauche ». Richelieu renvoyé, ne lui faudrait-il pas recourir au grand chambellan qu'il déteste? Le redoutable personnage est à ménager cependant. Discrètement le Roi fait avertir le corps diplomatique qu'il ne trouvera pas mauvais qu'on fréquente sa demeure.

Voilà la rue Saint-Florentin, comme autrefois l'hôtel de Monaco, redevenue le rendez-vous des uniformes et des grands cordons. Avant souper, dans le grand salon à colonnes, où s'érige, au milieu des Titien, des Rembrandt, des Holbein, le *Pâris* de Canova, pendant que Libon le violoniste, ou Nadermann le harpiste, distillent leurs savantes harmonies devant un auditoire cérémonieux et guindé, Talleyrand s'enferme dans son cabinet avec le chevalier Stuart, envoyé d'Angleterre, ou Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie. Leurs entretiens demeurent secrets : une ambiance de mystère enveloppe les êtres et les choses. Pourtant, lorsque reparaissaient les diplomates, l'habitude de juger donnait à cette compagnie de gens du monde une finesse de tact qui les induisait rarement en erreur. De riens en apparence insignifiants, d'un geste, du maintien, de tout ce que peut déceler un homme, ils tiraient des conséquences souvent fort importantes.

Ainsi, Amédée Thierry apprenait-il encore pour son plus grand bien, avec le contrôle et le gouvernement de soi, à percevoir la subtilité des nuances sous l'apparente réalité des mots : tout ce que Commines, ce Talleyrand du xve siècle, appelle « la feintise des bons marchés du monde ».

(1) 18 avril 1818.

C'est une autre existence à Valençay. Le prince affectionne son manoir berrichon, sévère et grandiose, qui tient du couvent et de la forteresse; sa galerie en arcades, ses douves profondes et ses grandes tours. Il aime son petit royaume pour le charme de ses horizons tranquilles, la paix de sa forêt, la fraîcheur de sa vallée.

Il se hâtait d'y courir dès les premiers beaux jours, y demeurait tard jusqu'après la Toussaint. Toute étiquette était bannie : « A Valençay, écrit la duchesse de Dino, M. de Talleyrand avait tout son charme. » Celui dont s'effrayait Napoléon affecte de mener la paisible vie d'un gentilhomme campagnard. Les visiteurs qui s'empressent au château l'aperçoivent avec surprise béquillant dans son parc à surveiller les plantations ou discutant avec les fermiers. Parmi eux, beaucoup de prêtres, à l'étonnement discret d'Amédée Thierry : les curés de Valençay, de Villentroix, de Faverolles; voire de hauts dignitaires d'Église, N N. S S. de Rennes et d'Évreux... Mais l'évêque d'Autun, le mari de Mme Grand, n'est-il point réconcilié avec Rome? A tous, le châtelain se plaît à faire les honneurs. Avant de parcourir ses futaies, il faut admirer ses marbres, ses tableaux, ses gravures, sa « librairie » aux douze mille volumes.

L'estime et la bienveillance pour le précepteur de ses neveux avaient succédé chez Talleyrand à la hauteur distante des premières semaines. Le jeune homme n'est plus strictement enfermé dans son emploi. On recourt à lui pour de menus services. A l'occasion, il se hausse au rang de secrétaire. Le prince qui souffre d'insomnies le fait parfois éveiller pour lui dicter un fragment des *Mémoires* qu'il a commencé de rédiger en 1815, lui demander lecture de quelque passage de Bossuet : *Oraisons funèbres* ou *Discours sur l'histoire universelle*, ses livres de chevet. Très fier de sa bibliothèque, qu'il appelle, en bon cicéronien, son « Jardin de l'âme », il lui en fait commencer le catalogue. C'est encore Amédée Thierry qui se voit chargé de calligraphier le programme des réjouissances pour la Saint-Maurice. J'en ai retrouvé dans ses papiers un exemplaire du 22 septembre 1819. Il mentionne des sonneries de trompe par les garde-chasse, une grand messe célébrée dans la chapelle du château, la récitation de compliments par les enfants de l'école, un banquet pour les pauvres dans une remise.

Valençay n'est guère qu'à seize lieues de Blois. Ce voisinage

permet à l'apprenti-pédagogue d'aller passer en famille le temps de ses loisirs. Il prenait la « patache » à l'hôtel d'Espagne, débarquait rue des Violettes où l'on s'ébahissait fort des belles histoires qu'il contait. A le voir ainsi se pousser dans le monde, Jacques Thierry regrettait moins que son cadet ne fût pas dans les ordres et la présence de tant de gens d'église rassurait sa pieuse femme sur l'orthodoxie du ci-devant évêque.

LA DIRECTION DES COLONIES

On a dit les espoirs orgueilleux d'Amédée Thierry, sa volonté de parvenir. Le préceptorat et les avantages qui l'accompagnent dans une opulente maison ne représentent pas à ses yeux la fin médiocre à laquelle il doit arrêter son essor. Il n'est, au contraire, dans sa pensée, qu'une étape parcourue, un échelon franchi, le moyen de réussir après s'être assuré des protections utiles.

En 1820, Alexandre de Talleyrand-Périgord atteignait sa neuvième année. Il fallait à présent le mettre au latin, commencer sérieusement son éducation. L'entreprendre était se lier pour plusieurs années. L'enfant s'annonçait d'intelligence ordinaire, d'application distraite, de caractère indocile. Amédée Thierry recula. Sollicitant son appui, il fit valoir à Talleyrand les raisons qui l'obligeaient à s'éloigner. L'ambition n'était point pour déplaire à l'éternel ambitieux. Il se connaissait en mérite, savait à l'occasion se montrer obligeant. Une lettre à l'adresse du baron Portal quitta la rue Saint-Florentin. Pour avoir quelque peu collaboré avec Talleyrand aux traités de 1815, le ministre de la Marine était beaucoup entre ses mains. Le 1er août, Amédée Thierry recevait sa nomination de rédacteur à la Direction générale des Colonies.

Cinq années durant, il va appartenir au personnel de la rue Royale, employé d'abord au bureau d'administration, puis à celui des finances et approvisionnements, sous M. Pichon; voir se succéder trois ministres, le marquis de Clermont-Tonnerre remplacer Portal, et Portal, à son tour, céder son portefeuille au comte de Chabrol.

Tout nouvellement coiffé du tortil, Portal menait sévèrement son monde, imposant à tous l'exactitude et l'assiduité. S'il n'eut pas le temps de devenir un grand ministre, il fut du moins un ministre utile. Lorsqu'il dut résigner sa fonction après la chute

du second cabinet Richelieu, Villèle eut tort de ne point le maintenir à son poste. L'incapable Dubouchage, à qui l'on doit la réjouissante idée d'avoir choisi Angoulême pour y installer une école navale, avait achevé de désorganiser la marine. Par insouciance, pris de court au surplus, Molé n'avait pas tenté de réagir. Tout change à l'arrivée de Portal. Assisté d'un ancien capitaine de vaisseau, devenu remarquable administrateur, intendant des armées navales, le premier Jurien de la Gravière, il entreprend de nettoyer les écuries d'Augias. Les arsenaux sont vides : on les remplit. Brest, Lorient et Rochefort se mettent au travail; le personnel insuffisant ou vieilli est remplacé. Il n'y a qu'à comparer, sur les annuaires maritimes de 1819 et de 1821, la liste des commandants de vaisseau ou de frégate, pour apercevoir quel efficace besogne fut accomplie en dix-huit mois. La même activité règne sur les chantiers. 27 frégates et 16 vaisseaux de ligne sur leur ber, tel est à son départ le bilan ministériel de Portal. Les directeurs de constructions navales n'en faisaient point accroire à l'ancien armateur bordelais.

Amédée Thierry fait donc à bonne école ses premiers pas dans la carrière. Sous la Restauration, le personnel administratif conserve encore les grandes traditions de l'Empire. Il connaît son métier, s'y applique en conscience. M. Pichon, en particulier, s'est formé sous Decrès.

A cette exacte discipline, le nouveau rédacteur apprend ce qu'il ignore : à débrouiller un état, à liquider un compte, comment s'établit un budget et s'en répartissent les fonds, — toute une science qui doit utilement servir un jour le préfet et le conseiller d'État. Les notes de son dossier le montrent fonctionnaire « consciencieux et dévoué ». A deux reprises, le sous-directeur, Saint-Hilaire-Filleau, le propose pour une gratification extraordinaire. Sans doute, les lauriers de sous-chef allaient-ils bientôt récompenser son zèle.

Après un court passage à Blois pour y promener l'orgueil de son nouvel état, il était venu s'installer rue des Grands-Augustins, dans le voisinage immédiat de son frère. Celui-ci publiait alors dans le *Courrier Français* ses *Lettres sur l'Histoire de France*. Elles y provoquent un beau scandale, manquent le mener à Sainte-Pélagie. En revanche, elles lui valent d'ardentes sympathies, des amitiés précieuses. Autour d'Augustin Thierry, Amédée avait retrouvé le petit cercle d'autrefois, tous les habi-

tués de l'atelier Scheffer. Un néophyte amené par Arnold y manifestait la chaleur audacieuse de ses convictions. Il portait l'épaulette d'officier, s'appelait Armand Carrel (1).

Inféodés aux éléments avancés du parti libéral, ennemis de la « Congrégation », vouant aux gémonies Marcellus et Castelbajac, admirateurs de La Fayette et plus ou moins affiliés à la Charbonnerie, ces jeunes gens n'hésitent pas à se lancer dans la bataille des rues. On les retrouve dans toutes les échauffourées, aux troubles de l'École de droit, aux désordres de Saint-Eustache, aux manifestations en faveur de Manuel.

Tout fonctionnaire qu'il soit et risquant pour le moins sa révocation, le subordonné de M. Pichon se laisse aller, les premiers temps, à suivre ses amis. Mais, dès 1821, se plongeant « dans l'extase du passé », Augustin Thierry commence d'entreprendre les recherches d'où va naître l'*Histoire de la Conquête*. Il ne quitte plus les bibliothèques, courant de Sainte-Geneviève à l'Arsenal, de l'Arsenal à l'Institut, échaufaudant lentement et laborieusement l'édifice grandiose qu'il veut construire. A son exemple, Amédée abandonne les agitations de la politique. Il fréquente le monde. James Morrisson, un ami rencontré naguère à la Faculté, l'a présenté à Miss Mary Clarke.

MISS MARY CLARKE

C'est une originale et curieuse figure celle de cette Écossaise, dont Chateaubriand a dit « qu'elle ne ressemblait à personne », qui, après une passion malheureuse pour Fauriel, doit épouser sur le tard l'orientaliste Jules Mohl, diriger un « salon d'esprit » redouté sous Louis-Philippe et le Second Empire, attirer et retenir tour à tour au tapis de son foyer les célébrités les plus diverses, — Manzoni, Benjamin Constant, Tocqueville, Ampère, Cousin, Thiers, Mignet, Mérimée, Augustin Thierry, plus tard Loménie, Montalembert, le duc de Broglie, Prévost-Paradol, Jules Simon, Renan, — pour s'éteindre nonagénaire sous le président Grévy.

Petite-fille, par sa mère, de ce capitaine Hay, de la *Royal Navy*, qui s'était distingué aux Indes contre Suffren et sous

(1) Compromis, comme l'on sait, dans la conspiration de Belfort, où tenait garnison son régiment, le 29e d'infanterie, Carrel devait démissionner quelques mois plus tard.

lequel avait bataillé Nelson, elle avait fait ses débuts à l'Abbaye-au-Bois auprès de Mme Récamier. Spirituelle et bonne musicienne, lavant d'aimables aquarelles, elle ne tardait point à conquérir la faveur de la petite cour qui gravitait dans « l'asile solitaire » autour d'une idole morose et despotique. Les fantaisies de sa verve primesautière, de plaisantes boutades, force saillies désinvoltes, avaient le privilège de dérider Chateaubriand. Aussi la *belle* Juliette, à présent devenue la *bonne* Juliette, attirait-elle de son mieux celle qui pouvait arracher « Jupiter » à sa désolante torpeur. L'ennui du grand homme avait ses degrés visibles, connus, appréhendés par son entourage. Lorsqu'il caressait le chat de Mme Récamier, tous les yeux se tournaient vers la porte; quand il jouait avec le cordon de sonnette, l'anxiété se muait en angoisse. Miss Clarke, aussitôt prévenue, s'empressait d'accourir et l'entrée de la « jeune Anglaise », — c'est Ampère qui l'affirme, — était saluée par un « ah! » de détente générale.

En 1822, la « jeune Anglaise » avait dépassé la trentaine. Point belle, le nez camard, la bouche trop forte. Mais du charme et de la séduction : la taille svelte, un teint éclatant, des yeux bleus pétillants de malice; la tête, bien posée sur les épaules, couronnée par une toison de boucles désordonnées; bref, une « jolie laide ».

Au moral, elle est bonne, sensible, spontanée, d'humeur incommode et d'une vivacité endiablée. Intelligente, lettrée, elle conservera toute sa longue vie le goût des choses de l'esprit. Mais aussi, elle est fougueusement indépendante, et frottée de saint-simonisme, imbue des droits de la femme, de l'égalité des sexes. Volontiers elle répéterait avec Olympe de Gouges : « La femme a droit de monter sur l'échafaud, elle doit avoir également celui de monter à la tribune. » Abandonnée à elle-même par une mère distraite, constamment préoccupée de sa santé, elle pousse à l'excentricité le sans-façon de ses allures. Cette petite-fille de marins ne dédaigne point d'emprunter à ses ancêtres leur verbe haut-monté, et de tenir à l'occasion des propos de gaillard d'avant

Lorsqu'Amédée Thierry la rencontra, elle avait déjà disposé d'elle-même en faveur de certain diplomate séduisant et séducteur, son compatriote. Hélas! après une rupture soudaine, l'ingrat venait de regagner son île, laissant à Paris une Ariane indi-

gnée. Orgueilleuse et lâchée, Mary avait une revanche à prendre, une vengeance à tirer. Le rédacteur aux Colonies lui plut ; elle le lui fit voir. Le roman ébauché tira vite à sa conclusion. Alors, entre deux êtres mal assortis, également volontaires, séparés par trop de disparates, se noue, s'interrompt, recommence, se traîne pour cesser bientôt, une liaison orageuse, fertile en querelles et en malentendus.

En des lettres où l'aigreur le dispute à la véhémence, sans ponctuation, ni grammaire, tant la plume court sur le papier, Miss Clarke reproche à son partenaire de ne point l'aimer comme elle souhaitait l'être. Elle est impulsive et rebelle, il est calculateur et discipliné. Elle a le dédain des conventions qu'il observe, des préjugés qu'il respecte. Un peu tard, elle découvre en lui des « défauts insupportables ». Ambitieuse, elle incrimine son ambition. Il est « une machine toute tendante à un but ». Le monde compte seul à ses yeux « pour les services qu'il peut rendre ».

Les travers de Mary ne rebutent pas moins son amant. Elle est exigeante et personnelle, irritable et brouillonne. Surtout, cette garçonnière amazone qui se reconnaît elle-même « plus homme que femme » est dénuée de toute coquetterie, déplorablement négligée dans sa mise. Elle méprise la mode et ses exigences. Ne lui parlez pas *witchouras*, bottines *à la Polonaise*, *canezous à l'Ipsibohé*, chapeaux *Léonidas*, robes *flammes du Vésuve* ou *araignée méditant un crime*. En cet avril fleuri de 1822, pour y « copier », elle fréquente assidument le Louvre. C'est un asile propice aux rendez-vous. Quand donc Amédée Thierry vient rejoindre son amie, il a l'heureuse surprise de la trouver gainée dans un sarrau de toile, tout maculé de taches. Deux poches immenses contiennent les reliefs de son déjeuner, ses pinceaux, ses tubes de couleur et des souris apprivoisées. Dans ce glorieux accoutrement, elle sort à son bras, le chef orné d'une guirlande de fleurs. Et s'il risque une timide observation, superbement on lui répond : « L'amour et la parure sont deux, c'est dégrader l'un que s'attacher à l'autre. »

Ils se séparèrent, également lassés, en juillet. Déjà, Mary s'est jetée à la tête du quinquagénaire Fauriel. Elle prétend remplacer Mme de Condorcet, la morte toujours pleurée. Il est « son ange », elle, sa « douce amie ». Et ce sera le grand amour, décevant et passionné, de sa vie, ses ardeurs toujours sous pres-

sion, refroidies et contenues par la réserve délibérée du bon Fauriel, un peu fatigué, un peu tiède, un peu veule.

Cette rapide intrigue avait eu pour Amédée Thierry l'avantage de le ramener à ces milieux de lettres qu'il affectionnait, d'étendre le cercle de ses relations mondaines.

Dans leur appartement de la rue du Bac, les dames Clarke recevaient brillante société. On y dansait, on donnait des concerts. Une belle Italienne, Mme Andryane, dont le mari partageait la captivité de Silvio Pellico, la princesse de la Moskowa, la marquise de Gabriac, Mme de Sparre comptaient le mercredi parmi les exécutantes. Dans l'auditoire qui les applaudissait, se rencontraient Jouffroy, Manuel, Guizot, Victor Cousin, Benjamin Constant. A la prière de Mme Clarke, celui-ci venait d'engager au *Constitutionnel* un débutant fort échauffé, le jeune Adolphe Thiers. Il adressa la même proposition à Amédée Thierry.

Depuis le départ de Portal, la fièvre de travail qui avait un instant secoué les bureaux du ministère s'était bien apaisée. Le marquis de Clermont-Tonnerre laissait des loisirs à son personnel. Amédée les utilisait de son mieux, retournant au Collège de France, fréquentant les bibliothèques, assistant son frère dans ses recherches, recueillant dans leurs entretiens du soir ses conseils et ses leçons. A la lumière de ce puissant esprit, toute une conception neuve de l'histoire, une méthode originale pour l'écrire se révélaient à lui. Cependant il ne se sentait pas encore assuré de ses moyens. La politique pure ne le tentait guère. Il déclina l'offre de Benjamin Constant.

Elle n'avait pas moins remué chez lui tout un levain d'idées anciennes, réveillé une vocation somnolente, des espérances assoupies. Quelques mois encore, et la fondation du *Globe* va triompher de ses incertitudes.

LE SANCTUAIRE DE LA DOCTRINE

Dans l'histoire de la Presse française, c'est une date mémorable que la fondation du *Globe* (1). Le romantisme à son aurore, le mouvement impétueux qui emporte une génération ivre de grands rêves et de généreux enthousiasmes, va trouver

(1) Septembre 1824.

son expression dans le recueil bientôt célèbre qui unit la solidité d'un livre à l'action rapide d'un journal.

Jusqu'à la chute de Villèle il ne fera point de politique, bornant son apostolat un peu hautain au seul domaine de la pensée. C'est ici le sanctuaire de la « Doctrine », le rendez-vous du « canapé » (1). Les rédacteurs du *Globe*, ce sont les élèves de Guizot, dont ils se réclament. Les « ultras », les « pointus » veulent « balayer les immondices constitutionnelles, mettre la royauté hors de page ». Ils prétendent au contraire formuler le nouveau dogme auquel la France aspire, indiquer, entre les théories extrêmes, la solution « raisonnable ». Rénovant l'histoire, la philosophie, la littérature, ils veulent dégager les matériaux d'une construction neuve de tous les débris du passé.

En philosophie, le *Globe* défend le spiritualisme. En histoire, il poursuit la « recherche exacte du passé ». En littérature, il affiche le goût des nouveautés, revendique pour l'écrivain le droit à la variété, à la liberté de l'inspiration. Ses haines vont aux « momies », aux « crânes chauves », aux Viennet, aux Lemercier et autres pseudo-classiques. Sainte-Beuve débutant y publiera son *Tableau de la Poésie française au XVIe siècle*; Victor Cousin, les premiers *Fragments philosophiques*.

En somme, une très noble tentative, un bel effort vers l'art et la pensée libres, digne à tout le moins d'un respectueux souvenir. Malheureusement l'esprit de coterie le guette, ce penchant des intellectuels à se complaire dans le cercle étroit où ils vivent, à s'isoler, sans y prendre garde, du grand public à qui l'on parle, pour lequel on travaille.

Dissemblables d'esprit et de culture, ses fondateurs appartiennent à deux mondes bien différents. L'un, Pierre Leroux, ouvrier typographe, saint-simonien de la première heure, évoluant déjà vers ce socialisme bizarre, mélange de conceptions pythagoriciennes et bouddhistes, défenseur de la famille, de la patrie, de la propriété, qui doit un instant séduire George Sand. L'autre, Paul-François Dubois, normalien de la promotion de 1812, camarade de Jouffroy et d'Augustin Thierry, l'un des maîtres les plus fameux de la jeunesse, destitué deux fois pour ses idées républicaines. L'universitaire en disgrâce amène

(1) C'est le surnom ironique donné aux doctrinaires par le *Drapeau blanc*, parce que, assurait la feuille royaliste, « ils pouvaient tous tenir à l'aise sur un canapé »

avec lui deux autres victimes de M. de Corbière, Théodore Jouffroy et Damiron suivis de leurs meilleurs élèves, Sainte-Beuve, Vitet, Duchâtel. Bientôt, les « trois pelotons », comme dit M. de Rémusat, qui forment le corps de la jeune milice doctrinaire, la fleur des salons libéraux : Duvergier de Hauranne, Magnin, Ampère, et les deux amis méridionaux « voués à la Révolution », Thiers et Mignet, venaient à leur tour se rallier au *Globe* et lui composer une rédaction de choix.

Le recueil paraissait trois fois par semaine, les mardi, jeudi et samedi, s'imprimait dans ses bureaux, 10, rue Saint-Benoît. Un dîner mensuel réunissait ses collaborateurs dans un restaurant de la rue Serpente (1). Les hérauts de la « Doctrine », Guizot, Broglie, Camille Jordan, Barante, Royer-Collard, s'y donnaient rendez-vous. Discussion parfois orageuse où les opinions de chacun étaient passées au crible. Les derniers articles parus devenaient l'objet de critiques qui n'étaient pas toujours indulgentes. Afin d'éviter les rigueurs de la censure, le *Globe* s'enveloppait volontiers de nuages, usant d'une phraséologie tâtonnante et vague. Certain jour, raillant ce galimatias entortillé, Augustin Thierry proposa cette épigraphe moqueuse :

Quis Globus, o cives, caligine volvitur atra!

Du haut de sa cravate, Royer-Collard foudroya le mauvais plaisant.

Avec Auguste Trognon, Duchâtel et Sainte-Beuve, Amédée Thierry devint l'un des rédacteurs de la rubrique d'histoire. A partir de novembre 1824, ses articles se multiplient, anonymes ou signés de l'initiale A. Analyses d'ouvrages nouveaux, études critiques sur des points de science obscurs ou discutés. Tracés d'une plume encore froide, mais d'un style net, ils témoignent d'un savoir déjà profond et d'un jugement sûr. Leur succès était vif dans le petit cénacle. Jouffroy, heureux d'y observer « une grande inclination pour la science des faits intérieurs », se prit d'amitié pour leur auteur.

(1) « Je vous remercie, mon cher Thierry, d'avoir pensé à moi. Votre lettre, votre livre m'ont reporté à d'autres temps, à nos dîners du *Globe*, rue Serpente, à nos conversations avec Jouffroy et Guizot sur la philosophie et la politique Nous étions à cet âge dont vous parlez dans une note de votre livre, pleins d'enthousiasme pour les idées, sans indulgence pour les faits. Plus tard, le monde véritable se découvre; bien des illusions tombent... » (Lettre du baron Barthe à Augustin Thierry, pour le remercier de l'envoi de *Dix ans d'études historiques*, 13 février 1835.)

Hélas! à la Direction des Colonies, on se montrait beaucoup moins enchanté.

A l'inoffensif Mauduit, à l'éphémère vicomte de Crouzeilhes, avait succédé un personnage quinteux, exigeant, mal commode, un « ultra » du blanc le plus pur : le baron Baillardel de Lareinty. Neveu de Malouet, ce créole de la Martinique, très jeune entré dans l'administration, lui conservait tout son amour. Il avait l'orgueil du grattoir et de la sandaraque, n'admettait pas chez un subordonné de plus haute ambition que barbouiller le papier du Roi. Un « jacobin » du *Globe*, un grimaud subversif parmi ses rédacteurs : abomination! Aigres-douces, puis fulminantes, des observations gourmandèrent l'impertinent employé. Comme il n'en tenait compte, Lareinty le mit brutalement en demeure : la soumission ou son départ, le renoncement à tous ses rêves ou l'aventure avec tous ses dangers. Amédée Thierry ne fut pas long à décider. Le 1er avril 1825, il adressait sa démission au ministre.

Alors, comme autrefois, recommencèrent les temps difficiles. Il fallut vivre de sa plume, courir la copie, chercher aussi des leçons. Tout en poursuivant sa collaboration au *Globe*, on voit Amédée Thierry donner des articles de *Variétés* à la *Revue encyclopédique* de Jullien de Paris, fournir de notices, procurées par Mignet, la *Biographie universelle et portative des Contemporains* « par une société de publicistes ». Ce sont dix-huit longs mois de labeur ingrat, de privations spartiates, aux maigres repas arrosés d'eau claire qui font plus d'une fois regretter à leur triste convive les dîners somptueux de Talleyrand.

Une offre inespérée vint apporter le salut. Les éditeurs libéraux, Lecointe et Durey, lançaient en 1825 une collection d'Histoire universelle. Suivant le mot de Benjamin Constant, « ils avaient embrigadé toute la jeunesse généreuse ». Armand Carrel, se voit confier l'Écosse; Senancour, — et tant pis pour elles! — les Guerres religieuses, Arnold Scheffer, l'Allemagne; Alphonse Rabbe, la Russie; Thiers reçoit en partage la Révolution française.

Au tarif commun de cinq cents francs, la Guyenne fut proposée à Amédée Thierry qui se hâta d'accepter. Ce premier de ses livres parut au mois de novembre. Il n'a jamais été réimprimé. Nous en dirons quelques mots.

L'auteur commençait son récit à la soumission de l'Aqui-

taine par les légions de Valerius Messala, le conduisait jusqu'à l'époque contemporaine, à l'exécution des *Jumeaux de la Réole*, les frères César et Constantin Faucher, le 27 septembre 1815. S'inspirant des travaux de Fréret, après Strabon, César et Valère-Maxime, il prenait soin de marquer le caractère particulier des populations étrangères à la famille gauloise, d'origine vraisemblablement ibérienne, refoulées vers les Pyrénées à l'instant de la conquête celtique. Ces prémisses établies, c'était la relation des premières vicissitudes traversées par la province : le droit de cité romaine accordé aux Aquitains par l'empereur Claude, le soulèvement de Julius Vindex, la révolte des Bagaudes, la conquête de Clovis et l'invasion musulmane. Suivait le tableau de l'Aquitaine sous la dynastie carolingienne et ses ducs indépendants, puis sous la domination anglaise. L'annaliste s'étendait longuement sur cette dernière période. Enfin les derniers chapitres étaient consacrés à l'état de la Guyenne depuis sa réunion à la couronne de France, jusqu'après la Révolution.

Assurément, ce n'était pas un travail original : il n'apportait aucune révélation nouvelle. Cependant, par la conscience et l'étendue des recherches, il valait mieux qu'une compilation. Le plan était clair, ordonné avec méthode, harmonieusement développé. L'influence fraternelle se décelait dans l'insistance de l'auteur à différencier les populations soumises par les France au VIIIe siècle ; l'aquitanique toute romaine, l'austrasienne toute germanique, la neustrienne mélangée de Romains et de Barbares. Et semés çà et là, de lucides aperçus sur l'administration intérieure des Plantagenet, les conditions suivant lesquelles s'exerçait leur *dominium*, l'organisation démocratique de la commune de Bordeaux, révélaient le regard pénétrant de l'historien-né.

Telle quelle, l'*Histoire de Guyenne* fut remarquée. Le *Globe* et le *Courrier français* lui accordèrent des éloges. Le docte résumé commença de faire connaître un nouveau nom.

LA GENÈSE D'UNE ŒUVRE A VENIR

Augustin Thierry n'était pas à Paris pour féliciter son cadet. Il achevait alors avec Fauriel ce voyage en Provence dont il évoque le souvenir avec tant d'émotion dans la préface de

Dix ans d'études historiques. A son retour, au mois d'avril, il trouva son frère préoccupé d'un nouveau projet.

Il rêvait d'écrire une *Histoire de Jeanne d'Arc*. La martyre lorraine, l'éveil du sentiment national qu'elle incarne, le milieu qui l'a suscitée, le cadre de ses exploits : tout enflamme son enthousiasme. Il avait déjà commencé ses recherches, s'était rendu plusieurs fois à Orléans pour étudier le siège de 1429. Augustin Thierry va l'orienter sur d'autres chemins. C'est le temps où, déterminés par l'éclatant succès de la *Conquête*, se multiplient les travaux historiques. Avec Michelet. avec Barante, avec Burnouf, Abel Rémusat, Silvestre de Sacy, la vieille France, l'Égypte, l'Asie, tous les mondes que l'antiquité grecque et romaine ont fait oublier, ressuscitent à la fois. Le romantisme de 1825 est, comme l'humanisme de 1520, une renaissance.

L'historien rentrait à Paris, plein d'ardeur et de foi. Un projet grandiose avait germé dans son esprit, auquel il venait d'associer Mignet.

Il s'agissait d'écrire une grande *Chronique de France*, dont seraient empruntés les éléments aux documents originaux.

Restait à tracer les prolégomènes de cette œuvre colossale, les origines celtiques, l'état de la Gaule avant et après l'établissement des Romains. Ce fut cette Introduction générale que l'auteur de la *Conquête* proposa d'écrire à son frère.

Dans leurs entretiens journaliers, l'ébauche primitive, étroite et limitée d'abord, ne tarda point à recevoir les plus magnifiques développements. C'est la minute décisive dans la vie d'Amédée Thierry, celle qui va décider de toute son œuvre à venir.

On voit grand, peut-être trop grand, en ces jours où l'histoire apparaît aux regards éblouis de ses fidèles comme une terre de promission, inculte et merveilleuse. Ces fiers ouvriers de la première heure ont sans doute, en la défrichant, trop présumé de leurs forces : l'école de 1830 pécha par excès de confiance. A mesure qu'ils s'absorbent en son étude, le passé s'élargit sous l'œil attentif des deux frères. Pour débrouiller le chaos de nos origines, il ne suffit pas de s'arrêter à Théodose. Il faut pousser plus loin et oser davantage. Au seuil des invasions barbares, pour en saisir le sens, on doit remonter au berceau des races.

C'est là, dans ce vaste plan longuement médité en commun,

qui enfermait l'histoire de la Gaule jusqu'à l'avènement des Capétiens, celle de l'empire d'Orient jusqu'au schisme de Photius, qu'on trouve l'origine et l'explication de l'œuvre historique poursuivie, par Amédée Thierry, avec une conscience admirable, un labeur de bénédictin.

A l'*Histoire des Gaulois*, arrêtée au temps de Vespasien, succédera *la Gaule sous l'administration romaine*, conduite jusqu'à la division de l'Empire.

Attila suivra, qui retrace les phases de l'invasion asiatique. Avec le flot du torrent hunnique, l'historien avance jusqu'aux murs de Constantinople, dernier rempart opposé aux Goths, aux Avars, aux Perses. Il pénètre dans la jeune capitale, dépeint les grands *basileï* victorieux, Justinien, Héraclius. Ce filon épuisé, il retourne au ve siècle, raconte la décadence des Césars barbares, l'héritage de Théodose tombant en quenouille, les désastres succédant aux désastres;

Venit summa dies et ineluctabile tempus
Dardaniæ...

enfin la rénovation définitive du monde romain, sous l'influence du Christianisme triomphant.

Et, ce sont les *Récits sur les derniers temps de l'Empire : Saint Jérôme et la société chrétienne à Rome ; Saint Jean Chrysostome et l'impératrice Eudoxie.*

Ceci, c'est l'avenir encore. Pour l'instant, leur terrain d'exploration bien déterminé, les trois « laboureurs du passé » se sont mis courageusement à l'œuvre. Mais, bientôt, leurs illusions tombent. La chimère apparaît, qu'ils poursuivent. Seul, Amédée persévère.

Trente mois durant, il s'enfonçe dans une succession de recherches ethnographiques, linguistiques, philologiques, géographiques, assemblant les débris de langues, les traditions obscures, les fragments sans liaison, les textes épars, s'efforçant « d'organiser un corps avec des lambeaux, d'y faire descendre une âme ». Dans ce chaos, il introduit l'unité. L'*Histoire des Gaulois* parut à l'automne de 1828. C'est l'un des grands événements littéraires de la Restauration.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(*A suivre.*)

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

L'ATOMISTIQUE ET LA VIE DES ÉTOILES

L'astronomie est, de toutes les sciences, celle qui nous réserve les plus grands sujets d'émerveillement. Sans parler des évaluations prodigieuses qu'elle assigne aux masses ou aux températures stellaires, elle fournit, sur les dimensions de l'espace et les distances respectives des corps célestes, des précisions réellement impressionnantes. C'est ainsi que l'étoile fixe la plus proche est située à quatre années de lumière de notre globe, l'année de lumière mesurant la distance énorme que parcourt en un an l'onde lumineuse, qui, comme chacun sait, se propage à la vitesse de 300 000 kilomètres à la seconde! Ce n'est encore rien : on connaît quatre-vingts amas d'étoiles, dits amas globulaires, dont les distances varient autour de cent mille années de lumière. Enfin il paraît probable que ces nébuleuses spirales, dont les instruments modernes si puissants ont révélé les magnifiques enroulements, se trouvent en dehors de notre système stellaire, constituant autant « d'univers-îles » très loin de la Voie lactée, nébuleuse spirale elle-même dont le soleil n'est qu'une étoile. On nous menace de la sorte de situer la grande nébuleuse Andromède à près d'un million d'années de lumière de notre planète.

Au bord de cet infini, dont l'immensité réduit singulièrement nos ambitions anthropocentriques, il existe, comme le pressentait Pascal, un autre infini qui conduit notre imagination, sans pouvoir, semble-t-il, trouver de limite, vers les corps de plus en plus petits, vers ce monde, non moins prodigieux, des atomes. Une nouvelle venue parmi les sciences, née pour ainsi

dire avec ce siècle, l'atomistique, rivalise maintenant avec l'astronomie pour parfaire notre étonnement. Voici qu'elle nous révèle, à son tour, qu'une simple goutte d'eau renferme des milliers de milliards de milliards d'atomes, — c'est-à-dire plus que nous ne connaissons d'étoiles, — et que l'atome est lui-même un microcosme au mécanisme très ténu, dont le diamètre n'est que d'un dix-millionième de millimètre. Or nous verrons que les constituants de l'atome sont encore des infiniment petits par rapport à celui-ci! Nous voilà émerveillés devant la délicatesse de l'organisation intime de la matière.

Bien qu'elles semblent destinées à occuper les deux pôles opposés de nos connaissances physiques, l'astronomie stellaire et l'atomistique ont des liens étroits et l'on sait que l'analyse comparative au spectroscope, de la lumière émise par nos divers atomes terrestres et de celle radiée par les étoiles, renseigne sur la nature des éléments constitutifs de ces corps célestes. L'astrophysique reçoit ainsi la plus importante contribution des découvertes de la physique. Et il apparaît, comme l'ont montré les travaux d'Eddington, de Megh Nad Saha, que ce sont principalement les théories récentes de l'atome et de ses radiations qui apporteront des bases nouvelles à certains problèmes de cosmogonie, tel celui de l'état intérieur d'une étoile ou encore celui de l'origine de cette énergie stellaire que nous dispense si libéralement, en premier lieu, notre soleil. Ce sont ces deux problèmes fondamentaux, — qu'un physicien peut aborder sans sortir de ses attributions, — que je voudrais mettre ici en lumière. Mais avant de suivre la chimie qui s'élabore dans le vaste laboratoire de la nature, envisageons ce que l'expérimentation a pu nous apprendre dans nos plus modestes laboratoires terrestres.

CONSTITUTION DE L'ATOME

L'analyse chimique a permis d'isoler du sein des multiples combinaisons moléculaires où ils peuvent être engagés, un petit nombre de constituants matériels ultimes, les corps simples ou atomes, au nombre de quatre-vingt-dix environ, depuis les plus légers, hydrogène, hélium, lithium, etc., jusqu'aux plus lourds d'entre eux, les éléments radio-actifs, radium, actinium, thorium, uranium. D'après les conceptions

les plus modernes sur la constitution de la matière, qui rejoignent en cela une hypothèse aujourd'hui séculaire due au chimiste Prout, les atomes sont tous construits selon un modèle commun et forment, en quelque sorte, des condensations plus ou moins avancées de l'élément le plus simple, l'hydrogène. Les différences de propriétés qu'ils manifestent (le fait, par exemple, que le fer puisse subir l'aimantation au contraire du cuivre, non aimantable) proviendraient seulement des variations dans le nombre et dans la disposition des éléments fondamentaux, toujours les mêmes, renfermés dans ces atomes. Ces éléments sont d'ailleurs des charges électriques, et cette assimilation de la matière à l'énergie est un des aspects les plus caractéristiques de la théorie nouvelle.

On distingue ainsi dans l'atome type, — ce modèle atomique dont l'esquisse, donnée par l'Anglais sir Ernest Rutherford, a été heureusement complétée, il y a quinze ans, selon la mécanique des *quanta* par le Danois Niels Bohr, — deux constituants essentiels : des particules électrisées positivement, les *protons*, dont la masse est sensiblement égale à celle de l'atome d'hydrogène (un millionième de milliardième de milliardième de gramme), et des particules électrisées négativement, les *électrons*, dont la masse est deux mille fois plus faible que celle des protons. Toutes les charges positives, tous les protons seraient réunis en un *noyau* central qui comporterait à lui seul toute la masse de l'atome. Les électrons légers formeraient comme un nuage, une atmosphère négative autour du noyau positif, retenus sous l'action de ce centre par l'effet de l'attraction bien connue qui s'exerce entre corpuscules chargés d'électricités contraires. Ce n'est pas tout : d'après Bohr, les électrons circuleraient, animés de très grandes vitesses, sur des orbites qui entourent le noyau. Celui-ci serait comparable à un minuscule soleil environné d'un cortège de planètes. Le diamètre de ces orbites d'électrons planétaires est de un dix-millionième de millimètre, tandis que le diamètre de chaque électron et celui du noyau se trouvent cent mille fois plus petits. Ce volume, extraordinairement petit, que nous dénommons l'atome, n'est donc pas moins spacieux à l'échelle des électrons qui y circulent que le système solaire pour les astres. Ainsi faut-il se persuader que le vide « remplit » aussi bien la plus grande partie des espaces matériels que des espaces intersidé-

raux, et que toute la rigidité, toute la cohésion que nous observons dans la matière, aussi bien que la ponctualité mathématique des mouvements de planètes, ont leur origine dans des actions attractives à grande distance.

L'édifice de l'atome, centre de forces énormes s'exerçant entre charges opposées, ne présente pas une stabilité illimitée : le délicat mécanisme des révolutions électroniques subit parfois des modifications, de brusques bouleversements, dont le contre-coup, capable de franchir les frontières de l'atome et de parcourir un chemin considérable, parvient jusqu'à nous sous forme de *radiations*. Toutes les formes de la matière, aussi bien les combinaisons moléculaires que les atomes eux-mêmes, émettent des radiations, rapides vibrations électromagnétiques, dont les propriétés varient avec la fréquence, depuis l'infra-rouge jusqu'aux rayons X ou gamma, et qui, portant en elles l'écho des variations d'énergie interne de la matière, présentent le plus haut intérêt pour le physicien. La gamme de leurs fréquences ou de leurs longueurs d'onde (la radiophonie a rendu ce terme courant pour désigner le chemin parcouru par une onde pendant la durée d'une de ses vibrations) est des plus variées : onde qui atteint le millimètre et se raccorde par suite aux ondes courtes de téléphonie sans fil, pour l'infra-rouge, onde d'une fraction de millimètre (micron) pour les radiations visibles ou ultra-violettes, ondes dix-mille fois plus petites que ces dernières dans le cas des rayons X.

La matière dispose de trois modes de production de ces divers rayons. Ils peuvent être provoqués, comme c'est principalement le cas des radiations infra-rouges, par la vibration des atomes entiers à l'intérieur des groupements moléculaires. Ils peuvent provenir, au contraire, de l'intérieur même de l'atome, de la vibration de ses électrons, et ce sont les raies brillantes que l'on observe au spectroscope dans les étincelles électriques entre métaux, ou bien encore les rayons X produits dans les tubes à vide. Bohr donne une bien curieuse description du mécanisme émetteur, dans ce cas : il suppose que l'émission des raies est déclenchée chaque fois qu'un électron saute d'une orbite à l'autre, c'est-à-dire, pour reprendre notre analogie cosmique, lorsqu'un astre, à la suite d'un cataclysme, quitte son orbite jusqu'ici immuable, pour circuler désormais sur une orbite plus rapprochée du soleil attractif. Ce n'est là, probablement, qu'une

image dont nous comprendrons plus tard la signification, mais il est hors de doute qu'elle représente quantitativement les phénomènes d'émission des raies spectrales et qu'elle a rendu, de ce fait, les plus grands services au progrès scientifique.

Enfin, continuant à pénétrer plus avant dans l'atome, on constate que des vibrations peuvent être émises par le noyau atomique lui-même. Nous prendrons comme type de ces radiations nucléaires les rayons gamma, émis par les substances radioactives. Radiations bien curieuses, douées comme les rayons X, auquels elles s'apparentent par plus d'une propriété, d'effets physiologiques importants. Leur pouvoir de pénétration est extraordinaire, — certains rayons gamma traversent sans grande difficulté des épaisseurs de 10 à 15 centimètres de plomb, — et elles constituent ce que nous connaissons de plus rapide comme vibrations : leur longueur d'onde n'est qu'une fraction de milliardième de millimètre. Ajoutons que l'étude des rayons gamma a révélé l'existence, dans le noyau atomique lui-même, d'une structure compliquée, constituée probablement par un système planétaire à échelle encore plus réduite. Nous sommes encore loin d'avoir atteint la limite de l'infiniment petit, si tant est qu'il existe une limite à la subdivision des mécanismes.

Parmi toutes ces radiations atomiques, il en est sur lesquelles je voudrais encore insister, car elles semblent appelées à jouer, comme nous le verrons, un rôle important en astrophysique. Ces rayons, qui font l'objet de mes recherches depuis plusieurs années, sont situés entre l'ultraviolet et les rayons X, de sorte qu'on peut les dénommer rayons intermédiaires. Ils sont émis par les couches électroniques de l'atome, comme les rayons X, mais, cependant, au contraire de ces derniers, ils sont dépourvus de tout pouvoir de pénétration, au point qu'une couche d'air de moins d'un millimètre d'épaisseur les absorbe totalement. Aussi leur étude a-t-elle rencontré, jusqu'à ces dernières années, de très grosses difficultés.

ÉTAT INTÉRIEUR D'UNE ÉTOILE

La question qui se pose immédiatement est de déterminer l'état dans lequel se trouve la matière au sein d'une étoile. Certes, différentes méthodes nous fournissent des évaluations très

concordantes pour la température des couches les plus superficielles, d'où nous vient la lumière de l'astre, et c'est ainsi que la température à la surface du soleil a pu être fixée aux environs de six mille degrés. Mais, dans l'intérieur même de l'étoile, comment établir la répartition des densités, des pressions, des températures? Le problème se simplifierait beaucoup, si l'on pouvait considérer la matière stellaire comme une énorme boule formée d'un gaz parfait. C'est là une idée qui, autrefois, pouvait surprendre, la densité de l'étoile la mieux connue, le soleil, étant relativement élevée et plus proche de celle d'un corps solide que de celle d'une masse de gaz. Il n'y avait aucune raison de penser, d'autre part, que les autres étoiles puissent avoir des densités d'un autre ordre de grandeur.

On sait maintenant qu'il existe des étoiles, — les étoiles géantes, — dont la densité est comparable à celle de l'air ou même à celle des gaz raréfiés des tubes à vide, si répandus aujourd'hui aux devantures de magasins. C'est en partant de cette remarque et en généralisant qu'Eddington admit, à la base de sa théorie, que toutes les étoiles sont dans l'état d'un gaz parfait.

Nous sommes maintenant en possession des éléments essentiels qui nous permettront de résoudre le problème de l'équilibre radiatif d'une étoile : à l'intérieur de la masse gazeuse deux forces s'équilibrent, d'une part, la force élastique du gaz, due à l'énergie des molécules lancées dans toutes les directions et qui tendent sans cesse à occuper un volume plus considérable, et, d'autre part, la force de gravitation qui tend à ramener, par l'effet de leur poids, les couches superficielles vers le centre, en comprimant la masse intérieure. Ce n'est pas tout : Eddington a eu l'heureuse idée de faire intervenir une force d'une autre nature, la pression de radiation qui, s'exerçant sur l'extérieur, comme la force élastique, tend elle aussi à augmenter le volume de l'astre. Cette pression de radiation, due à la poussée qu'exerce tout rayon, porteur d'énergie, sur les surfaces qu'il rencontre, est extrêmement faible à la surface de notre globe, bien que décelable avec des instruments sensibles.

En revanche, elle augmente extrêmement vite avec la température, et son effet doit devenir si important aux températures qui règnent au centre des étoiles, qu'il suffirait à lui seul à contrebalancer le poids des couches superficielles de l'astre.

Une conséquence vraiment curieuse de la prépondérance de la pression de radiation, si peu dans nos habitudes de terriens, est la suivante : si, la température augmentant, cette pression venait à s'accroître et à surmonter les forces de gravitation, elle provoquerait l'explosion de l'astre, la dissémination de ses atomes sous l'énorme poussée de la radiation centrale. Le calcul indique qu'il en serait ainsi pour tout astre dont la masse dépasserait cinq fois celle du soleil. Cela expliquerait le fait d'observation, assez étrange en apparence, que toutes les étoiles, même lorsqu'elles montrent des volumes très différents, ont des masses analogues et très voisines de celle de notre soleil.

Les trois forces que nous venons d'envisager, force élastique du gaz, gravitation, pression de radiation, se maintiennent en équilibre, puisque l'étoile demeure pratiquement immuable pendant des siècles. L'étude mathématique de cet équilibre a conduit à la répartition cherchée des températures internes, qui nous apparaissent extrêmement élevées : pour une étoile géante à faible densité (Capella), dont la température superficielle n'est que de 5 500 degrés, la température atteindrait, au centre, 9 millions de degrés. D'ailleurs, 90 pour 100 de la masse de l'étoile se trouvent à plus de deux millions de degrés. Dans notre soleil, la température centrale serait de 40 millions de degrés.

Comment se comportera un atome placé au centre de cette fournaise? Il ne pourra demeurer en repos, puisque la chaleur n'est autre chose que l'énergie cinétique de translation des particules matérielles, énergie qui s'accroît avec la température. Notre atome, prenant sa part de l'énergie thermique, va donc se trouver lancé à une vitesse considérable qui laisse loin en arrière celle de nos plus rapides projectiles : un atome léger atteindrait 7 kilomètres à la seconde à 10 000 degrés, et 100 kilomètres à la seconde à la température du centre de Capella. Il n'y a pas lieu de s'étonner beaucoup de ces grandes vitesses qui, dans le monde atomique, sont parmi les plus faibles. C'est ainsi que les particules α ou β, fragments matériels émis au cours de la désintégration spontanée des éléments radioactifs, se déplacent à des vitesses assez voisines de celle de la lumière. Mais revenons à notre étoile; l'atome considéré, mille fois plus rapide que nos avions de chasse,

rencontre d'autres atomes sur son chemin, les choque, rebondit, poursuit sa course : c'est à ce brassage incessant d'atomes, à cette agitation matérielle qu'est utilisée la plus grande partie de la chaleur stellaire. D'autre part, quelque solides que soient les liens attractifs qui unissent le noyau et les électrons, l'atome, dans ses chocs successifs avec ses voisins, perd ses éléments les plus superficiels, ses électrons. On dit qu'il est à l'état *ionisé*.

En fait, la plupart des atomes constituant l'astre sont dépouillés de la totalité de leurs électrons et c'est ainsi que l'on a calculé que, dans le soleil, il n'y a guère qu'une vingtaine d'éléments qui puissent conserver une dizaine d'électrons autour de leurs noyaux atomiques. Tous les autres éléments sont réduits à l'état d'ions, de noyaux. Il en résulte une diminution considérable des volumes effectifs occupés par ces atomes, puisque nous savons que le diamètre des noyaux seuls est cent mille fois plus petit que celui de l'atome entier, non ionisé. La matière gazeuse ionisée d'une étoile pourra de la sorte atteindre des densités tout à fait inusitées dans nos gaz terrestres et il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la densité du soleil, supérieure à celle de l'eau, ni de celle, encore plus forte, des étoiles naines. En 1924, le professeur Adams montra que la matière d'un astre peu brillant, le satellite de Sirius, était deux mille fois plus dense que le platine. Il est inutile de supposer l'existence d'éléments nouveaux, inconnus de nous, dans ce compagnon de Sirius, et cet état anormal de condensation matérielle est une conséquence de l'ionisation très complète des atomes.

Il existe, d'autre part, dans l'étoile, une seconde « population », à côté des projectiles atomiques : ce sont les électrons libres, débris dus à l'ionisation. Ils ne sont pas animés de très grandes vitesses, mais se trouvent si nombreux qu'ils constituent, à eux seuls, un véritable gaz d'électrons au sein de l'astre. Ils jouent un grand rôle dans l'émission des radiations. En effet, les atomes ionisés essaieront de capturer quelques électrons libres pour remplir les places laissées vides dans leur architecture. Il en résulte des réarrangements internes qui, selon la théorie de Bohr, correspondent à l'émission de radiations.

Toutefois, les atomes stellaires, se trouvant fortement mutilés, n'émettent pas leur spectre normal, cet ensemble de

raies brillantes que nous observons habituellement dans nos expériences terrestres, dans les arcs électriques, par exemple. Ils émettront un spectre nouveau de raies renforcées, analogue à ceux que l'on obtient, au laboratoire, dans les étincelles à très haute tension et au sein de gaz très raréfiés. Il faut se garder d'attribuer ces spectres que nous ne connaissons pas à des atomes nouveaux qui constitueraient spécialement les étoiles, tel cet élément *nébulium*, dont le spectre semble provenir simplement, aux dernières nouvelles, de l'oxygène et de l'azote ionisés. Ce sont donc les lignes d'un élément banal « que nous ne reconnaissons pas plus, dit Eddington, qu'un ami qui vient de se couper les moustaches ». La Nature prend plaisir, par ces déguisements, à se jouer du physicien.

Il est d'ailleurs probable que la majeure partie de la radiation stellaire nous échappe et que la faible portion de lumière qui nous vient d'une étoile n'est qu'une extrémité de son spectre. Si l'on applique la loi de Wien qui relie la longueur d'onde de la radiation prédominante dans un four, avec la température, on trouve qu'au sein des étoiles, les radiations prépondérantes ne sont pas les radiations lumineuses ordinaires, mais au contraire ces rayons X, très absorbables, qui forment la limite de l'ultra-violet. La matière stellaire, absolument opaque pour ces rayons, s'oppose à ce qu'ils soient déversés en abondance jusqu'à l'atmosphère terrestre. C'est, en fait, cette extrême opacité des astres qui empêche la provision de chaleur des étoiles de s'épuiser rapidement.

ORIGINE DE L'ÉNERGIE STELLAIRE

Quelle est, d'après la doctrine scientifique moderne, l'origine de l'énergie qui entretient la température si élevée de tous ces soleils que sont les étoiles ?

On admettait autrefois, avec Helmholtz et lord Kelvin, que l'énergie du soleil provenait de la contraction de sa masse sous l'influence de la gravitation : les parties les plus superficielles de l'astre, sous l'action de leur poids, se rapprochent du centre et la chaleur solaire naît du frottement de ces masses matérielles. C'est là, sans doute, une des sources de l'énergie solaire, mais ce n'est certainement pas la seule. En effet, à en juger par les pertes d'énergie éprouvées annuellement sous

forme de radiation, le soleil ne pourrait, s'il ne possédait que cette unique source, remonter à plus de vingt millions d'années, alors que le témoignage formel des géologues conduit à le supposer de dix à cent fois plus âgé.

Toutes les théories actuelles trouvent, au contraire, l'origine de l'énergie stellaire dans les atomes eux-mêmes, réserves d'énergie presque illimitées, sous des volumes très petits. Et encore faut-il rechercher cette énergie, non pas dans la rotation des électrons périphériques, mais dans le noyau atomique lui-même. Frappé par les quantités importantes d'énergie rayonnées par les atomes radioactifs, on peut admettre que l'étoile contient des éléments très fortement radioactifs, mais il semble bien qu'une telle source soit encore insuffisante, même à supposer que la masse entière du soleil soit formée d'un élément fortement radioactif comme l'uranium.

Une autre hypothèse, qui paraît mieux fondée, est que l'énergie radiée trouverait son origine dans l'évolution même des atomes au sein de l'étoile. Les atomes doivent en effet s'édifier progressivement, à partir des plus simples d'entre eux, par l'adjonction répétée des noyaux d'hydrogène ou protons. La formation de types atomiques de plus en plus lourds s'opèrerait par captures successives de protons dans le noyau à l'aide d'un processus inconnu, qui n'a pas encore été observé, d'ailleurs, dans nos expériences terrestes. S'il en est ainsi, cet « empaquetage » de protons dans le noyau doit s'accompagner d'une grande émission d'énergie. En effet, les expériences d'Aston sur les isotopes, confirmant l'hypothèse ancienne de Prout, ont montré que les poids atomiques des éléments sont des nombres entiers. Or, le poids atomique du constituant primitif de tous ces éléments, l'hydrogène, est lui-même un peu supérieur à l'unité. Il faut donc conclure que l'édification des atomes par empaquetage de noyaux d'hydrogène s'accompagne d'une perte de masse. Nous sommes accoutumés aujourd'hui à considérer l'énergie comme pesante (ou plus exactement : comme douée d'une certaine masse) et à attribuer, par exemple, une légère augmentation de poids à une même quantité de fer, lorsqu'on la chauffe de zéro à mille degrés. On peut donc penser que la perte de masse que subissent les atomes en se formant à partir de l'hydrogène, représente la masse de l'énergie rayonnée au cours de cette formation. Les combinaisons nucléaires d'atomes

seraient *exothermiques*, comme disent les chimistes, et assez semblables, mais à une échelle incomparablement plus grande, à la déflagration de la poudre. Cependant quelque gigantesques que soient les quantités d'énergie libérées dans ce processus atomique, les astronomes ne se tiennent pas encore pour satisfaits. Il faut chercher ailleurs.

On en est venu ainsi à songer à une véritable annihilation de la matière. Le proton et l'électron, chargés de signes contraires, fusionnent entre eux et se neutralisent. L'énergie libérée se calcule encore par la masse de matière détruite. Ainsi la radiation serait la fin de la matière. Mais il est malaisé de se mouvoir dans ces spéculations hasardeuses sans se laisser entraîner beaucoup trop loin par l'imagination.

Quoi qu'il en soit, si d'aussi formidables tractations d'énergie se passent, entre atomes, dans les corps célestes, il serait étrange que nous n'en recevions pas l'écho sur notre globe, autrement que par ces faibles radiations lumineuses, que nous envoient les astres. Il est à présumer, d'ailleurs, que, s'il existe des rayons nouveaux provenant de la chimie stellaire, ceux-ci, correspondant à des énergies très élevées, auraient des longueurs d'onde extrêmement petites et qu'ils se placeraient à la suite des rayons gamma. Or, des travaux récents de Hess, Kolhörster et Millikan ont montré l'existence de rayonnements extraordinairement pénétrants qui traverseraient d'importantes épaisseurs matérielles aussi facilement que la lumière traverse une vitre. Ces radiations, dénommées rayons cosmiques, ont d'ailleurs les propriétés des rayons gamma extrêmes. Qui sait si elles ne proviennent pas de ces nébuleuses spirales, si éloignées de notre univers et où la matière semble en voie de formation ?

Il est curieux de constater que, dans tous les cas, c'est à l'étude d'un rayonnement que se ramènent les questions de structure matérielle. Ainsi la lumière, chère aux Grecs, ne nous a pas été donnée seulement pour la perception des objets extérieurs, forme et couleur : elle est également la précieuse révélatrice de la vie intime des atomes aussi bien que de celle des étoiles.

JEAN THIBAUD.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

Sous le règne de Louis le Bien aimé, en 1759, un modeste bourgeois de Saint-Étienne, nommé Delaroa, écrivait tristement en marge du reçu de ses contributions : « Soixante et une livre trois sols : les impositions surpassent les loyers du domaine ! »

L'impôt alors n'était pas progressif, nous dit ensuite M. Boy, qui présente ce document dans le dernier Bulletin de la *Diana*. On aime à le croire.

L'honnête bourgeois de Saint-Étienne avait d'ailleurs la consolation de se voir réclamer ces impôts fort poliment, puisque le receveur des tailles écrivait : « J'ai l'honneur d'être parfaitement, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur... » Les fonctionnaires de ce temps-là n'avaient pas perdu le sentiment qu'être au service de l'État, c'est être au service du public, dont l'État n'est que le représentant.

Surtout ce contribuable d'autrefois avait cette autre consolation de savoir qu'en dehors des services généraux du Royaume, ses livres et ses sols servaient à l'entretien des « officiers de troupes d'infanterie et de cavalerie », au « secours des hôpitaux » et même aux grands travaux publics comme « le nettoiement du havre de la ville de La Rochelle, l'enlèvement de la boue de la ville de Bayonne, etc... »

Mais l'histoire nous apprend ainsi que, sous une forme courtoise ou brutale, les impôts ont été de tout temps « excessifs ». Et nous savons qu'en ce sens, nous n'avons rien à envier à nos aïeux.

Les Bulletins de la *Diana* qui contiennent cette note fiscale comprennent encore une étude très fouillée du comte Roger Palluat

de Besset sur de fort intéressants gentilhommes allemands, les Kayr de Blumenstein, qui, de 1715 à 1844, exploitèrent tenacement les mines de plomb du Forez et mirent ainsi à la disposition de la Révolution et de l'Empire une grande partie du plomb dont ils avaient besoin.

A signaler encore, dans les mêmes Bulletins, des notes de l'abbé Monot sur l'humaniste Papire Masson, du comte Guy de Neufbourg sur des « hommages en langue vulgaire au XIIIe siècle », de M. André Granger sur le sceau d'un Chalus, marquis de Saint-Priest, de M. Jean Beyssac sur la charte de franchise de Boën, de MM. Thiollier et Deroure sur des gaines en bois et des corbeaux en terre cuite de la vieille église de Pommiers.

Il faut dire que la *Diana*, fondée en 1862 par le comte de Persigny, est une société littéraire particulièrement active. Sous l'égide de ce fondateur, toute l'aristocratie forézienne s'inscrivit à la nouvelle Société et participa abondamment à ses travaux. Installée dans la salle de la Diana, bâtiment du XIIIe siècle, par Persigny lui-même, qui l'acheta et en fit don à la ville de Montbrison, la Société siège toujours dans cette salle historique, décorée aux armes de la chevaleresque noblesse forézienne du XIIIe siècle.

En 1904, donnant le bel exemple de la conservation de nos monuments historiques les plus précieux, la *Diana* acquit de la succession du comte de Neufbourg le château de la Bastie d'Urfé, pour l'installation de son musée lapidaire. Elle restaura admirablement cette grande demeure, où murmurent encore, sur les rives du Lignon, les ombres des bergers de l'*Astrée*. Elle y a rassemblé et continue d'y réunir les plus précieux monuments archéologiques et artistiques du Forez. Elle y reçoit comme en un club élégant les personnalités qui visitent la région. Ses 500 membres, véritable élite, assurent son avenir matériel et intellectuel.

Le comte Guy de Neufbourg, charmant écrivain, doublé d'un historien précis, veut bien nous envoyer, de sa demeure de Beauvais, près de Boën, d'intéressantes notes sur les travaux de cette compagnie, qui a édité, depuis 1863, quinze volumes de mémoires, un catalogne de sa bibliothèque et de ses riches archives et plus de deux cents Bulletins de ses séances.

Tout ce qui concerne la terre, l'organisation et la vie sociale du Forez, son histoire, ses lettres, ses sciences et ses arts, a été étudié par des hommes particulièrement qualifiés, tels que Héron de Villefosse, Joseph Déchelette, Thiollier, de Charpin-Feugerolles, O. de

Viry, de Fréminville, d'Albon, vicomte de Meaux, de Neufbourg, etc.

Tous les documents de l'antiquité ou de l'histoire qui ont été découverts ont été étudiés, analysés, reliés les uns aux autres, en sorte que « la formation économique, sociale et artistique du pays, comme l'écrit le comte de Neufbourg, commence à s'établir solidement, appuyée de milliers de textes relatifs au seul comté du Forez ».

Actuellement, la *Diana* prépare deux recueils importants : le Catalogue des découvertes archéologiques en Forez, et l'Inventaire détaillé des textes foréziens antérieurs à l'an 1300.

Dans une province voisine, la « Société archéologique et historique du Limousin », que préside M. André Demartial, un fervent de notre orfèvrerie et de nos émaux anciens, poursuit depuis 1845 une œuvre non moins active et féconde, sur laquelle nous reviendrons dans notre prochaine chronique, ne pouvant aujourd'hui que résumer, et trop brièvement, les nombreux travaux qui nous parviennent des diverses provinces de France.

L'Académie de Dijon poursuit la publication du magistral ouvrage de l'abbé Maurice Chaume, *les Origines du duché de Bourgogne*, que nous avons signalé précédemment; elle achève aussi la publication des Mémoires et travaux présentés, en 1927, au Congrès de l'Association bourguignonne des Sociétés savantes, sur *Saint Bernard et son temps*. Elle est, d'autre part, engagée en une opération de première importance, le transfert du musée archéologique de Dijon en deux beaux monuments récemment restaurés ou en cours de restauration, l'église Saint-Philibert, qui est du XIIe siècle, et la très belle salle de l'ancien monastère Saint-Bénigne, de la fin du XIIIe siècle. Les documents anciens de la Bourgogne auront ainsi une demeure digne d'eux.

Les Mémoires de l'Académie de Savoie s'ouvrent sur les discours prononcés à la réception du comte L. Costa de Beauregard, neveu de l'historien qui fut membre de l'Académie française, érudit historien lui-même et vaillant soldat de la grande guerre. Il reconstitua d'un style alerte et loyal la tragique histoire de cette émouvante Marie-Thérèse de Savoie Carignan, princesse de Lamballe, l'amie fidèle jusqu'à la mort de l'infortunée Marie-Antoinette. Et M. Charles Arminjon, répondant au nouvel académicien, fit avec délicatesse l'éloge de cette noble famille des Beauregard, qui, venue volontai-

rement à la France, lui offrit si souvent, avec son sang généreux, l'exemple des plus fortes vertus : « La noblesse, disait l'un d'eux, recevra toujours, dans l'opinion publique, le rang qui lui appartient, si elle sait se distinguer, non par de vaines prétentions, mais par la supériorité du mérite et de la vertu. »

Les mêmes Mémoires, — un volume de 650 pages, — contiennent encore une savante étude de l'éminent physicien Andrault, sur les causes de la couleur bleue du ciel. Le charmant poète et excellent président, Emmanuel Dénarié, lui répondit avec gentillesse et esprit. Ce fut son dernier discours. Quelques mois plus tard, M. Charles Arminjon prononçait son éloge funèbre, que suivit celui du physicien Andrault, enlevé en pleine maturité par un stupide accident.

Le vicomte Greyfié de Bellecombe, dans son discours de réception, nous donne l'histoire des derniers ducs de Nemours de la Maison de Savoie. Le volume contient encore, du même auteur, une histoire précise et fortement documentée de la charmante princesse Philiberte de Savoie, épouse de Julien de Médicis, tante de François Ier, morte à vingt-six ans, après une courte vie de douleur et de sainteté. L'admirable et constant sacrifice des femmes rachète bien des laideurs humaines.

Les Mémoires contiennent enfin une remarquable étude de M. Désormaux sur la phonétique des parlers savoyards, des notes de M. André Biver et de M. Revel sur la généalogie des Clermont et sur un portrait inconnu de saint François de Sales, et le compte rendu des fêtes lamartiniennes, que présidait M. Henry Bordeaux, lui aussi fils pieux de la Savoie. L'Académie française y avait délégué le bâtonnier Henri-Robert.

Le Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais, qui a la charge du Musée historique de cette province, nous présente une suite d'intéressantes études régionales. M. Édouard Bruley y conte spirituellement les grands embarras d'argent de Mgr de Jarente, évêque d'Orléans, pendant les premières années de la Révolution, où il était assez aventureux de rester prodigue; il décrit ensuite les menées royalistes à Orléans, sous le Directoire, et notamment l'affaire Phélippeaux-Bataille. M. Jacques Soyer publie deux notes très documentées sur le domaine de Sermaises en Beauce, à la fin du xe siècle, et sur les noms primitifs (Ossantia, Ousance) de la rivière orléanaise du Cens. Le chanoine Chenesseau décrit la restauration d'un groupe de contreforts à la tour nord de la

cathédrale d'Orléans; et M. Pommier établit avec érudition l'historique d'une vieille demeure d'Orléans dite le « Coing de la Roiche Saint-Père ».

L'Académie d'Aix a reçu l'excellent critique Eymard, et à l'occasion de cette réception, le distingué président de cette compagnie, le comte de Mougins-Roquefort, a défini avec autant de sûreté que de tact le rôle du critique dans les lettres.

La Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron publie deux savantes études de M. Joseph Monestier sur la disparition brusque des amalthéidés et sur les théories de l'évolution, que de nouvelles données de la science ont rendues fort douteuses.

Le pays basque ne se laisse pas oublier, et il nous envoie une attrayante « petite histoire du pays basque français », écrite par M. Joseph Nogaret, avec de nombreuses illustrations, et qui fait aimer davantage ce pays séduisant.

A l'autre extrémité de la France, la vieille et fidèle Académie de Metz a entendu une intéressante communication de M. Fleur sur l'entrée de la duchesse de Lavalette à Metz, en 1624, et une étude très précise de M. d'Arbois sur la plus ancienne charte française des archives de la Moselle, qui est une reconnaissance de dette du comte Henry de Deux-Ponts datée de 1212.

La Société des Sciences de Semur a tenu en août sa grande réunion annuelle à Alise-Sainte-Reine. M. J. Toutain y a rappelé le rôle des fouilles d'Alésia dans l'ethnographie gallo-romaine. Le ministre des pensions, M. Louis Marin, qui présidait, a apporté aux savants chercheurs les encouragements du gouvernement.

La Société des antiquaires du Centre, que préside l'abbé de Laugardière, a adopté une demande de classement de la célèbre porte romane de la vieille église Saint-Père à Sancerre, et M. Chenu signale la découverte d'une statue mutilée de sainte Barbe, qui paraît appartenir au début du XVIe siècle.

A la Société historique du Cher, M. E. Turpin signale l'analogie des anciennes processions de Jeanne d'Arc à Orléans et à Bourges avec celle de Jeanne Hachette à Beauvais; il demande le rétablissement de cette procession solennelle à Bourges, la capitale de Charles VII. Nous nous associons de tout cœur à sa requête.

C.-M. SAVARIT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La session de l'Assemblée de la Société des nations s'est terminée le 26 septembre, après de longs et vains débats sur le désarmement. Mais les discours de M. Briand et de lord Cushendun avaient eu, comme toute parole nette et claire, la vertu de dissiper les nuages qu'une idéologie avait assemblés autour de ce problème. L'Europe est apparue unanime dans son désir de paix, mais divisée sur les moyens de le réaliser. Ceux qui semblent les plus rapides ne sont sans doute pas les plus sûrs. D'un côté, les Puissances qui fondent la paix, dans la nouvelle Europe, sur les traités, de l'autre celles, — l'Allemagne et la Hongrie, — qui n'ont d'autre objectif réel que de les détruire. Dans la plupart des États, une scission analogue apparait entre les partis : les uns, ceux qui n'ont pas les responsabilités du pouvoir, sont disposés à s'en rapporter, pour organiser une paix durable et juste, à la sagesse des démocraties et aux engagements tels que les traités de Locarno et le pacte Briand-Kellogg; les autres, tout en attachant une haute valeur à ces constructions diplomatiques fondées sur la puissance des idées, ne les regardent comme solides que si elles ont pour assiette un équilibre politique appuyé lui-même sur les forces militaires nécessaires au maintien de l'ordre et de la stabilité. Le discours de M. Briand a fait un juste et nécessaire départ entre ces deux politiques; mais, en dissipant certaines interprétations que le gouvernement et la presse avaient accréditées en Allemagne, il a naturellement provoqué quelques déceptions qu'il ne faut pas regretter, puisqu'elles étaient inséparables d'un retour à des réalités plus saines. L'attitude du comte Bernstorff dans le débat sur le désarmement, ce qu'elle a eu de cassant et d'intransigeant, s'explique par là.

Le débat portait, en apparence, sur une question de date et d'op-

portunité : quand sera-t-il possible de convoquer une conférence pour la réduction des armements ? Le comte Bernstorff proposait de la réunir dans un délai très rapproché ; il était appuyé par le général Tanczos, représentant de la Hongrie, qui se serait montré plus discret, s'il n'avait déjà oublié l'affaire des mitrailleuses de Saint-Gotthard. Les délégués des Puissances qui furent alliées durant la guerre, notamment M. Paul-Boncour et lord Cushendun, soutenaient que la conférence convoquée prématurément ne pourrait aboutir qu'à un échec dont l'effet serait regrettable et qu'il fallait d'abord que les gouvernements se fussent mis d'accord, entre eux et à la Commission préparatoire, sur les conditions dans lesquelles une réduction générale des armements sur terre et sur mer pourrait être réalisée. La tactique du comte Bernstorff, inspirée par M. Stresemann, est très simple. Il s'agit, pour l'Allemagne, de reprendre sa liberté en matière d'armements, de se dégager des entraves du traité et de reconquérir ce qu'elle appelle l'égalité. Si la Société des nations est obligée d'attendre que les Puissances, les Puissances maritimes notamment, écartent d'elles-mêmes les obstacles au désarmement, elle n'est donc pas, comme l'a dit le chancelier Muller, ce que les Allemands avaient espéré en y entrant; dès lors, l'Allemagne n'a plus qu'à constater « l'abdication » de l'organisme de Genève et à reprendre sa liberté d'action et d'armement : ainsi cessera la situation « humiliante » que lui impose le traité de Versailles. Le jeu du comte Bernstorff apparut si clair, il se montra si évidemment pressé de constater l'échec du désarmement général et la faillite de la Société des nations, qu'il s'attira, de la part de lord Cushendun, cette sèche question : « Est-ce le succès ou l'insuccès que vous désirez? »

Les Allemands ne s'aperçoivent pas que le sophisme du désarmement dont ils usent et abusent ferait douter même de leurs dispositions pacifiques. La sécurité, disent-ils en substance, nous paraît maintenant tout à fait assurée par la Société des nations, les accords de Locarno, le pacte Briand-Kellogg. Alors, de deux choses l'une : ou bien vous avez confiance en ces pactes et ces engagements, et pourquoi ne pas renoncer, à l'instar de l'Allemagne et de la Hongrie, à tout armement; pourquoi, sous prétexte d'équilibre et de sécurité, empêcher l'Autriche de se fondre dans la Grande Allemagne? Ou bien vous n'avez pas confiance, et alors, à quoi bon ces institutions et ces pactes? Le sophisme est trop évident pour qu'il soit besoin de le démontrer; mais son apparence de logique peut suffire à faire quelque impression, manié par la presse Hearst, sur l'opinion

publique américaine Une idéologie, même raisonnable et saine, est toujours à deux tranchants et peut, avec un grain de mauvaise foi, se retourner contre ceux qui s'en servent, et tel est l'inconvénient de l'introduire dans la politique.

Finalement, l'Assemblée de Genève a voté un texte qui charge le président de la Commission préparatoire de « se tenir en contact avec les gouvernements entre lesquels existent encore des divergences de vues, afin de connaître l'état de leurs négociations et de pouvoir convoquer la Commission à la fin de la présente année et, dans tous les cas, au début de 1929 ». Il n'est pas question de la réunion de la conférence. Ce texte a été voté à l'unanimité moins deux abstentions : l'Allemagne et la Hongrie. En réalité, plus on discute le problème, plus on le retourne, plus on s'aperçoit qu'il ne comporte pas de solution pratique par les méthodes que l'on a employées jusqu'ici. Les seuls résultats tangibles ont été obtenus par la bonne volonté et l'esprit de paix de gouvernements comme celui de la République française qui a spontanément réduit dans de larges proportions ses forces militaires, ou par des ententes partielles entre deux ou plusieurs puissances, comme l'a fait la conférence de Washington pour les armements navals. Le fait que les États-Unis ne sont pas représentés à la Société des nations et que cependant aucun accord général ne peut être réalisé sans leur participation, complique encore une situation inextricable, dont il vaut mieux d'ailleurs, pour le moment, ne pas chercher à sortir.

Lord Cushendun et M. Poincaré ont, chacun de son point de vue, donné la note finale aux débats et aux négociations de Genève. Le ministre des Affaires étrangères intérimaire de l'Empire britannique a conclu qu'il serait désastreux d'aboutir à une impasse et qu'il est nécessaire, pour l'éviter, de se mettre d'accord, au préalable, sur les questions essentielles. L'accord franco-britannique est un exemple de cette méthode. Quant à M. Poincaré, dans son vibrant discours de Chambéry, le 30 septembre, il a surtout fait allusion aux négociations franco-allemandes. Après avoir rappelé la modération de la France, qui s'est contentée, dans la victoire, de récupérer les provinces qui lui avaient été ravies et d'exiger la réparation des dommages qu'elle a subis, le président du Conseil a insisté sur l'amour de la paix dont la France, après 1871, a donné l'exemple et qui anime encore la France victorieuse laquelle ne réclame rien au delà de ce que lui ont garanti les traités. Des négociations vont commencer. « Quelle que soit sur

ces deux points, sécurité et réparations, la prudence qui nous est commandée et qui ne nous permet pas de nous démunir de nos gages à la légère, nous n'avons pas accepté d'ouvrir des pourparlers avec l'arrière-pensée de les traîner en longueur ou de les faire avorter. Loin de là. Nous les entamerons le plus tôt possible et nous les poursuivrons de bonne grâce avec confiance dans le résultat final. » Ainsi s'affirme, après la laborieuse session de Genève, l'harmonie complète de vues entre le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères.

En Allemagne, la presse, en général, donne une note pessimiste, et les partis nationalistes se servent des résultats, négatifs à leurs yeux, de la session de Genève pour accuser d'impuissance les partis de gauche, dénoncer la faiblesse de la coalition dirigée par les socialistes et réclamer l'abandon de la politique de Locarno. La *Gazette de Francfort* (30 septembre) est presque seule à donner une appréciation plus juste sur les débats de Genève. Pour elle, la politique de Locarno n'a pas fait faillite. Le problème du désarmement est mal posé. « Si l'on y réfléchit tranquillement, même nous autres Allemands, nous devons reconnaître qu'une conférence du désarmement qui se réunirait avant que les graves difficultés pendantes entre de grandes puissances aient été écartées, subirait un échec piteux qui retarderait pour des années les tentatives de désarmement. » M. Theodor Wolff, dans le *Berliner Tageblatt*, tout en regrettant que M. Briand et la politique française n'aient pas osé choisir entre deux politiques, d'après lui inconciliables, celle de rapprochement franco-allemand et celle d'occupation et de précautions militaires, attaque avec une verve impitoyable les nationalistes. « Quand on réclame la libération de la Rhénanie, on se passerait volontiers de l'assistance tapageuse des gens qui voulaient annexer au moins la Belgique et les mines de fer françaises et qui ne cessaient de prêcher que la force prime le droit! » Ce ne sont pas cependant les outrances des nationalistes allemands, bien que leur retour au pouvoir ne soit pas exclu des possibilités de l'avenir, qui dictent à tous les gouvernements français les précautions et les garanties dont ils entendent ne pas se départir, mais bien le sentiment, confirmé par l'expérience, qu'une politique n'apporte des résultats durables et bienfaisants que si elle est fondée d'abord sur une solide assiette d'intérêts satisfaits et de réalités matérielles concordantes. Ce n'est pas faire une politique dépourvue d'idéal que d'écarter l'idéologie.

Si l'on veut trouver une illustration des difficultés et des malentendus que soulève à chaque pas le problème de la réduction des armements, les mésaventures de l'accord naval franco-britannique la fourniraient éclatante. Rarement les meilleures intentions ont été plus odieusement dénaturées; rarement aussi la malveillance étrangère s'est exercée avec une imagination plus déréglée sur de plus innocents accords. Entre les déformations que la presse, en divers pays, a fait subir à la convention franco-anglaise, en prêtant aux signataires des intentions subtiles de domination universelle, et ce qu'il plait aux Allemands d'appeler l'échec des négociations de Genève, la liaison est évidente. Il faut convenir d'ailleurs que ces interprétations tendancieuses auraient été au moins partiellement évitées ou atténuées, si le cabinet britannique n'avait pas ajourné et ne retardait pas encore la publication du texte intégral de l'accord.

On est d'accord depuis longtemps pour affirmer que la meilleure méthode pour résoudre les difficultés qui peuvent subsister entre différentes Puissances, au sujet de la réduction des armements, consiste en des négociations particulières. Il est intéressant de souligner que le gouvernement des États-Unis partageait sans réserves cette opinion il y a peu de mois. C'est le 23 mars 1928 que M. Gibson, délégué des États-Unis à la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement, développait en séance cette même idée... « A la fin de la première lecture, il y avait tant de points de divergence que nous eûmes le sentiment qu'on ne pourrait rien faire de plus dans un sens pratique, avant qu'un effort ne fût fait, par des négociations directes entre les gouvernements ou entre les groupes de gouvernements, pour découvrir le moyen, grâce à des concessions mutuelles, d'éliminer ces divergences... Je crois que nous devons nous débarrasser de l'idée que la seule manière d'avancer est de siéger en séance plénière ou en comités. Il y a des moments où c'est la voie naturelle; il y a d'autres moments où nous progresserons autant et peut-être plus par des négociations extérieures... » (1). C'est précisément à ce vœu que répondait la négociation directe entre la Grande-Bretagne et la France, dont nous avons déjà expliqué ici l'objet et la portée (2).

Comment une méthode qui était, en mars, préconisée par le gouvernement de Washington a-t-elle pu, en septembre, soulever

(1) *Documents de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement*, série VI, p. 278.

(2) Voyez la *Chronique* du 15 août.

ses susceptibilités? On se le demande. Les Américains ont les meilleures intentions du monde, mais ils laissent trop souvent leur politique intérieure réagir sur leurs relations extérieures ; ils donnent ainsi, même à leurs amis, une impression d'instabilité et de versatilité. L'animosité du sénateur Lodge à l'égard du président Wilson a empêché la ratification du traité de Versailles et du pacte de la Société des nations, avec les conséquences, fâcheuses pour toutes les Puissances, de cette abstention. Il serait regrettable que, maintenant, l'entente navale franco-anglaise fît les frais de la bataille électorale pour la présidence des États-Unis.

Hâtons-nous d'ailleurs de reconnaître que le gouvernement de M. Coolidge est resté tout à fait étranger à certaines polémiques tendancieuses de la presse Hearst et que son attitude est restée parfaitement correcte et amicale. Les cabinets de Londres et de Paris soumettaient leur accord à son agrément ; il n'a pas cru pouvoir s'y associer, pour des raisons d'intérêt américain, mais sa réponse est courtoise et amicale et laisse la porte ouverte à des négociations nouvelles. Les objections des États-Unis, formulées dans une note qui a été remise le 28 septembre au quai d'Orsay et au Foreign Office et aussitôt publiée par les soins des ambassades américaines, sont d'ordre technique, conformes à ce que les Américains estiment l'intérêt de leur puissance navale. Les besoins maritimes de l'Empire britannique et, sur une échelle plus restreinte, de la France sont fort différents de ceux des États-Unis. Énorme territoire continental, l'Union ne possède d'autre domaine colonial que les Hawaï et les Philippines, situées sur une même route maritime transpacifique qui s'allonge, sans autre escale que Honolulu, sur 6 000 milles marins (plus de 11 000 kilomètres) ; elle a donc besoin de grands croiseurs puissants et rapides de 10 000 tonnes, et n'a que faire de petits croiseurs et de sous-marins à faible rayon d'action qui sont au contraire indispensables à la France et à l'Angleterre pour la protection de leurs colonies et de leurs lignes de communication.

Mais cet aspect technique du problème est, pour le moment, d'un intérêt secondaire et ne paraît pas comporter une divergence irréductible. Ce qui est significatif, c'est la campagne perfide qui, aux États-Unis et en Europe, s'est appliquée à dénaturer l'accord franco-anglais et qui se plaisait à annoncer par avance que la réponse des États-Unis serait sévère pour la politique de l'Angleterre et de la France. Les malveillants en ont été pour leurs pronostics ; mais ce sont leurs intentions qu'il y a lieu de retenir. L'accord franco-anglais,

sur une question relativement peu importante, a été l'occasion d'une véritable mobilisation de tous les éléments à qui porte ombrage une étroite entente politique entre la puissance maîtresse des mers et celle à qui l'on attribue la plus forte armée de terre. C'est d'abord en Angleterre même que la politique du Foreign Office a été critiquée, avec une violence inaccoutumée, non seulement par les journaux libéraux et travaillistes, mais encore par certains organes conservateurs tels que le *Daily Telegraph* et l'*Observer*. Tant il subsiste encore, dans certains milieux britanniques, de vieilles défiances à l'égard de la France! On reproche à sir Austen Chamberlain et au gouvernement conservateur de se laisser engager par la France dans les affaires continentales et d'y servir ce que l'on appelle son hégémonie européenne. Ces censeurs estiment que l'Angleterre doit contrecarrer les « ambitions » françaises, tenir la balance égale entre elle et l'Allemagne et surtout ne rien faire qui puisse altérer, si peu que ce soit, les relations d'étroite amitié entre l'Empire britannique et les États-Unis. Une lettre circulaire adressée par le quai d'Orsay à ses agents à l'étranger et destinée à leur expliquer le sens et la portée de l'accord naval franco-anglais, ayant été, on ne sait par quelle voie, livrée à la publicité en Amérique, toute la presse hostile à l'entente franco-anglaise en prit prétexte pour une campagne de calomnies. Le correspondant diplomatique du *Daily Telegraph* y fit écho; il feignit de prendre au sérieux les inventions romanesques de la *Tribuna*, qui a imaginé qu'un accord aérien accompagnerait l'accord naval et permettrait à la France de concentrer la majeure partie de ses escadrilles sur la frontière italienne. On représente donc l'accord naval, dont l'objet bien clair est de faciliter une réduction des armements sur terre et sur mer, comme un instrument de domination; il ne serait que l'un des aspects d'une entente générale diplomatique, militaire, aérienne, maritime dont l'objet serait, pour l'Angleterre, de disputer aux Américains la suprématie navale et, pour la France, de faire triompher partout, notamment en Pologne, en Yougoslavie et vis-à-vis de l'Allemagne, les principes et les solutions de sa politique dominatrice.

On ne saurait s'étonner que la presse allemande se soit associée à ce concert bien dirigé. Durant les négociations de Genève, elle feignait de craindre que la France et l'Angleterre n'entraînassent le Reich, sous prétexte de régler la question des dettes, dans « un front commun » contre les États-Unis, comme s'il avait jamais été question de rien de pareil. Le resserrement de l'entente franco-anglaise appa-

rait aux Allemands, tout au moins aux journaux, comme destiné à empêcher le désarmement et comme dirigé contre les États-Unis sur mer et contre l'Allemagne sur terre. « Nous ne pouvons regarder, écrit la *Gazette de Cologne*, la communauté d'intérêts entre la France et l'Angleterre que comme une menace aiguë pour l'Allemagne. » Quant aux bolchévistes de Moscou, ils se voient déjà encerclés, attaqués par la France et l'Angleterre. C'est du délire... Mais combien ce délire est édifiant et comme il révèle les pensées cachées de tous ceux qui ne poursuivent que la destruction de l'Europe de 1919! La conclusion est que cette entente franco-anglaise, si redoutée, est, en Europe, le principal élément d'ordre et qu'il importe de la renforcer, de la consolider. Il n'est pas besoin d'ajouter qu'elle ne saurait être en aucune manière dirigée contre les États-Unis.

A peine revenu au pouvoir, porté par un puissant mouvement de l'opinion nationale et soutenu par une très forte majorité parlementaire, M. Venizelos donne à la politique hellénique une activité et un accent nouveaux. Le créateur de la nouvelle Grèce, telle qu'elle est sortie des guerres balkaniques de 1912 et 1913 et de la Grande guerre, se propose de consolider à la fois son propre pouvoir et son œuvre. Les conditions sont, à la vérité, nouvelles, puisque désormais, par suite des émigrations ou des échanges de populations, le plus grand nombre des Hellènes d'Asie mineure et de Thrace sont maintenant établis sur le territoire de la République grecque.

Le retour au pouvoir de l'illustre homme d'État crétois avait jeté, parmi les puissances balkaniques ou riveraines de la Méditerranée orientale, quelque inquiétude. On se demandait, notamment à Angora et à Rome, si le nouveau gouvernement continuerait les négociations, entamées par M. Michalacopoulos, en vue d'un « pacte d'amitié et de conciliation » avec chacune de ces deux puissances. La rapide ascension du petit État grec depuis 1912 ne s'est pas réalisée sans soulever, entre lui et ses voisins, des griefs et des rancunes. Comment l'Italie oublierait-elle que c'est la Grèce, encouragée et poussée par M. Lloyd George, qui a débarqué ses soldats dans la région de Smyrne où l'Italie, après la guerre, espérait s'installer à demeure et créer une vaste et riche colonie de peuplement? Dans la mer Égée et les Échelles du Levant, l'hellénisme, depuis l'antiquité, est en rivalité avec l'italianisme : Venise se prétendait la légitime héritière de l'Empire byzantin. Mais la Grèce, de son côté, avait, contre l'Italie, de cuisants griefs : c'était, d'abord, concrétisant

la vieille concurrence historique, l'établissement des Italiens, durant la guerre de 1911-1912, dans le Dodécanèse (Rhodes et les îles avoisinantes) qui est peuplé de plus de cent mille habitants de langue et de nationalité helléniques. La convention secrète du 29 juillet 1919, entre M. Venizelos et M. Tittoni, et le traité du 10 août 1920 avaient prévu, entre les deux Puissances, une sorte de partage des douze îles, Rhodes restant à l'Italie et les onze plus petites à la Grèce; mais ces accords étaient subordonnés aux satisfactions territoriales que l'Italie espérait recevoir dans la région au sud de Smyrne, la Grèce en Thrace orientale et dans l'Albanie du sud qu'elle appelle Épire du Nord. L'Italie, n'ayant rien obtenu, a gardé le Dodécanèse, malgré le caractère incontestablement grec et les aspirations de la population (1). Or, Rhodes est une île bien voisine de la Crète, patrie de M. Venizelos.

A ces raisons de mésintelligence vint s'ajouter, en 1923, l'assassinat, sur la frontière gréco-albanaise, de la mission italienne pour la détermination des frontières, suivi du bombardement et de l'occupation de Corfou par une escadre et des troupes italiennes Enfin, l'établissement d'un protectorat italien sur l'Albanie inquiète la Grèce presque autant que la Yougoslavie, car si l'une et l'autre ont intérêt à l'existence d'une Albanie indépendante, elles ne souhaitent ni l'une ni l'autre qu'une grande Puissance latine s'établisse à demeure sur la côte occidentale de l'Adriatique entre le slavisme et l'hellénisme. La pénétration commerciale que l'Italie entreprend en partant des ports albanais, les chemins de fer par lesquels elle se propose d'amener à Durazzo le trafic des Balkans, sont de nature à nuire au développement de Salonique et des ports grecs. La grande voie ferrée, Belgrade-Nisch-Skoplié-Guevgueli-Salonique-Athènes, et son affluent, la ligne Salonique-Florina-Bitolia, suivent une direction nord-sud, tandis que les voies de pénétration italiennes par l'Albanie, orientées de l'ouest à l'est, coupent à angle droit les précédentes. Enfin, l'Italie trouve de puissantes raisons de rechercher une entente politique et économique avec la Bulgarie, dont la Grèce a des motifs non moins sérieux de redouter le relèvement.

La position des territoires grecs de Macédoine et de Thrace qui s'étendent en une mince bande le long de la côte septentrionale de la mer Égée, si elle est, surtout depuis les échanges de popula-

(1) Voyez le livre récent de C. D. Booth and Isabell Bridge Booth : *Italy's Aegean possessions*. Londres, Arrowsmith.

tions, ethnographiquement solide, reste géographiquement paradoxale et militairement difficile à défendre. En outre, des ports tels que Salonique ne peuvent vivre que s'ils sont assurés de la clientèle d'un vaste arrière-pays ; depuis que Salonique se heurte à une frontière politique et douanière à 80 kilomètres, sa prospérité a décliné; sa population juive, active et industrieuse, a émigré et la ville ne renaît que par l'afflux des émigrants hellènes d'Asie. Une zone étroite de territoire grec sépare de la mer Égée les masses profondes des populations yougoslaves qui constituent le royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le royaume de Bulgarie. Il est naturel que ces deux États cherchent à obtenir un débouché maritime : de là une rivalité latente et une source de difficultés renaissantes. Les traités qui ont partagé la Macédoine assurent à la Serbie le droit à une zone franche dans le port de Salonique. Les Bulgares, de leur côté, ont, aux termes du traité de Neuilly qui les prive d'un accès territorial à la Méditerranée, droit à un débouché économique à Dédéagatch. Ce sont là, pour la Grèce, des hypothèques gênantes, mais qui peuvent devenir un jour, pour ses ports, une source de prospérité. C'est grâce à l'effort militaire de la Bulgarie et de la Serbie, en 1912, que la Grèce a réussi à sortir de ses montagnes et de ses îles pour se répandre dans les plaines de Macédoine et de Thrace ; si le partage des dépouilles de la Turquie vaincue a brouillé les vainqueurs et provoqué la seconde guerre balkanique, il est naturel que la Grèce appréhende une réconciliation de toutes les branches de la famille des Slaves du Sud, dont elle pourrait devenir la victime ; son intérêt la porte donc à souhaiter la paix balkanique, mais aussi la division entre les Slaves : acrimonie persistante entre Serbes et Bulgares, mésintelligence durable entre Serbes et Croates. Le danger slave, plus proche, plus voisin, doit donc primer, dans les préoccupations du gouvernement d'Athènes, le péril italien. Et c'est pourquoi, sans doute, la première étape des pérégrinations diplomatiques de M. Venizelos l'a conduit à Rome auprès de M. Mussolini. L'homme d'État crétois est assez avisé pour avoir compris qu'une politique générale de paix, d'entente et d'apaisement serait la meilleure sauvegarde pour les frontières de la Grèce.

Les négociations entre Athènes et Rome étaient pendantes depuis assez longtemps. M. Venizelos les a précipitées et menées à bonne fin. Le 23 septembre, le traité « d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire » était signé au palais Chigi par M. Venizelos et M. Mussolini. Ce n'est pas un pacte d'alliance et les deux parties

affirment qu'il ne contient point de clauses secrètes. La partie juridique, concernant les procédures de conciliation, est particulièrement développée et précisée. La presse italienne, qui avait froidement accueilli le retour au pouvoir de M. Venizelos, l'a porté aux nues dès lors qu'il venait à Rome. Dans leurs entretiens, le duce et le chef du gouvernement grec auraient constaté leur accord pour fonder « un équilibre pacifique des intérêts généraux dans la Méditerranée ». M. Mussolini, dans son discours au banquet, a déclaré : « Le traité que nous avons signé ne peut être accueilli que très favorablement par tous ceux qui ont un intérêt réel au maintien de la paix et au développement toujours plus fécond des rapports avec les États de la Méditerranée orientale. » Ces formules sont assez vagues pour ne porter ombrage à personne. M. Venizelos a cherché à Rome une consolidation de son pouvoir personnel et de la situation internationale de la Grèce ; il a liquidé des inimitiés anciennes; mais il est trop fin et trop conscient du jeu dangereux que mène l'Italie dans la Méditerranée orientale et les Balkans pour s'engager au delà de ses intérêts et couper les ponts derrière lui.

Avant de quitter Athènes, le président du Conseil avait pris la précaution de rassurer les ministres de Yougoslavie et de Turquie sur le caractère du traité qu'il allait signer à Rome. Il a donné une nouvelle preuve de ses intentions en venant, aussitôt après avoir quitté Rome, à Paris et à Londres, où il a eu d'importants entretiens avec M. Briand et lord Cushendun. Aux deux ministres des Affaires étrangères, M. Venizelos a commenté son traité avec M. Mussolini et en a précisé le caractère pacifique et amical : il n'a de pointe contre aucun État. A Paris, le chef du gouvernement hellénique a rencontré M. Marinkovitch, ministre des Affaires étrangères du roi Alexandre, et a eu avec lui trois entretiens. Il se rend maintenant à Belgrade où les négociations continueront et où il sera reçu par le roi Alexandre comme il l'a été à San-Rossore par le roi Victor-Emmanuel III. En 1923 a été dénoncé le traité d'alliance qui unissait la Serbie et la Grèce, depuis leur commune victoire contre la Bulgarie; il ne s'agit pas de le renouveler; c'est dans un cadre moins précis et plus général que sera cherchée une entente qui se manifesterait par un traité d'amitié dans le même esprit que celui qui vient d'être signé à Rome. Plusieurs difficultés sérieuses restent pendantes entre Yougoslavie et Grèce. C'est d'abord et surtout la question de la zone franche à organiser pour la Yougoslavie à Salonique. Le commerce yougoslave périclite, faute surtout d'une politique avisée et prévoyante d'ententes doua-

nières et de traités de commerce : les querelles de politique intérieure absorbent le meilleur de l'activité des ministres ; ni avec l'Autriche, ni avec la Tchécoslovaquie, ni avec l'Espagne à laquelle elle vend ses bois, ni avec la France, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'a de traité de commerce satisfaisant. La Chambre de commerce slovène demande au gouvernement de chercher de nouveaux débouchés, notamment par la conclusion de traités de commerce « avec les pays de la Méditerranée et surtout du Levant et de l'Orient : Turquie, Grèce, Égypte, etc. » Ce commerce, c'est par Salonique qu'il doit s'effectuer. M. Venizelos peut trouver là un excellent terrain de négociation. Il accordera volontiers à la Yougoslavie tous les avantages compatibles avec la souveraineté hellénique. La Grèce a besoin de la Yougoslavie qui vient au troisième rang, après les États-Unis et l'Angleterre, comme son fournisseur (492 millions de drachmes en 1927). On peut espérer que les prochaines négociations de Belgrade établiront à Salonique un régime satisfaisant pour les deux pays qui ont, l'un et l'autre, le plus grand intérêt à un développement de leurs relations économiques.

L'activité merveilleuse de M. Venizelos ne s'en tiendra pas là. Il se disposerait, dit-on, à se rendre ensuite à Angora, afin de marquer avec éclat la réconciliation de la Turquie et de la Grèce et de terminer le règlement des questions si délicates concernant l'émigration et l'échange des populations. Depuis le 21 mai 1928, un traité d'amitié et d'arbitrage a été conclu entre la Grèce et la Roumanie. Ainsi se forment peu à peu les mailles d'un réseau qui finira par englober tous les États balkaniques. La Grèce ne vise pas à assumer la direction d'un tel groupement; mais la volonté de M. Venizelos répond au besoin profond et général de paix, de stabilité, de travail et d'enrichissement; il ne se laissera pas entraîner, quelles que soient les invites qui lui sont faites, à une politique qui tendrait vers ce qu'un journal italien appelle « la revision des erreurs les plus graves contenues dans les traités de 1919 ». La signature de tous ces pactes ne supprime pas les difficultés ni les causes de conflits; elle signifie que tous les gouvernements sont disposés à chercher des solutions amiables. M. Venizelos travaille ainsi comme un bon ouvrier de la paix balkanique qui est la condition de la paix européenne.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-SEPTIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er septembre

Pages

DU VIEIL ALGER ROMANTIQUE A FEZ LA MYSTÉRIEUSE. — I, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française 5

LES BOUCHES CLOSES, deuxième partie, par M. MARCEL DUPONT 27

EN TRAINEAU AVEC L'EMPEREUR. — IV. *DE LA SAXE AU RHIN*, par CAULAINCOURT 62

LA DOCTRINE DE MONROE EN 1928, par M. JULES CAMBON, de l'Académie française 90

IMPRESSIONS ET FANTAISIES, par GÉRARD D'HOUVILLE 102

L'UNIQUE SURVIVANT. — *FÉVRIER 1916, LA CATASTROPHE*, par M. PAUL CHACK. 111

L'ÉCOLE DES COLONIES. — II. *DE QUOI EST FAIT L'ESPRIT COLONIAL*, par M. OCTAVE HOMBERG 141

SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE. — III, *VACANCES*, par GYP 155

LES BERBÈRES DE JUGURTHA, par M. PAUL MONCEAUX, de l'Institut. 177

AU CONGRÈS D'OSLO, par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française 189

QUESTIONS ÉCONOMIQUES. — *CINÉMA ET RADIOPHONIE*, par M. LUCIEN ROMIER . 195

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *M. MARIO PUCCINI*, par M. LOUIS GILLET 207

REVUE LITTÉRAIRE. — *AMES ROMANTIQUES : JOUFFROY*, par M. VICTOR GIRAUD. 219

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 231

Livraison du 15 septembre

LA VOIX INTÉRIEURE DE BARRÈS, *D'APRÈS SES CAHIERS*. — I, par M. FRANÇOIS DUHOURCAU 241

LA GRENADE AFRICAINE, par M. LOUIS BERTRAND, de l'Académie française . . 275

LES BOUCHES CLOSES, troisième partie, par M. MARCEL DUPONT. 301

VOLTAIRE ET CASANOVA, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française . 338

LES SOVIETS DEVANT UNE NOUVELLE CRISE ÉCONOMIQUE, par le comte KOKOVTZOFF 356

Pages.
En traineau avec l'Empereur. — V. *L'Arrivée aux Tuileries*, par CAULAINCOURT 377
Nos grandes écoles. — L'Institut français en Espagne, par M. Pierre PARIS, de l'Institut. 406
Les conditions permanentes de la politique française, par M. René PINON. 426
Questions scientifiques. — *La science et la défense nationale*, par M. François CANAC. 431
Revue littéraire. — *La personne et l'art de Sully Prudhomme*, par M. Victor GIRAUD 443
Revue musicale. — *Le sentiment religieux dans la musique de Boito*, par M. Camille BELLAIGUE. 453
Notes sur Léonard de Vinci, par M. Louis GILLET 462
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 471

Livraison du 1er octobre

Georges Cadoudal. — I. *Gédéon*, par M. G. LENOTRE 481
La résurrection d'un peuple. — *La Tchécoslovaquie*, par M. F. CLÉMENT-SIMON 511
Les bouches closes, dernière partie, par M. Marcel DUPONT 526
Fez la « Mystérieuse », par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française. . 562
La voix intérieure de Barrès, *d'après ses cahiers*. — II, par M. François DUHOURCAU 585
Dans les prisons de l'U.R.S.S. — I. *Avril-Juin 1924*, par M. Boris CEDERHOLM 622
Souvenirs d'une petite fille. — IV. *Je suis renvoyée!*, par GYP. 634
L'école des Colonies. — III. *Le Français dans ses colonies*, par M. Octave HOMBERG 683
Revue littéraire. — *Une vie de paysan sous l'ancien régime*, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française 699
Une date de l'aviation : *L'autogire*, par M. André DEMAISON 710
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . 712

Livraison du 15 octobre

Balkans nouveaux. — I. *La Grèce qui renaît*, par M. Maurice PERNOT. . . 721
Georges Cadoudal. — II. *Breton contre Corse*, par M. G. LENOTRE. . . . 753
Le livre des bêtes qu'on appelle sauvages. — III. *Kho-kho, le marabout*, par M. André DEMAISON 777
Quelques maîtres du destin. — V. M. Herbert Hoover, par VERAX 801
Pour la maison de l'Empereur a Sainte-Hélène, par M. Ernest d'HAUTERIVE. 825
Dans les prisons de l'U. R. S. S. — II. *Hopitaux soviétiques*, par M. Boris CEDERHOLM 851
Souvenirs d'une petite fille. — V. *Dernières impressions*, par GYP. 879
Histoire d'un historien : Amédée Thierry. — I. *La jeunesse*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY. 900
Questions scientifiques. — *L'atomistique et la vie des étoiles*, par M. Jean THIBAUD. 931
Les académies de province au travail, par M. C.-M. SAVARIT 942
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 947

Paris, 1928 — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 35886.

377
406
426
434
443
453
463
471
481
511
526
562
585
622
654
683
699
710
712
721
753
777
801
825
851
879
900
931
942
947